

Sous l'empire du cacao

Étude diachronique de deux terroirs camerounais





La collection à travers champs, publiée par les éditions de l'orstom, témoigne des mutations que connaissent aujourd'hui les sociétés rurales et les systèmes agraires des pays tropicaux.

Les études relèvent souvent des sciences sociales, mais les pratiques paysannes sont également éclairées par des approches agronomiques.

Les publications s'organisent autour d'un thème ou s'appliquent à des espaces ruraux, choisis pour leur caractère exemplaire.

Jean BOUTRAIS

Directeur de la collection

déjà parus dans la collection à travers champs

Le risque en agriculture - Collectif

Éditeurs scientifiques : Michel Eldin et Pierre Milleville.

La mutation d'une économie de plantation en basse Côte-d'Ivoire

Jean-Philippe Colin.

Les charrues de la Bagoué. Gestion paysanne d'une opération cotonnière en Côte-d'Ivoire

Jacqueline Peltre-Wurtz et Benjamin Steck.

Paysans montagnards du Nord-Cameroun

Antoinette Hallaire.

Des barbelés dans la Sierra. Origines et transformations d'un système agraire au Mexique

Hubert Cochet.

à paraître

L'ombre du mil. Un système agro-pastoral sabélien : l'Aribinda (Burkina Faso)

Dominique Guillaud.

Sous l'empire du cacao

Étude diachronique de deux terroirs camerounais

Sous l'empire du cacao

Étude diachronique de deux terroirs camerounais

Christian Santoir

Editions de l'ORSTOM

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

Collection 

Paris 1992

Maquette de couverture : Michelle Saint-Léger
Photo de couverture : l'écabossage du cacao, cliché Michel Barel
Illustrations et cartes hors-texte : Pierre Lopez
Fabrication, coordination : Catherine Richard

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les "copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective" et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, "toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite" (alinéa 1^{er} de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© ORSTOM 1992
ISSN 0998-4658
ISBN 2-7099-1115-9

Introduction

La région forestière du Cameroun méridional présente une grande homogénéité de paysages. La disposition de l'habitat, des champs, leur situation par rapport aux éléments du relief ne varient guère et se répètent sur un vaste territoire. Cette uniformité est due en grande partie, à la constance et au caractère contraignant du milieu physique, mais également à la grande unité culturelle du monde *béti*. Ici, pas de différenciation ethnique à proprement parler, mais plutôt des nuances, se manifestant dans le domaine agricole par la préférence apportée à tel type de culture, par l'importance relative des plantations, ou par la place des activités extra-agricoles : chasse, pêche... Le système de culture n'est pas un élément de différenciation. Il est partout basé sur une culture itinérante associant sur un même champ, lors de deux saisons, les mêmes cultures principales : plantain, manioc, arachide, macabo, igname..., aux mêmes cultures secondaires : maïs, légumes, cucurbitacées, condiments...

Les paysanneries dans le sud du Cameroun sont généralement peu enracinées dans leurs terroirs, peu nombreuses, à l'exception remarquable du pays *éton*, et sans techniques d'organisation suffisamment fortes pour imposer leur empreinte sur l'environnement. Ces sociétés sont à l'heure actuelle en pleine évolution. Elles changent, à des degrés divers, à des rythmes différents, sous le coup de facteurs nouveaux apparus au cours des soixante dernières années : introduction des cultures de rente et de l'économie monétaire, mobilité accrue des individus, ouverture de grands axes de communication, émergence des centres urbains, accroissement démographique...

Les transformations et les problèmes des communautés rurales sont particulièrement bien appréhendés par les études de terroirs qui sont des « outils » d'investigation adaptés pour évaluer le poids des contraintes et leur incidence locale. Ces monographies géographiques décrivent les activités des paysans ainsi que les rapports complexes qui les unissent à un espace approprié, fournissant l'essentiel de leurs moyens d'existence. Il s'agit d'une recherche de base qui permet une connaissance plus intime du milieu rural ; elle s'appuie sur la cartographie des traits essentiels de l'espace rural : milieu physique, population, successions culturelles, productions... Malgré leur utilité, les études de terroirs sont rares dans la zone concernée¹.

1. Deux études aux limites occidentales et orientales du pays *béti* (J. CHAMPAUD : *Mom*, J. TISSANDIER : *Zengoaga*), une dans la partie la moins peuplée du pays *éton* ; (L. WENEZOU : Nkongmesa).

Prendre pour exemple de l'évolution d'ensemble seulement deux villages jugés « représentatifs », parmi des centaines, peut paraître comme une gageure. Certes, l'homogénéité culturelle du milieu forestier et l'unité des systèmes de cultures autorisent à limiter le nombre d'exemples. Notre choix a surtout été guidé par des études antérieures effectuées au début des années soixante-dix, par des chercheurs de l'Orstom, MM. J. TISSANDIER et C. WEBER, sur un village *éton* (Yemesoa) et un village *bulu* (Alen-Zalengañ). En dehors du critère ethnique, ces deux terroirs ont été choisis dans deux régions très différentes, voire opposées, par bien des caractères ; l'une, le pays *éton*, à la limite de la savane et à proximité de Yaoundé, avec des densités humaines très fortes, supérieures à 100 hab./km² ; l'autre, le pays *bulu*, dans une zone de grande forêt peu habitée (dk = 13 hab./km²), éloignée de tout centre et à l'écart des grands axes de circulation.

À l'occasion d'un travail plus vaste², il nous a semblé intéressant, sinon d'entreprendre des études de terroir « en règle » qui auraient demandé trop de temps, du moins de reprendre certaines des données de l'époque (aimablement communiquées par J. TISSANDIER) et de les actualiser pour 1985-86. Il est rare en effet, d'avoir des informations suivies sur un terroir à une dizaine d'années d'intervalle³. Notre propos, ici, est donc d'essayer de saisir l'évolution récente de deux terroirs, sur treize ans, en partant de l'exposé du contexte géographique et des mutations des systèmes de production survenues lors de la période coloniale. Pour cela, nous privilégierons certains thèmes comme le système foncier, les superficies cultivées, les types de cultures, l'émigration. Le but est d'obtenir des indices sur l'évolution probable des systèmes de production, compte tenu des nouvelles contraintes, des facteurs négatifs et positifs. À travers l'étude de ces deux villages, se pose le problème crucial de l'avenir de la culture cacaoyère dans le Cameroun méridional, et dans un cadre plus large, celui de l'économie de plantation en général. Depuis plus de quatre-vingts ans, le cacao a apporté une certaine prospérité aux paysans. C'est pour cette raison qu'il continue à envahir les terroirs dont il occupe de larges superficies au détriment des cultures vivrières.

Au moment où les cours du cacao s'effondrent, cette culture est devenue un lourd héritage dont le passif a tendance à dépasser l'actif. Pour chaque producteur, le problème est de s'affranchir de la trop forte emprise du cacao, de se libérer de l'« empire » d'une plante qui règne sans partage sur les économies familiales comme sur les espaces ruraux. Mais comment remplacer une culture devenue indispensable ? Relancer une cacaoyère vieillie, aux rendements inégaux, apparaît problématique et ne peut être envisagé que dans

2. L'élaboration de l'atlas régional Sud Cameroun.

3. La Sodécao (Société de développement du cacao) a assuré pendant plusieurs années, le suivi d'un échantillon d'exploitations agricoles réparties dans des villages différents de la zone cacaoyère.

des zones où l'espace est disponible et dans le cadre de grandes plantations. Pour la petite exploitation familiale, l'avenir se situe ailleurs, du côté des cultures vivrières dont la demande urbaine ne cesse de grandir. Mais la reconversion des terroirs n'est pas pour demain, même si elle doit être préparée dès aujourd'hui.

Compte tenu de l'évolution des terroirs, telle qu'elle apparaît dans l'étude ci-dessous, le cacao ne semble plus pouvoir assurer l'avenir des exploitations paysannes. La manne cacaoyère qui a profité aux paysans, comme à l'État, n'a pas été un élément de modernisation des campagnes qui se tournent de plus en plus vers les villes. C'est sans doute de ce côté qu'il convient de chercher des solutions, de nouvelles opportunités pour un véritable développement. La ville représente un énorme marché qu'il reste à organiser entièrement. La conquête de ce marché est maintenant le véritable enjeu des paysanneries du Cameroun méridional.

Nos études se sont déroulées en 1985 et 1986, dans le cadre du Centre géographique national de Yaoundé qui nous a fourni les moyens financiers et matériels. Nous remercions tout particulièrement MM. A. BOPDA, chercheur, H. ELINGUI et N. MEBENGA, techniciens, qui nous ont apporté leur aide lors des relevés topographiques et des enquêtes chez les villageois.

N.B. : Il nous est apparu nécessaire d'homogénéiser la transcription des termes bété. Celle des toponymes est conforme, dans l'ensemble, à l'ancienne transcription française, bien imparfaite, mais désormais consacrée par l'usage. Les différences observées çà et là dans les cartes, sont d'ailleurs minimes. Beaucoup plus délicate est la transcription des noms des groupes humains et des noms communs dont l'orthographe s'avère très changeante et pas encore fixée. Aussi avons-nous adopté quelques principes phonétiques simples, utilisant des caractères standards pour plus de facilité :

e = eu
é = é (il n'y a pas de è)
u = ou
j = dj (comme dans John)
g = gue (comme dans bague)
ñ = ng (comme dans l'anglais king)
ny = gne (comme dans pagne)
s = sse (comme dans poisson)
w = wo (comme dans l'anglais what)

Le contexte géographique : le Cameroun du sud

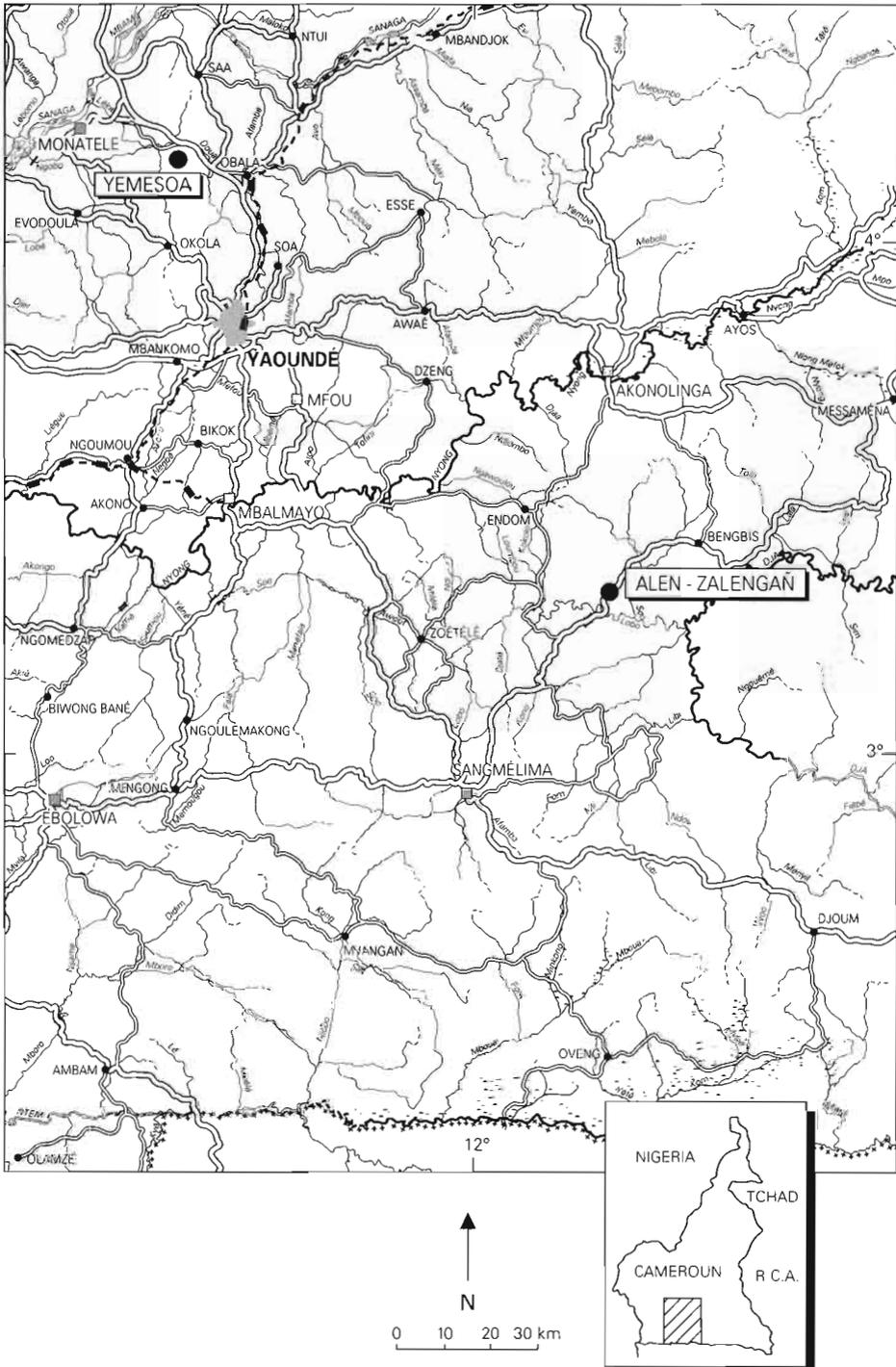


Figure 1

Carte de situation des deux terroirs.

Les deux terroirs présentés ci-dessous ne peuvent être bien compris sans faire référence à l'espace environnant (fig.1) et notamment aux facteurs physiques qui ont conditionné, dans une certaine mesure, l'exploitation humaine. La forêt omniprésente, difficilement pénétrable, sillonnée d'innombrables cours d'eau, a imposé son « ambiance » à toutes les sociétés qui s'y installèrent. Celles-ci étaient, pour la plupart, issues de la savane et ne disposaient pas de techniques d'organisation suffisamment fortes pour dominer une nature exubérante, souvent hostile. En outre, le caractère relativement récent de leur installation, quoique très variable selon les groupes, ne leur a pas permis de développer des techniques bien adaptées aux conditions naturelles rencontrées. Cependant, on peut observer dans ce milieu uniforme, exploité par des groupes humains possédant une unité culturelle certaine, des nuances régionales subtiles mais réelles, traduisant les plus petites variations du milieu physique, mais aussi le caractère des vagues migratoires successives.

LE MILIEU NATUREL

La Sanaga constitue une frontière écologique assez nette. Les espaces s'étendant au sud du fleuve (que nous appellerons ici : « Sud Cameroun ») forment une vaste entité physique qui se caractérise au premier abord par une grande similitude des conditions. Mais, une analyse plus fine révèle de nombreuses variations locales.

Le relief : plateaux et collines

Le plateau sud-camerounais est une vaste surface d'érosion inclinée vers le bassin du Congo, au sud-est ; à l'ouest, elle s'achève brusquement par un escarpement dominant la surface côtière. Son altitude moyenne est d'environ 650 m, mais à Yaoundé, elle est proche de 750 m ; elle diminue vers le sud, comme si la surface avait été affectée d'un vaste mouvement d'ondulation, sous l'effet de poussées tectoniques. Celles-ci ont perturbé le réseau hydrographique, phénomène bien visible dans le bassin du Nyong.

Le soubassement de la surface intérieure est d'âge pré-cambrien et se compose essentiellement de roches cristallines (granites, gneiss, micaschistes) qui ont subi un aplanissement très poussé, responsable d'un relief peu marqué.

Sur ses marges, le plateau est échancré de vallées plus ou moins larges. Au nord, la Sanaga a creusé une vaste plaine basse d'une altitude moyenne de 450 m. L'origine de cette dépression peut s'expliquer par un changement du niveau de base du fleuve qui aurait provoqué une reprise de l'érosion régressive. Tout au sud, les autres vallées comme celle du Ntem et de ses affluents, notamment la rivière Kom, n'ont pas la même ampleur et leur fond ne descend pas au-dessous de 500 m. Toutes ces vallées sont occupées par de vastes marécages, dont la formation est favorisée par des pentes très faibles.

Dans sa plus grande étendue, le plateau sud-camerounais a le faciès caractéristique des pénéplaines forestières équatoriales ; il apparaît sous l'aspect d'un moutonnement de collines (*nkol*)⁴ séparées par un dédale de vallons relativement amples et profonds, parfois élargis en cuvettes marécageuses (*ététak*, *élobi*). Ces collines, grossièrement circulaires, dominent les vallées de 50 à 100m. Leurs versants sont généralement convexes avec des pentes fortes ; le raccord avec la vallée est assez brutal. Le substratum est masqué par un épais manteau d'altération. Ces collines en forme de calottes hémisphériques ou de « demi-orange », culminent à peu près à la même altitude. Parfois, on observe aussi des collines au sommet plus ou moins tabulaire, recouvert d'une épaisse cuirasse (*bikok*) ; la partie convexe du versant est alors absente. Ce type de relief est bien caractérisé entre Esse et la Sanaga.

Au sud du Nyong, et à l'est d'une ligne Mbalmayo-Djoum, dans une région qui affecte la forme d'un vaste triangle (où se situe le village d'Alen-Zalengañ), le modelé de collines fait place à des plateaux bas, dominant les fonds de vallée, de 40 à 50 m. Les interfluves (*ayéné*) ont des sommets allongés et légèrement ondulés, parfois surmontés de collines basses. Cette zone correspond à la partie centrale du plateau sud-camerounais ; c'est une région plate, où les altitudes s'établissent autour de 600 m. Le Nyong y déploie ses méandres au milieu d'une large vallée marécageuse. La ligne de partage des eaux entre Nyong et Dja dépasse rarement 700 m.

La monotonie du relief du plateau central est rompue à sa périphérie, par l'existence de massifs et de buttes résiduelles, témoins de surfaces d'aplanissement antérieures. Les reliefs les plus marquants se situent à l'ouest de Yaoundé ; ils dominent la ville de quelques centaines de mètres, leur altitude moyenne dépassant 1 000 m (Mbam Minkom : 1 295 m, Nkolondom : 1 221 m, Eloumnden : 1 169 m). Ce sont les points culminants de tout le plateau camerounais. Ces hautes collines composées de roches cristallines très dures (granites, embréchites) ont des versants

4. Les termes cités ici sont communs aux langues *bitu*, *éwondo* et *éon*.

abrupts, de forme convexe, présentant parfois des flancs nus ; certaines, plus rares, ont la forme caractéristique de « pains de sucre ».

Les reliefs « montagneux » réapparaissent au sud du Nyong, dans la région de Ngomedzap (Nkol Akok : 983 m, Nkolmekok : 971 m), jusqu'à Ebolowa (Nkolmendim : 934 m), en bordure de la vallée du Ntem, vers Oveng et Djoum. Plus à l'intérieur, à l'est de Sangmélima, des inselbergs (*akom, akok*) dépassent 1 000 m, mais ils ne constituent que des accidents sans incidence sur le modelé environnant.

Enfin, la boucle de la Sanaga (département de la Lékié), bien qu'appartenant au plateau, a une altitude inférieure (500-600 m). Mais le relief y est vigoureux et caractérisé par de hautes collines (Nkol Loua : 809 m), dont les versants ont des formes et des pentes variables. La complexité de la topographie que l'on peut remarquer dans le terroir de Yemesoa, est due notamment à la nature des roches (quartzites, micaschistes, gneiss). Les collines, disséquées par des rivières aux tracés orthogonaux, forment de petites chaînes parallèles orientées NNE-SSO, de type appalachien.

Finalement, le relief n'est pas un facteur de différenciation régionale primordial dans la zone étudiée. Mais des nuances micro-régionales, discrètes, constituent une série de paysages très localisés, qui se succèdent de façon insensible : collines vigoureuses de la Lékié ; « montagnes » et vallées des environs de Yaoundé ; relief accentué de Ngomedzap et Biwong-Bané ; hauts plateaux vallonnés entre Nyong et Sanaga ; pénéplaine disséquée, dominée par des buttes isolées dans le sud du Ntem et du Dja et Lobo ; vallées marécageuses du Ntem, du Nyong central ; plaine large de la Sanaga, coupée de chutes et de rapides...

L'hydrographie : un chevelu dense de cours d'eau dépendant de trois grands fleuves

Les fleuves et les rivières du Sud Cameroun appartiennent à trois grands bassins-versants : ceux de la Sanaga, du Nyong, du Ntem, ainsi qu'à celui des tributaires du Congo, comme le Dja. Ces cours d'eau forment un réseau hydrographique très dense, favorisé par une pluviométrie abondante, ainsi que par l'imperméabilité du sous-bassement cristallin. Ce réseau apparaît confus, formé d'une multitude de petites vallées ramifiées dont les têtes se touchent presque. L'absence de hiérarchisation traduit l'insignifiance de l'érosion fluviale dans les roches résistantes, phénomène propre aux cours d'eau équatoriaux.

À l'exception du Dja, sur une partie de son cours, tous les principaux cours coulent d'est en ouest, en direction de la mer. Leurs affluents suivent deux directions privilégiées : NE-SO, pour ceux de la rive droite ; NO-SE, pour ceux de la rive gauche. En dehors de ce schéma, le réseau manifeste une étroite soumission aux contraintes de la structure géologique. Les tracés apparaissent très irréguliers. Ainsi, les fractures du socle se traduisent-elles par des tracés rectilignes, des courbes, ou encore des tracés en « baïonnettes », comme dans la Lékié.

Enfin, les bassins-versants se distinguent par leur grande dissymétrie, étroits sur la rive gauche des drains principaux, très développés sur leur rive droite. Cette particularité est sans doute liée à la tectonique, et plus précisément, à un basculement ou à un fléchissement du socle vers le SSE.

Les profils en long présentent une succession de rapides et de biefs correspondant aux gradins entre les surfaces d'érosion (Sanaga), ou à la différence de résistance des roches composant le socle (Ntem). Cette particularité propre à bien des fleuves équatoriaux, fait que les cours d'eau du Sud Cameroun sont peu navigables et n'ont pas servi de voies de pénétration vers l'intérieur.

Les fleuves et les rivières ont des débits mensuels variables caractéristiques de plusieurs régimes hydrologiques. Fleuve méridional, le Ntem a un régime équatorial caractérisé par deux périodes de hautes eaux, séparées par deux étiages, correspondant aux quatre grandes saisons du climat équatorial. La seconde période de crue (septembre-décembre) est la plus importante, et l'étiage de la petite saison sèche (juillet-août), plus prononcé.

Plus au nord, le Nyong et le Dja, mais aussi certains affluents de la rive gauche de la Sanaga, ont un régime équatorial de transition. La durée de la saison sèche de juillet-août diminue très vite quand on remonte vers le nord ; l'étiage correspondant est donc moins important.

La Sanaga traverse des régions beaucoup moins arrosées (1 650 mm de pluie par an en moyenne sur le bassin versant). La courbe des débits ne comporte qu'une période de basses eaux, de décembre à mars, caractéristique du régime tropical de transition. Les crues débutent avec les pluies, en avril, et les débits croissent jusqu'en octobre.

À l'irrégularité saisonnière plus ou moins grande des crues, correspond une irrégularité inter-annuelle très faible dans l'ensemble, mais néanmoins plus marquée sur le bassin de la Sanaga que sur celui du Nyong. Les maxima des crues varient relativement peu d'une année à l'autre. Cependant si l'on considère l'évolution des débits moyens annuels ainsi que celle des moyennes mobiles (cal-

culées sur cinq ans), depuis le début des années cinquante, on décèle l'existence de périodes assez nettement différenciées et à peu près identiques pour les trois grands fleuves. Les moyennes ont augmenté régulièrement jusqu'au milieu des années soixante, ce qui correspond à un cycle hydrologique observable dans toute la zone tropicale septentrionale. Jusqu'en 1968, elles se maintiennent à un haut niveau pour décroître jusqu'en 1972-73. Les crues ont alors des moyennes comparables, voire inférieures, à celles du début des années cinquante.

Les bassins versants ressentent donc les effets de la sécheresse. La diminution des crues dans les innombrables rivières et ruisseaux qui approvisionnent les villes et les villages est particulièrement ressentie par les populations. Les centres urbains les plus importants du Sud Cameroun ne possèdent pas de forages hydrauliques et sont alimentés en eau par pompage direct dans les rivières (Méfou pour Yaoundé, Afamba pour Sangmélima, Mfiendé pour Ebolowa). Lors de la sécheresse de 1983, l'approvisionnement de ces villes a suscité à des degrés divers, de sérieuses difficultés. Dans les villages, les sources ont tari, les rivières se sont asséchées. Si le Sud Cameroun est bien un pays de rivières, il convient de retenir que même dans un milieu aussi humide cet élément précieux peut, sinon se raréfier, du moins devenir moins accessible.

Le climat : une pluviométrie abondante, mal répartie dans le temps et dans l'espace

LES PRÉCIPITATIONS

La pluviométrie constitue l'élément le plus important du climat, c'est d'ailleurs le seul qui puisse apporter quelque nuance à son uniformité apparente. Des variations dans l'espace apparaissent d'abord dans les moyennes annuelles (fig. 2). La majeure partie de la zone étudiée reçoit moins de 1 700 mm de pluie par an. Certains secteurs reçoivent moins de 1 500 mm : le Nyong moyen (Akonolinga, Ayos), la vallée de la Sanaga et du Mbam (Bafia, Obala, Nanga-Eboko). Ces régions sont placées en position d'abri par rapport à la mousson venant de l'OSO. Sur les reliefs situés à l'ouest, en bordure du plateau central (massif de Yaoundé, reliefs du Ntem) on enregistre au contraire, une recrudescence des pluies suivant l'exposition au vent dominant de la mousson. Mais l'anomalie pluviométrique de la vallée du Nyong qui ne se traduit par aucune variation bien nette dans la végétation, est peut-être due en fait à une carence des relevés climatologiques, souvent incomplets...

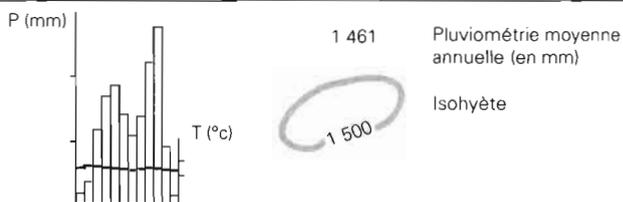
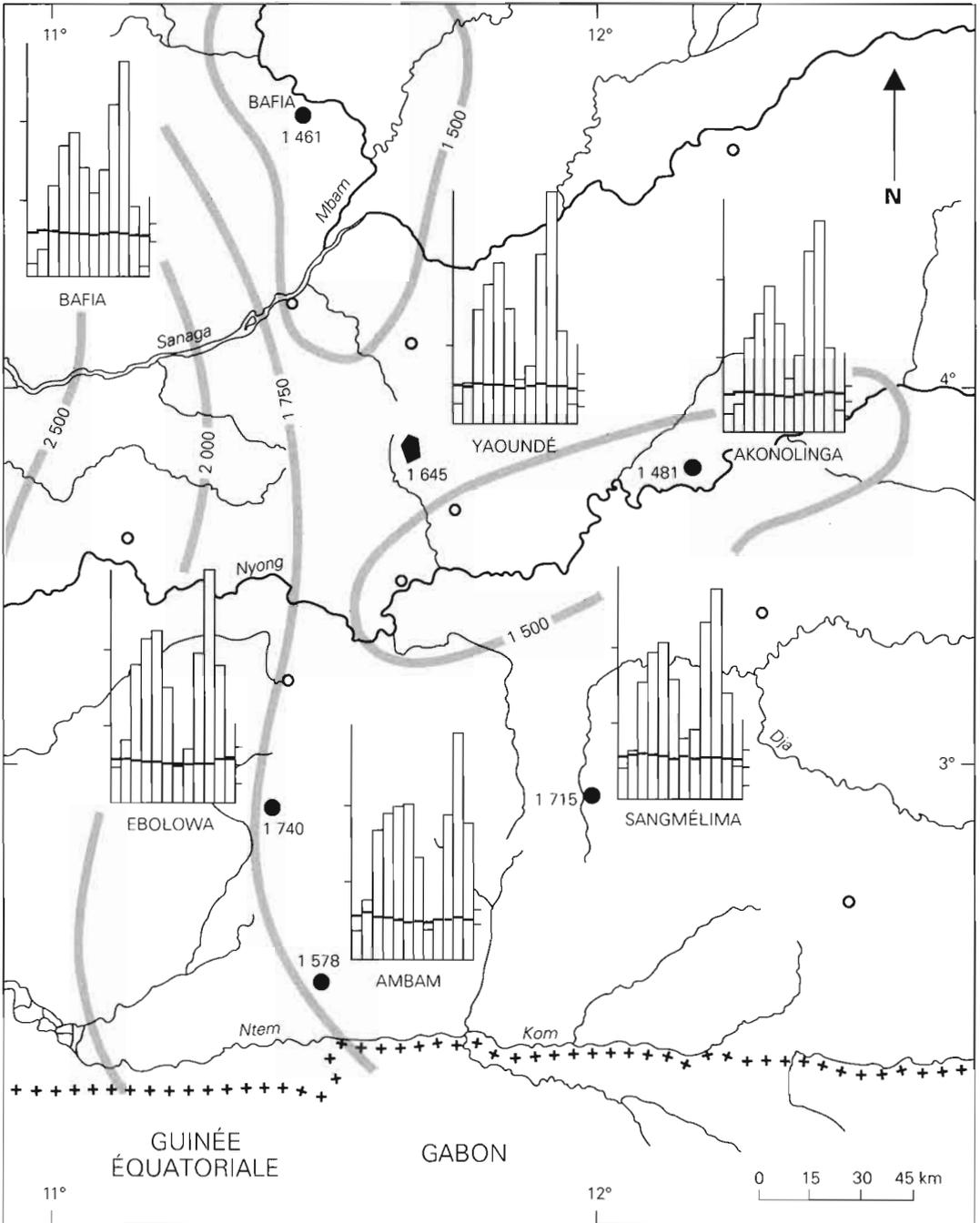


Figure 2

Le climat..

Les enregistrements pluviométriques, malgré un semis trop lâche de stations vraiment fiables, laissent néanmoins entrevoir l'existence de deux gradients pluviométriques fondamentaux : un gradient zonal suivant la latitude, caractérisé par une décroissance progressive des pluies, en quantité et en durée, du sud au nord ; un gradient suivant une direction longitudinale, résultant de l'influence de la mousson, et caractérisé par une régression des pluies vers l'intérieur du plateau central. Le relief vient perturber localement ce schéma (zone d'Ebolowa).

Les moyennes annuelles varient peu d'une année à l'autre, même si les écarts des années records sont importants (hauteur maximum à Yaoundé : 2 142 mm, minimum : 1 151 mm). Une année sèche recevant 1 240 mm, soit une hauteur d'eau inférieure de 22 % à la hauteur médiane (à peu près comme en 1983), peut revenir à Yaoundé tous les 20 ans ; une année avec 1 319 mm (-17 %), tous les dix ans seulement.

La répartition mensuelle des précipitations reste la même sur toute l'étendue du Sud Cameroun, avec deux saisons pluvieuses bien marquées, encadrées par deux saisons « sèches » d'importance variable. Les maxima pluviométriques se situent partout, en mai et octobre, les minima en janvier et juillet. Néanmoins, du nord au sud, la petite saison sèche (juillet-août) se creuse de plus en plus nettement. En juillet à Bafia, il tombe 102 mm en moyenne, 59 mm à Yaoundé, 47,5 mm à Ebolowa, mais cette saison sèche est toujours moins profonde que celle régnant de décembre à février.

Les précipitations sont de plusieurs types. Les pluies de mousson résultent directement des turbulences dues au relief ou à l'effet de la « rugosité » de la terre (forêts par exemple) sur le flux océanique. Ces pluies sont généralement abondantes et de longue durée et couvrent de vastes superficies. Les pluies de convection thermique provoquées par le relief rentrent également dans cette catégorie, mais elles sont beaucoup plus localisées. Les pluies les plus fréquentes sont occasionnées par des systèmes orageux organisés en « lignes de grains ». Le passage de ces lignes se caractérise par une activité orageuse intense et une forte agitation atmosphérique. Les lignes de grains se déplacent d'est en ouest, ou du NE au SO, contrairement à la direction des masses d'air en surface. Ces perturbations appelées communément « tornades », précèdent le flux de mousson et sont surtout fréquentes avant et après la grande saison des pluies (fin août, mi-novembre). L'étude des précipitations journalières montre que les manifestations orageuses sont plus fréquentes que les perturbations océaniques. Les maxima journaliers se situent entre 132,6 mm (Ambam) et 102,5 mm (Akonolinga). Les averses les plus courantes apportent entre 32 et 36 mm d'eau par jour.

L'HUMIDITÉ

L'humidité relative (rapport de la teneur de vapeur d'eau, à la teneur de vapeur saturante, en fonction de la température et de la pression) a des maxima compris entre 99 et 97 %, observables généralement en octobre ; les minima sont compris entre 52 % en février à Akonolinga et 75 % en juillet-août à Yaoundé, époque de brouillard et de forte nébulosité. L'amplitude annuelle de l'humidité relative diminue avec la latitude : 17 % à Yaoundé, 12 % à Ebolowa.

LES TEMPÉRATURES

Elles sont élevées tout au long de l'année. Les moyennes annuelles sont comprises entre 23 et 24 °C, dans la majeure partie de la zone étudiée, à l'exception de deux îlots dépassant 24 °C, l'un axé sur le Nyong, l'autre situé sur la basse vallée du Mbam et son confluent avec la Sanaga ; la présence de prairies inondables et de savanes dans ces zones explique sans doute, en partie, cette anomalie. La continentalité et l'altitude conditionnent la répartition spatiale des températures. À Yaoundé, les températures ne descendent jamais en dessous de 18,5° (minimum absolu : 13,3° en janvier 1950). Les minima moyens mensuels les plus bas sont enregistrés en juillet-août, parfois octobre, pendant la petite saison sèche, ou au contraire, pendant le mois le plus pluvieux. Les maxima s'observent en février, en fin de saison sèche, mais ne dépassent jamais 30° : 29,7° à Yaoundé, 29,6° à Ebolowa (maximum absolu : 34,1° à Yaoundé, le 12 mars 1958).

LES NUANCES CLIMATIQUES

La combinaison des principaux éléments du climat permet d'en mieux discerner les variations dans l'espace. Une grande saison sèche de décembre à février, régit sur l'ensemble du Sud Cameroun, c'est-à-dire sur les régions circonscrites par l'isohyète 1 700 mm, à l'exception du coin SO. La sécheresse de cette saison est d'ailleurs toute relative ; il s'agit plutôt de mois « sub-humides ». Son intensité varie du nord au sud. Dans la partie SO du plateau central, on constate un raccourcissement (de 3 mois à 2 ou 1 mois) de la grande saison sèche hivernale, au profit de la seconde saison sèche qui est plus longue à Ambam. Les périodes pluvieuses sont, par contre, de plus en plus longues vers le sud.

Trois zones climatiques peuvent être ainsi discernées dans le Sud Cameroun : une zone sud forestière (isohyète 1 600 mm et plus : Ebolowa, Sangmélina et Djoum), où les caractères du climat équatorial typique sont très affirmés ; une zone intermédiaire (isohyète 1 500 à 1 600 mm : Yaoundé, Akonolinga) où le climat équatorial

domine toujours, mais de façon un peu plus atténuée ; enfin, une zone nord (Bafia, Ntui, Batchenga) plus limitée, où les caractères du climat se rapprochent insensiblement du régime tropical.

La végétation : une forêt dense en voie de dégradation

Le Sud Cameroun, notamment la bordure occidentale du plateau intérieur, apparaît comme une zone de transition : du nord au sud, entre la savane et la forêt ; de l'est à l'ouest, entre la forêt toujours verte guinéo-congolaise et la forêt de type atlantique à *Caesalpinaceae*⁵. C'est également un lieu de transition rapide entre la forêt dense et la forêt dégradée par l'exploitation agricole. Le gradient de végétation le plus net sur le terrain est le gradient en latitude (fig. 3).

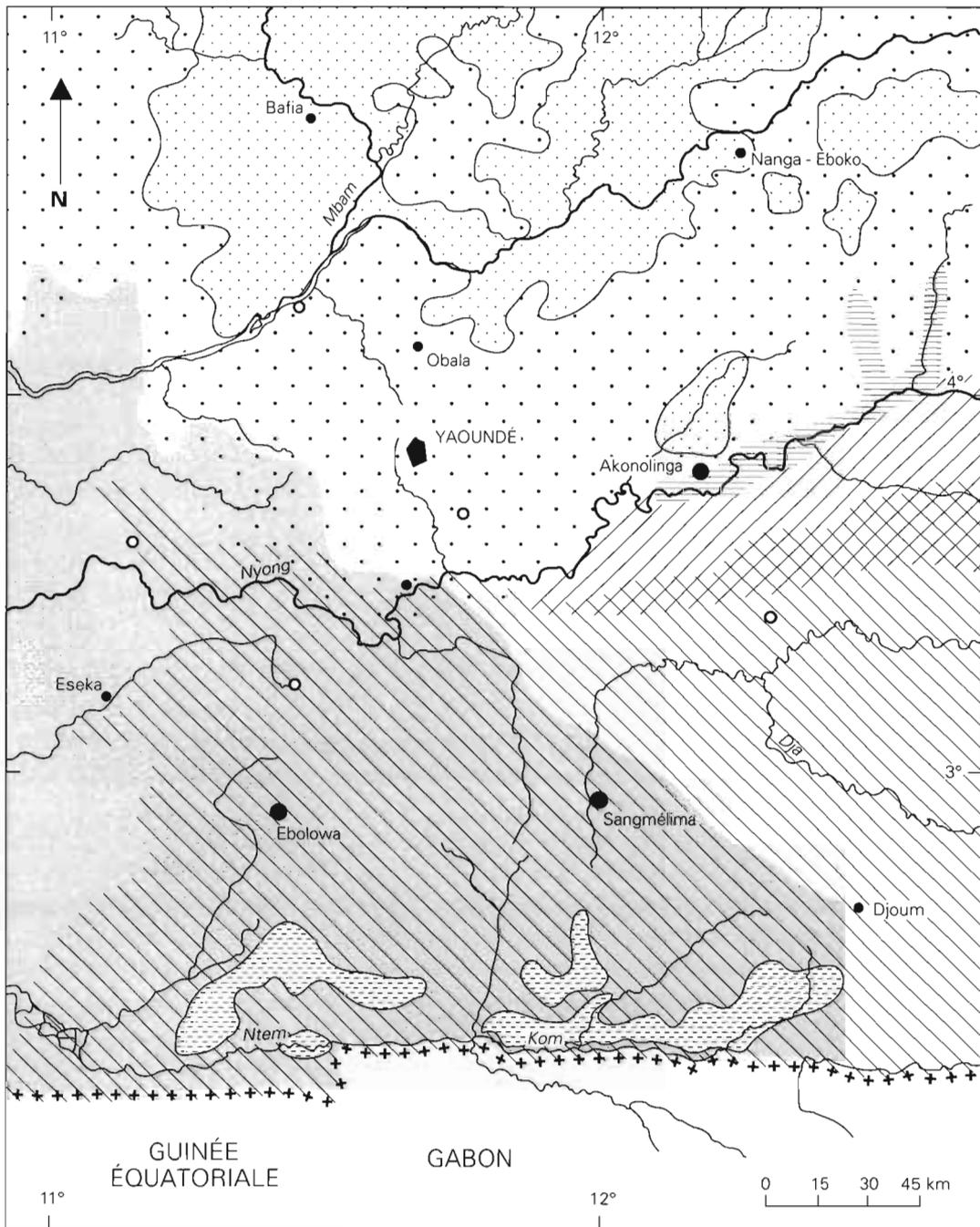
Au nord, sur la rive droite de la Sanaga et même sur la rive gauche, d'Obala à Nanga-Eboko, la savane est la formation dominante, la forêt prenant alors la forme d'une forêt galerie occupant les vallées. La savane s'aventure à l'intérieur des zones forestières, formant des îlots, comme au nord d'Akonolinga. Les savanes péri ou intraforestières présentent toutes les gradations entre la savane arbustive (à *Terminalia glaucescens*) qui ne dépasse pas la Sanaga, et la savane herbeuse.

Les savanes intra et périforestières herbeuses à *Pennisetum purpureum* (*sisongo*) et *Imperata cylindrica* ont, le plus souvent, une origine anthropique. Elles résultent de la transformation locale du couvert forestier par les défrichements. Il s'agit d'un stade éphémère du paysage ; liées à la présence humaine, ces savanes se rencontrent ainsi le long des routes et des pistes, et s'étendent dans les régions cultivées. Elles s'insinuent à l'intérieur des massifs forestiers. Le *sisongo* peut se rencontrer d'une manière continue, depuis les savanes périforestières au nord, jusqu'au sud d'Akonolinga, et Eséka à l'ouest.

La limite du contact forêt-savane semble avoir peu évolué depuis le début du siècle si l'on en croit les premières cartes allemandes. Cependant, dans bien des endroits, notamment entre Nanga-Eboko et Akonolinga, la savane est actuellement colonisée peu à peu par la forêt semi-caducifoliée qui présente un dynamisme certain. Savane et forêt s'imbriquent en mosaïque, et il est parfois difficile d'en fixer la limite respective.

En schématisant, toutes les zones situées au nord d'une ligne Abong-Mbang, Sangmélina, Ebolowa appartiennent, selon les botanistes, au domaine de la forêt semi-caducifoliée de type « guinéo-congolais ». L'aspect de cette forêt ne diffère pas radicalement de

5. Nous utiliserons et citerons ici largement l'ouvrage de R. LETOUZEY : Carte phytogéographique du Cameroun. Ira, Yaoundé/Tciv, Toulouse, 1985.



D'après R. Letouzey 1985

- | | | |
|--|---|--|
|  Forêt atlantique toujours verte |  Forêt semi - caducifoliée en voie de défrichement |  Savane |
|  Forêt semi - caducifoliée congolaise |  Forêt marécage | |
|  Forêt semi - caducifoliée à <i>Celtis</i> et <i>Sterculia</i> |  Raphiale marécageuse | |

Figure 3

La végétation.

celui de la forêt dense toujours verte. Les grands arbres y sont cependant plus nombreux, avec des fûts, généralement plus rectilignes, des cimes tabulaires plus rares, un plus grand nombre d'espèces arborescentes avec une cime à feuilles caduques. De petits arbustes forment un sous bois souvent ramifié avec une strate herbacée plus développée. Les lianes sont aussi nombreuses mais dans l'ensemble moins volumineuses et les épiphytes moins abondants que dans la forêt dense.

Cette forêt subit actuellement un processus de dégradation accentuée, sous l'effet des cultures. Certaines zones ne correspondent ni à de la forêt intacte (ou presque), ni à de jeunes forêts (recrus forestiers sur savane par exemple), ni à des savanes plus ou moins boisées. Les essartages en forêt semi-caducifoliée ne sont pas forcément intégraux, même dans le cas des cultures de plantations. Se forment ainsi, ici et là, des îlots, de minuscules taches de forêt avec des éléments dispersés, surtout arborescents ou arbustifs, qui représentent la phase « destructive » du processus. Les jachères brossailleuses puis arbustives, enfin arborescentes, contribuent à la réapparition assez rapide de taches de végétation forestière, ce qui constitue la phase « constructive » du phénomène de dégradation. Ces jachères pourront être de nouveau défrichées et la végétation arborée de nouveau détruite... Au bout de plusieurs années, ou de quelques décennies, l'occupation humaine permanente aura ainsi déterminé une dégradation physionomique de la forêt primitive. L'installation des espèces anthropophiles, plus ou moins durables, aura été favorisée, de même que la colonisation des terrains de culture, ou des anciennes jachères, par de nombreux spécimens de la forêt semi-caducifoliée.

Ainsi, les environs de Yaoundé, et tous les îlots de forêt semi-caducifoliée dispersés au contact, ou à l'intérieur de la forêt sempervirente, au sud de la capitale, constituent une extension, sans doute récente, de ce type de forêt, favorisée par les défrichements agricoles. Les espèces arborées s'y distinguent par la présence caractéristique de Sterculiaceae (dont *Cola altissima*, *Cola cordifolia*, et *Cola gigantea*) et d'Ulmaceae (*Celtis adolfi-frideci* et *Celtis zenkeri*), mais, plus encore, par l'absence de *Caesalpinaceae*. Les zones forestières cacaoyères ont en effet, un paysage "domestiqué", partiellement artificiel, et l'action de l'homme y constitue le facteur écologique fondamental.

Vers le sud, la forêt semi-caducifoliée est étroitement mélangée aux éléments de la forêt dense toujours verte, de type « guinéo-congolais ». Cette dernière est dominante au sud d'une ligne Abong-Mbang, Sangmélima, Ebolowa, et couvre par conséquent des régions très arrosées.

Cette forêt a beaucoup perdu de son aspect originel ; elle est en effet, attaquée en multiples endroits, par les cultures vivrières et industrielles, l'exploitation forestière, et l'ouverture de voies de communication. Quelques lambeaux de forêt intacte peuvent encore se trouver au SO et au NO du domaine, près du rebord du plateau central.

D'est en ouest, en se dirigeant vers la côte, on traverse plusieurs « districts » botaniques correspondant chacun à un faciès forestier différent.

Ainsi, le district congolais du Dja englobe le haut bassin du Nyong jusqu'à Mbalmayo, ainsi que la vallée du Dja. Les forêts marécageuses du Haut Nyong (à *Sterculia subviolaceae* et *Maracanga* sp.) constituent un milieu bien individualisé, sans doute rattaché autrefois au bassin du Dja. La présence de quelques espèces appartenant au bassin du Zaïre vient étayer cette hypothèse. Plus en aval, des prairies aquatiques (à *Echinochloa pyramidalis*) s'étendent sur les rives dégagées des affluents du Nyong, comme le Long Mafok. On les rencontre aussi sur le cours même du fleuve, entre Abong Mbang et Ayos, et surtout d'Ayos à Akonolinga, d'où des îles flottantes descendent jusque vers Mbalmayo.

Les forêts situées de part et d'autre du Dja, reposent sur des sols très argileux. Le relief est très aplani et les vallées peu profondes ; les nappes phréatiques sont proches de la surface. Parmi les arbres, une place à part est à réserver à l'*ajap* (*Baillonnella toxisperma*, appelé aussi : *njabi*, *moabi*). Ce très grand arbre (jusqu'à 68 m de hauteur) trouve ici sa plus grande aire d'extension. Le fruit et la graine oléagineuse sont autant appréciés par l'homme que par l'éléphant ; cet arbre est bien souvent protégé et artificiellement propagé, du moins autrefois. Cependant, cette Sapotaceae est actuellement en voie de disparition.

Plus à l'ouest, la forêt de type "atlantique oriental et central" s'étend jusqu'à Ebolowa. La limite entre les deux types de forêt n'apparaît pas clairement, et seule la présence de Caesalpinaceae un peu plus fréquentes permettrait de mieux caractériser la zone centrale. L'apparition des premières espèces « atlantiques » (*Cleistopholis staudtii*, *Coula edulis*, *Dacryodes buettneri*, *Guibourtia tessmanii*...) se fait au NE de Sangmélina.

Au sud, près des frontières gabonaise et guinéenne, des raphiales marécageuses (à *Raphia monbuttorum*) occupent les abords des cours moyens et supérieurs du Ntem, ainsi que de ses affluents.

Fait observable à Djoum, à Ebolowa, et plus encore au sud de Yaoundé, la forêt dense atlantique est actuellement colonisée par la forêt semi caducifoliée. Les Caesalpinaceae se raréfient et les

espèces atlantiques deviennent des éléments relictuels, réfugiés dans des îlots peu caractéristiques. Les massifs de collines et les collines isolées au NE et surtout au SE d'Ebolowa, recèlent encore des lambeaux de forêt atlantique. Ces reliefs dominent une plaine agricole couverte d'une forêt semi-caducifoliée à Sterculiaceae et Ulmaceae, conservée en partie pour ombrager les cacaoyers.

Le rebord du plateau central détermine un nouveau changement dans la végétation. Ce district « atlantique biafréen » s'étend vers la plaine littorale. Sa végétation originelle était la forêt à Caesalpinaceae, mais il devient difficile, par endroit, d'en trouver des vestiges. Cependant, des massifs importants subsistent, surtout dans des zones au relief accidenté. Sur les collines non défrichées, les arbres peuvent prendre alors des dimensions impressionnantes (*Microberlinia biscalata* a 4 m de diamètre, au dessus de contreforts hauts de 5 à 6 m). Par contre, tous les abords de la voie ferrée Douala-Yaoundé, surtout en arrivant à Yaoundé, sont des zones totalement dégradées. Néanmoins, la forêt « biafréenne » est une forêt extrêmement riche tant par le nombre des espèces que par le nombre des genres spécifiques. Sur 130 à 140 espèces de Caesalpinaceae recensées en forêt dense humide au Cameroun, plus de la moitié et sans doute presque les deux tiers, paraissent concentrées dans ce district.

Les sols : une large prédominance de sols ferrallitiques moyennement fertiles

Le Sud Cameroun présente une variété peu étendue de sols. Dans un milieu bio-climatique assez homogène, la nature de la roche-mère joue un rôle important dans la formation des sols. On n'observe en fait que trois grandes classes de sols pouvant se juxtaposer.

Les sols ferrallitiques sont, de loin, les plus répandus et prédominent sur toute la surface du plateau intérieur camerounais. Développés principalement sur des roches cristallines acides (granites divers et roches métamorphiques), ils regroupent à différentes catégories de sols, caractérisés par une faible teneur en matière organique (4 à 5 %) et en limon (8 à 12 %), une haute teneur en argile (40 à 65 %) et un PH acide (4,5 à 5,5).

Les sols ferrallitiques les plus fréquents sont les sols rouges orthiques modaux. Ils ont une texture cendreuse, sont poreux, perméables et peu humifères. Ils prédominent largement dans toute la pénéplaine intérieure, en dehors des reliefs. L'observation montre que les sols rouges occupent généralement les interfluves ou les collines ayant des pentes convexes.

Les sols ferrallitiques rouges sur roches acides ont dans l'ensemble, une fertilité moyenne. Leurs propriétés physiques entraînent un bon drainage et une capacité de rétention en eau correcte. Ces sols sont de bons sols à cacaoyers et caféiers, mais leur faible PH est peu favorable à l'obtention de forts rendements.

Quand les pentes s'adoucissent les sols jaunes envahissent les interfluves. Ces sols semblent devoir leur couleur au gradient pluviométrique mais également au modelé. Ils s'observent au raccordement des interfluves avec les fonds de vallées, mais aussi sur les modelés très adoucis, bien disséqués par le réseau hydrographique. Les sols jaunes occupent des superficies beaucoup moins importantes que les sols rouges, mais non négligeables, dans le SO du plateau central (vallée du Ntem, du Kom), et plus au nord, dans les bassins de la Lékié, de l'Afamba, affluents de la Sanaga.

Ces sols se caractérisent par un horizon humifère réduit (3 à 10 cm), une texture sableuse, et surtout, la présence d'un horizon hétérogène de quartz et de concrétions ferrugineuses, ainsi que par un horizon de roche altérée très épais. Ils ont un faible potentiel organique et minéral, et sont sensibles à l'érosion sur les pentes et à l'engorgement sur les reliefs modérés. En cultures vivrières, les sols jaunes exigent des méthodes culturales bien adaptées.

Les sols ferrallitiques indurés ont des caractéristiques chimiques et physiques peu différentes de celles des sols rouges précédents. Ces sols résultent le plus souvent, d'une pédogenèse ancienne, sans rapport avec le climat et la végétation actuelle. Ils sont fréquents dans la moitié orientale du plateau intérieur ainsi qu'à proximité de Yaoundé.

L'érosion est un facteur important de transformation des sols. Quand les horizons indurés affleurent à la surface, ou sont détruits, on aboutit à des sols remaniés caractérisés par la présence de nombreux éléments grossiers (cailloux de quartz, gravillons...). Leur valeur agricole est meilleure que celle des sols ferrallitiques typiques, mais situés sur des pentes plus fortes, ils sont sensibles à l'érosion et à la sécheresse.

Dans les zones de relief ou de raccordement de surface d'aplanissement, les sols sont rajeunis et appauvris. Ils ont subi un décapage plus ou moins intense au cours de périodes favorables à l'érosion, suivies d'une reprise de la pédogenèse. Ce sont des sols peu profonds possédant une bonne teneur en matière organique. Seules des cultures arbustives à pivot profond, peuvent y végéter normalement. En cultures annuelles, les méthodes culturales doivent ménager les horizons de surface.

Dans les vallées des grands fleuves : Sanaga, Nyong, Ntem..., les sols hydromorphes dominent. Ils se développent aussi bien dans les val-

lées étroites des bassins supérieurs que dans les vallées larges à réseau diffus. La lame d'eau se maintient à un niveau assez élevé mais suffisamment mince pour favoriser le développement de la forêt marécageuse ou de la prairie aquatique. Les sols humiques à gley ont un excès d'eau quasi permanent. Ils sont moyennement organiques et ont un PH très acide dans l'horizon de surface (4,5 à 5,5). On les exploite peu si ce n'est pour la riziculture sur défriches à raphia.

Enfin sur les reliefs montagneux, les sols minéraux bruts d'apport sont le résultat de l'érosion. Leur extension est faible et ils ne figurent qu'en association avec les sols ferrallitiques.

Cadre naturel et occupation humaine : un milieu favorable à l'installation humaine

En définitive, le milieu naturel du Sud Cameroun apparaît partout favorable à l'homme. Il n'y a pas à proprement parler de « bons » et de « mauvais milieux ». Les variations dans l'abondance des ressources naturelles n'ont d'influence qu'à un niveau strictement local.

En dehors des zones marécageuses (utilisées parfois pour la riziculture), l'agriculture ne rencontre aucune gêne et peut se pratiquer partout avec les techniques traditionnelles communément utilisées. L'érosion n'est à craindre que dans des secteurs limités, comme les massifs de hautes collines, situés en bordure du plateau continental.

Le climat équatorial qui règne sur tout le Sud Cameroun apporte assez peu de contraintes à l'activité agricole. L'existence d'une forte humidité prévalant toute l'année, malgré des fluctuations saisonnières, permet deux saisons de cultures par an. Les plantes cultivées ne subissent aucune limitation particulière et trouvent en forêt de bonnes conditions de développement.

La forêt ne représente plus depuis longtemps un obstacle massif ; ce n'est plus l'« Urwald » (la forêt primaire) des explorateurs allemands. D'ailleurs le qualificatif d'« impénétrable » que ces derniers lui associaient, impliquait l'existence d'un sous-bois dense ; il s'agirait donc plutôt, d'une forêt déjà « secondarisée ». Autrefois, vivre en forêt, et notamment s'y nourrir, nécessitait la connaissance de ses innombrables espèces végétales ; la cueillette, qui ne portait pas uniquement sur les feuilles, les baies et les fruits des arbres, mais encore plus sur les champignons, les insectes, ne pouvait suffire ; en fait, la chasse et la pêche étaient des activités plus productives et importantes en forêt. Jusqu'à une époque récente, la végétation spontanée contribuait à l'équilibre nutritionnel des populations, et fournissait l'essentiel de l'habillement et des matériaux de construction. Le palmier raphia (plus que les grands

arbres, exploités surtout pour leur écorce) tenait, et tient toujours, une place privilégiée dans la construction de l'habitat et du mobilier, voire même dans la nourriture (vin de palme).

Enfin, tous les sols du Sud Cameroun peuvent être cultivés, si l'on excepte ceux, plus rares, qui sont engorgés en permanence et ceux dont l'horizon cuirassé est à trop faible profondeur.

Cependant le milieu forestier comporte d'incontestables inconvénients. Les variations interannuelles de la longueur de la saison sèche, de la répartition des pluies, la violence des précipitations ou les interruptions dans la saison humide, ont des répercussions immédiates sur les cultures annuelles. Le déficit d'insolation, la fraîcheur des premiers mois de saison sèche, l'excès d'humidité, peuvent entraîner, pour les cultures arbustives, l'apparition de maladies et diminuer les rendements. Sans compter que l'intensité et la fréquence des averses provoquent sur les pentes des phénomènes d'érosion et de lessivage des sols.

L'influence du climat a également des conséquences assez lourdes sur la santé des hommes. L'humidité et la chaleur permanentes favorisent la prolifération des germes parasites, des insectes transmetteurs de maladies : moustiques (*Aedes*, anophèles), mouches (glossines, simulies...), et déterminent l'existence d'un contexte pathogène important. Paludisme, trypanosomiase, filarioses diverses, sont de véritables handicaps qui ralentissent l'activité humaine.

Le réseau hydrographique constitue toujours une gêne à la circulation. Si les fleuves sont à l'heure actuelle franchis par des ponts qui remplacent les anciens bacs, rivières et ruisseaux doivent être traversés par d'innombrables ponceaux en bois dont l'entretien demande un travail permanent.

Dans le Sud Cameroun, le milieu physique est en évolution rapide. La forêt est actuellement agressée par les défrichements de toutes sortes qui s'étendent à partir de la périphérie de Yaoundé, et des principaux axes de circulation. À l'exploitation industrielle par les sociétés forestières il faut ajouter l'exploitation individuelle du bois, souvent incontrôlée, facilitée par l'introduction des tronçonneuses. Les recrues forestiers n'intéressent que des zones marginales, autrefois plus densément habitées, et le bilan global entre surfaces détruites et surfaces colonisées est négatif.

Malgré les risques d'érosion hydrique par ravinement ou érosion en nappe, les sols, sur pente moyenne à forte des hautes collines, sont largement exploités, comme dans la Lékié et dans les petits massifs dominant Yaoundé. Les régions à relief vigoureux supportent souvent de fortes densités humaines, et la mise en culture des flancs de collines y a commencé de bonne heure. Le capital sol est largement

entamé dans ces secteurs et, d'une façon plus générale, dans toutes les parties du Sud Cameroun où la pression démographique conduit à un raccourcissement de la durée de la jachère qui n'assure plus une bonne reconstitution des sols. Les excès culturaux qui vont de pair avec une déforestation intensive, ont pour conséquence immédiate l'épuisement chimique et organique des sols, l'accroissement de leur compacité et la réduction de l'imperméabilité.

Le milieu forestier est en réalité particulièrement fragile. Dans le Sud Cameroun, la situation actuelle ne représente qu'une phase d'un processus de transformation (de dégradation ?) commencé il y a plusieurs siècles avec l'arrivée en forêt des premières vagues migratoires venues d'outre-Sanaga. On n'assiste pas aujourd'hui à une rupture d'équilibre entre la population et son environnement. Cet équilibre, s'il a jamais existé, a été perpétuellement remis en cause au cours de l'histoire. La situation présente n'est qu'un moment du peuplement de la forêt du Sud Cameroun.

Dans un milieu physique peu différencié, seul le peuplement constitue un facteur de diversification régionale. L'empreinte, plus ou moins forte, que les divers groupes humains ont appliquée sur leur environnement, permet de déterminer plusieurs zones de peuplement ou « pays ».

LE PEUPEMENT

Une mise en place des principaux groupes humains étalée sur deux siècles

La population du Sud Cameroun s'est mise en place au cours d'une longue période dont il est difficile d'estimer la durée. Seules, les couches de population les plus récentes, et les plus importantes numériquement, peuvent être discernées avec quelques certitudes. Un « sondage » effectué par LABURTHE-TOLRA dans la région de Minlaaba (arrondissement de Mbalmayo), c'est-à-dire pratiquement au centre de la zone qui nous intéresse ici, révèle six niveaux différents de peuplement, correspondant pour la plupart, à des vagues migratoires. Les « couches » les plus récentes ont intégré les précédentes, cette assimilation ne se faisant pas toutefois à sens unique, les peuples assujettis ayant profondément marqué leurs vainqueurs. Les six couches reconnues sont les suivantes :

- les Pygmées ;

- des populations de chasseurs-cueilleurs-pêcheurs, comme les *Ola* ou *Oloa* (d'où seraient issus les *Duala*), vestiges d'une première vague bantou qui aurait occupé toute la forêt entre la côte et le moyen-Congo ;
- les *Maka* et les *Mvumbo*, parlant une langue bantou.
- les *Basaa* qui auraient peuplé le Sud Cameroun en même temps que les précédents ;

Puis l'on trouve les populations dite « pahouines » :

- les *Fañ*, venus probablement de l'est et qui ont légué leur langue aux *Béti* ;
- les *Béti*, peuple guerrier qui s'est répandu d'abord dans les savanes d'outre Sanaga, avant de pénétrer en forêt vers le début du XVIII^e siècle ; ils comprennent les *Bene*, les *Éwondo*, les *Énoa*, une partie des *Éton*, peut-être les *Étudi* et les *Étenga*... L'important groupe *Bulu* qui n'occupe pas la région de Minlaaba, n'est pas mentionné par LABURTHE-TOLRA. Il fait partie de la toute dernière vague des migrations « pahouines ».

À l'arrivée des Allemands, dans le dernier quart du XIX^e siècle, l'occupation humaine du Sud Cameroun n'est pas encore fixée. La mobilité des populations, comme leur entrée dans la forêt, a diverses causes. Elle tient tout d'abord, à la grande dérive historique conduisant les peuples des savanes du nord de la Sanaga vers le sud forestier. Ce vaste mouvement, commencé il y a deux ou trois siècles, a un rythme lent. Ph. LABURTHE-TOLRA estime que les *Ewondo* et les *Bene* ont traversé la Sanaga au XVIII^e siècle (LABURTHE-TOLRA 1981), les *Bulu*, vers 1840, seulement. Les premiers s'installent sur le site de Yaoundé entre 1750 et 1790, et ils ne franchissent le Nyong qu'en 1830-1850. Il s'agit d'une progression insensible (1 km par an en moyenne), provoquée soit par la poussée continue des populations du nord de la Sanaga, soit par l'expansion naturelle des groupes.

Une fois le Nyong traversé, les migrations s'accélérent, tout en s'infléchissant vers l'ouest, et la mer. Depuis la première moitié du XIX^e siècle (1830-1840) des commerçants ont installé des comptoirs sur la côte (Douala, Kribi, Batanga), aux embouchures des fleuves. Les marchandises européennes commencent, dès cette date, à filtrer vers l'intérieur, colportées par des marchands *ngumba*. L'accès aux richesses introduites par le commerce côtier va désormais être le grand moteur des migrations au sud du Nyong ; celles-ci vont prendre l'allure d'une véritable course dans laquelle les divers groupes en présence vont essayer de se dépasser, les plus forts bloquant les plus faibles. Les groupes anciennement installés au nord du Nyong, vont être dépassés par les *Bulu* qui, dès 1880, apparais-

sent sur la côte vers Batanga, après avoir bousculé les *Bene* sur leur passage (leur progression s'est faite au rythme théorique moyen de 10 km par an).

Lorsque que les Allemands pénètrent dans le Sud Cameroun, dans le dernier quart du XIX^e siècle, les populations qu'ils rencontrent y étaient installées depuis une centaine d'années, tout au plus, et continuaient à se déplacer. La descente des *Batsenga* sous la pression *vuté* est relatée par Von Morgen et Von Stein (LABURTHE-TOLRA 1972). Les *Vuté* traversent la Sanaga vers Nanga-Eboko, vers 1904. Au sud, entre 1900 et 1910, les *Ntum* émigrent du Gabon et de Guinée, vers Ebolowa et Kribi, en se heurtant aux *Mvaé*. Ils ne se fixeront que vers 1920.

La mobilité des populations du Sud Cameroun a aussi des causes intrinsèques liées notamment au type d'exploitation du sol. Le système de cultures pratiqué (par défrichements, brûlis) n'autorise pas une densité humaine théorique supérieure à 30 hab./km², sans hypothéquer de façon grave le capital-sol. Un tel seuil, défini par les agronomes, peut sans doute subir des « accommodations », mais dans une marge limitée. En 1892, autour de Yaoundé, la densité s'élevant à plus de 50 hab./km² (FRANQUEVILLE 1985), les terres étaient donc déjà surexploitées. Mais il y avait d'autres zones « surchargées » (d'après ce même critère) dans les actuels arrondissements de Ngomedzap, de Ngoumou, Akono et de Mbalmayo..., et surtout la Lékié. Toutes ces régions apparaissent, dès 1910, comme des zones d'émigration en puissance. Par contre, des « vides » importants occupaient de vastes superficies.

Une occupation humaine spatialement très contrastée

Le peuplement du Sud Cameroun se caractérise toujours, en 1986, par l'existence de zones très peuplées voisinant des espaces pratiquement vides. La transition entre ces différents secteurs se fait soit de façon progressive, soit au contraire, de façon brutale (fig. 4).

On distingue tout d'abord de fortes concentrations humaines (densité supérieure à 40 hab./km²) comprenant le pays *éton*, la région périurbaine de Yaoundé et l'ouest de la Méfou. Dans ces zones un semis de villages, régulièrement espacés, forme un peuplement continu. Ces fortes densités humaines décroissent rapidement à la périphérie, au nord au bord de la Sanaga, et à l'est face aux pays *batsenga* et *mvélé*. Le « massif » *éton* n'est pas homogène; les « sommets » au nord de Saa, au sud-est de Monatélé, ou à l'ouest d'Obala, dominant une « dépression » en V, s'étendant entre la Sanaga et Obala.

En dehors de cet ensemble remarquable, les densités s'abaissent à l'ouest (départements de la Méfou et du Nyong et Kéllé), mais l'habitat reste dispersé. Seuls subsistent quelques îlots très peuplés autour des centres locaux : Otélé, Akono, Mbalmayo. Ailleurs, des noyaux secondaires (Obout-Metet, Esse, Batchenga, Ebolowa) sont isolés au milieu de zones faiblement occupées.

Dans les régions à faibles densités (10 hab./km²), les îlots de peuplement font place à des concentrations linéaires caractéristiques, le long des routes et des pistes. Cette disposition est bien visible dans le Ntem, le Dja et Lobo, mais se retrouve aussi, de façon moins nette, dans la Lékié. À l'est de Yaoundé (départements de la Méfou, du Nyong et Mfoumou, et de la Haute Sanaga), le peuplement est diffus ; il se disperse en petites unités se réunissant parfois pour former des concentrations de faible importance. La relation entre faibles densités et peuplement linéaire n'est donc pas parfaite.

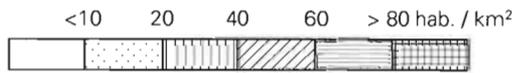
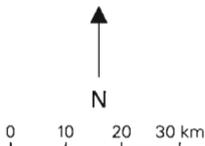
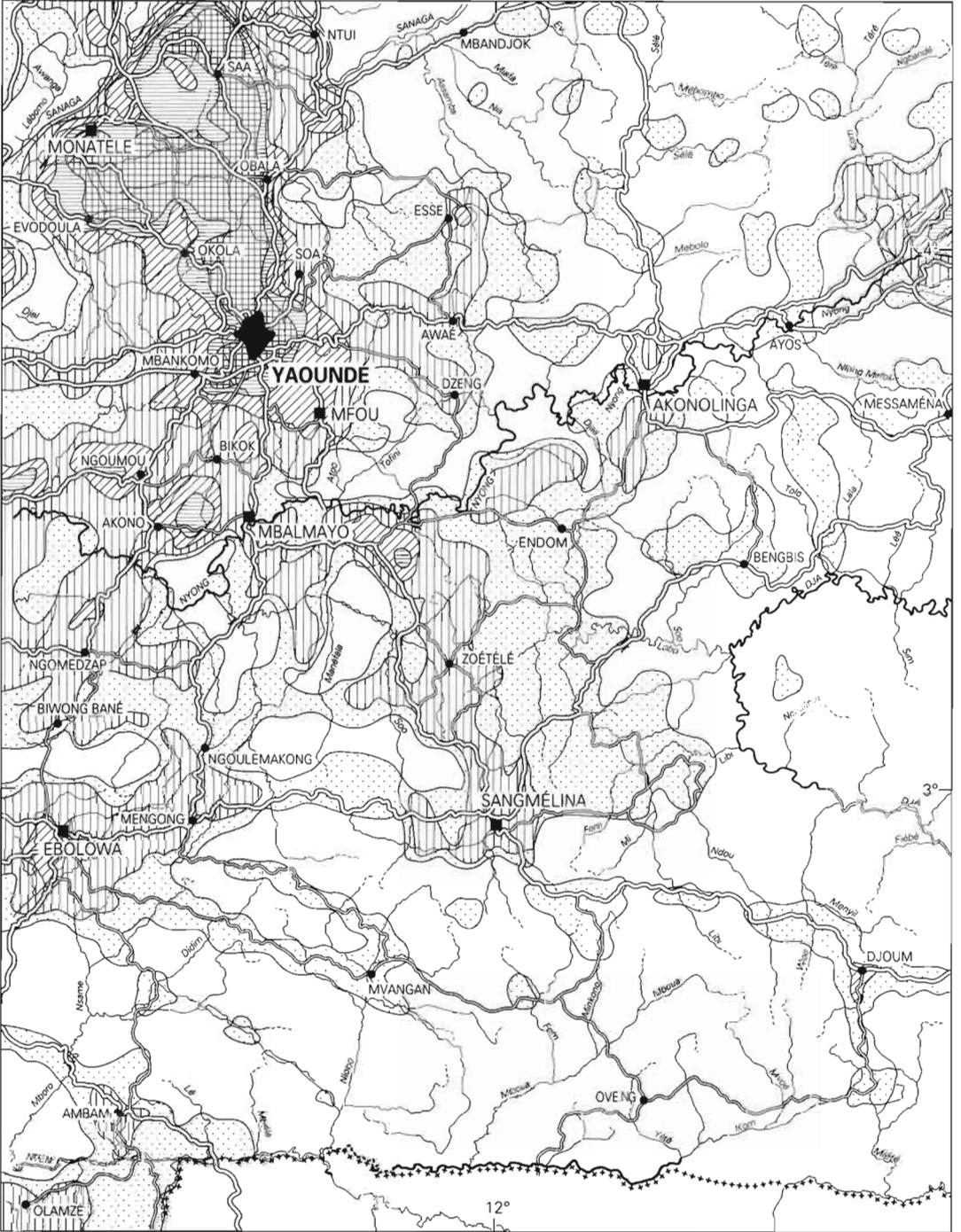
Enfin, il faut noter l'existence de zones très peu habitées actuellement mais anciennement occupées : rives de la Sanaga, du Nyong, forêt du Dja, régions frontalières, zones enclavées entre les grands axes...

Plusieurs types de peuplement sont donc observables dans l'espace étudié : des concentrations larges, des noyaux dispersés plus ou moins importants, des concentrations linéaires. Il faudrait ajouter également le peuplement précaire des étendues forestières (campements de pêcheurs ou de Pygmées).

En dehors des centres urbains et administratifs, et mis à part les campements, le peuplement s'organise principalement en villages dont le semis détermine le type de peuplement. Ils ont des tailles variables : 470 habitants en moyenne dans le département de la Lékié, 250 dans le Nyong et Mfoumou, moins de 150 seulement dans l'arrondissement de Bengbis où se situe le village d'Alen-Zalengañ. Installés au sommet des interfluves et des collines, ils s'égrènent le long des pistes empruntant les lignes de crêtes. Les villages sont parfois anciens et certains figurent déjà sur les cartes allemandes il y a quatre-vingt ans. Leur site est relativement stable ; si les habitations ont pu bouger, sous diverses contraintes (administratives notamment), leur déplacement s'est toujours effectué dans les limites des terroirs .

Figure 4

La population rurale (recensement national de 1976).



Les facteurs fondamentaux du peuplement

LE MILIEU PHYSIQUE : L'IMPORTANCE DE L'HYDROGRAPHIE

Les plus fortes concentrations humaines occupent les plaines basses en bordure de la Sanaga, et les hautes collines menant graduellement au plateau intérieur. Sur celui-ci, les densités sont généralement faibles au centre et plus fortes à l'ouest, dans les massifs de bordure dont le Mbam Minkom, dominant Yaoundé, constitue le plus important. En dehors des inselbergs et des sommets aux pentes abruptes, le relief est dans l'ensemble peu marqué. Dans la pénéplaine, les massifs de collines élevées sont des sites privilégiés à plus d'un titre. Sous un climat pluvieux, les sommets bénéficient d'un meilleur écoulement des eaux, et sont ainsi plus salubres. Pendant les périodes troublées, ils sont facilement défendables ; les vallées encaissées peuvent être interdites aux envahisseurs, dont l'approche est décelée à partir des hauteurs environnantes. En outre, les sols des versants sont généralement plus variés, plus légers et donc, plus faciles à travailler.

Le site auquel Yaoundé a dû son succès apparaît comme un des sites les plus doués. Occupé, sans doute depuis l'époque néolithique, il est situé au point culminant d'un vaste inter-fluve orienté est-ouest, entre les bassins versants de la Sanaga et du Nyong. Autour de Yaoundé, rayonne un réseau de rivières descendant vers les deux fleuves. Les migrations évitaient autant que possible de traverser les grands cours d'eau ; elles les suivaient soit vers l'aval, soit vers l'amont. Venant de la Sanaga, la plupart aboutirent ainsi à Yaoundé. Ce site commandait non seulement le passage d'un fleuve à l'autre, c'est-à-dire la voie nord-sud, mais aussi la route est-ouest conduisant vers la mer, en suivant la limite des deux bassins-versants de la Sanaga et du Nyong.

La qualité des sols ne joue qu'un rôle strictement local dans le peuplement vu le type de culture pratiquée. Les sols ferrallitiques rouges, moyennement fertiles, dominent largement, sauf en bordure du plateau intérieur. Les diverses zones se valent donc à peu près. La jachère permet une reconstitution suffisante ; en outre la terre est encore, sauf à quelques exceptions près, comme la Lékié ou la Méfou, facilement disponible.

Comme les sols, le climat n'exerce pas une contrainte forte. Des densités humaines différentes alternent dans une même zone climatique. Les conditions sanitaires sont les mêmes dans toute la zone étudiée.

La végétation n'apparaît pas non plus comme un facteur déterminant de la répartition des hommes. La carte des différentes for-

mations forestières correspond d'assez près à la carte des densités humaines ; l'homme a fini par maîtriser la forêt, à la « domestiquer ». Si la forêt a représenté un obstacle pour les divers groupes migratoires, c'est surtout par l'effort d'adaptation que devaient déployer des populations originaires de la savane. Le contact forêt-savane apparaît dans le Sud Cameroun comme une zone relativement vide. Il s'agit plutôt d'une zone de passage, non seulement du nord vers le sud, mais aussi en direction de la côte. A la fois couloir et carrefour, le contact forêt-savane fait figure de *no man's land*, c'est-à-dire d'une zone frontière où se sont affrontés les peuples en mouvement.

Plus que la végétation, le climat, les sols ou le relief, l'hydrographie semble, en définitive, le facteur décisif de la répartition des hommes.

Dans le Sud Cameroun, l'eau est partout, et son approvisionnement ne pose aucun problème particulier. L'eau libre des sources, des marigots, est assez facilement accessible. Comme les autres ressources naturelles, l'eau n'est pas un élément de différenciation régionale. Fleuves et rivières apparaissent, par contre, comme des milieux répulsifs. Leurs rives sont rarement bien peuplées (à l'exception du pays *éton*). Bordés d'une végétation très dense ou de marécages, les cours d'eau sont peu accessibles. Ils favorisent en outre, les maladies. La trypanosomiase (maladie du sommeil) a sévi dans la vallée du Nyong jusqu'à la fin des années soixante. Elle reste endémique sur la rive droite de la Sanaga, dans le Mbam. L'eau est responsable de nombreuses autres maladies infectieuses et parasitaires.

Pendant, il convient de nuancer ce tableau. On remarque de fortes densités humaines dans le NE, au niveau des marais du Kom, affluent du Nyong. Cette zone amphibie a servi de refuge au début du siècle aux populations *omvañ* et *maka*, lors des guerres contre les Allemands. Les marais représentent également un milieu intéressant fournissant notamment d'importantes ressources halieutiques ; la pêche y est plus facile qu'en eau libre, puisqu'elle ne nécessite pas de matériel spécialisé.

Les fleuves sont des obstacles difficiles à franchir pour des populations ne disposant pas de techniques appropriées (tous les mythes d'origine des groupes mentionnent la traversée périlleuse d'un grand cours d'eau). Malgré cela les fleuves et les rivières ont été franchis en différents endroits. Certains groupes se répartissent sur les deux rives d'un même fleuve : *Ewondo* de l'arrondissement de Ngomedzap, *Maka* sur les deux rives du Nyong, *Batsenga* de part et d'autres des chutes de Nachtigal. Chaque lieu de passage, facile et anciennement pratiqué, concentre la population. Chaque gué, est

après son franchissement, un centre de dispersion, matérialisé généralement par une bifurcation des pistes. Ce sont aussi des points stratégiques, et chaque groupe important a le sien. La tête de pont établie sur l'autre rive d'un fleuve ou d'une rivière, devient un pôle de peuplement d'où partiront de nouvelles migrations.

D'une façon générale, les populations préfèrent s'installer sur les interfluves et fuient les bas-fonds. Les pistes, traditionnelles ou modernes, suivent assez étroitement la limite de partage des eaux entre les grands bassins-versants, ou du moins, passent le plus près possible des sources, là où les cours sont moins larges et moins profonds.

Fleuves et rivières ont donc canalisé les migrations qui ont suivi des routes parallèles à leurs cours. Les nouvelles voies créées pendant l'époque coloniale s'affranchiront de cette contrainte.

Lignes naturelles, rivières et fleuves servaient de frontières entre les groupes. Ces « cours frontières » s'accompagnent parfois d'un *no-man's land*, comme on peut encore l'observer entre pays *éton* et *basaa*. À l'intérieur d'un même groupe, les rivières délimitaient les territoires claniques, ainsi que les terroirs villageois. Avec les montagnes et les accidents du relief, les cours d'eau sont des repères durables, difficiles à contester. Ils ont d'ailleurs été repris par l'administration pour circonscrire les départements et les arrondissements. Dans une région où le réseau hydrographique est particulièrement dense, l'eau constitue une limite évidente.

Les facteurs physiques, malgré une influence incontestable, ne peuvent cependant expliquer à eux seuls la répartition des hommes. Celle-ci a surtout été déterminée par les faits humains.

LES CAUSES HISTORIQUES ET ÉCONOMIQUES :

LE RÔLE FONDAMENTAL DES GRANDS AXES DE COMMUNICATION

Les concentrations humaines actuelles ont généralement une base ancienne. L'alignement des villages aboutissant aux chutes de Nachtigal, souligne un très vieille voie de migration, provenant de l'Adamawa. Dans la Lékié, les densités *éton* se situent aussi au débouché d'une voie migratoire reliant le haut Mbam à la Sanaga. Mais ici, le peuplement résulte surtout de la compétition entre les groupes. Les *Mangisa*, arrivés les premiers, se trouvèrent confinés sur les bords du fleuve par leurs successeurs *éton*, plus nombreux. Ces derniers se répandirent au pied du plateau intérieur. À l'ouest, ils se heurtèrent aux *Basaa* ; au sud, à peine arrivés dans les environs de Yaoundé, ils furent battus de vitesse par les *Éwondo* qui poursuivirent vers l'ouest en empruntant les interfluves orientés dans cette direction. Si les *Éton* purent préserver leur territoire, ils se

retrouvèrent « piégés » dans un espace relativement étroit, entre la Sanaga et leurs puissants voisins. Ils ne purent pas participer au vaste mouvement, qui, au XIX^e siècle, entraîna les autres *Béti* vers la mer.

D'autres pôles de densités, de dimensions très variables, ont été créés autour des chefferies. Celles-ci regroupent de petits groupes claniques liés entre eux par des devoirs de défense. Ces unités, numériquement plus importantes chez les *Béti* que chez les *Fañ*, représentaient la seule organisation politique. Le peuplement était donc constitué d'un semis de chefferies, plus ou moins indépendantes, formant autant de petits noyaux de densités. La concentration de ce type, la plus grande et la plus caractéristique, se rencontre au SE de Mbalmayo, entre Obout et Metet. Ces concentrations pouvaient être éphémères chez des populations habituées à résoudre tous leurs problèmes par l'émigration. Leur préservation a été favorisée par la pacification allemande qui a fixé les populations sur place.

Plus au sud, (Ntem, Dja et Lobo), les pôles de densité sont plus rares et de faible importance. Les migrations y sont plus récentes et ont été plus rapides. Le peuplement n'a pas eu le temps de s'y cristalliser. En outre, les populations résiduelles, *fañ* et apparentées, assujetties par les *Bulu*, étaient numériquement très faibles.

Le peuplement ancien s'organisait autour de certains points forts. Ceux-ci servaient de structure élémentaire à l'espace occupé par chaque groupe, ou fraction. En dehors des gués, les points forts étaient constitués par les sites défensifs, les chefferies, les fronts entre groupes voisins, les marches frontières et les pistes anciennes menant à la côte (surtout dans la deuxième moitié du XIX^e siècle). Les autres points étaient les zones de cultures et de chasse, les refuges (petites vallées, reliefs escarpés, forêt profonde). Chaque point fort pouvait devenir un pôle de densité. Dans un tel cadre, le peuplement s'est fait par dispersion en rayonnement à partir des pôles de densité, ou par des déplacements « amiboïdes », chaque cellule lançant des antennes dans toutes les directions.

Malgré la pérennité des densités anciennes, la répartition du peuplement dans le Sud Cameroun a été fortement conditionnée par les facteurs contemporains, et notamment la colonisation. Les transformations radicales concernent surtout les régions au sud du Nyong.

Plus que l'installation de postes militaires qui garantissaient, malgré tout, une certaine paix aux populations voisines, c'est la création des factoreries, des points de traite ou de collecte des produits forestiers, qui attira les populations autour des centres administratifs comme Yaoundé, Ebolowa, Ambam ou Sangmélina. Placés au carrefour des routes commerciales, à proximité des chefferies influentes, ces centres se multiplièrent pendant la colonisation fran-

çaise. Celle-ci consacra l'abandon de l'ancien commerce de traite au profit des cultures commerciales, cacao et café, qui se développèrent d'abord dans le Ntem. Les centres commerciaux apparurent dans les zones de production, c'est-à-dire les zones disposant d'une population suffisante pour entreprendre des cultures particulièrement exigeantes en main-d'oeuvre : Otélé, Akono, Nkolmeyang (Méfou), Obala, Saa (Lékié). Mbalmayo est créée sur la rive droite du Nyong dans une région peu habitée, entre *Étenga* et *Bene* ; cette ville nouvelle marque aussi la limite du bief navigable du Nyong. Après la Seconde Guerre mondiale, d'autres centres sont créés comme Ngomedzap, Esse, Mfou. Le commerce, parfois relayé par l'administration, n'a pas créé de nouveaux pôles de peuplement, mais il a contribué à renforcer les anciennes concentrations sur lesquelles il s'était, en quelque sorte, « greffé ».

Les missions catholiques ou protestantes ont également joué un rôle dans la répartition des populations. Comme les établissements commerciaux, elles s'installent d'abord à proximité des zones les mieux peuplées : Ebolowa (1901), Olama, Akono (1912), Minlabaa, Mvolyé (1913), Efok (1926), là où les chefs locaux ont accepté de les accueillir. Parfois, elles s'installent en milieu concurrent, comme la mission catholique fondée en 1931 à Obout, à 10 km de la mission protestante de Metet. Les missions ont essayé de rassembler autour d'elles leurs fidèles ; elles ont créé de nouveaux villages, ou entraîné la scission d'agglomérations existantes, comme dans la Lékié, en village « païen » et village chrétien. En dehors de leur rôle éducatif et spirituel, leur attrait auprès des populations a surtout consisté dans leur rôle sanitaire, avec la création d'hôpitaux et de dispensaires de brousse.

Mais le facteur de peuplement le plus déterminant est l'aménagement de voies de communication permanentes, permettant la circulation rapide des hommes et des biens. À l'époque allemande, les routes commerciales conduisent toutes à la mer, et à Kribi. Au sud du Nyong, le trafic le plus important se fait avec le Cameroun oriental, domaine de la Gesellschaft Süd Kamerun. Les principales pistes convergent vers Lolodorf ; celles provenant du Dja passent par Sangmélima, Ngoulemakong (ou Ebolowa), celles venant des régions entre Dja et Nyong passent par Bengbis, Edjom, Obout, Menguémé, Kama... Au nord du Nyong, les pistes rayonnent autour de Yaoundé en direction des pays *éton*, *vute* ou *maka*. De Yaoundé une piste gouvernementale conduit à Lolodorf par Akono, Olama, Nkolbewa. Une autre route relie directement Yaoundé à Douala, la capitale, en traversant le pays *basaa*, mais ouverte tardivement, elle resta peu praticable.

Ces axes commerciaux reprennent des pistes datant de l'époque pré-coloniale. L'administration allemande s'efforça de regrouper les

populations le long de certains de ces axes, afin d'en assurer un meilleur contrôle. Ces regroupements permettaient également de faciliter les recensements, la collecte de l'impôt, ainsi que la mobilisation d'une main-d'œuvre accessible pour les grands travaux, ou l'entretien de la route elle-même.

Cependant, les regroupements ne concernent d'abord que les populations situées à proximité des grandes pistes. Beaucoup de hameaux sont encore établis en dehors. Aussi, cette politique n'a-t-elle pas provoqué de grands déplacements. Dans un premier temps, seuls les chefs ont été fortement incités à s'installer au bord des pistes contrôlées et parcourues par les colonnes militaires ou commerciales. Les populations sont venues par la suite. L'attrait des produits européens, plus que la force militaire (toujours limitée, mais implacable), a sans doute été déterminant pour le peuplement à l'époque coloniale.

Les populations habitant le long de la route y trouvaient, en effet, quelques avantages, notamment un écoulement plus facile de leurs produits vers les centres commerciaux et des occasions de gains supplémentaires. Les regroupements de l'époque allemande subsistent encore ; ces concentrations linéaires sont très visibles dans le Ntem et le Dja et Lobo, entre Mvangan et Ebolowa, Mekom et Evindissi, Endengué et Oveng (ancienne piste menant au poste d'Akoafem)...

La colonisation française entraîna un déplacement des centres d'intérêt et une réorganisation de l'espace. L'abandon de la traite dans le Cameroun oriental rendit caduques les voies provenant de cette région. Ainsi, la boucle du Dja et la rive droite de cette rivière ont connu une population plus importante. Plus qu'à des causes liées à l'environnement, le dépeuplement a dépendu, ici, de causes essentiellement économiques. C'est la fin de la traite de l'ivoire et du caoutchouc qui entraîna l'abandon des factoreries et des voies commerciales du Haut-Dja.

En 1921, Yaoundé est érigé en capitale. L'effort porte désormais sur l'amélioration de sa desserte et secondairement, sur celle d'Ebolowa. Des routes sont ainsi créées entre Yaoundé et Mbalmayo où un pont est jeté sur le Nyong ; cette ville est reliée à Sangmélina et Ebolowa. Au nord du Nyong, les liaisons avec le pays *éton* et la Haute Sanaga sont améliorées ; la route Yaoundé-Douala est reconstruite pendant la dernière guerre. Parallèlement, la politique de regroupement le long des axes est poursuivie

Le chemin de fer eut également une grande influence sur le peuplement, quoique dans un secteur restreint. La ligne Douala-Yaoundé et son embranchement Otélé-Mbalmayo sont achevés en 1927. Les gares de Minka et Otélé sont situées au centre de fortes concentrations

humaines. La ligne de Mbalmayo traverse aussi une zone très peuplée entre Akono et le Nyong. La voie ferrée exerce un pouvoir d'attraction certain. Autour des gares, s'établissent de petits marchés ; le train amplifie les échanges commerciaux entre la ville et la campagne, entre les villages pourvus d'une gare, et cela en toutes saisons.

La création à l'époque coloniale, de voies de communication permanentes eut une importance capitale sur la répartition des hommes dans le Sud Cameroun. Dans un milieu peu différencié, routes et pistes deviennent des axes de peuplement privilégiés. La polarisation exercée par Yaoundé, à partir des années trente, et plus encore, après la Seconde Guerre mondiale, ainsi que le déplacement des centres d'intérêt économique vers les régions plus peuplées de l'ouest, provoqua l'abandon des anciens axes transversaux est-ouest au profit d'axes méridiens. L'augmentation des transports routiers et ferroviaires accentua la mobilité de la population au détriment des zones enclavées, et au bénéfice des centres urbains, au premier rang desquels, Yaoundé.

Les grands traits du peuplement du Sud Cameroun sont pratiquement fixés depuis le début du siècle, à quelques « détails » près. Dans un milieu physique homogène, les ressources naturelles ne sont pas des facteurs déterminants de la répartition des hommes. Chaque groupe humain a interprété l'environnement dans lequel il a été sédentarisé par la pacification allemande, selon sa culture, ses traditions, son histoire. Les moindres modulations d'une même civilisation ont de fortes répercussions sur le peuplement. Ainsi, malgré une importance numérique presque équivalente, et une culture similaire, *Éton* et *Bulu* n'ont pas occupé l'espace de la même façon, et n'y ont pas développé les mêmes densités.

Situés aux deux extrémités du Sud Cameroun, les zones peuplées par les *Bulu* et les *Éton* constituent deux bons exemples de la diversité du milieu forestier camerounais. Les différences observées entre elles confirment l'importance du facteur humain.

« PAYS » *BULU* ET « PAYS » *ÉTON*

La complexité des migrations bulu et éton

Chez les *Éton*, il convient d'abord de distinguer entre *Éton-Béti* et *Éton-Belo*. Les premiers, comme leur nom l'indique, sont des *Béti* originaires de la rive droite qui ont traversé la Sanaga, vraisemblablement

blement à la suite des *Mangisa*, à une date indéterminée. Ils durent repousser les *Mangisa* et les *Basaa*, déjà sur place. Les *Éton-Béti* sont constitués de plusieurs clans : *Mvog Kani*, *Tom*, *Bekasa*, *Benyagda*, *Mendum*, *Benyebasa*, *Ésele*. Ces clans sont issus d'unions avec des femmes *mangisa*, *kombé*, *bafia* et *vuté*, c'est-à-dire, toutes originaires d'ethnies de la rive droite.

Les *Éton-Belo* sont les descendants des peuples trouvés sur place par les *Éton-Béti*. Il s'agit de groupes « *fañ* », *basaa*, mais aussi, *maka* ou pygmées. Certains *Belo* sont originaires, de la rive droite, comme les *Abam* et les *Engap*, arrivés après les *Éton*. Les clans *belo* sont plus nombreux que les clans *éton-béti*, mais leurs effectifs sont légèrement inférieurs ; ils représentent néanmoins, près de 40 % de la population *éton* totale.

À l'heure actuelle, le pays *éton* apparaît comme une zone de peuplement très homogène, un « môle » que les migrations ultérieures n'ont pu entamer. À l'intérieur de ce massif *éton*, la répartition des clans est caractéristique. Les *Éton-Béti* se concentrent dans le centre. Entre la Sanaga et l'Afamba, chaque clan « noble » occupe un territoire allongé suivant l'axe de migration. Sur les marges, moins peuplées, les *Belo* font face aux populations rivales : *Mangisa*, *Basaa*, *Mvélé*...

Les *Bulu* sont, après les *Éton*, le groupe numériquement le plus important du Sud Cameroun. Ils occupent le sud et l'est de la zone étudiée, entre les *Béti* et les *Fañ*. Bien qu'« assimilés » *béti*, au même titre que les *Ewondo* ou les *Bene*, ils s'en distinguent néanmoins par un parler bien individualisé, des coutumes différentes et une histoire plus récente. Ils traversèrent, en effet, la Sanaga, après les *Béti*, à une date assez tardive (vers 1840).

Les *Bulu* viennent de l'est, de la haute Sanaga; ils passèrent le fleuve Sanaga dans les environs de Nanga-Eboko, sous la pression des populations *béti*. Ils se dirigèrent alors vers le sud, en repoussant les *Maka* sur leur gauche, mais en se mélangeant aux *Mvélé*. Ils pénétrèrent vraisemblablement en territoire *maka* et *bajwé'é*. Arrivés aux environs d'Akonolinga, ils reprirent leur marche vers le sud, en direction de Sangmélina. Là, ils se divisèrent en deux groupes, l'un s'orientant vers l'ouest, l'autre vers le SE, pour atteindre le Dja, le Gabon et le moyen Congo.

Il ne s'agit là que d'un schéma très simplifié. Les migrations *bulu* sont complexes, faisant alterner des mouvements est-ouest et nord-sud. Les *Bulu* se sont répandus dans toutes les régions entre Nyong et Dja, Dja et Ivindo. À l'ouest, ils se heurtèrent aux populations déjà bien installées dans leur territoires actuels : *Mvélé*, *Mbida-Mbani*, *Fañ*. Ils durent les contourner avant de se précipiter vers la mer (du moins une partie d'entre eux), en bousculant les *Bene* qui occupaient Ebolowa.

Comme pour les autres populations, la colonisation allemande figea le peuplement *bulu*. Son aire s'étend des rives du Dja jusqu'à Ebolowa et au-delà, sur une cinquantaine de kilomètres en moyenne, du nord au sud.

Dans le Dja et Lobo, les *Bulu* dominent largement ; les clans forment de petites unités territoriales assez facilement reconnaissables malgré de nombreuses imbrications. Certains territoires, allongés le long des pistes, montrent clairement la direction des anciens axes de migration. Ces axes sont tous orientés vers l'ouest ou le sud-ouest, et paraissent diverger à partir de l'arrondissement de Bengbis, où se trouve le village d'Alen-Zalengañ. Les principaux clans de ce département, sont les *Yekombo*, les *Yemboñ*, les *Yemveñ* et les *Yemfèk*, qui à eux seuls représentent près de la moitié de la population *bulu* du Dja et Lobo. Ces clans sont liés entre eux par une parenté réelle ou mythique. En fait, il y aurait assez peu de clans « originellement » *bulu*. Aux clans d'origine *fañ* ou pré-pahouine, il faut ajouter les clans étrangers comme les *Ngoé*, les *Èsse*, les *Ndoñ* qui représentent plus de 20 % des *Bulu* du département.

Comme en pays *éton*, les clans d'origine étrangère sont disposés sur les limites de l'aire *bulu*. Cette organisation de l'espace, ainsi que la relative intégrité spatiale des unités claniques dans le Dja et Lobo, laissent supposer une occupation relativement longue par des groupes socialement homogènes. Comme ailleurs, les migrations se sont faites par sauts de 15 à 20 km en moyenne, les groupes n'avancant que par à coups, en dépassant ceux qui les précédaient.

Dans le Ntem, la situation change radicalement, l'éparpillement des clans est la règle. Ils sont mélangés comme « des billets de loterie » selon l'expression de ZIMMERMAN (ZIMMERMAN 1890) ! D'un village à l'autre, ils alternent sans aucun ordre apparent et se dispersent sur des distances variables (entre 5 et 20 km).

Sur la piste d'Ebolowa à Sangmélina, on compte 12 clans pour 36 villages, sur 60 km. Sur celle de Mvam-Essakoé à Mvangan, on rencontre 9 clans sur 50 km et pour 30 villages ; entre Enongal (à l'est d'Ebolowa) et Endengué, soit 100 km, 14 clans se répartissent dans 41 villages... Néanmoins, certains clans prédominent ; entre Ebolowa et Mvangan, les *Yemisem*, les *Yenjok* et les *Ngoé* représentent plus de 70 % de la population.

Dans le Ntem, la succession rapide des clans le long d'un même axe traduit l'accélération des migrations vers la mer, et sans doute, également, une concurrence plus forte entre les groupes. Aux abords d'Ebolowa, le mélange des clans atteint la confusion. Le relief y est en partie responsable ; on est ici à la limite du plateau continental, et les massifs de bordure délimitent de petits espaces où les groupes sont isolés. Mais des raisons historiques intervien-

nent également ; la proximité du poste militaire d'Ebolowa, la guerre de 1899, les troubles de 1900, sont autant de faits qui ont contribué à mobiliser les populations.

Deux peuplements de styles opposés

Population bloquée de tous côtés dans un réduit délimité par la Sanaga et le rebord du plateau central, les *Éton* ont une densité humaine dix fois plus élevée que les *Bulu*, déployés à travers de vastes espaces forestiers, entre le Dja et la côte.

Le pays *éton* apparaît sur la carte (fig. 4) comme une zone massive de population, où la densité dépasse partout les 40 hab./km². À l'intérieur de cette zone, les plus fortes densités s'appuient sur le relief. À l'est, la courbe des 80 hab./km² (Nkolbogo, Nkolmvak) est soulignée par la rivière Afamba, prolongée vers le sud par son affluent la Foulou. Dans ce secteur, les *Éton* ont dû repousser toutes les migrations venant des chutes de Nachtigal. Au centre, et dans le secteur comprenant le terroir de Yemesoa, les densités humaines sont maxima (dk > 120 hab./km²) ; elles ont été créées par la rencontre des migrations *éton* venues d'Ebebda, Monatélé et Nkolbogo. Ce passage d'une dizaine de kilomètres de large donne accès au plateau intérieur, en contournant par l'est le massif du Mbam Minkom. C'est aussi une zone d'affrontement avec les *Mvélé*. À l'est d' Obala, la remarquable décroissance des densités (de 120 à 10 hab./km² en 5 km...), marque le contact entre deux populations au dynamisme démographique différent, mais aussi le phénomène d'« aspiration » de la route.

L'étranglement symétrique des densités selon une ligne O-E, Okola-Nkometou, suit à peu près le rebord du plateau intérieur (600 m), ce qui montre l'influence que le relief, même peu accusé, peut avoir parfois sur le peuplement.

Au nord, en pays *mangisa*, les hauts reliefs situés au sud de Nkolo, ont fait obstacle aux migrations ayant passé le fleuve dans ce secteur et les ont obligées à bifurquer vers le sud. Le maximum des densités se situe au carrefour des voies venant de Monatélé, Bafia et Yaoundé.

Une autre zone de fortes densités est centrée sur la route Monatélé-Okola. La proximité d'un gué de la Sanaga, ainsi que d'une zone frontière commençant sur la rive gauche de la rivière Ngobo, peut expliquer une telle concentration. Une seule piste soulignée par des zones de densités, mène en territoire *basaa* (pont de Kikot).

Les lignes de front faisant face aux populations voisines en s'appuyant sur les accidents du relief, conditionnent le peuplement du « réduit » *éton*.

Le pays *bulu* apparaît, en comparaison, comme « en creux ». Les densités y dépassent rarement 40 hab./km², (zone péri-urbaine d'Ebolowa). Ailleurs, des densités humaines moyennes (entre 20 et 40 hab./km²) s'observent le long des principaux axes de circulation et autour des carrefours routiers. Ces concentrations linéaires sont le résultat le plus évident de la politique coloniale de regroupement. Mais elles traduisent également l'attrait que les axes routiers exercent sur des populations peu importantes, habitant des zones éloignées des centres.

De petits noyaux de population sont formés parfois par un ou deux villages importants. Il s'agit généralement d'anciennes chefferies près desquelles se sont installées, missions, écoles, marchés ou dispensaires.

Les densités sont minimales (entre 4 et 1 hab./km²) entre les routes, notamment dans le sud du Ntem et du Dja et Lobo. Ce sont des zones de parcours pour la chasse et la pêche.

Contrairement au pays *éton*, la trame du peuplement *bulu* est constituée par les axes migratoires et commerciaux. Le peuplement diffus autour de rares cellules de faible densité est le résultat du caractère récent de l'installation des groupes et de leur faible cohésion sociale. Mais la rapidité des déplacements vers l'ouest a contribué à étirer la population sur de grandes distances. La colonisation, en interrompant brusquement la mobilité des groupes, les a fixés sur place alors qu'ils étaient en cours de migration.

L'identité des pays

Se distinguant par une histoire et un peuplement différents, pays *éton* et *bulu* possèdent des traits spécifiques qui leur confèrent des identités propres.

Le pays *éton* constitue une petite région physique bien individualisée tant par le cadre physique que par le milieu humain. Située entre la Sanaga au nord, et le rebord du plateau continental au sud, elle se caractérise, avec ses hautes collines, par un relief d'ensemble assez vigoureux et compartimenté. Le climat y est sensiblement plus sec que dans le reste du Sud Cameroun, et annonce déjà la transition avec un climat de type tropical ; la saison sèche y est plus longue et plus prononcée, les pluies plus courtes et moins abondantes.

La forêt, surtout composée de sous bois, d'arbustes et d'espèces protégées, présente un faciès de dégradation très prononcée. Les défrichements se sont faits à la fois sur une forêt primitive et sur des recrus forestiers développés sur des savanes intraforestières.

Il faudrait aussi y ajouter des savanes périforestières, au bord de la Sanaga et dans la région d'Obala.

Une occupation plus longue et l'évolution forcée des groupes dans un espace assez restreint, ont conduit à la dispersion de l'habitat ainsi qu'à un peuplement continu. Mais le réajustement de la population dans l'espace se poursuit actuellement. En quarante ans (1936-1976), le nombre de villages administratifs a doublé et leur population moyenne est passée de 657 à 470 habitants. Cependant les villages *éton* restent des unités importantes comprenant plusieurs « quartiers » ; le recensement de 1976 comptait, en effet, dans la Lékié, 18 villages de plus de 1 000 habitants.

Comme partout en forêt, les sites villageois occupent les sommets ou les premières pentes des interfluves. Les habitations se répartissent le long des pistes selon un plan plus ou moins resserré. Mais les maisons *éton* sont, pour la plupart, de type moderne, avec un toit de tôles ondulées et des murs crépis, « luxes » permis par les revenus de la cacaoculture.

La densité et l'homogénéité de la population, la compacité des territoires claniques ont une influence déterminante sur la forme des terroirs. Ils sont généralement de forme massive ; les champs, souvent jointifs, entourent le village de tous côtés, et ne laissent entre eux que de maigres lambeaux d'une forêt où dominent les arbres utiles (safoutiers, colatiers, fromagers...).

Les cultures vivrières se caractérisent par la place prépondérante accordée aux arachides et au maïs, devant les tubercules (surtout manioc). Le département de la Lékié qui circonscrit assez étroitement le pays éton produit plus du quart des vivres (en tonnage) de la province du Centre auquel il appartient ; c'est aussi le troisième producteur de macabo et de maïs, le deuxième producteur d'arachide et de manioc derrière le département du Mbam.

Mais les méthodes culturales sont encore essentiellement traditionnelles et extensives : défrichement à la machette, brûlis, labours à la houe... Malgré la forte pression exercée sur les terres, les paysans ne connaissent aucune technique de fertilisation des sols autre que la jachère arborée. D'autre part, aucun aménagement n'est entrepris pour lutter contre l'érosion des sols, bien que les champs soient installés la plupart du temps sur des pentes assez fortes. Mais la caractéristique principale des terroirs restent la présence « écrasante » des plantations de cacao. Souvent qualifiée de « grenier de Yaoundé », la Lékié se distingue des autres départements par une très forte production cacaoyère qui en fait le premier producteur des provinces du Centre et du Sud (40 % de la production nationale), et même du

Cameroun avec 15 % environ de la production camerounaise. C'est également en pays *éton* que les rendements sont les plus élevés et que la qualité des fèves est la meilleure.

Tous ces traits, propres au pays *éton*, se retrouvent tous dans le village choisi dans cette étude, Yemesoa. Composé de « quatre quartiers » distincts, il s'agit d'un gros village dont le terroir est consacré à la cacao-culture. Situé au coeur du pays *éton*, il est également à moins de deux heures de route de Yaoundé, autrement dit, situé dans la zone d'attraction de la capitale, comme de nombreux autres villages *éton*.

Le pays *bulu* est plus difficile à cerner. Il ne possède pas d'unité physique, à proprement parler. Les *Bulu* habitent la forêt dense qui couvre tout le territoire situé au sud du Nyong, des rives du Dja jusqu'aux abords de Kribi sur la côte. Cette vaste zone étirée en latitude, est soumise à un climat sensiblement plus humide que le pays *éton*. Le relief y est aussi plus monotone. Le modelé est constitué d'un plateau disséqué par les nombreux affluents et sous-affluents du Nyong du Dja et du Ntem.

Le peuplement est loin d'être homogène. De nombreux petits groupes *fañi*, *maka*, *foñ* existent au milieu des *Bulu*, et nous avons vu que ces derniers formaient eux-mêmes un groupe très composite. La rapidité des migrations a éparpillé les groupes le long des axes de pénétration, en faisant alterner les clans dans une même zone.

Le peuplement *bulu* actuel est à base de petits villages (autour de 200 habitants en moyenne). Leur plan est généralement très lâche, les maisons étant assez distantes les unes des autres. La séparation entre les divers clans est bien marquée (généralement par une maison perpendiculaire à la route). L'habitat est, dans l'ensemble, d'un type plus ancien que dans la Lékié, avec beaucoup de maisons de style colonial (véranda, toit à quatre pentes, crépis à la chaux...). Les toitures en tôle y sont également plus rares.

Les pistes menant aux champs partent derrière les maisons et débouchent, après un parcours pouvant atteindre plusieurs kilomètres, sur des clairières regroupant plusieurs parcelles familiales. Les terroirs prennent ainsi une forme « tentaculaire ». Les plantations sont, par contre, plus accessibles et s'alignent le long des pistes, bien que les plus anciennes puissent être enclavées en pleine forêt.

Le cacao est ici partout présent, mais le département du Dja et Lobo auquel appartient le village étudié ici, n'est pas un gros producteur (6 % de la production nationale). L'extension des cacaoyères s'est faite ici plus lentement que dans le reste du pays *bulu*. La province du Sud a une production deux fois plus faible que celle du Centre

où se trouve Yemesoa. Le Dja et Lobo est surtout un département producteur de vivres : canne à sucre (premier producteur du Centre et du Sud), plantain (troisième rang) et légumes « africains ».

Le village étudié ici, Alen-Zalengañ, a été choisi parmi des centaines d'autres que comptent les départements *bulu* du Ntem et du Dja et Lobo. Il ne saurait être « le » village représentatif d'une zone aussi vaste et d'un groupe humain aussi important. Ce village est un village *bulu* parmi d'autres, ni plus ni moins caractéristique.

Situé dans une zone de peuplement *bulu* ancienne dépeuplée par les guerres et, plus encore par l'attraction des nouveaux axes de communication, Alen-Zalengañ est un petit village enclavé, éloigné de tout centre, comme la plupart des villages *bulu*. Sa structure sociale est aussi représentative de la diversité *bulu*. En fait, ce village est composé de deux unités (Alen et Zalengañ) qui ont fusionné lors du regroupement le long de la piste de Bengbis, tout en conservant leurs clivages sociaux traditionnels. Comme partout en pays *bulu*, et contrairement à la Lékié, les paysans de ce village ont, en plus de la culture vivrière, une gamme d'activités très diversifiée : plantations de cacao et de café, chasse, pêche...

Enfin, les deux villages présentés ici, constituent également, de par leurs traits propres, mais aussi par les régions environnantes, deux exemples totalement opposés de terroirs forestiers. On doit pouvoir ainsi examiner les réponses apportées par les paysans à des problèmes identiques (autosuffisance alimentaire, recherche de revenus monétaires..) dans des contextes radicalement différents. Ces exemples peuvent être d'autant plus intéressants qu'ils appartiennent à un même type de société et qu'ils ne présentent que des variations d'un même système de production ancien.

Le système de production ancien

La cellule familiale *béti* présentait autrefois une remarquable homogénéité : elle avait à la fois une unité sociale, religieuse et politique, puisque chaque *mod dzaal* était chef de famille, maître des rites, chef de territoire. C'était également le lieu d'une production et d'une consommation commune. Groupe autonome assurant tous ses besoins, la famille *béti* vivait pratiquement en autarcie. Seul, les surplus étaient échangés contre ce qui manquait. Cependant, déjà avant 1890, certains chefs importants, grands *mintol* (« aînés », chefs de lignage) disposant de suffisamment de richesses échangeables, commencèrent à monter des expéditions commerciales vers la côte, pour acquérir les marchandises des *Ntangan* (les Blancs) : sel, étoffe, armes... À la fin du XIX^e siècle, ces derniers pénétrèrent eux-mêmes dans la forêt et s'infiltrèrent en pays *béti*, pénétration pacifique à caractère religieux et marchand d'abord, puis conquérante.

LA CELLULE FAMILIALE : UN GROUPE IMPORTANT, AUTONOME ET MOBILE

Autrefois, il n'y avait pas de « village » à proprement parler. Cette notion est récente et date de l'époque coloniale. La population était répartie en multiples unités résidentielles composées d'un patrilignage minimum, regroupant autour d'un homme, ses épouses, ses enfants et ses dépendants, clients (*ntobo*, pl. *mintobo*) ou esclaves (*olo*, pl. *belo*). Cette « famille-village » (*dzaal*)⁶ comportait un nombre variable de personnes, mais devant être suffisamment important pour assurer sa défense. Le nombre d'épouses pouvait varier entre 1 et 50 (ZENKER 1890, in LABURTHE-TOLRA 1981), selon l'âge et la richesse du chef ; un lieu habité devait comprendre ainsi, entre 20 et 100 habitants environ. Les maisons des femmes (*nda*), à la fois cuisines et chambres à coucher, de taille assez réduite (4 x 8 m, pour 2,5 m de haut), formaient généralement une ou deux rangées (*mbama*) ; à leur tête, construite perpendiculairement, une case plus grande (6 x 8 m, pour 3 m de haut) constituait la maison des hommes (*abaa*), servant à la fois de corps de garde, de dortoir et de salle de réunion. Dans les régions peu sûres, les maisons étaient jointives afin de constituer un véritable rempart vers l'extérieur, mais au début du siècle, à l'emplacement de Yaoundé, le plan des habitations était assez lâche ; la clôture basse qui les entourait n'avait pour but que d'empêcher la divagation des poules, des chèvres et des moutons. Cet habitat était mobile, les maisons pou-

6. Le mot : *mvog* peut être également utilisé pour désigner une unité résidentielle, édiflée autour d'un homme, et par extension, tous les segments lignagers qui en seront issus (LABURTHE-TOLRA 1981). Le terme *Nda-boi* désigne l'ensemble des consanguins, même dispersés. Ce groupe patrilocal est la plus petite unité de parenté qui porte un nom.

vaient se démonter facilement, il suffisait de défaire quelques liens pour emporter les poteaux en bois de fer, les toits de palmes et les panneaux d'écorce qui servaient de murs.

Un homme changeait généralement deux à trois fois de résidence dans sa vie. Les causes de ces changements étaient variées : discorde avec des voisins ou des frères, ou au contraire, désir de se rapprocher d'un allié, d'un parent ; décision d'un devin, fuite d'un lieu ensorcelé, succession suspecte de décès trop rapprochés, mort violente d'un membre de la famille, raréfaction du gibier... En fait, si l'on en croit ZENKER, ces déplacements dépendaient plus de raisons subjectives, notamment de la magie, rendue responsable de tous les maux, que de raisons objectives comme l'épuisement des ressources du terroir. La mobilité était également encouragée par le fait qu'un homme n'accédait vraiment au rang d'adulte qu'en construisant sa propre maison. Ainsi, un fils marié devait-il quitter sa famille paternelle pour créer une nouvelle habitation à l'écart.

Il s'agissait d'une mobilité de faible amplitude, la nouvelle installation se trouvant rarement à plus d'une journée de marche (soit 15 km environ). En fait, la plupart des *medzaal* n'étaient séparées que de 3 à 4 km tout au plus, ce qui correspondait à la portée du *nkul*, du tam-tam à deux tons, permettant de communiquer rapidement avec les parents ou les alliés. Le village était construit, pour des raisons de salubrité et de défense, de préférence sur le sommet d'un interfluve (*ayéné*), dans un endroit dégagé, à proximité d'un cours d'eau et si possible, de dépôts argileux pour la poterie, et de kaolin, si important pour la parure lors des rites et des fêtes. Chaque hameau était relié à l'autre par un réseau plus ou moins dense de chemins (*zen*). De petits sentiers (*mbag*) conduisaient aux points d'eau et aux plantations situées en pleine forêt.

UN SYSTÈME AGRICOLE MIXTE ADAPTANT LES CULTURES DE SAVANE À LA FORÊT

Malgré leur qualité guerrière, les *Béti* ont très vraisemblablement contribué à répandre une agriculture plus évoluée parmi les populations du Sud de la Sanaga, notamment par l'apport de plantes originaires de la zone des savanes comme l'arachide et l'igname. La variété des cultures, le soin avec lequel elles étaient entretenues, faisaient l'admiration des Allemands quand, après avoir traversé le pays *ngumba*, ils arrivaient chez les *Béti*.

Le système cultural ancien était en fait, un système à deux champs résultant de l'intégration des cultures de savane dans le cycle cultural forestier. Ainsi, le champ d'arachide (*afub owonò*) fut intercalé entre le premier champ fait sur défrichement et la jachère qui suivait.

Ce premier champ qui ouvrait le cycle cultural, était défriché dans la forêt lors de la grande saison sèche (*esep*) dont il porte le nom. Les cultures qu'il portait étaient caractéristiques de la zone forestière : plantain, taro, courges, canne à sucre, manioc, légumes, toutes plantes à développement vertical. Mais la culture la plus importante était celle du *ngon* (une sorte de courge : *Cucumeropsis mannii*). Cette plante grimpante ne demande pas une préparation particulière du sol et s'accommode d'un nettoyage sommaire du champ ; les branches des arbres abattus servent de tuteur, et l'épais tapis de branches et de feuilles protège le sol des pluies, tout en favorisant le pourrissement de la végétation brûlée, sous jacente. Semé en mars-avril, au début de la petite saison des pluies (*asil*), le *ngon* est récolté en octobre-novembre. L'*esep* devenait alors un *kundu* qui pouvait être semé en arachide soit dès la saison suivante, soit après une jachère de deux ans.

Le champ d'arachide est plus petit mais nécessite un nettoyage poussé : arrachage des racines, élagage des arbres tombés, suppression de tout ombrage, labourage du sol. L'arachide, à cycle long, est associée à des plantes dont la venue est bien meilleure en savane : maïs, manioc, légumes, igname et voandzou. Dans la Lékié, on observe encore des densités assez importantes d'une variété de courge de savane, l'*ombalak* (*Cucumis sativus*). Une fois récolté, le champ d'arachide était un *bindi* qui pouvait être planté de nouveau, ou retourner à la forêt, pour devenir une jachère récente (*ekodog*)⁷.

Il fallait attendre au moins quinze ans pour que la végétation se soit suffisamment reconstituée et créer un nouvel *esep* ; l'arachide s'accommodait d'une jachère de trois à cinq ans seulement. Un cycle entier, du défrichement du premier champ à la reconstitution de la forêt durait ainsi de vingt à vingt-cinq ans, ce qui signifie que beaucoup de champs étaient abandonnés, les hameaux se déplaçant en moyenne, une fois tous les dix-quinze ans.

Le champ d'igname (*afup bikoro*) mérite une mention particulière. Il s'agit d'une culture fondamentale chez les *Béti* qui en connaissent de nombreuses variétés. Sa culture, très répandue, est surtout importante près du contact forêt-savane. En pays *bulu*, l'igname est plantée dans l'*esep*, ou dans le champ d'arachide, en taches, au pied

7. La terminologie employée ici est d'origine *éwondo* et varie sensiblement selon les groupes. Ainsi, les *Éton* emploient le terme d'*ekpak*, au lieu d'*esep*, qui est toutefois employé actuellement par les *Bulu* d'Alen-Zalenga. La jachère se nomme *ekorgi* chez les *Éton* de Yemesoa et *ekotog* chez les *Bulu* d'Alen-Zalenga. Quant au terme : *bindi*, il devient : *bina* chez les *Éton*; par contre, le terme *bulu* correspondant : *biwoé*, mentionné par GUYER (1980), ne désigne à Alen-Zalenga qu'une repousse d'arachide sur un champ lors de la deuxième saison des pluies (équivalent *éton* : *biwuwa*).

des arbres brûlés. En pays *éton*, des champs entiers, ou des portions de champs, étaient consacrés à des variétés valorisées (comme *singili*, *kpede*), cultivées sur des rangées de buttes distinctes. Le champ d'igname pouvait être inséré entre l'*esep* et l'*afup owono*, et constituer ainsi la première récolte des plantes de savane.

En dehors de ces champs, il y en avait d'autres plus petits, consacrés à une culture spécifique ; il s'agissait, le plus souvent, de parcelles de plantain (*ekon*), situées soit derrière les maisons (*falag bikon*), ou en pleine forêt. Notons qu'avec l'arachide et le *ngon*, le plantain jouait un rôle important dans les rituels. L'adaptation du système de culture de la savane à l'environnement forestier, s'il permettait de disposer d'une variété de plantes plus grande, n'en comportait pas moins de graves inconvénients sur le plan agronomique (MARTICOU 1961 ; WESTPHAL 1981). L'introduction du champ d'arachide, c'est-à-dire l'abattage total des arbres, la nécessité de pratiquer un deuxième brûlis pour assurer un nettoyage complet, a eu pour conséquence de retarder le rétablissement de la forêt pendant la période de jachère qui se trouve allongée. Le système agricole *béti* mixte demande donc plus d'espace qu'un système purement forestier ; il est plus sensible au niveau de la densité humaine qui aura des conséquences directes sur la fertilité des terres. D'un autre côté, le système d'essartage pratiqué a des avantages certains. Le principal est de diminuer les risques d'érosion. La culture multiple qui entretient une couverture foliaire permanente, protège les sols de la violence des pluies. Les superficies défrichées sont relativement faibles, et les façons culturales (labourages, sarclages,...) sont assez légères pour assurer le maintien de la couverture végétale quand le champ est abandonné. Par contre, la restitution de la fertilité des sols est faible : les cendres (mal réparties), les fanes d'arachide, les feuilles et la chair décomposée des cucurbitacées apportent une certaine quantité de matières organiques, mais tout dépend encore une fois, de la seule jachère. La durée de celle-ci dépend du type de cultures (qui détermine l'enrichissement du sol), du temps d'exploitation de la parcelle, et de l'intensité du défrichement pratiqué. Après quatre ans de culture, la qualité du sol se dégrade et il faut abandonner le champ. La restauration totale des qualités des sols forestiers après trois ans de culture demande au moins vingt-cinq ans (MARTICOU 1961) ; il faut ainsi 8 hectares de jachère par hectare cultivé (moitié moins en savane). Il existe donc un niveau maximal optimum de population pour le système agricole traditionnel, que l'on peut estimer à 25-30 habitants au km² (CHAMPAUD 1965).

UN TRAVAIL AGRICOLE FÉMININ SOUS CONTRÔLE MASCULIN

La société *béti* traditionnelle est basée sur une stricte division des tâches selon le sexe. Plus que de l'agriculture, les hommes s'occupent d'abord de la guerre, de la chasse (activité qui n'est pas sans analogie avec la première), de la pêche, et de tous les autres travaux pénibles ou périlleux : défrichage, cueillette difficile (miel, noix et vin de palme), construction des maisons. Seules les femmes ont vraiment partie liée avec la terre, tant au niveau de l'agriculture que de l'artisanat (elles sont potières, alors que les hommes sont vanniers, et ont des rapports privilégiés avec le bois). Elles se chargent également de la cueillette, de la pêche (au barrage), et de la transformation des aliments. À l'intérieur de chaque groupe, une hiérarchie existe selon le statut social, et pour chaque statut, selon l'âge, les dépendants et les plus jeunes devant assurer les tâches les plus dures.

Cependant les activités agricoles sont contrôlées par les hommes. C'est le *mod dzaal* qui décide du moment⁸, et de l'emplacement des cultures. Celui-ci est déterminé d'après l'aspect de la végétation (présence de certains arbres comme le fromager, le *Terminalia superba*, le *Pycanthus angolensis*), de certaines herbes, la présence de certains insectes, la couleur du sol. Le chef de famille détient également les *bian* de fertilité qui seront enfouis dans les champs pour assurer le bon développement des cultures.

Les hommes défrichent les sous-bois, abattent les arbres, et avec les troncs, édifient des clôtures contre le gros gibier (les greniers à taro et igname restent dans les champs). En dehors de leur rôle magique ou technique, les hommes participent directement à la culture. Ce sont eux qui sèment les graines de *ngon*, immédiatement après les défrichements. Ils s'occupent surtout du champ d'igname⁹ ; ils retournent le sol avec le bâton à fouir (*ntonñ*), plantent et fichent les tuteurs dans les buttes édifiées par les femmes. Enfin, ils plantent les rejets de bananiers derrière les cases de leurs épouses. Les hommes apportaient, leur aide lors de la récolte. Cependant, si le *mod dzaal* intervenait souvent, il laissait volontiers tous ces travaux à ses gens, c'est-à-dire aux *mintobo* et aux esclaves... Le travail de la terre restait largement du domaine des femmes ; il était, même pour

8. Il semble que, pour déterminer le calendrier des cultures, les anciens *Béti* se basaient sur les phénomènes astronomiques (hauteur de la Croix du Sud sur l'horizon), sur l'aspect de certains arbres (frondaisons, maturité des fruits), le chant des oiseaux. Notons aussi que l'apparition de différents types de termites a déterminé le nom des principales saisons : *sil=asil* (mars-mai), *kab=akab* (septembre-novembre), *seb=eseb* (décembre-février).

9. Les relations anciennes entre l'homme *béti* et l'igname laissent à penser que les envahisseurs *béti* ont amené avec eux cette culture, et qu'ils l'auraient apprise (imposée ?) à leurs épouses autochtones (LABURTHER-TOLKA 1981).

les femmes « nobles » un critère d'appréciation important. Elles intervenaient à tous les stades de la culture : semis, buttage, sarclage, repiquage, récolte.

L'*esep* était généralement cultivé collectivement. Le regroupement des champs avait l'avantage de faciliter le travail de débroussaillage ainsi que le gardiennage contre les déprédateurs. Parfois, l'*esep* était divisé entre les hommes, et des endroits étaient attribués aux femmes du chef. L'ouverture dans la forêt d'un nouveau défrichement était donc liée à la parenté ou au groupe résidentiel. Après la récolte, le champ était divisé en lots individuels entre les femmes pour leur culture d'arachide. Ce stade marquait la fin des travaux masculins. L'*afup owondo* était la propriété d'une femme, et elle travaillait généralement seule, ou avec ses filles ; le travail collectif ne s'y faisait que sur un plan de stricte réciprocité. En définitive, l'*esep* apparaît lié au travail masculin et collectif, l'*afup owondo*, au travail féminin et individuel. Cette spécialisation se définit également par le type d'outil employé : la hache (*ovon*) et le bâton pour l'homme, la houe (*ebak*)¹⁰ pour la femme. Seul, le champ d'igname demandait la collaboration des hommes et des femmes, leurs tâches respectives se succédant au cours du cycle cultural.

La récolte effectuée collectivement, revenait *a priori* au chef de famille. Il contrôlait le partage des plantes périssables entre tous les membres du groupe, à l'exception de la production des parcelles individuelles. Les graines de courge étaient réparties entre les épouses pour l'alimentation quotidienne ; le reste était conservé dans la cuisine de la favorite (*mkpog*), comme réserve de semences, mais aussi pour servir aux festivités et être échangé. Une partie des arachides était stockée au même endroit, mais le partage était laissé aux cultivatrices elles-mêmes ; le volume de la récolte était le meilleur moyen de montrer leur adresse à leurs époux. Les ignames cultivées dans le champ d'arachide servaient à la consommation et étaient conservées dans les enclos individuels des femmes ; les autres variétés récoltées dans l'*afup bikoro* étaient, au contraire, gardées dans le grenier du chef (*akak*), ou dans sa resserre personnelle (*nda nkoé*) à laquelle les femmes n'avaient pas accès, ou à défaut chez la favorite. Le stock d'igname, de graines de courges et d'arachide, entrait dans le réseau des échanges inter-villageois, notamment lors des danses (*abok*). Il pouvait déterminer la richesse d'un homme en étant échangé contre du petit bétail, ou des *bikié*¹¹ qui servaient au paiement de la dot. Détenteur éminent de la production agricole, le *mod dzaal* n'exerçait par contre, aucun droit de propriété sur l'espace que sa famille occupait et exploitait.

10. Les houes anciennes sont fabriquées « sans ouverture pour le manche... il faut donc les attacher au manche avec n'importe quel lien, ou comme les haches, par un trou dans le manche... » (ZENKER1891).

Il s'agit donc de lames montées à soie (influence des savanes), ou liées au manche, ce dernier mode étant caractéristique de la forêt. Le manche coudé est fabriqué dans une racine, ou dans du bois dur.

11. Les *bikié* (= les fers) étaient de petites tiges de métal n'ayant d'autre valeur que de conclure les alliances matrimoniales.

DES RAPPORTS LÂCHES AVEC LE SOL UTILISÉ TEMPORAIREMENT

Malgré leur sens aigu de la propriété, les *Béti* n'avaient aucune notion d'appropriation du sol. La forêt (*afan*) était à tout le monde, et le sol n'avait qu'une valeur d'usage. Seuls, les premiers occupants, ou les prédécesseurs, quand ils existaient, pouvaient faire valoir un droit éminent, et jouer le rôle de « maîtres de terre » (comme, par exemple, les *Yanda* chez les *Éwondo*). Les nouveaux arrivés pouvaient soit recevoir pacifiquement des terres des populations autochtones ou de parents (oncles maternels), soit les gagner les armes à la main (avec échange de femmes pour entériner la possession), cas le plus fréquent à la fin du siècle dernier. À Yemesoa, les deux cas semblent exister. Les envahisseurs *mvog Kani* chassent les *Tom*, les *Bekaha* et les *Ésele* (tous clans *Éton*), par contre, les *Moñ*, autochtones, accueillent les *mvog Kani* et leur distribuent des terres. Ces *Belo*, plus clients vassaux qu'asservis¹², possèdent aujourd'hui encore la moitié du terroir. Seul, le travail crée des droits, non sur le sol, inaliénable, mais sur ses fruits. Ainsi, les plantes, les arbres apportés, plantés, sont propriété du planteur. Les arbres utiles de la forêt (raphia, *ajap*, arbre à écorce, à chenilles comestibles, à abeilles...) appartiennent à tous, mais l'inventeur aurait eu un droit d'usage exclusif (LABURTHE-TOLRA 1981). On ne pouvait exercer aucun droit sur les terres abandonnées ; les anciens champs étaient considérés comme de peu de valeur vu leur fertilité amoindrie et le travail de défrichage relativement important nécessaire pour les cultiver de nouveau. Mais toute sépulture fondait un droit durable sur le sol.

Parler de règles foncières pour les établissements *béti* anciens n'a pas grand sens, tout au plus peut-on parler de certaines règles d'usage. Le « territoire » d'un lignage était plus déterminé par ses parcours de chasse et de pêche (activités pour lesquelles les droits étaient également assez flous) que par ses terrains de culture, de superficie somme toute restreinte. Les rapports lâches que les *Béti* entretenaient avec le sol étaient caractéristiques de populations « nomades » et guerrières, en déplacement fréquent, se « taillant » un territoire par la force, voire la terreur¹³, si besoin était.

12. Ce sont en fait des *Éton-Belo*, vassaux libres, à distinguer des *Belo-Éton*, esclaves des *Éton*, capturés à la guerre.

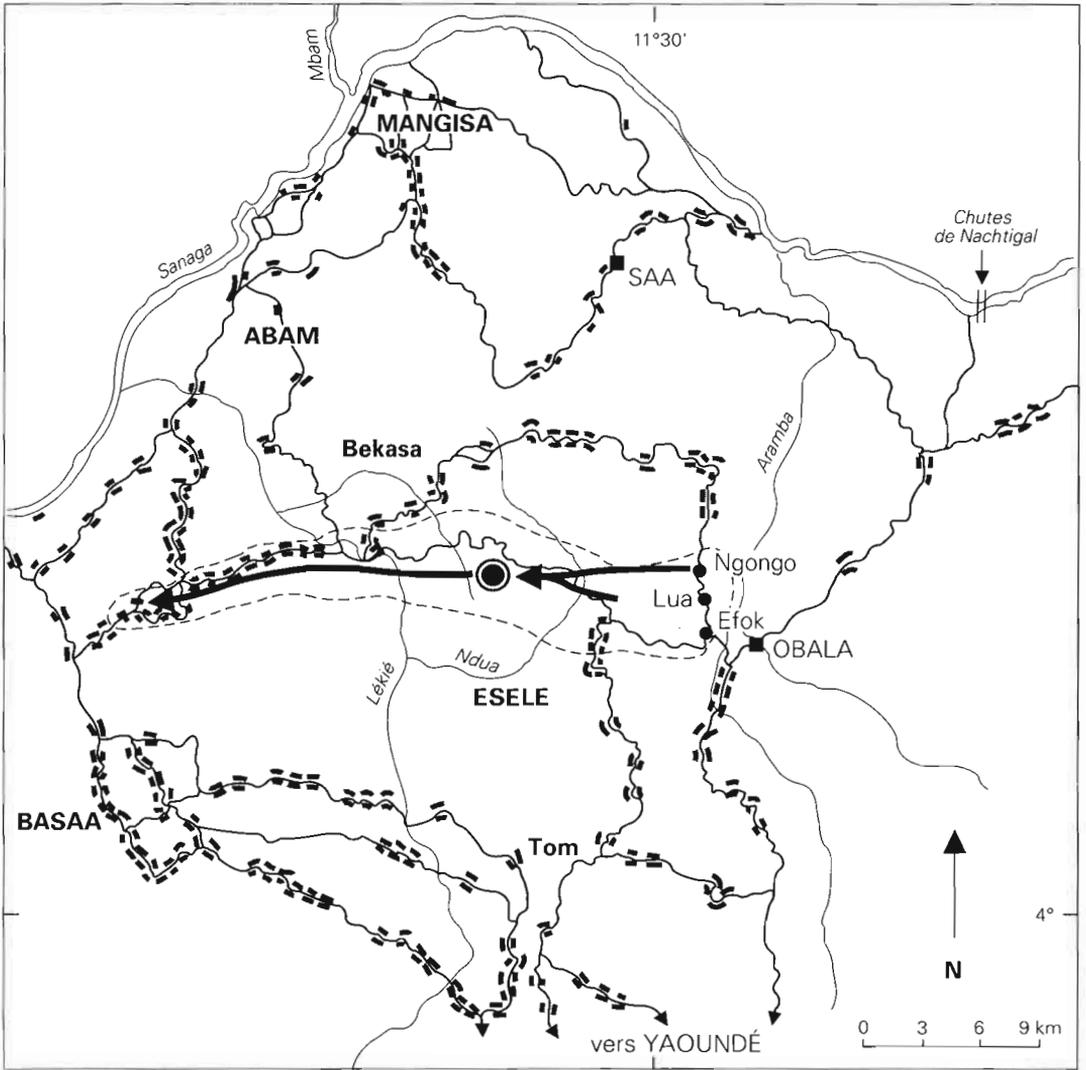
13. Les premiers témoins européens ont tous insisté sur l'implacabilité des guerriers pahouins lors des guerres. Ils avaient cependant d'autres moyens de conquérir de nouveaux espaces, notamment en infiltrant progressivement les populations autochtones, et en les poussant au départ par des exactions, des actes magiques (TRILLES 1898).

Regroupement et fixation des populations

Quand les Allemands s'installèrent à Yaoundé (1886), les populations *Béti* étaient encore mobiles, surtout au sud du Nyong. À Yemesoa, la plupart des familles *mvog Kani* ne sont installées que depuis cinq générations tout au plus (soit entre 100 et 120 ans). La majorité d'entre elles parvinrent sur le site du futur village, dans le dernier quart du XIX^e siècle. D'autres arrivées eurent lieu peu avant la Première Guerre mondiale, les dernières familles s'installant dans le village entre 1920 et 1930. Les *mvog Kani* venaient principalement de l'est : Loua et Ngongo, à 6-8 km à vol d'oiseau. Le chef de la migration (un *mvog Kani Ewolo Njom* du nom de Nkongo) ne s'installa pas à Yemesoa mais continua vers l'ouest et le pays *basaa* ; il laissa son fils à l'emplacement de l'actuel quartier de Nkolngégé.

À Alen-Zalengañ, l'ancienneté d'installation des familles n'est guère supérieure. Les guerres entre clans *bulu* au début du siècle, l'insurrection des *Bulu Yetyañ* contre les Allemands, en 1903, créèrent une grande turbulence de populations entre Dja et Lobo. Les gens de Zalengañ, « chassés par les guerres », arrivèrent de Messok et de Mesila (à 14 km au SE) et reçurent des terres des gens d'Alen, à la limite orientale de leur territoire, au bord de la rivière So. Ces derniers s'étaient installés auparavant, après avoir occupé le territoire des Yezum, au sud de la Lobo.

La première préoccupation des Allemands fut de mettre fin aux guerres opposant les clans *béti*. La paix allemande supprima le rôle guerrier des hommes, les « démobilisa » ; l'existence de fortes unités résidentielles assurant leur propre défense ne se justifiait plus. Pour maintenir la paix sur un vaste territoire avec des troupes bien entraînées mais relativement peu importantes, il était nécessaire de regrouper les populations le long d'axes permanents permettant aux colonnes militaires de circuler rapidement. Le regroupement avait également l'avantage d'assurer un meilleur recrutement de main d'oeuvre, pour le portage, les gros travaux, et l'entretien des



D'après : M. Moisel 1910

- | | | | |
|--------------|------------------------------|--|---|
| OBALA | Lieu habité actuel | | Site du village de Yemesoa |
| ABAM | Lignage représenté à Yemesoa | | Aire d' extension approximative du groupe Mvog Kani |
| Tom | Autre groupe éton | | Axe migratoire des Mvog Kani |
| | Villages | | |

Figure 5

Le pays éton au début du siècle.

pistes. Ces regroupements ne pouvaient se faire qu'en fixant définitivement les gens dans des « villages », placés sous la responsabilité administrative de chefs de famille devant effectuer la levée de

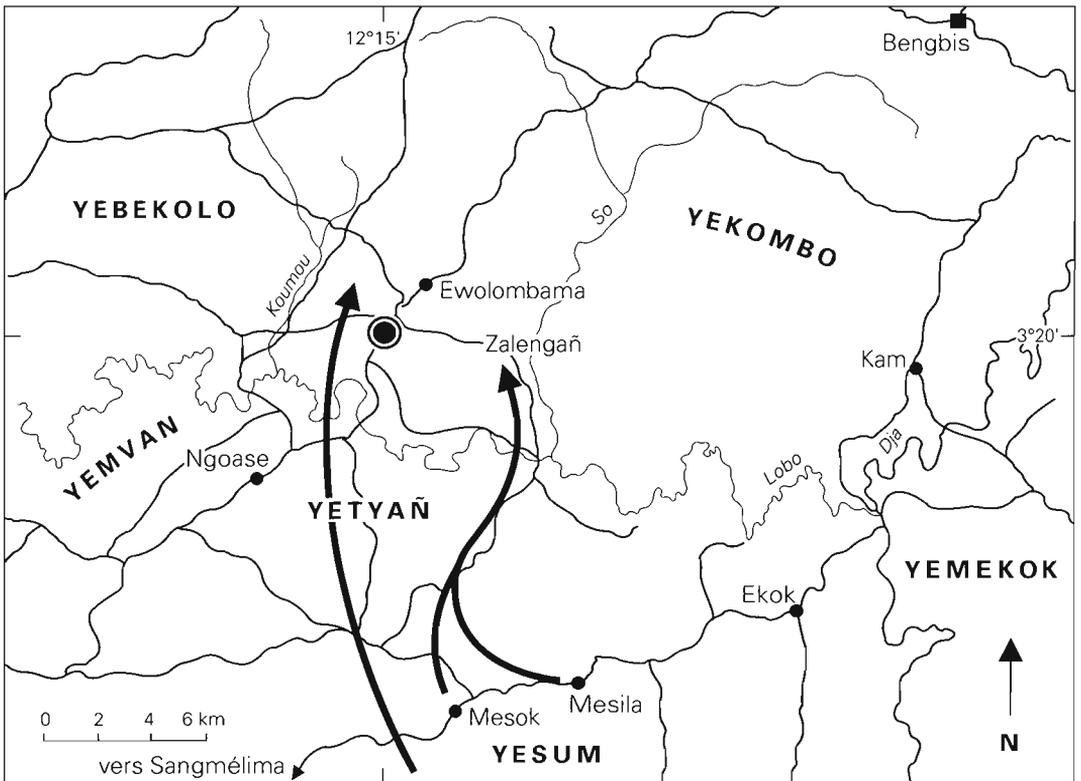
l'impôt et établir des corvées. Ils étaient choisis parmi les « sympathisants » ou les plus dociles ; ils n'étaient pas forcément les plus anciennement installés, ni les plus éminents par la richesse. La sédentarisation des populations commença au temps des Allemands, mais ne s'acheva que sous le mandat français.

Les regroupements au bord des pistes principales furent progressifs et ne provoquèrent pas de déplacements rapides de population. Ils ont d'abord intéressé les populations les plus proches, et surtout les chefs de clans ou de « groupements ». De nombreux villages subsistèrent, à l'écart des grands axes, notamment dans les zones à fortes densités de population (Lékié, Méfou). Pendant longtemps, on distingua les villages de la « route », des villages situés en pleine forêt, au bout de sentiers discrets. Si les habitants des premiers pouvaient écouler leurs produits agricoles plus facilement et bénéficier de l'école et du dispensaire, ils étaient les premiers exposés aux réquisitions ; ils ne pouvaient échapper ni aux impôts, ni aux miliciens, ni aux missionnaires, encore moins aux tournées des administrateurs...¹⁴.

Sur la carte de MOISEL (1910) le village de Yemesoa n'apparaît pas (fig. 5). Aucun lieu habité n'est signalé à l'emplacement du futur village, mais l'extension du clan *mvog Kani* est bien localisée. Seule, la piste EfoK-Nkomo-Elon existe alors. Celle qui traverse l'actuel village fut construite beaucoup plus tard, vers 1935 ; une première piste avait été ouverte avant 1917, pour relier plus rapidement Saa à Eséka. Les différents chefs de lignage étaient alors installés dans leur *medzaal* au milieu de leurs plantations. Les premiers à s'installer sur la piste furent les descendants des autochtones *Belo Moñ* et des premiers *mvog Kani*, les *Ewolo Njom*. La chefferie fut d'abord offerte à un *Belo Moñ* qui la refusa (comme il se devait de la part d'un non noble...). Elle échut alors à un *mvog Kani Njop Sana*, récemment arrivé (vers 1925-1930), dont le petit-fils est l'actuel chef de village.

En 1910, la carte allemande montre plusieurs lieux habités sur l'emplacement de l'actuel terroir d'Alen-Zalengañ : « Majus, Massondji, Endeng, Jamubenduma, Namenam et Issalengang (Zalengañ) ». La piste de Bengbis empruntant l'interfluve entre la Kumu et la So existe déjà (fig. 6) ; elle a été parcourue par l'expédition JACOB en mai 1904 et traverse plusieurs lieux habités constituant sur la carte le village d'Ewolenmbama. Les habitants d'Alen-Zalengañ sont donc, à cette date, encore dispersés dans la forêt, mais les premiers regroupements désignés sous leurs toponymes actuels ont déjà commencé. Les terrains traversés par la future route de Bengbis étaient contrôlés par les gens d'Alen.

14. Mongo Béti dans « Le pauvre Christ de Bomba » note bien la différence entre ces deux types d'habitat, tout en soulignant la prospérité et la quiétude des villages isolés dans la forêt...



D'après M. Mosel 1910

- | | | | |
|---------------|----------------|--|---|
| YEMVAN | Nom de lignage | | Piste principale |
| | Axe migratoire | | Emplacement de l'actuel village d'Alen - Zalengañ |

Figure 6

La région d'Alen-Zalengañ au début du siècle.

Ces derniers cédèrent des terres aux gens de Zalengañ quand ils quittèrent leurs hameaux forestiers pour s'installer au bord de la route, située à 4 km environ des habitations et des plantations. La route fut ainsi divisée en six secteurs alternés (trois pour chaque « village ») (fig. 7).

Dans les deux cas, on aboutit à une densification artificielle de la population dans une zone axée sur la route et n'excédant pas 2 à 3 km de large de part et d'autre, où l'imbrication des terres est extrême. Plantations et champs vivriers occupent l'espace situé directement derrière les maisons ; les derniers arrivés doivent s'installer plus loin, le long de la route. L'habitat devient linéaire et prend l'allure d'un village-rue, composé de familles polygames restreintes et regroupant différents lignages (*nda-bot*), séparés par des espaces vides, ou au contraire étroitement imbriqués selon la place

disponible. La redistribution des terres par les chefs administratifs sera plus tard responsable de nombreux litiges, les anciens occupants des terres cultivées par d'autres, revendiquant leur propriété quand l'espace viendra à manquer...

La fixation s'accompagna d'une modification profonde de l'habitat. Si le plan des villages rappelait la disposition de l'ancien *dzaal* (une case perpendiculaire à la piste marquait les limites des villages, parfois des familles, rappelant ainsi l'ancien *abaa*), les maisons s'éloignaient des abords immédiats de la piste désormais livrée à la libre circulation de tous. La case des hommes est maintenant

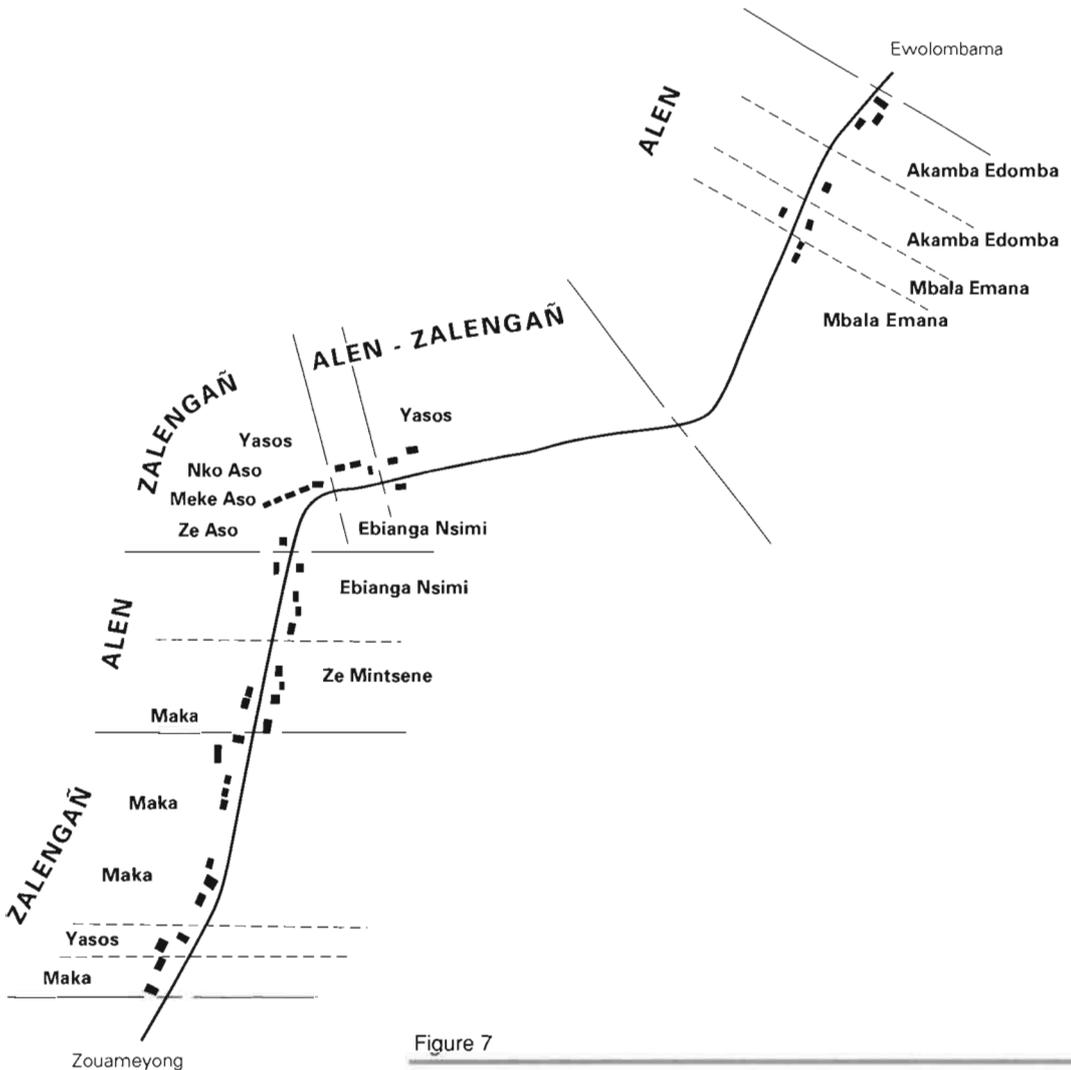


Figure 7

Alen-Zalengañ : La répartition des lignages.

parallèle à la piste et son plan s'est modifié avec l'apparition d'un salon, avatar moderne de l'ancien *abaa* ; de simple abri, elle est devenue maison d'habitation (*nda*). La maison des femmes est construite dans le prolongement ou derrière. Alors que la maison des hommes a bénéficié de certaines « améliorations » : toit de tôle, mur en pototo-poto enduits de chaux ou de ciment, fenêtres, véranda..., la maison des femmes est encore restée très traditionnelle : les murs sont rarement crépis, les toits sont le plus souvent recouverts de palmes et l'intérieur (disposition des lits, du foyer, des greniers) est resté le même. C'est avant tout une cuisine (*kisin*)-chambre à coucher où la femme garde ses réserves d'arachides.

De la mobilité collective à la mobilité individuelle

Alors qu'il encourage la fixation de l'habitat et des familles, le pouvoir colonial organise la mobilité des individus. Dès l'époque allemande, les grandes compagnies concessionnaires de la côte enrôlent des hommes pour leurs plantations industrielles. Le portage demande une importante main-d'oeuvre et mobilise les hommes, et même parfois les femmes et les enfants. Le travail forcé¹⁵ pour l'exécution des gros travaux de voirie (routes, ponts, chemin de fer) éloigne périodiquement les hommes de leurs familles, quand il ne les oblige pas à fuir au loin, en Guinée espagnole notamment. En dehors de toute réquisition, les gens sont appelés à se déplacer de plus en plus, ne serait-ce que pour aller vendre leurs produits à la ville, pour se procurer l'argent de l'impôt. Les grandes pistes permanentes, régulièrement entretenues, mais aussi la voie ferrée, sont autant d'axes de migration, d'abord vers Douala, puis plus tard vers Yaoundé. À Yemesoa, 80 % des anciens migrants revenus au village sont allés avant 1950, à Douala, Victoria, Dizangué, pour travailler dans les plantations de cacao et d'hévéa, ou dans les chantiers forestiers ; entre 1950 et 1960, les migrations sont dirigées presque exclusivement vers Yaoundé. À Alen-Zalangañ, par contre, on ne trouve pratiquement plus de résidents ayant migré avant la seconde guerre mondiale ; dans les années cinquante, les déplacements se sont faits uniquement dans le pays *bulu*, vers Sangmélina et Ebolowa. Au début du siècle, à Yemesoa et même à Alen-Zalangañ, les gens allaient vendre leurs palmistes jusque sur le marché d'Eséka, terminus de la voie ferrée.

Autrefois, l'individu se déplaçait peu, les voyages étant particulièrement dangereux et aventureux en dehors du territoire clanique. À l'époque coloniale, sous la pression des autorités, une mobilité collective à caractère social fait donc place à un nouveau type de mobilité, individuelle, occasionnelle, et à caractère économique, le plus souvent.

15. Aboli par décret le 11 avril 1946, mais vraiment supprimé qu'à partir de 1953.

L'introduction des cultures de plantation

Introduite sur la côte par les Allemands, dès 1886, la culture du cacao se répandit vers l'intérieur à partir de deux foyers : le Mont Cameroun et Kribi. De ce dernier point, elle gagna Ebolowa vers 1910 et Mbalmayo vers 1917. Alors que sur la côte, la culture du cacao se faisait sur une grande échelle, dans des plantations contrôlées par des compagnies étrangères, dans l'intérieur, la culture était pratiquée par les petites exploitations familiales. La culture se répandit d'abord de façon diffuse et inorganisée. Son intérêt commercial par rapport aux produits de traite habituels (palmistes, caoutchouc) fut très tôt reconnu, avant même que l'administration encourage cette spéculation¹⁶. Au tout début, des fèves dérobées dans les plantations côtières furent rapportées au pays par des travailleurs. Dans la Lékié, elles provenaient du pays *basaa*, d'où les *Éton* les ramenaient en cachette quand ils allaient au marché d'Eséka, grand centre de collecte des produits de la forêt, avant le prolongement de la voie ferrée jusqu'à Yaoundé en 1927. Les *Basaa* étaient soucieux de conserver le monopole de cette culture de rente, mais ils acceptaient aussi de céder des fèves contre du gibier et du *ngon*. Entre 1919 et 1920, les autorités françaises distribuèrent des cabosses aux chefs indigènes de la région du Nyong et Sanaga (dont le très célèbre Charles Atangana, chef supérieur des *Éwondo*, qui possédait en 1924 plus de 100 ha de cacaoyers...). Ce n'est qu'à partir de 1924-25 que le cacao prit son essor dans le Sud Cameroun. En 1927, une ferme expérimentale était créée à Ebolowa, par les frères PASCALET¹⁷. Le paiement de l'impôt de capitation va être également un puissant accélérateur. En 1926, le paiement de l'impôt pour un couple, nécessitait 30 kg de noix palmistes, soit un mois de travail ; les années suivantes, 200 kg et sept mois de travail... (Cf. archives du Cameroun, APA 10904/B, citées par J. DELPECH 1978). En 1933, le même couple pouvait payer son impôt avec 53 kg de cacao (environ 450 pieds à 0,12 kg par arbuste), soit une centaine d'heures de travail, de la mise en place des arbustes, à la récolte...

Le caféier existait à l'état sauvage dans la forêt, mais ce n'est qu'à partir de 1926 que sa diffusion en milieu *béti* fut entreprise par le Service de l'Agriculture. Elle bénéficia dès le début, d'un encadrement étroit. Le café est en effet, une culture délicate, sujette aux maladies et nécessitant beaucoup de soins.

Le cacao était au début une « culture de case » ; les fèves étaient semées directement derrière les maisons, sur les tas d'ordures. Les parcelles étaient très petites, 150 à 200 pieds, soit moins de 20 ares en moyenne. Les paysans vendaient guère plus de 10 kg à chaque fois. Puis le cacao fut planté sur les champs vivriers défrichés en

16. Cependant, dès l'époque allemande, l'adjoint du major DOMINIK, VON KROSIT, aurait donné des fèves à différents chefs de clans à Ahala, Elumnden et Saa (MAM OLONGO 1975).

17. Marius PASCALET fut le premier agent d'agriculture européen, en poste à Sangmélima vers 1928. Il développa une intense activité pour répandre la cacaoculture et conseiller les nouveaux planteurs. Depuis, son nom est devenu en pays *bulu*, synonyme de moniteur agricole (sing. : *paskalé*, pl. *bepaskalé* !). En pays *éton* et *éwondo*, on parlera plutôt de *repiké*, du nom de l'agent du Service d'Agriculture de l'époque, REPIQUET...

forêt (*esep*), enfin, avec la raréfaction des terres, sur les champs d'arachide. Les fèves humidifiées étaient semées à la main, ou plantées avec la machette, en un semis dense, par l'homme ou la femme. Après la récolte des plantes vivrières, les jeunes cacaoyers poussaient à l'ombre des maniocs et des bananiers. Si un nombre de plants suffisamment important survivaient au bout de quatre ans, la plantation était considérée comme valable. On remplaçait alors les pieds mal venus et on dégageait les tigelles. Cette plantation mixte devenait avec le temps une plantation pure. Il en était de même des caféiers.

À Alen-Zalengañ, l'introduction du cacao s'est effectuée vers 1922. Les premières fèves auraient été rapportées de la mission protestante de Metet. Le premier « planteur » fut le chef de Zalengañ ; il céda des cabosses à celui d'Alen. À cette époque, les gens n'étaient pas encore regroupés sur la route et les cacaoyers furent plantés près des habitations en forêt. Ces plantations sont à l'heure actuelle pratiquement disparues. Quand les gens furent regroupés sur la route, les plantations furent créées derrière les maisons. Peu à peu, les plantations devinrent jointives, repoussant ainsi les cultures vivrières vers l'extérieur. Les clans qui créèrent les plus grandes plantations avant 1940, furent ceux sur les terres desquels passait la route (*Ebianga Nsimi* et *Mbala Emaná*), puis venait le clan du chef de village dont les terres se trouvaient éloignées vers la rivière Kumu, à l'ouest. À Zalengañ, le clan du chef (*Yasos*) accrut progressivement ses plantations au bord de la route jusque dans les années cinquante.

En se basant sur l'âge des cacaoyères existantes relevé en 1972 et 1985, on constate que le démarrage des plantations de cacao a été plutôt lent (mais les anciennes plantations créées avant 1930, retournées à la forêt, n'ont pu être toutes relevées). Les rythmes sont très différents entre les deux villages, bien que les superficies totales soient comparables.

À Zalengañ, l'évolution est constante entre 1930 et 1945, avec une reprise tardive en 1955-1960 ; à Alen, les superficies augmentent jusqu'en 1940, décroissent fortement pendant la Seconde Guerre mondiale, reprennent ensuite à un niveau moindre, jusqu'en 1955, pour diminuer de nouveau. La faiblesse de l'échantillon (25 champs en tout) ne permet pas de déterminer une tendance très nette, mais l'évolution des cacaoyères d'Alen est tout à fait comparable aux observations de l'enquête de MARTICOU (1962) sur l'âge des cacaoyères dans le Dja et Lobo. Les créations de cacaoyères ont été importantes jusqu'aux premières années de la dernière guerre, qui a marqué un coup d'arrêt à l'expansion des superficies. La reprise s'est effectuée après, plus précocement à Alen qu'à Zalengañ. Là, la création de nouvelles cacaoyères peut correspondre à un affermis-

sement de l'occupation foncière en bordure de la route. Le café, comme les plantations mixtes, n'a d'importance qu'à Alen, surtout avant 1940.

Tableau 1

L'évolution des superficies des plantations de cacao et de café à Alen-Zalengañ, avant 1960 (en ha).

	Alen			Zalengañ		
	Cacao	Café	Cacao + café	Cacao	Café	Cacao + café
Avant 1930	0,90	-	0,44	-	-	0,30
1930 - 1940	4,31	2,73	0,30	0,99	-	-
1940 - 1950	1,85	-	-	2,10	-	-
1950 -1960	1,34	0,25	-	4,90	0,44	-
Total	8,40	2,98	0,74	7,99	0,44	0,30

À Yemesoa, la diffusion du cacao est pratiquement identique. Les toutes premières plantations sont faites en forêt ; il n'en reste que quelques traces. Avant 1940, elles sont installées à proximité de la route et des maisons. Les clans *Njop Sana* (chefferie) et *Ewolo Njom* (clan fondateur) sont responsables des plus grandes surfaces aménagées. Après, le cacao s'éloigne vers les extrémités du terroir, après avoir fini d'occuper les terres situées près de la route. Entre 1940 et 1950, c'est le clan *belo Moñ* (premier occupant) qui étend le plus ses cacaoyères. La progression des superficies à Yemesoa est assez différente de celle d'Alen-Zalengañ :

Tableau 2

L'évolution des superficies des plantations de cacao à Yemesoa, avant 1960 (en ha).

	Nkolngège	Bilig Bitom	Total
Avant 1930	3,28	2,34	5,62
1930 - 1940	6,70	2,67	9,37
1940 - 1950	12,17	18,09	30,26
1950 - 1960	6,93	6,69	13,62
Total	29,08	29,79	58,87

Le comportement des deux quartiers est différent. À Nkolngégé, l'extension du cacao se fait précocement jusqu'en 1935. La reprise n'a lieu qu'après la guerre, avec un fléchissement important et continu dès 1950. À cette époque, il ne reste plus guère d'espace disponible pour le cacao. À Bilig -Bitom, le démarrage du cacao est plus lent ; la croissance de la période 1940-50 ne correspond en fait qu'à la reprise du cacao en 1944-45, reprise qui se confirme dans

l'immédiat après-guerre. Comme à Nkolngégé, à partir de 1950, les superficies n'évoluent plus beaucoup. Cette évolution correspond à l'évolution des plantations relevé par MARTICOU dans le Nyong et Sanaga : développement rapide pendant les années trente, chute pendant la Seconde Guerre mondiale, reprise dans l'immédiat après guerre, mais stagnation, voire décroissance, des superficies ensuite.

Ces variations dans le temps correspondent assez bien avec le niveau des prix du cacao dont l'influence sur les superficies est certaine (ASSOUMOU 1977). Les prix baissent dès 1930 et les superficies ne recommencent à progresser qu'à partir de 1945 avec l'augmentation des cours jusqu'en 1948 (maximum des créations à Bilig-Bitom : 1947-48). Mais ensuite, les prix retombent ; les records de 1954 et 1958 déterminent une nouvelle progression à Bilig Bitom comme à Zalengañ. Cependant, il faut également mentionner l'abolition du travail forcé en 1946, qui détermina le retour au village de nombreux hommes, et la création de nouvelles plantations. Comme, généralement, il n'y avait plus de place au bord de la route, celles-ci furent installées en forêt sur l'emplacement des anciens champs vivriers. Notons enfin, que l'accroissement des superficies a été spontané, l'Administration, après 1935, s'attachant plus à améliorer les rendements et les conditions phyto-sanitaires, qu'à étendre les superficies¹⁸.

Les conséquences de la diffusion de la culture du cacao furent multiples. Sans les analyser toutes, nous retiendrons celles qui intéressent directement notre propos. La conséquence la plus évidente fut la fixation des populations. Le cacao « attachait » durablement le planteur et l'unité domestique à la terre pendant une durée égale à la vie moyenne de l'arbuste, soit une quarantaine d'années. Le système agricole basé sur une culture itinérante à cycle court (4 ans) devait donc s'adapter à cette nouvelle réalité. L'occupation des jachères et des champs vivriers par le cacao se fait parallèlement à l'introduction de la double culture annuelle de l'arachide. Celle-ci a été permise par l'utilisation de variétés hâtives (cycle de 3 mois) introduites dès l'époque allemande. À Alen-Zalengañ, les arachides cultivées ont pour nom : *jaman* (= allemand), *siksa*¹⁹. Ces variétés hâtives se retrouvent à Yemesoa aux côtés des variétés tardives anciennes (cycle de 4 à 5 mois). L'arachide, et dans une moindre mesure le riz, ont été encouragés et imposés par l'Administration, notamment pour ravitailler les travailleurs des chantiers routiers et les marchés vivriers obligatoires supprimés dans les années cinquante (GUYER 1978). La double culture contribua, comme le cacao, à diminuer les jachères.

Le cacao réussit à faire assez rapidement ce qu'aucune politique de sédentarisation coercitive n'aurait réussi à faire. S'il y eut coercion

18. Cf. la scène du brûlage du « mauvais » cacao dans « Ville cruelle » d'Ésa Botø.

19. De l'anglais: sister (soeur) ; la siksa était une sorte d'école ménagère avec pensionnat où les missionnaires préparaient les jeunes femmes au « mariage chrétien ». Evocation critique et...gauloise, par Mongo Béti, dans « Le pauvre Christ de Bomba ».

de la part des autorités, elle fut indirecte, par le biais de l'impôt obligatoire. En outre le cacao ne servait pas uniquement à payer l'impôt ; il permettait d'accéder aux biens de la côte, accessibles directement auprès des commerçants fréquentant les marchés de l'intérieur. L'introduction de l'argent, autour de 1927, dans les échanges commerciaux, mais aussi sociaux (pour la dot ; les traditionnels *bikié* furent vite remplacés par une compensation en argent) créa également un terrain favorable à l'expansion du cacao dans les exploitations familiales. Grâce au cacao, la famille élémentaire obtenait son autonomie financière et pouvait vivre ainsi indépendamment de la *nda bot* originelle, dont le démantèlement était confirmé.

Le cacao facilita également la reconversion dans l'agriculture des hommes, avant tout guerriers, chasseurs et pêcheurs. En tant qu'arbre et producteur de richesses, la nouvelle culture qui est aussi une cueillette, ou du moins, est souvent considérée comme telle, revenait traditionnellement de « droit » à l'homme et notamment, au chef de famille, à l'aîné qui trouvait là un nouveau moyen de maintenir sa domination économique. Elle correspondait également aux travaux agricoles masculins habituels : le cacao se cultivait avec des outils masculins (le plantoir, la machette), dans des champs cultivés par les hommes : champs de *ngon* (*esep*) et d'ignames dont la récolte se faisait aussi au même moment que celle du cacao.

Mais l'introduction du cacao eut surtout une influence décisive sur les rapports entre l'homme et la terre. L'appropriation de l'arbuste par l'homme qui l'a planté, conduisit à l'appropriation du sol sur lequel il poussait. Le cacao devint un marqueur de la propriété foncière, et il est remarquable qu'à Alen-Zalengañ, comme à Yemesoa, les premiers planteurs, en dehors des chefs de village pour lesquels cette culture était obligatoire, furent les derniers installés au bord de la route. Dès lors, les portions de forêt exploitées par la *nda bot*, et transformées en cacaoyères, purent être « aliénées » par des individus, sans l'accord du *ntol*. D'autre part, la terre simple moyen de production devint en moins d'une génération une des sources de la richesse et du prestige²⁰.

L'évolution du foncier : du droit d'usage au droit coutumier

La fixation des populations et la diffusion de la culture du cacao (secondairement du café), faits indissolublement liés, bouleversa les rapports que les *Béti* entretenaient avec la terre, ou plus exactement, en créa de nouveaux. La notion de propriété ne s'appliquait qu'aux biens meubles, aux récoltes. Les fruits étaient la propriété de celui

20. BINET cite dans la subdivision d'Ebolowa, pendant les années cinquante, la mode consistant à afficher le nombre de ses cacaoyères sur la porte de la maison, bien en vue de la route (BINET 1959).

qui avait travaillé pour les produire. Par conséquent, les cacaoyers étaient la propriété individuelle du planteur. Autrefois, chez les *Éwondo*, l'étranger avait le droit de planter des palmiers ou des safoutiers (ALEXANDRE et BINET 1958). La coutume fut « bousculée » par le fait que le cacaoyer immobilisait la terre pendant au moins quarante ans, soit plus d'une génération, autrement dit une « éternité », chez des populations où l'espérance de vie était faible (en 1960, elle était encore inférieure à 48 ans), et qui n'avaient pas l'habitude de séjourner dans le même lieu plus d'une quinzaine d'années. Or le droit d'usage ne pouvait être concédé à perpétuité, et ne pouvait entraîner l'aliénation du sol. La terre, ou plus exactement son usufruit, « appartenait » au patrilignage et ne devait pas en sortir.

La sédentarisation fit germer l'idée d'usage collectif. Les limites entre les clans et les villages commencèrent à se dessiner, surtout dans les régions densément occupées (pays *éton* et *éwondo*). Vu le système de culture employé, au dessus de 30 hab./km², on peut considérer que toute la terre est utilisée et donc « appropriée ». Des droits sur les jachères furent reconnus à ceux qui avaient effectué les premiers défrichements (BINET 1959). La privatisation de la terre et des richesses qu'elle représentait (par sa production cacaoyère et aussi de par sa rareté) eut pour conséquence l'élimination du rôle des *mintol* lors des successions ; ils ne s'occupèrent plus de la redistribution des terres à l'intérieur de la *nda bot*, leur rôle ne concernant plus que les relations avec les autres *nda bot*, notamment la conclusion des alliances matrimoniales.

En fait, les règles de dévolution des terres ne cessèrent d'évoluer depuis la fixation des groupes domestiques. Au début, soit avant la Seconde Guerre mondiale, les terres et les cacaoyères étaient héritées par le frère cadet du défunt, en même temps que les épouses et les enfants. Mais les veuves sans enfant mâle rejoignaient leur famille, et par conséquent, n'avaient plus accès aux terres du lignage de leur époux. La plantation laissée par le défunt était mise sous tutelle de son frère cadet et rendue aux enfants mâles qu'au moment de leur mariage. La, ou les plantations, étaient divisées en autant de parts que d'épouses ayant eu des garçons. Si la cacaoyère héritée était agrandie, cette portion revenait aux enfants que l'héritier avait eu avec la veuve de son frère. Les cacaoyères étaient divisées en trois parts à la mort de l'héritier : 1/2 part pour les enfants mâles du frère aîné, une part égale pour chaque femme avec laquelle le défunt avait eu des garçons.

Sans considérer toutes les combinaisons possibles, le principe de base est que seuls les garçons héritent, qu'ils soient les propres enfants du défunt ou des enfants adoptés. Si un chef de famille meurt sans garçons, sa plantation ira à ses petits-fils, qu'ils soient

légitimes ou naturels. Les garçons n'héritent que s'ils sont mariés, c'est-à-dire « adultes » selon les normes anciennes. Si le décès du père intervient avant le mariage de tous les garçons, la plantation est confiée au frère aîné qui est aussi chargé de payer la dot de ses jeunes frères, grâce notamment à la dot reçue lors du mariage de leurs soeurs. Si les garçons sont trop jeunes pour hériter, la plantation passe sous la tutelle de leur oncle paternel. Le partage ne se fait que selon les épouses ayant eu des enfants mâles, les fils uniques d'une femme recevant plus que les autres ayant des frères. Il s'agit donc là d'un système « foncièrement » inégalitaire.

L'influence grandissante des missions contre la polygamie contribua à l'abandon progressif du lévirat, à la diminution du nombre d'épouses, et par conséquent, à un accroissement des droits de l'épouse unique. Les femmes ne faisaient plus partie de l'héritage. Elles n'héritaient toujours pas, mais leur travail était reconnu ; les veuves n'étaient plus mariées à leur beau frère²¹, et pouvaient néanmoins rester dans le village de leur mari décédé, du moins tant qu'elles ne contractaient pas une autre union dans un autre lignage²². Après la Seconde Guerre mondiale, on constate que des femmes peuvent planter et gérer une plantation (BINET 1959). Les juges coutumiers admettent qu'une veuve ait un droit d'usufruit sur la plantation de son mari, si elle a participé à sa création. Il y a là un véritable assouplissement de la coutume. Le droit d'usage a fait place, sous la pression d'une culture cacaoyère envahissante, mais aussi d'une évolution de la société (par la sédentarisation, la christianisation) et de l'économie (monétarisation), à une « coutume » évolutive s'inspirant des grands principes pré-coloniaux, mais obligée d'innover, voire d'improviser, rien ne s'appliquant aux conditions nouvelles : arboriculture pérenne, monogamie, famille restreinte...

Dans la Lékié, là où la pression foncière est extrême, la terre fait l'objet de ventes. Celles-ci revêtent plusieurs formes : vente avec ou sans autorisation de planter du cacao, vente avec autorisation de demander un titre foncier auprès de l'Administration. Seul, le dernier type de « vente » implique une perte de la terre pour le lignage : les autres sont contestables par les futurs héritiers potentiels.

La nouvelle unité familiale : une petite exploitation agricole attachée à la terre

L'ancienne famille polygame habitant le *dzaal* s'est dispersée, très vite, en une dizaine d'années, en plusieurs familles restreintes, constituées généralement d'un seul ménage. Cette évolution a entraîné une redistribution des tâches à l'intérieur des nouvelles

21. Mais il faudra attendre la loi 66-2-COR de 1966, pour stipuler clairement que les héritiers ne peuvent revendiquer aucun droit sur la personne de la veuve.

22. Chez les *Éwondo*, la femme divorcée, ou veuve, peut revenir faire sa récolte, mais pas chez les *Bulu*.

unités domestiques ainsi créées. L'homme ne consacre plus qu'un minimum de temps aux cultures vivrières (pour les défrichements) et se consacre entièrement à ses plantations. Il est donc le seul à avoir accès à l'argent qu'il dépense à son gré, avec toutefois des priorités : l'habillement, la nourriture, la dot, l'équipement ménager et l'impôt (BINET 1956).

À la fin des années cinquante, l'exploitation agricole nouvelle est de taille très réduite : 4,5 personnes en moyenne, dont 2,7 actifs de plus de 15 ans (MARTICOU 1962). Les terres cultivées ont une superficie moyenne de 2,5 ha. Le chef de famille est relativement âgé, 45 ans, et n'a qu'une seule épouse. Cette exploitation est une unité résidentielle car tous ses membres vivent ensemble. Elle a également une unité foncière, dans la mesure où son chef contrôle toutes les terres exploitées : champs vivriers, plantations, « terrain » (jachères). Dans la Lékié cependant, certaines familles doivent avoir recours au prêt temporaire de champs. C'est également une unité de consommation : les récoltes assurent d'abord l'alimentation de toute la famille dont les membres prennent leur repas en commun. Les revenus du cacao servent, en principe, aux dépenses communes. Seul, le chef de famille a le droit de thésauriser. L'exploitation agricole n'est pas une unité de production, hommes et femmes s'occupent personnellement de leurs propres cultures avec l'aide de personnes extérieures (parents ou amis) ; les travaux effectués en commun sont rares (récoltes, transport et écabossage du cacao, défrichements). D'autre part, les formes collectives de travail subsistantes sont organisées selon les affinités personnelles, et non plus suivant des règles sociales précises. Autour de cette unité familiale de base, de nombreuses variantes existent à l'intérieur des villages, comme d'une région à l'autre.

Les formes anciennes de chasse et de cueillette collective ont été abandonnées avec quelques exceptions, notamment pour la pêche des femmes et certains formes de pêche au filet, pratiquées par les *Bulu*. Le piégeage est devenu une activité individuelle concurrencée par la chasse au fusil.

La disparition de l'esclavage a provoqué une surcharge de travail pour l'homme et surtout, pour la femme. Bien que les esclaves n'aient jamais été considérés comme un « moyen » de production²³, puisque les femmes nobles (*nti*) ne dérogeaient pas en cultivant, leur force de travail servait d'appoint pour tous les travaux domestiques pénibles. En outre, les esclaves n'étaient pas la seule main-d'oeuvre disponible ; tous les fils cadets, les concubins des épouses, les enfants naturels, étaient corvéables et se devaient de

23. Contrairement à certaines régions d'Afrique, la libération des esclaves dans le Sud Cameroun n'eut qu'un retentissement limité, du fait sans doute, de leur faible nombre et de leur rôle économique marginal. Le but des guerres n'était pas la réduction en esclavage des populations pour les échanger sur la côte contre des armes et des biens européens, ou les mettre au travail dans les champs. Le but véritable était le pillage des biens de l'adversaire (qui était le plus souvent tué), et surtout l'accaparement de son bien le plus précieux, les femmes, dont la possession devait contribuer à accroître la force du groupe conquérant.

participer activement aux travaux communs. Un chef digne de ce nom cherchait toujours à se débarrasser des travaux mesquins pour ne s'intéresser qu'aux activités plus dignes : palabres judiciaires ou politiques, préparation de la guerre, organisation des fêtes, des rituels, conclusion des alliances matrimoniales, préparation des voyages commerciaux, ou plus simplement, risquer ses richesses au jeu d'*abia*. Sans recensement ancien précis, il est bien délicat d'estimer la perte en main d'oeuvre provoquée par la libération des esclaves. À Alen-Zalengañ, la population *belo* représente actuellement 22 % de la population totale, 5 % seulement à Yemesoa. Mais des familles *belo* se sont installées à une époque récente (notamment à Alen-Zalengañ). En outre, nous avons vu que ces *Belo* étaient en fait, plus des alliés que des serviteurs.

Ainsi, en définitive, l'exploitation agricole créée pendant l'époque coloniale, représente un compromis entre l'ancienne cellule familiale étendue et une unité domestique beaucoup plus restreinte qui est une exploitation agricole encore imparfaite, car soumise à bien des contraintes archaïques. En dehors de la guerre, les hommes exercent à peu près les mêmes activités qu'avant (avec une diminution de l'artisanat, notamment la fabrication des outils en fer). Le cacao est, certes, une culture nouvelle, véritablement « révolutionnaire », mais la cacaoculture est d'abord comprise comme une cueillette plus lucrative qu'une autre. La disparition des fêtes rituelles, si fréquentes autrefois comme l'avaient noté les premiers explorateurs allemands, a été suivie de fêtes spontanées, financées par l'argent du cacao. Les cérémonies traditionnelles, baptêmes, mariages, funérailles, gardent toute leur importance et servent, comme autrefois, à réaffirmer l'appartenance de l'individu à son lignage.

L'individualité de l'exploitation agricole trouve ses limites dans les persistances anciennes. Elle est toujours impliquée dans un réseau social étendu. Malgré l'affaiblissement de leur rôle, les *ntol ndabot* existent encore. Leur importance politique et religieuse demeure. Cette autorité « résiduelle » concerne tous les litiges familiaux, notamment au moment des deuils dont la responsabilité remet en cause les alliances (car aucune mort n'est naturelle). La bénédiction des *mintol* est aussi importante au moment des mariages. Comme autrefois, les unions conditionnent l'accès du jeune homme au rang d'adulte, et permettent la création d'une nouvelle maison. Seul, le *ntol* peut mener à bien les négociations préalables avec un autre clan. Il intervient également lors de la réunion des tribunaux de famille et coutumiers qui régulent les conflits mineurs, concernant notamment la terre.

CONCLUSION

Ainsi jusqu'au dernier quart du XIX^e siècle, la cellule familiale *béti* était basée sur un groupe, socialement très homogène et numériquement important, qui se déplaçait dans la forêt selon un rythme lent : 2 à 3 déplacements par génération, sur une trentaine de kilomètres tout au plus. Les activités agricoles auxquelles participaient les hommes et les femmes, comptaient autant que la chasse et la pêche. Elles allaient le cycle des cultures de la savane, d'où venaient les *Béti*, et le cycle des cultures spécifiquement forestières. Cette culture extensive consommait beaucoup d'espace. Dans ces conditions, les relations que l'homme entretenait avec le sol étaient extrêmement lâches, faites principalement de droits d'usage. L'espace était généralement obtenu par conquête, pour une exploitation superficielle et temporaire.

La cellule familiale *béti* vivait pratiquement en autarcie, avec peu d'échanges économiques avec les autres groupes. En une vingtaine d'années, elle s'ouvre rapidement à l'économie de traite dont les profits sont d'abord accaparés par les chefs de famille.

La colonisation s'accompagne d'une sédentarisation rapide des groupes. Celle-ci est favorisée, plus que par des mesures autoritaires, par l'introduction des cultures de plantation qui procurent aux gens une source de numéraire pour payer l'impôt, et les marchandises importées. Ces plantations, créées sur les champs vivriers, fixent les habitations au sol pour une longue durée (40 ans). La terre jadis simple moyen de production prend une valeur nouvelle et devient une richesse. En moins d'une génération les *Béti* élaborent un système foncier sommaire. Le partage de l'espace réglé autrefois par la force, relève désormais d'une coutume récente, assez imprécise.

La pacification et la sédentarisation vont favoriser l'émergence d'une mobilité individuelle masculine à long rayon (Douala, la côte, la Guinée espagnole) suscitée par les réquisitions administratives, le portage, le besoin d'argent. Liée à ces bouleversements économiques, la christianisation généralisée va achever la déstructuration des sociétés, en minant systématiquement tous leurs facteurs de cohésion (interdiction des cultes et cérémonies traditionnels, de la polygamie, opposition aux chefs de lignage animistes).

Apparaît ainsi, dès le début du siècle, une nouvelle cellule familiale agricole constituée d'une famille restreinte (un couple et quelques parents), encore impliquée dans un réseau de relations sociales anciennes mais de plus en plus lâches. Enracinée à la terre par ses plantations, voisinant étroitement avec d'autres groupes s'échelonnant, au bord d'une piste, dans un « village », cette nouvelle unité domestique doit désormais survivre seule, et résoudre ses problèmes en puisant uniquement dans ses propres ressources humaines et matérielles.

La situation des terroirs
d'Alen-Zalengañ et Yemesoa en 1972

Bien que situés dans des cadres assez différents, les deux terroirs partagent, en 1972, certains points communs. Leur population se caractérise par une forte émigration masculine qui va de pair avec l'affaiblissement des structures sociales traditionnelles. Cette évolution sociale n'est pas sans répercussion sur le système foncier, source de nombreux conflits. La terre est très inégalement répartie. Elle est cultivée d'abord pour assurer les besoins vivriers, malgré la présence écrasante du cacao, exploité de façon extensive.

LE CADRE PHYSIQUE : DES CONDITIONS PEU CONTRAIGNANTES

Le site du village de Yemesoa est constitué par des collines et des plateaux légèrement ondulés, dont l'altitude varie entre 500 et 600 m (fig. 8). Leurs versants d'allure convexe, ont des pentes fortes à moyennes dépassant rarement 15 %. Mais les collines ayant souvent des profils dissymétriques, des pentes raides alternent avec des pentes plus douces. Le terroir est parcouru par un réseau dense de cours d'eau, plus ou moins intermittents, dépendant des bassins versants de trois rivières (Ngégé, Lebem, Adjege), qui se jettent dans la Doua, affluent de la Lékié. Le quartier de Bilig Bitom est installé sur un interfluve, à la limite des trois bassins-versants alors que Nkolngégé est situé en contre-bas, près de la rivière Ngégé qui marque la limite du terroir.

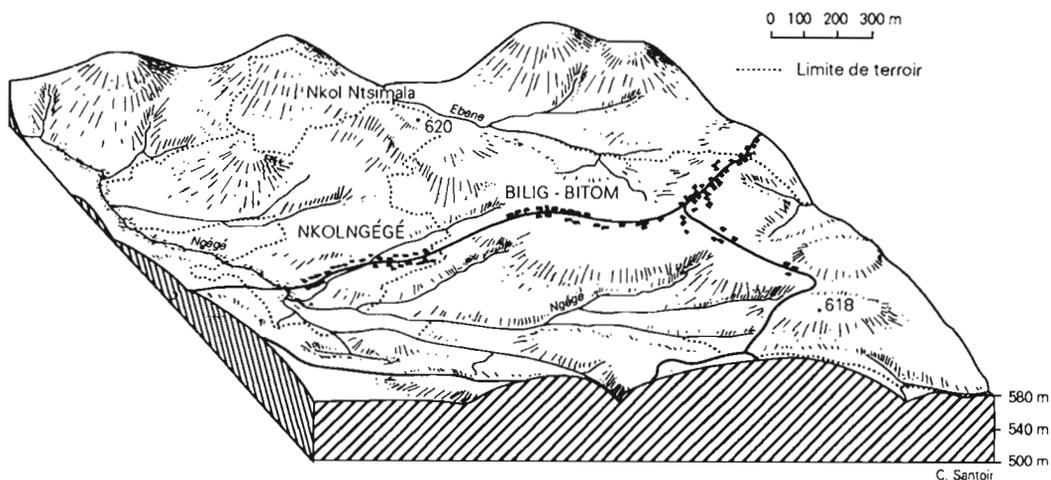


Figure 8

Le site de Yemesoa.

Dans ce modelé de pénélaine, des affleurements de cuirasse s'observent aux ruptures de pente des versants, ou au sommet des plus hautes collines. Le substratum rocheux n'est généralement visible que dans les fonds de vallée. Les sols de Yemesoa sont des sols ferrallitiques, à texture argilo-sableuse, assez légers, mais ils sont à peu près tous graveleux. Leur fertilité est relativement bonne, mais ils sont très sensibles à l'érosion sur pentes fortes, ainsi qu'à la sécheresse, l'horizon grossier faisant office de drain.

Le climat est de type équatorial de transition, caractérisé par deux saisons des pluies (*asil* de mars à juin, et *akap* ou *zezeba* d'août à septembre). La première saison des pluies, la plus longue, est plus favorable aux cultures que la seconde, caractérisée par des pluies abondantes mais courtes et très violentes. La pluviométrie annuelle s'établit autour de 1 438 mm en moyenne (à Obala), répartie sur 78 jours environ, avec des saisons sèches (*esep*, *oyoñ*) très marquées : minima : 47 mm en juillet, 17 mm en janvier.

La végétation dominante est constituée par une forêt dégradée, avec un sous-bois très touffu. Seuls, certains endroits (vallées encaissées, marécages, plantations) possèdent encore de grands arbres. Cette forêt secondaire comprend de très nombreuses espèces, parmi lesquelles, les Sterculiacées, les Bombacées et les Combrétacées dominent. Depuis les années soixante-dix, le terroir est envahi par une plante parasite, l'Eupatoire (*Chromolanéa odorata*, anciennement *Eupatorium odoratum*) que l'on rencontre aussi bien sur les jachères qu'en bordure des pistes.

Alen-Zalengañ est situé sur un plateau d'altitude moyenne (650 m), entaillé par un réseau de cours d'eau, grossièrement parallèles, se jetant dans la Lobo, affluent du Dja (fig. 9). Mais l'aspect dominant du paysage est une vaste forêt, trouée çà et là par des clairières cultivées. Il s'agit d'une forêt « domestiquée » que les défrichements anciens ont fait évoluer. Le couvert arboré est composé en grande partie d'espèces à feuilles caduques. Dans le coin SE du terroir, un recru forestier important marque l'emplacement de l'ancien habitat abandonné depuis l'installation des gens au bord de la route.

Les sols du village sont des sols ferrallitiques typiques, rouges, comportant un horizon induré. Ce dernier affleure au sommet des interfluves. Ces sols ont de bonnes caractéristiques physiques. Leur PH est assez faible (5 à 5,5), ce qui ne favorise pas de bons rendements pour le cacao ou le café. Mais pour les cultures vivrières, les brûlis suffisent à assurer des récoltes satisfaisantes.

L'année se répartit en quatre saisons bien tranchées, caractéristiques du régime équatorial ; mais les *Bulu* ne distinguent dans la pratique que deux saisons : *suu*, la saison des pluies (maximum

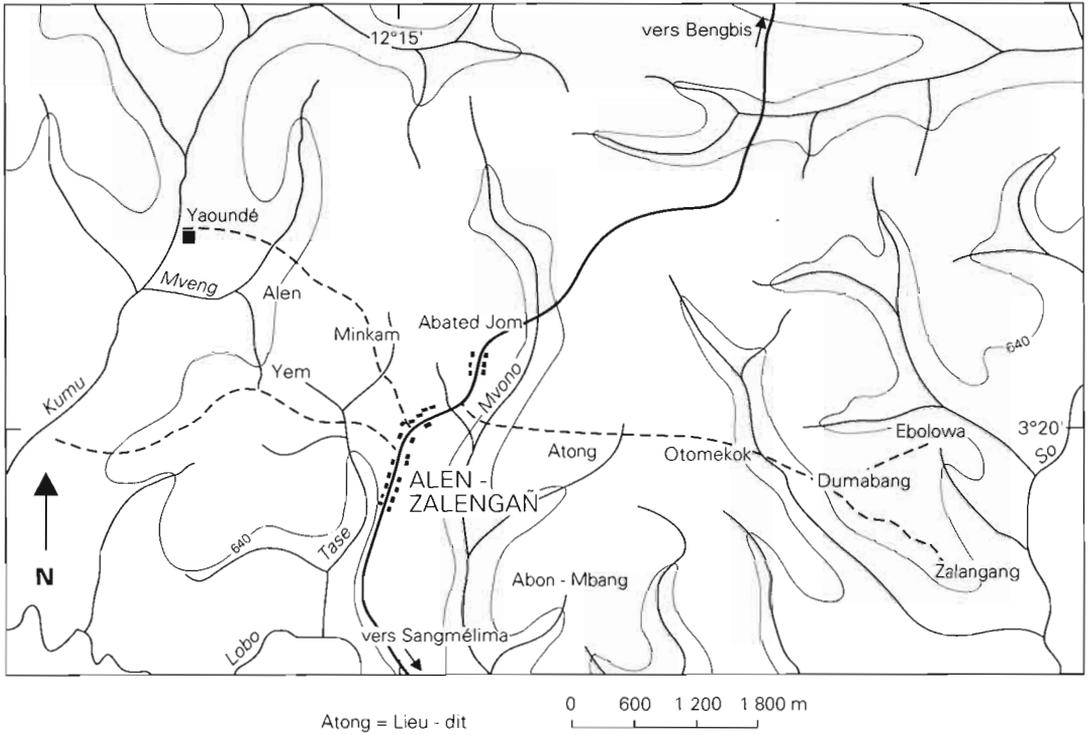


Figure 9

Alen-Zalengañ : carte de situation.

pluvial en mai et octobre) ; *esep*, la saison sèche (de décembre à février avec le minimum pluvial en janvier). La pluviométrie est élevée : 1 752 mm à Sangmélina, et l'humidité toujours forte, même pendant la saison « sèche », où l'humidité relative ne descend jamais au dessous de 70 %. Le minimum mensuel est de 42 mm en janvier et 83 mm en juillet, lors de la petite saison sèche *engon*, où les pluies ne sont donc pas rares ; c'est peut-être pourquoi les *Bulu* ne distinguent qu'une grande saison des pluies, opposée à une période moins humide.

En définitive, à Alen-Zalengañ, les conditions physiques sont très favorables à la végétation et ne comportent pas de contraintes fortes, si ce n'est une fertilité moyenne des terres, propre à la plupart des sols forestiers. Yemesoa est situé à la limite septentrionale de la forêt. Si les conditions y sont, *a priori*, favorables au développement des cultures forestières (cacao, plantain, tubercules...), certaines contraintes existent, notamment les phénomènes de ruissellement et de lessivage appauvrissant les sols de pentes.

LA POPULATION : DE PETITES EXPLOITATIONS AGRICOLES MANQUANT D'HOMMES JEUNES

Le village double d'Alen-Zalengañ a une population assez faible : 154 habitants pour 34 exploitations se répartissant comme suit :

Tableau 3
*La population
d'Alen-Zalengañ en 1972.*

	Exploitations	Habitants	Habitants/ Exploitations
Alen	17	88	5,17
Zalengañ	17	66	3,88
Total	34	154	4,53 ²⁴

La densité humaine générale sur le terroir (2 200 ha environ) est de l'ordre de 7 hab./km² ; si l'on ne tient compte que de la superficie utilisable (c'est-à-dire sans les pistes, les cours d'eau, les habitations, les surfaces rocheuses...), elle est légèrement supérieure : 9,30 hab./km². Mais, par rapport à la superficie cultivée, la densité est beaucoup plus élevée : 119 hab./km².

À la même date, Yemesoa apparaît comme un village beaucoup plus important (796 habitants), comprenant quatre « quartiers » : Zogo Ntso, Nkolmeyang, Bilig Bitom et Nkolngégé. Les deux derniers qui ont fait l'objet de notre étude, comprenaient 454 habitants pour 57 exploitations :

Tableau 4
*La population
de Yemesoa en 1972.*

	Exploitations	Habitants	Habitants/ Exploitations
Bilig Bitom	36	309	8,58
Nkolngégé	21	145	6,9
Total	57	454	7,96 ²⁵

La densité humaine générale sur le terroir est élevée : 137 hab./km² (151 ha./km² utilisable), mais la pression sur les terres cultivées est encore plus forte : 298 hab./km². La charge humaine est très inégalement répartie sur le terroir (carte 2 hors-texte). Les fortes densités

24. Chiffres obtenus d'après les données qui nous ont été communiquées. J. WEBER (1977) donne une évaluation légèrement différente : 5,38 personnes par exploitation.

25. J. WEBER (*op. cit.*) donne un effectif légèrement supérieur : 8,45 personnes par exploitation, mais ce chiffre a été calculé à partir de la population des quatre quartiers.

se situent aussi bien près de la route, que sur les interfluves, les bas-fonds ou les versants. En fait, chaque exploitation familiale, vu le relief accidenté, comprend ces différents éléments. Le relief et les sols ont donc peu d'influence sur la distribution de la population qui dépend surtout des facteurs humains.

Les deux villages sont donc très dissemblables, mais caractéristiques de leur région. Les densités humaines supportées par les deux terroirs sont proches des densités des unités administratives auxquelles ces villages appartiennent (arrondissement de Bengbis : 6,7 hab./km² ; arrondissement d'Obala, chefferie d'EfoK : 112,5 hab./km²).

Malgré leur dissemblance, la structure de leur population révèle un point commun : l'existence d'une émigration masculine importante. Le taux de masculinité est de 93 hommes pour 100 femmes à Alen-Zalengañ, contre 87,3 à Yemesoa. Mais on ne peut préjuger de l'émigration féminine sans données plus précises. La plus forte émigration des hommes dans le village *éton* se retrouve au niveau des effectifs par classe d'âge :

Âges	Alen - Zalengañ			Yemesoa		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
< 15 ans	16,9	16,2	33,1	22,4	25,7	48,1
15-59 ans	27	27,7	54,7	22,1	25,6	47,7
> 60 ans	5,4	6,8	12,2	2,2	2	4,2
Ensemble	49,3	50,7	100,0	46,7	53,3	100,0

Tableau 5

La structure de la population en 1972.

Cependant des différences importantes apparaissent entre les deux villages : forte émigration masculine chez les *Éton*, mais beaucoup plus de jeunes qu'à Alen-Zalengañ. En dessous de 15 ans, les départs en migration ne sont pas rares²⁶ (d'où la faible proportion de garçons à Yemesoa), les départs d'enfants concernent surtout les échanges entre familles (les filles sont alors un peu plus nombreuses, car elles peuvent assurer plus de travaux domestiques et agricoles que les garçons), et des enfants rejoignant des parents en migration. Mais notons aussi que Yemesoa dispose d'une grande école à plusieurs classes, qui retient beaucoup d'enfants.

26. FRANQUEVILLE notait, en 1983, que 31,5 % des migrants étaient en fait des enfants de moins de 15 ans (FRANQUEVILLE 1983).

La différence existant entre les deux villages n'est pas un problème de vitalité démographique. Le rapport entre le nombre de femmes en âge de procréer et le nombre d'enfants présents permet d'avoir une idée de la fécondité :

$$\frac{\text{Population}(0-4\text{ans}) \times 100}{\text{Femmes}(15-49\text{ans})} = \begin{matrix} \text{Yemesoa} & \text{Alen-Zalengañ} \\ 65,9 & 69,2 \end{matrix}$$

La fécondité apparaît, dans l'ensemble, très basse et paradoxalement, plus faible dans le village *éton*. Selon le recensement de 1976, elle est plus élevée dans l'arrondissement d'Obala (74,3%) que dans celui de Bengbis (68%). L'enquête démographique de l'Insee en 1965 classe *Éton* et *Bulu* dans les groupes à forte stérilité. La proximité des centres de soins (un hôpital important à EfoK, à 1 heure et demi de marche de Yemesoa) a sans doute une influence déterminante sur l'importance globale du groupe des enfants à Yemesoa. Il faut aussi tenir compte des enfants vivant au village alors que leurs parents habitent ailleurs. Mais la mortalité infantile y est peut-être plus importante. Le recensement de 1976 enregistrait une mortalité plus importante à Obala qu'à Bengbis ; déjà, en 1965, l'Insee notait que les naissances à l'hôpital étaient deux fois plus nombreuses chez les *Bulu* que chez les *Éton*, signe d'un niveau d'éducation vraisemblablement plus faible chez les femmes *éton*.

Les vieux sont, proportionnellement, plus nombreux à Alen-Zalengañ, ce qui est conforme au recensement de 1976 (Obala : 8 % Bengbis : 13 %). La mortalité des adultes âgés serait donc plus forte à Yemesoa.

Une des conséquences de la structure de la population est que la main-d'oeuvre adulte (15-60 ans) est, en proportion, moins importante dans les deux quartiers de Yemesoa qu'à Alen-Zalengañ. L'exploitation *éton* compte 1,3 actifs de plus, mais aussi 2,1 inactifs supplémentaires :

Tableau 6

La population active par village en 1972.

	Hommes actifs	Femmes actives	Hommes inactifs	Femmes inactives
Alen-Zalengañ	1,23	1,26	1	1,03
Yemesoa	1,76	2,03	1,95	2,20

Rappelons cependant que la notion d' « inactivité », limitée et déterminée habituellement par les âges 15 et 60 ans, est théorique.

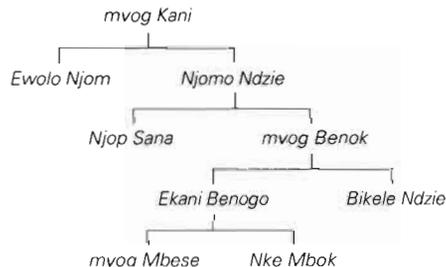
Les enfants, comme les personnes âgées, servent de main-d'oeuvre d'appoint mobilisable lors des gros travaux (récoltes, débroussaillage). Par conséquent, l'exploitation *éton* dispose d'une réserve en jeunes, notamment, plus importante. La charge de la femme *éton* apparaît aussi un peu plus lourde, puisqu'elle doit nourrir presque 4 personnes (3,9), contre seulement 3,6 pour la femme *bulu*.

L'ORGANISATION SOCIALE : UN ENSEMBLE COMPLEXE

La structure sociale dans les deux villages est basée sur une division fondamentale : les *Béti* et les *Belo*, autrement dit, les « nobles » et les « esclaves ». Ces deux groupes statutaires sont composés d'un nombre variable de lignages, plus ou moins importants, et plus ou moins anciennement installés dans les villages.

LES *BÉTI*

Ils représentent à Yemesoa, comme à Alen-Zalengañ, le groupe le plus nombreux (respectivement, 74 et 81 %, en 1972). Ce sont les descendants des groupes migratoires qui, il y a trois ou quatre générations, sont venus s'installer sur les terroirs actuels. Ils forment en fait, un groupe assez composite. À Yemesoa, ils se répartissent en un seul lignage principal : les *mvog Kani*, d'où sont issus tous les autres groupes lignagers. Ces derniers ont repoussé d'autres grands lignages *béti*, installés antérieurement à l'emplacement du village : les *Tom* et les *Ésele*, dont il ne reste plus qu'une seule famille. Les *mvog Kani* se segmentés en six lignages portant également le nom de *mvog*, mais deux seulement sont présents dans les quartiers étudiés :



Chaque *mvog*, ou lignage secondaire est composé de la descendance d'une épouse de l'ancêtre fondateur, dont il porte le nom ; il se divise à son tour en un certain nombre de *nda bot*, segments lignagers mineurs, constitués de familles restreintes, regroupées dans un ou plusieurs hameaux. Les lignages présents sont d'importance variable, et se dispersent de façon inégale entre les hameaux avec, toutefois, un groupe prépondérant dans chacun d'eux .

Tableau 7

Les lignages
de Yemesoa
en 1972.

Lignages	Billig Bitom	Nkolngege
<i>Mvog Kani</i> :		
• <i>Mvog Mbese</i>	119	-
• <i>Nke Mbok</i>	69	-
• <i>Mvog Benok</i>	24	21
• <i>Njop Sana</i>	15	49
• <i>Bike Ndzie</i>	13	-
• <i>Ewolo Njom</i>	4	17
<i>Ésele</i>	-	6
Total	244 hab.	93 hab.

Notons que les *mvog Kani*, de par leur ancien rôle guerrier et leur victoire sur les autres *mvog éton*, s'estiment supérieurs à tous les autres clans, *Ésele, Bekasa...*

À Alen-Zalengañ, la structure sociale est tout aussi complexe, malgré la faiblesse de la population, et l'appartenance unique au grand clan *Yetyañ*. Elle se compose de huit petits groupes lignagers ne portant pas le nom de *mvog*, différents selon les quartiers :

Tableau 8

Les lignages
d'Alen-Zalengañ
en 1972.

Lignages	Alen	Zalengañ
<i>Mbala Emaná</i>	33	-
<i>Wo Aso</i>	-	30
<i>Ebianga Nsimi</i>	26	-
<i>Ze Aso</i>	-	8
<i>Akamba Endomba</i>	16	-
<i>Nko Aso</i>	-	3
<i>Ze Mintsene</i>	12	-
<i>Meke Aso</i>	-	1
Total	87 hab.	42 hab.

LES BELO

Ils forment le deuxième grand groupe statutaire présent dans les deux villages. Moins nombreux, ils n'en représentent pas moins un groupe très hétérogène.

À Yemesoa, les *Belo* se partagent en trois clans inégaux :

Lignages	Bilig Bitom	Nkolngégé
<i>Mbon</i>	31	26
<i>Aji</i>	16	8
<i>Esek</i>	-	18
Total	47 hab.	52 hab.

Tableau 9

Les Belo
de Yemesoa
en 1972.

Les *Mbon* sont les plus anciennement installés dans le village. Les *Esek*, apparentés aux *Abam*, sont venus après. Quant aux *Aji*, ils seraient d'origine *basaa*. Ces groupes n'ont pas un statut servile, ce sont plutôt des « clients », comme les *mintobo* des *Éwondo*. Les mariages sont nombreux entre les *Belo* et les femmes *béti*, ce qui devrait être l'inverse s'ils avaient le statut d'un groupe asservi. Ce sont des *Éton-belo*, c'est-à-dire qu'ils ont suivi et aidé les *Éton-béti* dans leurs migrations. Néanmoins, les *Éton*, très *timi* (chauvins...), entretiennent avec eux des rapports inégalitaires. Ils les considèrent comme des étrangers et la chefferie de village leur est interdite. Les *Mangisa* (18 personnes à Bilig Bitom seulement), bien qu'authentiques *béti*, partagent, en tant qu'étrangers derniers arrivés, le même sort...

À Alen-Zalengañ, les *Belo* sont composés au contraire, d'un seul groupe, les *Maka* (14 personnes à Alen, 35 à Zalengañ). Ils constituent traditionnellement les *Belo* des *Bulu*. Ils ont précédé les *Bulu* qui les ont assimilés lors de leur progression vers le sud. Comme à Yemesoa, ils sont en position d'infériorité sociale, celle-ci se traduisant plus par une certaine distance, que par un mépris déclaré. Souvent issus des populations autochtones, ayant une connaissance approfondie de la forêt, contrairement aux migrants *béti*, les *Belo* sont restés les spécialistes de la médecine traditionnelle et des pratiques magiques, ce qui explique en grande partie, leur position sociale marginale.

En définitive, la population des deux villages apparaît comme un amalgame complexe de clans, de force, d'origine et de statut diffé-

rents. L'ancienneté d'installation, le souvenir des guerres passées, les circonstances de migrations, ont déterminé chez les divers groupes des antagonismes plus ou moins forts, qui subsistent encore de nos jours. L'émiettement social est renforcé par l'effacement progressif de la structure ancienne et notamment, du rôle des chefs de *nda bot*, les *ntol*. S'ils ont conservé un rôle résiduel, il est désormais occulte et de plus en plus consultatif, s'exerçant strictement dans le cadre lignager, sur le plan idéologique et politique. En fait, ce sont les chefs des familles restreintes qui constituent les vrais piliers de la société villageoise, et qui gèrent les problèmes de la vie quotidienne.

LA TERRE : UN BIEN DIFFICILEMENT ACCESSIBLE

Bien que la charge humaine soit très différente selon le terroir, la terre représente un bien rare pour de nombreuses familles des deux villages. Une organisation sociale très fractionnée, un peuplement hétérogène favorisent l'inégalité des propriétés, constituées de tenures familiales ne dépassant pas, généralement, les limites du terroir.

La structure foncière des terroirs : une répartition très disparate

En 1972, à Yemesoa, la terre était répartie de façon très inégale entre les lignages (tabl. 10). On remarque ainsi que deux lignages, un *mvog Kani* et un *Belo*, détiennent 50 % de terres, alors qu'ils ne représentent qu'un peu plus de 40 % de la population. Les *Belo* et les Mangisa qui leur sont assimilés, n'étant pas *éton*, contrôlent 42 % des terres alors qu'ils ne représentent que 28 % de la population totale. En fait, les *Belo* contrôlent pratiquement toutes les terres situées au nord de la route qui traverse le village, les *mvog Kani* dominant au sud (carte 3 hors-texte). Ceci démontre encore l'ambiguïté du statut de « belo », groupe socialement déprécié, mais gros propriétaire terrien. La différence est marquée entre *mvog Kani* et *Belo*. Chez ces derniers, on compte une majorité (13 sur 19) d'exploitations moyennes disposant entre 3 et 9 hectares (moyenne générale : 6,26 ha), alors que chez les *mvog Kani*, la dispersion est beaucoup plus grande ; on observe un tiers de grosses propriétés supérieures à 7 ha, et 50 % de petites exploitations inférieures à 3 ha (moyenne générale : 4,37 ha). Une seule

Lignages	Superficie (ha)	Habitants	Superficie/habitants (ha)
Mvog Kani :			
• <i>Mvog Mbese</i>	74,0750	119	0,62
• <i>Nke Mbok</i>	23,8340	63	0,38
• <i>Ewolo Njom</i>	18,6000	21	0,88
• <i>Njop Sana</i>	17,9300	64	0,28
• <i>Bike Ndzie</i>	15,3800	19	0,80
• <i>Mvog Benok</i>	14,5140	45	0,32
Esele	1,9120	6	0,32
Ensemble	166,2450	337	0,49
Belo :			
• <i>Mboñ</i>	73,0290	57	1,28
• <i>Aji</i>	19,3060	24	0,80
• <i>Esek</i>	12,6900	18	0,70
Mangisa	14,1000	18	0,78
Ensemble	119,1250	117	1,01
Village	285,3700	454	0,63

Tableau 10

La répartition des terres entre les lignages de Yemesoa en 1972.

exploitation *belo* dispose de 14 ares par personne. Chez les *mvog Kani*, le tiers des exploitations n'ont que 16 ares par personne.

Superficies	Mvog Kani				Belo			
	Expl.	Hab.	Superf. tot. (ha)	Superf./hab. (ha)	Expl.	Hab.	Superf. tot. (ha)	Superf./hab. (ha)
20 ha et +	-	-	-	-	1	9	27,70	3,07
10 - 19	6	65	73,76	1,1	1	13	10,22	0,80
7 - 9	6	73	46,79	0,64	4	23	33,49	1,45
5 - 6	4	30	25,15	0,83	4	36	21,66	0,60
3 - 4	4	35	15,15	0,43	5	15	18,04	1,20
2 - 2,9	7	46	19,46	0,16	3	15	7,14	0,47
<2	11	88	14,56	0,16	1	6	0,86	0,14
Total	38	337	166,24	0,49	19	117	119,12	1,01

Tableau 11

La répartition des terres entre les lignages et les exploitations de Yemesoa en 1972.

L'inégale répartition des terres est due à plusieurs facteurs historiques, sociologiques. Les *mvog Kani* vinrent à Yemesoa en conquérants ; les lignages arrivés les premiers (*Ewolo Njom*, *Bike Ndzie* dont les membres sont encore les mieux pourvus en terre), se partagèrent les terres laissées par les *Éton Tom*. Ce partage tint

compte des autochtones (*Mboñ*) et des *Belo* venus avec eux. Les sommets des collines, les versants, furent d'abord occupés. Le réseau hydrographique servait à délimiter les territoires lignagers. Traditionnellement, les *Belo* étaient installés sur le pourtour du territoire occupé, pour mieux le protéger (cf. la situation des terres détenues par les *Aji*, les *Esek*). Par la suite, l'arrivée de nouvelles familles²⁷ (*Njop Sana*, *Mangisa*..) contribua à morceler les propriétés lignagères, notamment celles des *mvog Kani*. Les nouveaux venus reçurent des terres situées autour de deux collines : le Nkol Ntsimala (domaine des *Mboñ*) et la colline où est construite la Mission (domaine des *mvog Kani Bikele Ndzie*). Remarquons que le lignage de l'actuel chef de village, *Njop Sana*, n'a qu'un domaine restreint, mais situé en bordure de la route, du fait de son installation relativement récente.

La construction de la route (vers 1935) et l'installation obligatoire des habitations de part et d'autre, vont également perturber le schéma foncier original, en renforçant les inégalités au profit des familles que le hasard avait placées sur le tracé. Les autres n'obtinrent que de petites parcelles situées derrière leurs maisons. Par la suite, la culture du cacao vint figer l'occupation du sol et confirmer l'inégale répartition actuelle.

Malgré tout, la carte des tenures montre une assez grande homogénéité spatiale. C'est d'abord le fait d'un partage foncier relativement récent (2-3 générations), mais aussi vraisemblablement du contrôle exercé encore récemment par le chef de lignages (*ntol nda bot*), au moment des successions ; celui-ci eut pour effet d'éviter la dispersion des patrimoines entre des mains étrangères au lignage ou au village.

Le système de transmission des terres est à la source de grandes inégalités, à l'intérieur même des familles. Ainsi, chez les *Mboñ*, les plus gros propriétaires, deux familles, détiennent 50 % des terres, les sept autres se partageant le reste. Les principes du système de succession sont *a priori* simples : seuls, les hommes héritent. Dans une famille monogame le partage se fait entre les garçons de façon équitable, mais il arrive souvent qu'un frère aîné accapare les terres du cadet dont il assure la tutelle. Les champs vivriers et les jachères sont laissés, en principe, à l'usage des veuves.

À Alen-Zalengañ, l'installation des lignages sur le terroir est relativement récente et n'excède pas 80 ans. Elle est postérieure aux guerres survenues au début du siècle, entre les groupes *bulu*, ainsi qu'au soulèvement des *Yetyañ* contre les Allemands, en 1904, qui provoqua de grands remous de population entre *Dja* et *Lobo*. C'est donc en quatre générations que les familles ont acquis la notion de possession et de propriété du sol.

27. Il ne s'agissait plus alors de migrations guerrières, mais plutôt de regroupements familiaux, de neveux venant rejoindre leurs oncles maternels, le plus souvent.

Il est difficile de délimiter les territoires fonciers lignagers à l'intérieur du terroir qui s'étend sur plus de 8 km de forêt, d'ouest en est (carte 4 hors-texte). Les limites les plus visibles sont constituées par les rivières et les ruisseaux, dont le réseau compartimente l'espace, chaque interfluve étant approprié par un, ou plusieurs clans. La terre est encore abondante et accessible à ceux qui en demandent, à l'exception toutefois des terres situées à proximité de la route.

Vers 1910, les familles étaient dispersées sur toute l'étendue du terroir. Les gens d'Alen occupaient une vaste zone s'étendant de la rivière Kumu à l'ouest, jusqu'à Atoñ et Otomekok, à l'est. Dans cette direction, vers la rivière So, s'étaient installées les familles de Zalengañ (fig. 10). Lors de la colonisation française, les gens se regroupèrent le long de la route, en abandonnant en forêt les premières plantations de cacao (dont certaines existent toujours), tout en conservant la propriété des terres anciennement exploitées. Les jachères ne peuvent, en effet, être utilisées par un autre village. Les lignages récemment installés à Alen durent demander des terres aux lignages *Mbala Emaná* et *Akamba Edomba*, ces derniers obtenant, en retour, des terres chez les *Yasos* de « Zalengañ-brousse ». À Alen, la chefferie ayant échoué au clan *Ze Mintsene*, c'est donc le chef de ce lignage qui distribua des terres aux familles de Zalengañ, venues au bord de la route. Mais ces terrains ne dépassèrent pas la rivière Tase, à l'ouest. Les *Maka* furent installés, selon la coutume, à la limite du village avec Zouameyong. Bien après, deux autres familles *maka* vinrent au village et reçurent des terres à la limite occidentale du terroir. En définitive, seuls, les gens de Zalengañ, arrivés les derniers au bord de la route, eurent à pâtir de ce déplacement (regroupement à caractère plus spontané que forcé ; les gens invoquent la présence d'animaux sauvages, dont des panthères, qui les auraient conduits à quitter la grande forêt), leur nouvel habitat étant très éloigné (5km environ) de leur ancien domaine foncier.

En 1972, le terroir d'Alen-Zalengañ, apparaît comme un territoire allongé O-E, entre les rivières Kumu et So, perpendiculairement à la piste de Bengbis. Les différentes propriétés foncières sont très imbriquées et il est difficile de distinguer de façon précise les terroirs respectifs d'Alen et de Zalengañ.

La structure foncière des deux terroirs est donc le résultat, à la fois, de l'ancienne division traditionnelle des terres et du regroupement de la population le long des pistes lors de l'époque coloniale. À l'époque pré-coloniale, les nouveaux arrivés accaparaient par la force des terres prises sur les domaines des populations autochtones, sans, toutefois, les spolier entièrement. La structure foncière ancienne était ainsi déterminée par les rapports de force entre les groupes et les rapports sociaux qu'ils impliquaient. À l'époque colo-

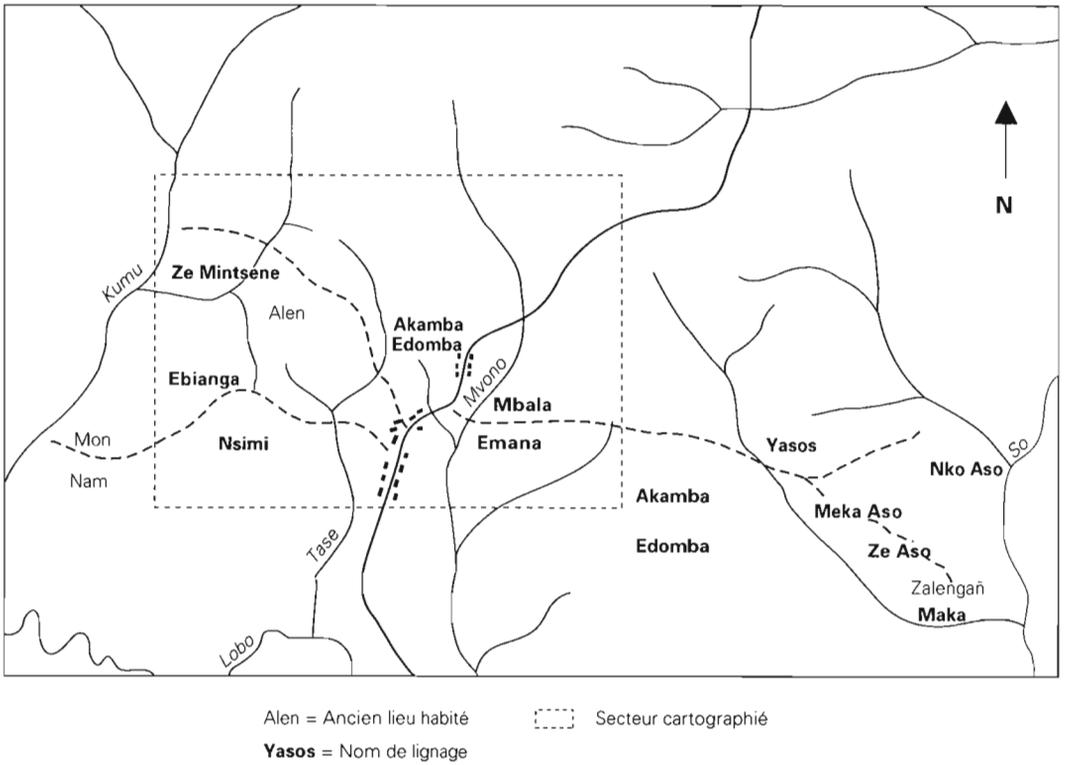


Figure 10

Alen-Zalengañ : position approximative des lignages avant leur déplacement vers la route.

niale, la structure foncière, de création relativement récente, a dû être remaniée par l'installation des populations dans un habitat groupé au bord des pistes. Ce remaniement n'a fait qu'accroître l'inégalité des propriétés foncières et par conséquent, la diversification des tenures.

Les modes de tenure : prédominance de la propriété familiale

La majorité des terres exploitées proviennent des propriétés familiales ; ce sont des terres héritées d'un père défunt, d'un oncle maternel, ou d'un frère. À Alen-Zalengañ, on ne dispose pas de données sur le statut des terres en 1972. Disposant de larges superficies, les exploitations cultivent d'abord leurs propres terres, ce qui n'exclut pas le recours aux prêts. Ce sont les exploitations de Zalengañ, défavorisées par le déplacement vers la route, qui y ont principalement recours. Les prêteurs sont les plus gros exploitants d'Alen.

À Yemesoa, en 1972, les champs exploités se répartissaient comme suit (ONGLA 1973)

	Biilig Bitom	Nkolngégé	Total	%
Parcelles héritées	62	34	96	69
Parcelles achetées	7	1	8	6
Parcelles louées	0	0	0	0
Parcelles prêtées	7	27	34	25
Total	76	62	139	100

Tableau 12

Le mode de tenure des terres à Yemesoa en 1972.

Le tiers des parcelles exploitées a été obtenu en dehors du domaine familial. Les ventes sont encore peu importantes du fait des faibles disponibilités monétaires des paysans et du contexte social. Ce genre de cession n'est pas admis par le lignage. Le vendeur ne peut céder « sa » terre qu'à titre personnel et à l'insu du village, le plus souvent. Au moment de son décès, les héritiers essaient toujours de récupérer cette terre, cédée indûment selon eux, d'où de nombreux problèmes avec l'acheteur. D'autant que le terme de « vente » revêt plusieurs formes (WEBER 1977) :

- « vente » sans droit d'y établir une cacaoyère (il s'agit donc là d'une cession précaire) ;
- « vente » avec autorisation de planter du cacao (la récupération est alors beaucoup plus difficile) ;
- « vente » avec titre foncier (forme de cession s'apparentant le plus à une vraie vente).

Aucune terre n'était louée, bien que ce système existe. La location d'un champ ne concerne que les cultures vivrières (généralement des arachides), pour une durée limitée ; le propriétaire reçoit une part de la récolte. Le prêt semble la forme la plus courante d'obtention des terres. Le prêteur concède une parcelle pour des cultures annuelles seulement, et pour une durée déterminée : une ou plusieurs récoltes. On remarque à Nkolngégé, que la terre est rare puisque les parcelles prêtées constituent plus de 40 % de l'ensemble.

À l'intérieur du terroir, il existe ainsi une circulation de la terre entre les familles des différents lignages. Sur un échantillon d'une vingtaine de parcelles vivrières cédées à titre temporaire, on peut observer le sens de ce flux (tabl. 13) .

On remarque que les prêts de terres s'établissent normalement entre les lignages les mieux pourvus (*Belo, Bike Ndzie*) et ceux qui possèdent le moins de terre.

Tableau 13

*Les prêts de terre
selon les lignages
à Yemesoa en 1972.*

Prêteurs	Nbre de champs	Emprunteurs	Nbre de champs
<i>Bike Ndzie</i>	6	<i>Nke Mbok</i>	6
<i>Mboñ</i>	5	<i>Njop Sana</i>	6
<i>Mangisa</i>	4	<i>Mvog Bese</i>	4
<i>Mvog Bese</i>	2	<i>Aji</i>	2
<i>Nke Mbok</i>	1	<i>Ewolo Njom</i>	1

À Alen-Zalengañ, comme à Yemesoa, la majorité des terres exploitées appartiennent aux propriétés familiales. Mais alors que dans le village *bulu*, on emprunte parce que les champs sont moins fertiles ou pour agrandir les plantations, à Yemesoa le moteur des prêts est le manque de terre, comme le prouve le tableau ci-dessus. La faible circulation des terres à l'intérieur des terroirs est un indice de la déficience du système de prêt (provoquée par la cacaoculture qui pérennise les droits d'usage) plus que de la pression foncière. Cette situation est en partie compensée par la possession de terres en dehors du terroir.

Les terres occupées à l'extérieur du terroir : résultat du jeu des héritages plus que d'une stratégie foncière

En 1972, les habitants de Bilig Bitom et de Nkolngégé possédaient 40 ha environ, en dehors du terroir :

Tableau 14

*Yemesoa 1972 :
les superficies possédées
en dehors du terroir
par lignage (en ha).*

<i>Nke Mbok</i>	19,35
<i>Njop Sana</i>	9,7
<i>Mvog Bese</i>	3,00
<i>Mvog Benok</i>	1,82
<i>Esele</i>	1,50
<i>Ewolo Njom</i>	1,00
<i>Bike Ndzie</i>	1,00
<i>Aji</i>	1,70
<i>Esek</i>	1,35
Total	40,42

La plupart de ces terres ont été acquises par héritage, secondairement par achat. Elles sont situées, soit dans un autre « quartier » : Zogo Ntso, soit dans un village voisin : Yemesoa II, Komo, ou plus éloigné : Nkoltomo, Ngongo, Tala, Zima... Il s'agit là de villages faisant tous partie de l'aire d'expansion du lignage *mvog Kani*. Ce sont les lignages possédant le moins de terre qui en possèdent le plus à l'extérieur du village. Il ya donc bien ici, un souci d'accroître les propriétés familiales. Mais ces terres, assez

éloignées pour la plupart, à l'exception de celle situées à Zogo Ntso, représentent des « placements », des réserves, plus qu'une solution à l'étroitesse des domaines fonciers. Ce sont en effet, avant tout, des cacaoyères, ou des « terrains », c'est-à-dire des jachères :

	Cacao	Cultures vivrières	Terrain	Total
Zogo Ntso	0,47	1,57	14,94	16,98
Autres villages	19,09	0,35	4,00	23,44
Total	19,56	1,92	18,94	40,42

Tableau 15

La répartition des terres détenues en dehors du terroir à Yemesoa en 1972 (en ha).

La circulation des terres entre Yemesoa et les autres villages périphériques *éton*, fonctionne surtout à sens unique. Le terroir de Yemesoa est surchargé et il y a peu de place disponible pour des étrangers. Une dizaine d'hectares seulement sont détenus par des gens d'autres villages (Efof, Yemesoa II, Kokodo, Komo), qu'il s'agisse de terres héritées ou laissées par des villageois partis tenter leur chance ailleurs. Ces terres comportent surtout des terrains (8,43 ha) et des cacaoyères (2,30 ha).

À Alen-Zalengañ, autant qu'on puisse le savoir, la circulation des terres entre les terroirs apparaît très faible. Vu les distances et la faible occupation du sol, le terroir est peu imbriqué, sauf sur ses marges.

Dans les deux villages, les terres possédées par les exploitations en dehors des terroirs ont été obtenues principalement par le biais de la circulation foncière à l'intérieur des lignages. Bien que celle-ci ne se fasse pas au hasard, elle ne répond pas aux besoins en terre immédiats.

LES CULTURES : UNE CONCURRENCE ENTRE PLANTES VIVRIÈRES ET PLANTATIONS

La pression humaine sur les terres a une influence évidente sur les superficies cultivées, à l'échelle du village ou de la simple exploitation. Bien qu'ayant une vocation vivrière, les terroirs font une large part aux plantations. Leurs rapports avec les champs vivriers se traduisent partout en termes de concurrence, soit au niveau de l'occupation du sol, soit au niveau du calendrier agricole, ou les deux à la fois. L'emploi du temps, très chargé tout au long de l'année, surtout pour les femmes, constitue une contrainte importante des systèmes agricoles étudiés.

Les superficies cultivées : très variables selon les villages et les exploitations

À Yemesoa, les superficies cultivées représentent un peu moins de la moitié du terroir :

Tableau 16

L'occupation du sol à Yemesoa en 1972 (en ha).

	Nkolngégé	Bilig Bitom	Total
Superficie totale	90	240	320
Superficie possédée par des étrangers	7,45	7,70	15,15
Superficie occupée par l'autre quartier	16,20	0,93	17,13
Superficie inutilisable ²⁸	10	25	35
Superficie disponible	56,35	206,37	262,72
Superficie réellement cultivée	34,45	79,24	113,69
Superficie occupée à l'extérieur	12,48	44,10	56,58
Superficie occupée dans l'autre quartier	0,93	16,20	17,73
Superficie réellement cultivée à l'extérieur et autre quartier	7,98	17,40	25,30

En fait, on observe une très grande disparité entre les deux quartiers. À Nkolngégé, plus de 60 % du sol est cultivé, au lieu de 38 % seulement à Bilig Bitom. Les exploitations y sont également plus grandes (8,58 habitants contre 6,90 à Nkolngégé). Cette disparité se retrouve au niveau des exploitations : 6,9 ha à Bilig Bitom, contre 3,3 ha à Nkolngégé (moyenne générale : 5,6 ha), alors que les superficies cultivées, dans le terroir et à l'extérieur, sont plus proches. Les exploitations des deux quartiers se distinguent donc essentiellement par leur réserve en terre.

²⁸ Cette superficie représente l'espace occupé par l'habitat, les pistes ; mais comme l'évaluation des zones d'affleurement rocheux, des zones concrétionnées, des lits des cours d'eau, n'a pu être faite, il s'agit là d'une superficie sous-évaluée.

Tableau 17

Les superficies cultivées à Yemesoa en 1972 (en ha).

	Bilig Bitom	Nkolngégé	Moyenne
Superficie cultivée/expl.	2,68	2,02	2,44
Superficie cultivée/hab.	0,31	0,29	0,30
Superficie terrain/expl.	4,22	1,28	3,16

La taille des exploitations est également sensiblement différente selon les quartiers. À Bilig Bitom, la moitié des exploitations ont

plus de 7 ha et disposent de 74 % des terres ; à Nkolngégé, on observe une plus grande dispersion entre des exploitations moyennes (un tiers de 3-4 ha, pour 68 % des terres) et très petites (un tiers de moins de 2 ha, pour 12 % des terres).

Superficies (ha)	Bilig Bitom		Nkolngégé	
	Superficie occupée	Nbre %	Superficie occupée	Nbre %
>20	1	10,6	-	-
10 - 19	6	29	1	14
7 - 9	11	34	-	-
5 - 6,9	4	12	7	43,5
2 - 2,9	4	4	2	6
1 - 1,9	2	1,5	4	8
<1	-	-	4	4
Total	36	100	21	100

Tableau 18

La taille des exploitations agricoles à Yemesoa en 1972.

À Alen-Zalengaï, les cultures n'occupent qu'une portion infime du terroir (6,6 %) :

Superficie totale	2 200
Superficie inutilisable	550
Superficie disponible	1650
Superficie cultivée	105,16
Superficie en jachère	1 541,22

Tableau 19

L'occupation du sol à Alen-Zalengaï en 1972 (en ha).

La disponibilité en terre est énorme (42 ha par exploitation, et une moyenne de 14 ans de jachère par année de culture), ce qui d'ailleurs, n'a pas permis de déterminer la part de chaque exploitation. Cependant, cette disponibilité est théorique. Les terres situées trop loin, comme celles de Zalengaï, sont peu utilisables, ou seulement à partir d'un écart comme Yaoundé. Or les gens de Zalengaï ne disposent que de très peu de terrain à proximité du village. La disponibilité en terre n'est sans doute pas sans influence sur la dimension des superficies cultivées par exploitation (tabl. 20).

L'inégalité des superficies cultivées est plus grande à Alen qu'à Zalengaï où l'on observe une majorité de petites exploitations avec moins de 2 ha de cultures. À Zalengaï, l'exploitation moyenne est

Tableau 20

*La taille des exploitations
à Alen-Zalengañ
en 1972.*

Superficies (ha)	Alen		Zalengañ	
	Nbre	Superficie occupée	Nbre	Superficie occupée
>10	-	-	1	12,26
7 - 9	1	8,13	-	-
5 - 6,9	5	29,87	-	-
3 - 4,9	3	9,40	3	11,07
2 - 2,9	5	13,46	2	4,83
1 - 1,9	1	1,32	8	12,11
<1	2	1,66	3	2,33
Total	17	63,84	17	44,93

plus petite (3,88 personnes contre 5,17) et cultive beaucoup moins que celle d'Alen :

Tableau 21

*Les superficies moyennes
cultivées par exploitation
et par habitant à Alen-Zalengañ
en 1972 (en ha).*

	Alen	Zalengañ	Moyenne
Superficie cultivée/expl.	3,95	2,23	3,09
Superficie cultivée/hab.	0,76	0,57	0,68

Cette différence est encore plus grande si l'on omet de prendre en compte la grosse exploitation de plus de 12 ha créée par un *Maka* en dehors de Zalengañ : moyenne de Zalengañ = 2,04 ha par exploitation et 0,54 ha par habitant.

Les deux terroirs se distinguent donc par des situations radicalement différentes. L'étendue des exploitations *bulu* contraste fortement avec l'énorme pression régnant sur le terroir *éton*, où chaque individu ne dispose que de moins de la moitié des terres cultivées par un *Bulu*. Cependant, on observe certains traits communs, notamment la disparité entre les quartiers et entre les exploitations. Celle-ci est surtout le fait de l'histoire foncière.

L'occupation du sol : une nette domination du cacao

Le terroir de Yemesoa, comme la plupart de ceux du pays *éton*, a une vocation cacaoyère affirmée, avec le tiers de la superficie totale occupé par le cacao (tabl. 22).

Tableau 22

Les superficies cultivées et en jachères à Yemesoa en 1972.

	Nkolngégé		Bilig Bitom		Total	
	ha	%	ha	%	ha	%
Cacao	34,11	60	41,69	20	75,80	29
Cultures vivrières	4,79	8,5	38,47	18,5	43,26	16,5
Terrain	17,45	31,5	126,21	61,51	143,66	54,5
Total	56,35	100	206,37	100	262,72	100

Mais cette moyenne n'a qu'une faible signification. On constate que les deux quartiers sont, encore une fois, très différents. À Nkolngégé, les superficies cacaoyères sont en proportion, quatre fois plus importantes qu'à Bilig Bitom ; on est ainsi en présence d'un terroir à vocation cacaoyère, et d'un autre à vocation plus vivrière. La configuration du terroir peut expliquer cette spécialisation ; le terroir de Nkolngégé est entièrement constitué de pentes et de bas-fonds parcourus par le réseau hydrographique de la Ngégé. La sécheresse relative du climat incite les planteurs à créer leurs cacaoyères dans les endroits les plus humides, à proximité des marigots. À Bilig Bitom, au contraire, les sommets de collines et les hauts versants dominant et apparaissent plus propices aux cultures vivrières.

Compte tenu de l'immobilisation de la terre par les plantations et des réserves disponibles, la durée théorique de la jachère s'établit à un peu plus de trois ans pour un an de culture, ce qui est notoirement insuffisant pour la reconstitution de la fertilité. Il faut compter généralement, en milieu forestier, huit ans de jachère... Les deux quartiers se distinguent néanmoins par des disponibilités en terre différentes (carte 5 hors-texte). À Bilig Bitom, les exploitations ne disposent pas de jachères suffisantes et les champs vivriers se succèdent à un rythme rapide sur les mêmes terres. À Nkolngégé, les jachères sont dans l'ensemble plus longues ; mais les paysans n'arrivent à maintenir un temps de jachère supérieur qu'en empruntant 40 % de leurs terres vivrières à Zogo Ntso, l'autre quartier de Yemesoa (tabl. 23). Bilig Bitom cherche plutôt à acquérir des cacaoyères et des terres (dont, respectivement 4,2 ha et 11,2 ha à Nkolngégé même) (tabl. 23).

Cette disproportion se retrouve au niveau des exploitations (tabl. 24). La différence réside principalement dans les superficies en vivres et en jachères. À Nkolngégé, les 5 ares cultivés par individu apparaissent notoirement insuffisants et en dessous du seuil d'auto-subsistance. L'exploitation doit donc trouver des ressources supplémentaires, soit dans la culture du cacao, (légèrement plus

Tableau 23

Les terres occupées
à l'extérieur du terroir
à Yemesoa
en 1972 (en ha).

	Nkolngégé	Bilig Bitom	Total
Cacao	4,90	15,40	20,30
Cultures vivrières	3,08	2,00	5,08
Terrain	4,50	26,70	31,20
Total	12,40	44,10	56,58

Tableau 24

Les superficies
cultivées
par exploitation
et par habitant
à Yemesoa
en 1972 (en ha).

	Nkolngégé		Bilig Bitom		Total	
	Superficie /Expl.	/Hab.	Superficie /Expl.	/Hab.	Superficie /Expl.	/Hab.
Cacao	1,66	0,24	1,56	0,18	1,59	0,20
Cultures vivrières	0,36	0,05	1,12	0,13	0,84	0,10
Terrain	1,25	0,18	4,41	0,51	3,25	0,40
Total	3,27	0,47	7,09	0,82	5,68	0,70

importante qu'à Bilig Bitom), soit dans l'émigration, les activités extra-agricoles. Mais même au niveau des deux quartiers, les superficies cultivées en vivrier sont faibles. Ainsi, chaque femme active ne cultive que 0,40 ha par an, ce qui est extrêmement juste, vu les rendements, et compte tenu des aléas. Cependant, on remarque (carte 6 hors-texte) que la situation varie beaucoup selon les exploitations. Alors qu'à Bilig Bitom, la plupart ont des superficies cultivées individuelles se regroupant autour de la moyenne, à Nkolngégé où la charge humaine est plus forte, les superficies vivrières individuelles sont beaucoup plus inégales.

À Alen-Zalengañ, la vocation cacaoyère du terroir est tout aussi nette que celle du terroir *éton*. Les plantations y occupent 58 % des superficies cultivées (64 % à Yemesoa).

Tableau 25

Les superficies
cultivées par
type de culture
à Alen-Zalengañ
en 1972 (en ha).

	Alen		Zalengañ		Total	
	ha	%	ha	%	ha	%
Cacao	26,44	39	11,18	29,5	37,62	35,7
Café	4,00	6	5,83	15,5	9,83	9,3
Cacao + Café	7,35	11	4,6	12	11,96	11,5
Cultures vivrières	29,41	44	16,34	43	45,75	43,5
Total	67,2	100	37,96	100	105,16	100

Zalengañ possède une proportion plus grande de plantations. Mais l'uniformité des conditions physiques ne permet pas d'expliquer ce fait autrement que par des causes humaines. À Zalengañ, les plantations ont servi à délimiter et à marquer les terres octroyées en bordure de la route, d'où un effort relativement plus grand. En fait, les superficies plantées par personne sont très proches entre les deux quartiers. La différence est plus forte au niveau des cultures vivrières.

	Alen		Zalengañ		Total	
	Superficie /Expl.	/Hab.	Superficie /Expl.	/Hab.	Superficie /Expl.	/Hab.
Cacao	1,55	0,30	0,65	0,17	1,10	0,24
Café	0,23	0,04	0,34	0,09	0,29	0,06
Cacao + café	0,43	0,08	0,27	0,07	0,35	0,08
Cultures vivrières	1,73	0,33	0,96	0,25	1,34	0,30
Total	3,94	0,76	2,22	0,58	3,08	0,68

Tableau 26

Les superficies cultivées par exploitation et par habitant à Alen-Zalengañ en 1972 (en ha).

À Alen, une femme adulte cultive en moyenne, plus d'un hectare (1,34) de cultures vivrières pour nourrir 4 personnes ; à Zalengañ, 0,78 ha pour un peu plus de 3 personnes (3,13), ce qui semble largement suffisant, et permet de dégager des surplus commercialisables.

Cette inégalité apparaît encore plus grande entre les villages. Comparées aux exploitations *bulu*, les exploitations *éton* ont des superficies vivrières beaucoup plus variables et inégales. La distinction entre les quartiers est très nette :

Superf./hab. (ares)	Alen-Zalengañ	Nkolngégé	Bilig Bitom
>15	24	-	18
12,5 - 15	1	1	6
10 - 12,5	-	2	2
7,5 - 10	1	3	5
5 - 7,5	1	5	1
<5	7	10	4
Total	34	21	36

Tableau 27

La répartition des exploitations suivant la taille des superficies vivrières cultivées par habitant en 1972.

On observe ainsi une majorité d'exploitations à Bilig Bitom largement au-dessus de la moyenne (10 ares), contrairement à Nkolngégé



1. Paysage de "jardin" du terroir éton. Champs d'arachides gagnés sur une ancienne cacaoyère. Présence de quelques arbres utiles (safoutiers, palmiers...) et d'Eupatoire (à droite) en bordure de parcelles.



2. Yemesoa. Confection des buttes d'ignames lors de la première saison de cultures.



3. Yemesoa. Champ de première saison (arachides, maïs, plantains, oignons, concombres, macabo...). En arrière plan, un champ de l'année précédente portant encore du manioc et des plantains.



4. Alen-Zalengañ.
Défrichement récent.
Aspect du champ
avant le nettoyage.



5. Alen-Zalengañ.
Nettoyage du champ
par brûlis et
labourage des
parcelles délimitées
par les troncs.



6. Yemesoa. Champ sur pente : arachides sur buttes d'ignames, maïs, plantain, macabo plantés dans les intervalles. L'absence de couvert arboré et végétatif expose le sol à la violence des précipitations.



7. Yemesoa. Récolte du vin de palme. Les Éton emploient le même procédé que les Bulu, mais de façon moins fréquente.



8. *Yemesoa. Sous-bois
cacaoyer. Des arbres
âgés, plantés de façon
anarchique.*



9. *Alen-Zalengaï. Une
femme et sa fille en
train de planter
l'arachide et le manioc.*



10. *Alen-Zalengaï.
Aspect de parc d'un
champ d'arachide.
défrichement soigneux,
forte densité de
palmiers*

où plus de la moitié des exploitations ne cultivent pas suffisamment pour assurer leur subsistance. Notons que même à Alen-Zalengañ, dans un contexte foncier totalement différent, cette catégorie est relativement importante.

En définitive, on constate que les cultures de plantations dominent partout et représentent, environ, 60 % des superficies cultivées soit près du double des superficies vivrières. Cependant, de grandes différences existent entre les quartiers d'un même village suivant les aptitudes de sols, la répartition foncière. Entre les deux villages, le facteur discriminatoire reste d'abord la terre, avant la main-d'oeuvre. L'exploitation *bulu* est plus petite que l'exploitation *éton*, mais disposant de réserves foncières importantes, un homme y plante deux fois plus, et une femme y cultive deux fois et demi plus qu'à Yemesoa. Il ne s'agit pas ici d'une meilleure organisation du travail, les travaux agricoles étant, par ailleurs, fort semblables.

Les différents types de champs : une grande variété de parcelles portant des cultures à cycles différents

En pays *éton*, comme en pays *bulu*, l'activité agricole se répartit en deux cycles de cultures annuelles, correspondant aux deux saisons des pluies (*akab* et *asil* ou *zezeba*, chez les *Éton*, *suu* chez les *Bulu*), dont l'arrivée conditionne étroitement le début des travaux.

LES CULTURES VIVRIÈRES (AFUP BIDI)

La première saison culturale

Chaque année, une exploitation défriche en moyenne 49 ares à Yemesoa. Il n'y a plus, sur le terroir de grande jachère (*pakula*), encore moins de grande forêt (*lepan*) ; plus qu'en l'abattage de grands arbres, devenus rares, le défrichement dans les jachères récentes (*ekorgi*, *ekoroké*) consiste surtout à débroussailler les futures parcelles, à les débarrasser de l'Eupatoire envahissant²⁹. Parfois, on se contente d'agrandir une ancienne parcelle cultivée lors de l'année précédente (*bindi*). La végétation doit être coupée jusqu'au niveau du sol pour la préparation des champs d'arachide (*afup owono*) qui ouvrent le cycle cultural (Photo 1).

Cette opération qui a lieu lors de la grande saison sèche, dès le mois de janvier, est effectuée par les hommes, seuls, ou en groupe avec des amis, ou des travailleurs rémunérés à la tâche. Quand la jachère est récente, ce qui est fréquent à Yemesoa, les femmes sont capables de défricher elles-mêmes leurs champs. Ce travail, effectué à la machette, nécessite en moyenne 40 heures pour 24 ares,

29. Cette herbe (*Chromolaena odorata*) à développement rapide est apparue au début des années soixante-dix à Yemesoa. Elle existe également à Alen-Zalengañ, mais elle y est beaucoup moins envahissante.

30. Ainsi, selon les connaissances populaires, il faut éviter les endroits où domine l'arbre *éton* (*Erythrophloeum guineensis*) et leur préférer ceux où poussent les *asié* (*Entandophragma angolensis*), les *duma* (fromager, *Ceiba pentadra*), plantés autrefois près des lieux habités, les *tol* (*Ficus mucuso*). Les herbes telles que *ewon* (*Calonyctum acculeatum*), *esoñ* (l'herbe à éléphant, *Pennisetum purpureum*), l'*ékok* (*Panicum maximum*) passent, avec raison, pour maintenir la fertilité des sols.

31. Il s'agit ici du terme générique, d'origine *ewondo*, les *Éton* désignent également l'igname sous le terme de *jo* (sing. *bio*). De nombreuses variétés, différant par la forme de leurs feuilles, de leurs tubercules, sont connues des paysans, mais difficiles à identifier. Les plus cultivées et les plus appréciées à Yemesoa sont : *kpede*, *ndzumi* et *bombanga* (tiges épineuses, feuilles simples, gros tubercules à chair blanche) ; les autres sont : *andia* ou *asol* (*Dioscorea dumetorum*), *mbese* (*D.alata*), peu cultivée, *mebudazo*, *ngon ewolo*, *oboan*, *père*, *iuoan*...

32. Le manioc est l'une des principales plantes cultivées des terroirs *éton*. Plusieurs variétés sont connues, dont certaines n'ont qu'une importance très localisée ; elles permettent comme pour l'arachide et l'igname, d'étaler la période de récolte (de 9 mois à un an et plus), et de multiplier les chances de réussite. À Yemesoa, les femmes ne plantent que *moan emunga* (récoltable dès 9 mois) et *senegali* (variété tardive utilisée surtout pour faire les

qui correspondent à la superficie moyenne des champs du premier cycle. Quand on dispose de suffisamment de terre, le choix de l'emplacement du champ est fait, en fonction de certains indicateurs (arbres, herbes, fourmis...)30, de la fertilité constatée des champs voisins, voire, en fonction de la densité de la végétation qui la recouvre...

La suite des opérations est effectuée par les femmes, aidées de leurs enfants quand ils ne sont pas à l'école. Elles débarrassent le champ des résidus végétaux coupés et les brûlent. En général, elles attendent que les pluies tombent deux ou trois fois, avant de commencer le labour, les houes (*ebak*) s'enfonçant mieux dans le sol humide. Ainsi, vers la première quinzaine de mars, les femmes commencent par ériger les buttes (*mebom*) d'ignames (*bikoro*)31 dans le coin le plus humide du champ, en bas de pente (4 ares en moyenne) (Photo 2). Puis, elles poursuivent par le semis des arachides (*owondo*) ; quatre variétés de cycle différent sont semées : *minkomo*, *mpuma*, *nteme*, *ongege*, les deux premières étant toujours les premières semées et les premières récoltées. À côté de ces variétés anciennes, il y en a d'autres comme : *ngon mesiksa*, *ngon omoiro*, *bongola*, *edijiba*... Les arachides sont plantées dans des parcelles séparées selon la longueur de leur cycle, et même sur les buttes d'igname. Puis est planté le maïs (*mbas*), juste après le manioc (*mbon*)32 et le macabo (*ebanga*), quand les arachides ont déjà pris de la vigueur. Le champ d'arachides où l'association des cultures est totale, comprend aussi de nombreuses autres plantes : citrouille (*abok*, *Cucurbita pepo*), « concombres » (*omgbalak*, *Cucumis sativus*), légumes (*zom*, *folon*, *tege*), piment (*odondo*, *tobato*, *elobo*), gombo (*inem*), patate douce (*mebura*), oignons (*ejañ*), tomate (*tomara*, *osan*...) (Photo 3).

Par contre, certaines plantes sont peu cultivées, comme le taro (*atu*, variétés : *mboñ*, *nkumabañ*), supplanté par le macabo, plus facile à cultiver, la canne à sucre (*nkok*, variétés : *esoñ*, *mevina* et *amérikan*...) ; le voandzou (*metop*), nécessitant la confection de billons, est en voie de disparition, de même que le sésame (*njara*).

Vers la fin avril, les rejets de plantain (*ekoan*, *ojo*, variétés les plus courantes : *namawan*, *mendana*, *ojo beti*) sont mis en place, les hommes apportant leur aide pour la recherche et la confection des trous. À partir de mai, après la floraison des arachides (marcher dans le champ à cette époque compromettrait inévitablement la récolte), commencent les sarclages, alors que les plantations de manioc se poursuivent. Vers la fin juin, juste avant la récolte des arachides, un dernier sarclage est effectué pour éviter que celles-ci soient étouffées sous les mauvaises herbes. En juillet, a lieu la récolte de l'arachide que les femmes effectuent seules, ou aidées par des

personnes extérieures à l'exploitation. C'est également le début de la récolte du maïs. Après, le champ n'est plus occupé que par les tubercules et le plantain.

À Alen-Zalengañ, la grande disponibilité en terre et la possibilité de longue jachère forestière, permettent d'introduire dans le cycle culturel un champ *esep* (*ekpak* en *Éton*), du nom de la saison sèche pendant laquelle il est défriché. Celui-ci est ouvert généralement sur des jachères anciennes ou dans des portions de grande forêt (*afan*). Une clairière est ouverte par abattage des principaux arbres et brûlis sommaire. On y sème du *ngon* (*Cucumeropsis manni*) au début de la saison pluviale (mars ou août-septembre). Cette cucurbitacée est associée au plantain (*ekon*), parfois au manioc (*mbon*) et au macabo (*ekabi*). La récolte a lieu sept mois plus tard (mars-avril ou octobre) ; après le champ reste en jachère en attendant d'être ensemené à nouveau en arachide, lors de la saison culturelle suivante. L'*esep* a une superficie assez grande, 50 ares ou plus. Le *ngon* accélère le pourrissement des troncs abattus et facilite le nettoyage ultérieur du champ pour la culture de l'arachide et des plantes qui y sont associées. En outre, le sarclage des cultures établies sur une jachère ancienne serait moins difficile.

La création d'un *esep* dépend avant tout de la main-d'oeuvre masculine disponible, pour procéder à l'abattage des grands arbres, à la hache (*ovon*) et de plus en plus, à la tronçonneuse. C'est pourquoi, les paysans préfèrent parfois, établir un champ dans une jachère plus récente (*ekotok*), où les arbres, comme les parasoliers, sont moins développés et plus faciles à abattre.

Le cycle des cultures peut alors continuer par le champ d'arachide (*owondo* ; plusieurs variétés semées : *ngon emañ*, *mpfumu*, *nso kono*, *zaman*, la plus ancienne ; autres variétés récentes : *siksa*, *nylon*) défriché en février, en bordure d'un champ de la saison précédente ou sur un *esep*. Le défrichement (en moyenne 30 ares) est presque intégral ; les arbres abattus par les hommes et les broussailles sont mis en tas et brûlés, les femmes finissant le nettoyage de la clairière. Les semis d'arachide commencent, les troncs abattus délimitant les parcelles des cultivatrices (Photos 6 et 8). Ces semis sont denses : 180 à 220 000 plants à l'hectare. Simultanément sont plantés l'igname (une dizaine de variétés connues ; les plus cultivées sont : *ekoto*, *enyum* à cycle long, *andia*, à cycle très court ; on rencontre également : *zoo*, *engom*, *ebolezoo*...), le manioc (variétés : *mon afobo*, *minbutu*, *ngon ezaman*, *aton* *minkop* à cycle court, *ngon evineba*, *afan*, *etungu*, *zaybo meje*, à cycle long), le taro (*atu*), le macabo, le plantain³³, puis le maïs (*fon*). L'igname est toujours présente sans constituer des parcelles à part comme dans la Lékié ; la densité des plants est faible. En outre, les cultivatrices

bâtons de manioc, les *bibolo*), secondairement : *mepama*, *mekuga*. Il y a également : *mebura mu*, moins envahissante.

33. Les *Bulu* connaissent une infinité de termes décrivant le bananier et son régime. Neuf variétés de plantain sont fréquentes à Alen-Zalengañ : : *esoñ*, *nkok*, *akos*, *njat*, *osen*, *ndum*, *amuñ*, *obe*, *ebañ*. Il faut y ajouter quelques variétés de bananes douces (*ajoe*) : *ajoe bulu*, *silkon*, les plus courantes, *bibañ*, *onde ende*...

ne confectionnent que de petites buttes basses, quand elles n'omettent pas d'en faire... Comme l'igname, le maïs est semé de préférence, près des souches, à l'écart de l'arachide, pour éviter de gêner la croissance des autres plantes.

Le champ de premier cycle comporte partout une densité importante de cultures secondaires : gombo (*etetam*), concombres, courges de différentes tailles, légumes divers : *zom*, *folon*, canne à sucre (*nkok*, variétés : *mesi bete*, *etobowo*, *mfondi*), pomme de terre, oignons, haricot européen (*kon*), tomate, tabac... Bien que les cultures associées dominent largement, il existe à Yemesoa comme à Alen-Zalangañ, des parcelles de culture pure, portant notamment des ignames, du maïs et du plantain. Ces parcelles, plus ou moins intégrées aux autres champs, sont peu nombreuses (une trentaine à Yemesoa en 1972) et de dimension réduite (moyenne igname : 4,3 ares, maïs : 4,3 ares, plantain : 17 ares).

La deuxième saison culturale

Les travaux de la deuxième saison des pluies peuvent commencer dès la fin juin. Un petit champ est défriché à proximité de celui de la saison précédente, voire même, tout contre, le nouveau champ étant une extension du précédent. À Yemesoa, le champ de *zezeba* est beaucoup plus petit et sa superficie moyenne n'est que de 20 ares (carte 6 hors texte). Dans la deuxième quinzaine d'août, avec les premières pluies, les femmes commencent le labour-semis. Elles plantent les arachides (deux variétés à cycle long), du manioc, du macabo. Ces semis sont terminés au plus tard, en octobre. En octobre-novembre, le sarclage est le seul travail sur la parcelle, en attendant la récolte qui interviendra en décembre et janvier.

À Alen-Zalangañ, le champ de deuxième saison est plus petit : 18 ares en moyenne, que celui de la première saison : 29 ares. La variété des plantes y est aussi moins grande : arachide, manioc, macabo, plantain, maïs et patates douces (*ndubi*). Les parcelles des deux cycles culturels sont placées côte à côte, la plupart du temps.

En cette saison, quelques rares exploitations (10 à Yemesoa, 4 à Alen-Zalangañ) pratiquent encore la culture du riz (*olis*) semé dans les bas-fonds (*élobi*). Il s'agit là de la survivance d'une culture marginale, imposée pendant la période coloniale.

La disponibilité en terre a une influence déterminante sur le travail agricole et les rotations culturales. Les superficies vivrières exploitées sont composées de différents types de champs portant des cultures annuelles et des cultures relictuelles (manioc, plantain) des années précédentes, toujours récoltées. Ces dernières représentent une part notable des surfaces vivrières (entre 30 et 50 %).

Tableau 28

*La répartition
de surfaces vivrières
par exploitation,
selon la saison
en 1972 (en ares).*

	Cultures annuelles		Cultures saisonnières antérieures	Total %
	1 ^{re} saison	2 ^e saison		
Alen-Zalengañ	29,6	39,6	64,79	
%	22	29,5	48,5	100
Yemesoa	49,1	10,6	24,3	
%	58,4	12,6	29	100
Nkolngégé	17,5	4,3	14,2	
%	49	12	39	100
Bilig Bitom	67,6	14,24	30,2	
%	60,4	12,7	26,9	100

À Alen-Zalengañ, la plus grande importance des cultures de deuxième saison s'explique par la confection plus fréquente en cette période (entre mai et août), des *esep*, champs de taille assez importante (carte 8 hors- texte).

À Yemesoa le fait le plus marquant est la faiblesse des défrichements lors de la deuxième saison de culture, la récolte annuelle dépendant en fait, d'une seule saison (carte 7 hors-texte). Pour expliquer cela, il faut d'abord tenir compte du contexte climatique ; l'année 1972 était une année « sèche » (1 119 mm à Obala), avec des précipitations très mal réparties. Les défrichements en juin-juillet ont donc été moins importants. D'une façon générale, le champ de deuxième cycle est réputé ne pas produire beaucoup ; il n'est considéré que comme un appoint pour effectuer la « soudure » entre les champs de premier cycle. En dehors des faits conjoncturels, certains agriculteurs utilisent les mêmes champs, plusieurs saisons de suite (17% de toutes les parcelles vivrières de Yemesoa). Ainsi, à Nkolngégé, 37% (soit 5,3 ares/exploitation), et à Bilig Bitom 24% (19,5 ares/exploitation) des superficies cultivées de l'année sont remises en culture sans période de repos.

Les cartes montrent aussi l'importance, dans les deux terroirs, des champs anciens cultivés lors des années précédentes et portant encore du manioc du macabo, récoltés au fur et à mesure des besoins (tabl. 29).

La rotation des terres est donc plus lente à Yemesoa, une même parcelle pouvant être cultivée pendant deux saisons consécutives, ce qui est préjudiciable à l'obtention de bonnes récoltes. D'une part, les sols, de fertilité moyenne, s'accommodent mal d'une culture continue ; d'autre part la culture de l'arachide pendant deux saisons de suite expose trop longtemps les champs à l'action des

	Superf./expl.	%
Nouveaux champs	47,4	56,4
Champs réutilisés	12,3	14,6
Champs anciens toujours récoltés	24,3	29
Total	84	100

Tableau 29

La répartition des cultures annuelles à Yemesoa en 1972 (en ares).

pluies et accélère l'érosion, d'autant plus que les pentes sont nombreuses et que la structure du sol est gravillonnaire (Photo 8). La culture continue de l'arachide ne correspond pas à un manque de terre, ce type de pratique est observé dans des exploitations disposant des plus grands « terrains ». Il s'agit plutôt, pour les cultivatrices, d'exploiter le plus longtemps possible un endroit jugé particulièrement fertile.

Ainsi, à Yemesoa, plusieurs rotations s'observent à l'intérieur d'une même exploitation, selon la parcelle. Le champ *esep y* est pratiquement absent devant la domination de l'*afup owondo* (fig. 11) :

- arachides et plantes associées > Jachère à manioc, macabo et plantain > Jachère à manioc ;
- arachides et plantes associées > Jachère à manioc et plantain ;
- arachides et plantes associées > Jachère à manioc et plantain > arachide et plantes associées > Jachère à manioc.

À Alen-Zalengañ, les champs suivent deux types de rotation avec quelques variantes :

- Ngon, plantain > Arachide et plantes associées > Jachère à manioc et plantain.
- Arachide et plantes associées > Jachère à manioc et plantain.

LES PLANTATIONS : (AFUP KEEKA, AFUP KOFI)

Les cultures « industrielles » sont pratiquées par toutes les familles. Chaque exploitation a une ou plusieurs plantations (en moyenne : 75 ares/plantation à Yemesoa, 71 ares à Alen-Zalengañ), situées en majorité à l'intérieur du terroir (4 % sont dehors à Yemesoa). En plus de leurs cacaoyères, les exploitations d'Alen-Zalengañ disposent de quelques parcelles de caféiers (moyenne : 53 ares) le plus souvent mélangés à des pieds de cacaoyers (superficie moyenne des plantations mixtes : 44 ares). Dans le village *éton*, la culture du café avait également été tentée pendant l'époque coloniale, mais il n'en reste plus que quelques rares vestiges en bordure de la route.

En 1972, à Alen-Zalengañ, les plantations de café et de cacao occupent les abords immédiats de la route (carte 9 hors-texte).

Association	1re année					2e année					3e année					Jachère					
	J	F	M	A	M	J	F	M	A	M	J	F	M	A	M		J	F	M	A	M
champ (<i>esep</i>) :																					15 ans ou +
Ngon	◆	◆	○	○	○	○	○	○	○	○	+	+									
Macabo	◆	◆	○	○	○	○	○	○	○	○	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	
Plantain	◆	◆	○	○	○	○	○	○	○	○	+	+				+		+	+		
Manioc	◆	○	○	○	○	○	○	○	○	○	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	
Maïs	◆	◆	○	○	+																
champ d'arachide (<i>afup owondo</i>)																					2 - 4 années
Arachide	◆	○	○	○	+																
Maïs	◆	○	○	○	+	◆	○	○	+												
Macabo	◆	◆	○	○	○	○	○	○	○	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥		
Manioc	◆	◆	○	○	○	○	○	○	○	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥		
Plantain	◆	◆	○	○	○	○	○	○	○	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥	⊥		
champ d'arachide et d'igname																					3 - 5 années
Arachide	◆	○	○	○	+																
Maïs	◆	○	○	○	+																
Igname	◆	◆	○	○	○	○	○	○	○	+	+										

◆ Semis, plantation + Récolte ▽ Jachère
○ Développement, sarclage ⊥ Récolte périodique

Figure 11

La succession des cultures dans quelques champs.

Cette disposition, en limitant les trajets entre le village et les champs, facilite à la fois l'évacuation de la récolte et la surveillance. Les plantations ont été créées juste derrière les maisons, sur l'emplacement d'anciens champs vivriers. Dans la plupart des cas, ce sont les femmes qui ont semé les fèves de cacao et les graines de café, en même temps que l'arachide et les autres plantes vivrières. Ces plantations « mixtes » (vivres + cacao-café) représentaient le premier stade de toute plantation. Il s'agit donc de cultures plus « artisanales » qu'« industrielles », sans respect des espacements et encore moins de sélection des plants (Photo 8).

Dans les deux villages, l'occupation totale des abords de la route a repoussé les plantations créées ultérieurement vers l'extérieur. En dehors du village, les plantations sont installées de préférence sur les pentes et les bas de pentes, pour bénéficier de sols plus variés et plus humides. Cette disposition est nette à Yemesoa et explique la « vocation » cacaoyère de Nkolngégé dont le terroir correspond, comme son nom l'indique, au bassin versant de la rivière Ngégé.

Les plantations sont dans l'ensemble âgées, surtout à Yemesoa où ne plante plus guère de cacao (0,55 ha/exploitation en moyenne lors des dix dernières années), si ce n'est pour remplacer des plants desséchés ou agrandir une ancienne plantation. De nouvelles plantations ne pourraient être créées qu'en amputant un capital foncier déjà largement entamé.

	Alen-Zalengañ	Yemesoa	Total
Avant 1960	35,2	58,9	94,1
1960 - 1972	25,9	31,6	57,5
Total	61,1	90,5	151,6

Tableau 30

La superficie des plantations selon leur date de création à Yemesoa et à Alen-Zalengañ (en ha).

À Alen-Zalengañ, les créations de plantations sont plus fréquentes. L'extension des superficies en cacao et en café se poursuit par l'établissement de plantations mixtes. Ce sont des champs de ngon, ou, plus souvent, des champs d'arachide. En 1972, 17 parcelles (soit 3,53 ha et 8 % environ des cultures vivrières) étaient ainsi appelées à devenir de nouvelles plantations, au bout de 4 à 5 ans.

Les travaux dans les cacaoyères concernent donc principalement l'entretien et la récolte dans la mesure où la création de nouvelles plantations se fait encore de façon empirique. Les travaux d'entretien consistent surtout en désherbages pendant les premiers mois de l'année. En mai, commencent les traitements contre la pourriture brune. Mais le planteur a tendance à limiter les traitements (il en faudrait une dizaine par an) et à diluer les produits phytosanitaires pour qu'ils durent plus longtemps... Ces tâches sont très irrégulières et dépendent des autres activités de l'homme. À partir de septembre, a lieu la récolte, gros travail qui va se poursuivre jusqu'à la fin de l'année. Il faut cueillir les cabosses, les transporter à la maison où se pratique l'écabossage, mettre les fèves à fermenter dans des bacs recouverts de feuilles de bananiers, puis les faire sécher au soleil. Le séchage, à Yemesoa comme à Alen-Zalengañ, se fait sur des claies étendues à même le sol, ou posées sur des perches à un

mètre de haut. Il est alors fait appel à tous les membres valides de l'exploitation : femmes, enfants, mais aussi à l'aide extérieure, pour le transport et l'écabossage.

Le travail agricole : particulièrement lourd pour les femmes, malgré l'entraide

Le travail dans l'exploitation est encore basé sur la division sexuelle des tâches. L'homme défriche, soigne, récolte et commercialise le cacao. La femme laboure, sème, plante, sarcle et récolte les plantes vivrières. Cependant, comme autrefois, les tâches ne sont pas strictement déterminées.

C'est l'homme qui prépare les parcelles vivrières de chaque femme, aide parfois à la mise en place des rejets de plantain, ou à la récolte des arachides. La femme aide son mari lors des défrichements vivriers et de la récolte du cacao. Autrefois, exclusivité masculine, la culture de l'igname est désormais pratiquée par les femmes.

Tableau 31

Les superficies cultivées par sexe en 1972 (en ares).

	Superficie vivrière défrichée/ an / homme adulte	Superficie cultivée/ an / femme adulte			Superficie des plantations/ homme adulte
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Alen-Zalangañ	56,2	54,9	112	7	142
Yemesoa	34	35,5	102	5,6	90,3

La culture du cacao, telle qu'elle est pratiquée, n'accapare pas beaucoup l'homme et lui laisse, en mars et avril, beaucoup de temps pour faire autre chose ou voyager. Un hectare de cacao demande 280 heures de travail environ. La récolte est la tâche la plus lourde ; le conditionnement des cabosses, le transport des fèves entre le champs et la maison, nécessite la participation de tout le monde, mais la part du travail des épouses reste faible : une trentaine d'heures (5-6 jours) en moyenne. Les travaux sur le cacao interfèrent avec ceux sur les champs vivriers de second cycle. Cela est surtout vrai à Alen-Zalangañ, alors qu'à Yemesoa, les faibles surfaces défrichées en second cycle, permettent de libérer à la fois les hommes et les femmes pour le cacao. Dans le village *bulu*, l'importance du vivrier en superficie, mais aussi, en heures de travail (les défrichements dans des jachères anciennes y étant plus durs) ont forcément des conséquences sur les plantations, assez grandes par ailleurs : entretien moindre, récolte imparfaite.

Pour le cacao, l'aide extérieure est plus importante que l'aide familiale : constituée par des équipes de travail assez fortes (entre 5 et 20 hommes), regroupées selon les affinités personnelles. Cette main d'oeuvre d'appoint n'est pas gratuite. Il faut récompenser les travailleurs avec du vin, de la bière. Seuls, les plus grands planteurs peuvent embaucher des salariés.

Les femmes ont, au contraire, une activité beaucoup plus soutenue tout au long de l'année ; 50 ares de cultures vivrières par an demande près de 1 000 heures de travail, soit un peu plus de 4 mois, pour une femme active de Yemesoa (temps de travail quotidien variant entre 4 et 6 heures) et 7 mois pour une femme d'Alen-Zalengañ. Les défrichements effectués par les hommes pour les champs de premier et second cycle, demandent à chacun, 15 jours en moyenne à Yemesoa, mais 40 jours à Alen-Zalengañ.

C'est au moment des labours du premier cycle que les femmes supportent les plus lourds travaux (70 jours à Alen-Zalengañ, 45 à Yemesoa). Elles travaillent seules, avec leurs enfants ; certaines ont une co-équipière. La récolte des arachides : arrachage des plants à la houe, égoussage manuel, prend également beaucoup de temps (185 jours pour les deux cycles à Alen-Zalengañ, 43 à Yemesoa). Mais à ces temps de travaux, il faut ajouter le temps des trajets entre les habitations et les champs. À Alen-Zalengañ, 42 % de ceux-ci se situent entre une demi heure et trois quarts d'heure de marche du village (soit une heure à une heure et demi de trajet quotidien, pendant la période des cultures). Comme pour le cacao, il est fait appel à toute la main-d'oeuvre familiale, ainsi qu'à l'aide d'appoint des parents (belle fille, belle soeur) ou amies. Les participantes sont récompensées par un repas abondant, comprenant du poisson séché et beaucoup de vin de palme.

Le travail est moins important sur les champs de second cycle du fait de l'exiguïté des parcelles, mais aussi du fait de la participation de la femme, à cette époque (novembre-décembre) à la récolte du cacao. Elle reçoit en contre partie le cacao mal fermenté ou mal séché, le « hors-standard », qu'elle se charge d'écouler.

À Yemesoa, 43 % des exploitations disposent de moins de 3 adultes pour mener à bien tous les travaux agricoles ; 60 % à Alen-Zalengañ. Malgré cela, le recours à l'aide extérieure est occasionnelle, plus fréquente pour le vivrier que pour le cacao. L'aide fournie par les enfants (10-15 ans) et les vieux (60-65 ans) apparaît plus importante, bien que difficilement chiffrable, car irrégulière. Tout autant que le nombre de femmes actives, cette main-d'oeuvre d'appoint, conditionne, en partie, l'importance des cultures vivrières de chaque exploitation.

L'entraide villageoise s'exerce sous plusieurs formes. La tontine de travail (*kama* en *Éton*) est constituée d'équipes de jeunes, hommes ou femmes, travaillant dans les champs de chacun pour une même durée. Ces équipes sont relativement petites, 4 ou 5 personnes tout au plus, pour mieux organiser les rotations hebdomadaires. La tontine est dissoute dès que le but est atteint. Les gens se regroupent surtout par affinités, plus que par parenté, et selon le voisinage des champs. Il s'agit là de prestations de service réciproques, mais la réciprocité n'est pas obligatoire quand elle s'inscrit dans le cadre des obligations familiales (aide apportée aux parents par les enfants, neveux ou nièces), ou de celui de l'entraide élargie (*ekaa* en *Éton*). Dans ce dernier cas, il est fait appel à un nombre élevé de personnes (jusqu'à 20), pour un travail précis (pas nécessairement agricole), et pour une seule journée. Le bénéficiaire doit préparer le repas et faire des dons en nature (quand il s'agit de la récolte).

À Alen-Zalengañ, pour faire face à toutes leurs tâches, les jeunes hommes du village ont organisé un groupe de travail (*esae saa*) assez structuré, avec un « président », un « vice-président », un « secrétaire », un « trésorier »... Il s'agit en fait d'une organisation du travail agricole de type pré-coopératif, connue sous le nom de Gam (Groupe d'agriculteurs modernes). Ce genre de regroupement encouragé par l'Administration, était surtout destiné lors de sa création, à améliorer la lutte contre la pourriture brune du cacao. À la fin de l'année, un cahier des charges est transmis à la Sous-préfecture pour assurer le suivi des travaux sur les plantations. Cette tontine de travail plus ou moins officielle, comprend une quinzaine d'hommes du village et des villages voisins : Zuameyoñ et Ewolombama. Elle effectue, deux jours par semaine, tous les gros travaux agricoles pour le cacao ou les cultures vivrières, y compris le désherbage des pistes et la construction des maisons. Il s'agit d'une entraide réciproque, le bénéficiaire assurant le repas de l'équipe. Ce groupe peut également louer ses services à des non membres. Les sommes recueillies doivent servir, *a priori*, à l'achat de matériel (tronçonneuse). L'équipe est reformée chaque année.

Enfin, les exploitants qui n'ont pas le choix (veuves sans enfants présents), ou qui ont des moyens financiers suffisants (gros planteurs, migrants) emploient une main-d'oeuvre salariée, se recrutant dans le village ou dans les environs. Son coût est généralement élevée, ce qui en limite le recours (ONGLA 1973). Il n'y a pas de salaires à temps plein, ce sont le plus souvent, de jeunes célibataires du village qui, à leurs moments libres et de façon épisodique, louent leur force de travail pour les défrichements, l'entretien et la récolte du cacao. Il est donc difficile de parler, dans ces conditions, de l'existence d'un véritable salariat agricole.

CONCLUSION

En 1972, l'étude des deux villages fait apparaître des différences sensibles entre les systèmes *bulu* et *éton*. Certes, les deux villages se caractérisent par l'exiguïté de leurs exploitations et, plus encore, par une structure sociale ancienne, encore décelable (groupes statutaires, rôle relictuel des *ntol*), mais qui a de moins en moins de poids dans la vie quotidienne et peu d'influence sur les activités de production. Dans les deux cas, on est en face de sociétés émiettées, composées d'un petit nombre de cellules indépendantes. Le comportement individuel l'emporte le plus souvent. D'autre part, la faible cohésion sociale s'accompagne d'énormes disparités existant au niveau des exploitations (population, terrain) comme des lignages, ce qui engendre de grandes tensions entre les familles, les individus. Mais les facteurs de production fondamentaux, la terre et la main-d'oeuvre, jouent de façon différente dans les deux villages.

À Yemesoa, sous la pression démographique, la terre devient le facteur essentiel qui détermine tous les comportements productifs et même sociaux. Par le biais des héritages, les propriétés foncières se morcellent et s'amenuisent pour atteindre des superficies juste compatibles avec l'autosuffisance alimentaire. Cependant, la relation entre le manque de terre, la charge humaine des exploitations et les superficies vivrières cultivées par individu n'est pas parfaite (comme le montrent les cartes). Des exploitations ayant peu de terre, cultivent de larges surfaces en vivres aux dépens des jachères. À l'opposé, d'autres disposant de larges réserves, cultivent peu. Tout dépend donc des stratégies individuelles qui décident du niveau de la culture vivrière, du rendement des plantations, comme du recours à une émigration saisonnière ou permanente.

En 1972, à Yemesoa, le paysan doit acheter des vivres, 4 fois plus, en valeur, qu'à Alen-Zalangañ (7 045 F CFA par personne, contre 1 880 F CFA. Cf. WEBER 1977). Tout y est sacrifié au cacao qui, peu à peu, a colonisé et accaparé les terres vivrières, de manière définitive, dans la mesure où le cacao reste le marqueur foncier le plus sûr dans un contexte de forte pression foncière. À Yemesoa, on cultive moins de cacao et beaucoup moins encore de vivres qu'à Alen-Zalangañ. Cependant, le rendement apparaît supérieur chez les *Éton*. On vend en effet, relativement plus de vivres à Yemesoa (12 500 F CFA par femme active à Yemesoa, contre

14 900 Frs à Alen-Zalengañ, mais avec des superficies deux fois moindres). Il en est de même pour le cacao (20 000 F CFA de cacao par homme actif à Yemesoa, contre 6 500 F CFA à Alen-Zalengañ. Cf. WEBER 1977).

À Alen-Zalengañ, la force de travail disponible, la recherche d'une rentabilité maximale du travail investi, autrement dit, de la meilleure productivité, sont les seuls facteurs déterminants. À Yemesoa, le paysan cherche au contraire, à rentabiliser son capital foncier en privilégiant la production, par un travail plus intensif. D'autres facteurs secondaires interviennent. Ainsi, la différence des milieux ; le rythme des pluies différent détermine la faiblesse des cultures de la deuxième saison à Yemesoa. La proximité du grand marché que représente Yaoundé est pour les femmes une forte incitation à la commercialisation des vivres. Avec des situations sociales assez semblables, on obtient deux systèmes opposés, l'un plus intensif, conditionné par la terre (Yemesoa), l'autre, extensif conditionné par le travail (Alen-Zalengañ), systèmes qui révèlent de profondes différences structurelles.

Treize ans après :
la situation des deux villages en 1985

En un peu plus de dix ans, les terroirs ont connu une évolution assez sensible se manifestant d'abord par une diminution plus ou moins importante de leur population, concernant notamment les hommes jeunes. Ceux-ci n'ont pas été retenus au village, ni par les cultures, ni par les activités non agricoles, malgré tout leur intérêt. L'évolution démographique est intimement liée aux changements survenus dans le mode de transmission des terres ainsi que dans le système cultural.

LA POPULATION : PARTOUT EN DIMINUTION

En 1985, la population d'ensemble des deux terroirs a sensiblement diminué. À Yemesoa, la densité générale a baissé : 124 hab./km² au lieu de 137 (carte 10 hors-texte). Bien que la charge humaine ait évolué dans certaines exploitations, sa répartition au niveau du terroir est restée à peu près la même qu'en 1972. À Alen-Zalengaň, la densité générale est également plus faible : 6,5 hab./km² (-0,5 hab./km²).

34. Les effectifs d'une exploitation non représentative ont été soustraits de la population de Zalengaň ; en effet, celle-ci située à l'extrémité du terroir au lieu-dit Yaoundé, est passée entre 1972 et 1985 de 6 à 57 habitants ! Cette exploitation est tenue par un guérisseur renommé qui allie avec succès médecine traditionnelle et culture industrielle.

- Bilig Bitom : 279 habitants (9,7 %)
- Nkolngégé : 117 (-19,3 %)
- Yemesoa : 396 (-12,7 %)
- Alen : 67 (-24 %)
- Zalengaň : 99 (-33 %) ³⁴

Cette mauvaise santé démographique a diverses causes que peut éclairer le bilan de l'évolution entre 1972 et 1985 :

	1972		1985	
	Nbre	%	Nbre	%
Yemesoa				
• Décès	103	22,5	Naissances	168
• Disparus	3	0,5	Immigrés	98
• Emigrés	218	48	Pop. stable	130
• Pop. stable	130	29		33
Total	454	100	Total	396
Alen-Zalengaň				
• Décès	32	21,7	Naissances	31
• Disparus	2	1,3	Immigrés	22
• Emigrés	68	46	Pop. stable	46
• Pop. stable	46	31		46,5
Total	148	100	Total	99

Tableau 32

Les mouvements de population entre 1972 et 1985.

Dans les deux cas, les deux tiers de la population résidente en 1972 ne sont plus présents en 1985. Le noyau stable de la population représente un peu plus d'un tiers. Le reste est constitué par les naissances (Yemesoa) et l'immigration (Alen-Zalengañ). L'évolution démographique des deux villages est donc le fruit d'une forte mobilité des habitants.

Les mouvements démographiques : l'émigration, principal moteur de l'évolution des effectifs

La forte proportion des naissances à Yemesoa confirme la vitalité démographique du pays *éton*. Le village a reçu 83 épouses et n'en a « donné » que 69, d'où un potentiel accru de natalité. À Alen-Zalengañ au contraire, on a enregistré très peu de naissances pour compenser les décès. Beaucoup de femmes sont parties sans être remplacées (déficit de 10 femmes). En outre, l'âge moyen des femmes mariées est encore élevé : 45 ans en 1972, 40 ans en 1985. À cet âge, il s'agit de femmes ayant généralement contracté plusieurs unions et s'étant fixées sur le tard. Ce genre de mariage permet à des hommes peu fortunés d'éviter de payer une dot. Mais la mobilité conjugale s'accompagne d'une faible natalité la plupart du temps. Le taux de fécondité (enfants de moins de 5 ans par rapport aux femmes en âge de procréer) n'est que de 63,15 %, contre 83,5 % à Yemesoa. Le taux de mortalité par contre est presque identique dans les deux villages.

L'immigration apparaît proportionnellement plus forte dans le village *éton* que dans le village *bulu*. Mais il s'agit dans les deux cas d'une migration d'adultes (entre 86 et 88 %) à dominante féminine. Ce sont surtout des personnes isolées, aucune famille n'étant venue s'installer dans les deux villages, à une exception près, à Zalengañ. Ces déplacements correspondent à des migrations matrimoniales dans la plupart des cas, dans des sociétés virilocales où l'épouse vient résider chez sa belle-famille. Mais on compte aussi des femmes venues avec leurs enfants rejoindre un fils, un frère ou un oncle. Ces déplacements familiaux sont la principale motivation des hommes ; le plus souvent, ils rejoignent un oncle maternel, parent qui, dans la société *béti*, assure protection et aide.

L'émigration est comparable dans les deux villages, un peu plus forte toutefois à Yemesoa. Qui sont les absents ? On constate tout d'abord que l'émigration, en 1985, concerne aussi bien les hommes que les femmes avec des variations sensibles entre les villages. À Yemesoa, l'émigration est à dominante masculine, mais à Alen-Zalengañ, les départs féminins sont plus nombreux. Dans tous les

cas, elle est très forte et le village *éton* ne subit pas la plus forte « ponction ».

	Total	15 - 60 ans	% du total	% des adultes
Yemesoa				
Hommes	109	101	38,5	62,3
Femmes	109	95	33	47,5
Alen-Zalengañ				
Hommes	37	34	43	55,7
Femmes	39	37	43,8	60,6

Tableau 33

L'importance numérique des migrants dans la population en 1985.

Les hommes absents sont d'abord des hommes jeunes, 69 % ont entre 20 et 40 ans à Yemesoa (âge moyen : 28 ans), 49 % seulement à Alen-Zalengañ, où les départs se font plus jeunes. Les caractères de l'émigration sont différents entre les deux villages.

À Yemesoa, il s'agit d'une émigration « classique » ; les hommes partent après 15 ans, pour aller en ville, d'abord à Yaoundé, puis à Douala et les autres petits centres du Sud Cameroun. La principale motivation est la recherche d'un travail (75 % des migrants). La moitié de ces migrants sont célibataires, et pour la majorité, des fils cadets des chefs de famille ; puis viennent des fils aînés et des frères cadets de chefs d'exploitation généralement déjà mariés. La plupart des emplois occupés le sont dans les services, soit à titre de fonctionnaires (15 migrants dont 5 dans l'armée et la police), ou d'employés du secteur privé (39 migrants dont 9 travaillant dans le seul hôtel Akwa Palace de Douala ; on compte aussi des chauffeurs, des employés de maisons...). Le bâtiment emploie également une part notable de migrants (18) mais on rencontre peu de commerçants (5) et peu d'artisans (6). Enfin, 16 % des migrants poursuivent leurs études secondaires en ville.

À Alen-Zalengañ, la recherche d'un emploi est également une motivation importante mais qui ne représente que 27 % des cas. Les migrants de plus de 15 ans sont relativement âgés (34 ans en moyenne) et occupent à Douala, Akonolinga et Sangmélina, des emplois stables et spécialisés (on compte ainsi plusieurs instituteurs, un conducteur d'engins, un employé de la Sodécao). Tout aussi importants, mais concernant les éléments les plus jeunes, sont les déplacements induits par l'émigration des adultes (27 %), ainsi que les migrations scolaires (24 %). Enfin, un dernier quart

concerne des changements de village à caractère familial ou social, pour se rapprocher d'un oncle maternel, pour fuir la sorcellerie...

Les migrations féminines obéissent à des motifs similaires dans les deux villages. Les femmes partent d'abord pour rejoindre le village de leurs époux (encore que la moitié des épouses *bulu*, et le tiers des épouses *éton* se marient en ville..).

À Yemesoa, les migrations matrimoniales constituent les deux tiers des mouvements féminins. Viennent ensuite les mouvements induits par les migrations masculines, épouses et enfants allant rejoindre un migrant (16,5 %). Le reste est constitué par des migrations à caractère familial suite à un divorce, un veuvage.. Les migrations de travail ou scolaires viennent en dernier lieu.

À Alen-Zalengañ, les migrations matrimoniales ne forment que le tiers des migrations féminines. Les déplacements à cause familiale l'emportent (36 %). La plupart sont caractéristiques d'une certaine instabilité féminine. En dehors des migrations destinées à suivre un mari, 20 % des migrantes sont des veuves, des divorcées rejoignant un parent habitant un autre village, ou encore des femmes "en fuite".. Enfin, les migrations scolaires vers Yaoundé apparaissent relativement importantes (23 %), mais elles ne concernent qu'une seule grande exploitation appartenant à un instituteur exerçant dans un autre village.

Quelques soient leurs motifs, les migrations féminines envoient en ville 51 % des migrantes d'Alen-Zalengañ et 64 % de celles de Yemesoa, soit respectivement, 22 et 20 % de toutes les femmes, c'est-à-dire une part notable des cultivatrices potentielles. L'émigration est donc un phénomène essentiel qui détermine l'évolution démographique des villages et marque leurs activités. La plupart des hommes et des chefs d'exploitation sont d'anciens migrants :

Tableau 34

*La situation
des hommes
de plus de 20 ans
en 1985.*

	Sédentaires	Revenus	Absents	Total
Yemesoa :				
• Biilig Bitom	9	33	59	101
• Nlologégé	5	15	21	41
Total	14	48	80	142
%	10	34	56	100
Alen-Zalengañ :				
• Alen	3	8	15	26
• Zalengañ	15	4	8	27
Total	18	12	23	53
%	34	23	43	100

On remarque que la proportion de gens n'ayant jamais migré varie sensiblement d'un village à l'autre, et d'un quartier à l'autre. Ceux qui n'ont jamais migré sont, en général, des hommes âgés (50 ans et +) disposant de superficie de terrain et de cacao égales ou supérieures à la moyenne, ou exerçant au village une activité parallèle à la culture : catéchiste, guérisseur, et à Zalengañ : pêcheurs, chasseurs..

Par contre, le taux de retour (soit le rapport : migrants revenus/ absents + migrants revenus) est légèrement plus important à Yemesoa (37 %) que dans le petit village isolé d'Alen-Zalengañ (35 %). Les retours s'effectuent à un âge jeune : 30 ans en moyenne à Yemesoa, 25 ans à Alen. 63 % des migrants revenus à Yemesoa et 75 % à Alen-Zalengañ ont moins de 30 ans. Mais dans l'ensemble, les taux de retours sont faibles et traduisent un certain allongement du temps d'absence. Les retours sont liés à la possession d'une cacaoyère « libérée » par le décès du père ou d'un oncle, ou encore octroyée lors du mariage (à condition d'avoir l'argent de la dot). La jeunesse des retours n'est pas toujours un signe de réussite, mais plutôt un constat de l'échec en ville. À Alen-Zalengañ, les hommes adultes revenus (après 7 ans d'absence en moyenne) n'ont exercé que des petits métiers (apprentis, aides, manoeuvres) pour la plupart, d'autant que leur aire de migration, strictement régionale (Ebolowa, Sangmélima, pays *bulu* en priorité) et à faible activité économique, n'était pas favorable à une embauche importante. Les migrants *éton*, au contraire, sont revenus plus vieux, (après 9 ans d'absence) ayant exercé des emplois plus diversifiés, à Yaoundé et Douala.

Entre 1972 et 1985, Yemesoa a perdu quatre exploitations seulement, et Alen-Zalengañ quatorze. C'est-à-dire que ces exploitations ont perdu leurs chefs (décès ou migration) et qu'il ne s'est trouvé personne pour les remplacer.

	Sédentaires	Revenus	Absents	Total
Yemesoa	10	29	13	52
Alen-Zalengañ	7	11	2	20
Total	17	40	15	72
%	24	55	21	100

Tableau 35

La situation des chefs d'exploitation en 1985.

Ainsi, à Yemesoa, sur cinquante-six chefs d'exploitation, en 1972, vingt sont morts et ont été remplacés par six migrants revenus (tous originaires de Bilig Bitom à une exception près), et dix nou-

veaux chefs : trois femmes (veuves et soeurs d'anciens chefs décédés) et sept jeunes migrants. Les quatre autres exploitations ont fusionné avec d'autres. À Alen-Zalengañ, les douze chefs d'exploitation décédés et les quatre autres ayant quitté le village, n'ont été remplacés que par deux migrants revenus. Il faut noter que parmi les exploitations existantes, un certain nombre (treize à Yemesoa, deux à Alen-Zalengañ) sont actuellement dirigées plus ou moins bien par des migrants laissant tout ou partie, de leur famille au village. Leur migration peut être permanente en relation avec un emploi stable (fonctionnaire, employé qualifié) ; ils effectuent alors des va-et-vient le week-end, lors des congés qu'ils font coïncider avec les grands travaux agricoles (surtout la récolte du cacao). Elle peut être aussi saisonnière, l'homme quittant le village lors de la grande saison sèche, à partir d'octobre, pendant la traite du cacao, période où le commerce bat son plein en ville, et donne l'occasion de nombreux petits négoce.

Le phénomène migratoire s'accroît-il ? En l'absence de données précises concernant l'émigration en 1972, il est bien difficile de le dire. D'autre part, vu la spécificité de chaque cas il est délicat de faire des comparaisons avec des données générales, applicables à de vastes zones. Cependant la dégradation des taux de masculinité indiquerait *a priori*, que l'émigration masculine augmente :

Tableau 36

L'évolution du taux
de masculinité
(1972 - 1985)

	1972	1985
Yemesoa	87,6 hommes / 100 femmes	78,3
Alen-Zalengañ	97,4	90,2

Mais ces taux ont le gros défaut de ne pas tenir compte de l'évolution parallèle de l'émigration féminine. L'âge moyen des départs, de même que la durée moyenne des absences, augmentent en fonction de l'âge des migrants revenus au village. Cependant, si l'on compare les anciens migrants et ceux, en cours de migration, de plus de 30 ans (âge moyen des retours) on peut discerner une évolution sensible (tabl. 37) :

On remarque ainsi que les migrants absents actuellement ont déjà largement dépassé le temps de migration de leurs aînés. La durée des migrations a aussi tendance à augmenter suivant les dates de retour (tabl. 38) :

Cette tendance, que la faiblesse de l'échantillon (une quarantaine d'anciens migrants des deux villages) ne permet pas de considérer comme absolue, correspond néanmoins avec les résultats des entre-

Tableau 37

La durée moyenne des migrations en 1985.

Classe d'âge	Durée des migrations	
	Migrants revenus	Migrants actuels
70 ans et +	20	-
60 - 70	3	-
50 - 60	9	-
40 - 50	8,8	18
30 - 40	7,4	11
Durée moyenne	9,2 ans	12 ans

Tableau 38

La durée moyenne des migrations selon la date de retour.

Date de retour	Durée moyenne
1975 - 1985	12 ans
1965 - 1975	10
1955 - 1965	9
1945 - 1955	4
Avant 1945	2

tiens. Les migrants partent en ville pour des durées de plus en plus longues. Les migrations de plus en plus fréquentes de femmes et d'enfants vers la ville, c'est-à-dire l'émigration de familles entières, est liée à l'émigration masculine et correspond également à une augmentation des temps de séjour en ville. De même, l'envoi des enfants à l'école secondaire urbaine (20 % de tous les migrants, mais seulement 6 % des migrantes), nécessite des ressources monétaires importantes que seule une migration régulière et de longue durée peut fournir.

Les causes de l'émigration sont complexes. Il s'agit d'un phénomène ancien (70 % des hommes de plus de 40 ans sont d'anciens migrants). La surcharge humaine du terroir peut apparaître comme la cause première. Le système de culture pratiqué, encore largement « traditionnel », n'autorise qu'une densité dépassant difficilement 25 hab./km². L'émigration serait ainsi une réponse inéluctable, visant à rétablir un équilibre rompu entre population, techniques et espace nécessaire. En fait, la relation entre ces éléments n'est pas si simple. L'émigration actuelle aussi forte soit-elle, ne fait qu'alléger faiblement la charge humaine. À Yemesoa, la densité actuelle est encore cinq fois plus forte qu'il ne faudrait théoriquement. En outre, la notion même de surcharge est assez élastique, et librement interprétée par chaque exploitant, qui détermine seul, son niveau de survie. Il n'y a pas de corrélation entre les superficies agricoles

contrôlées et cultivées par les exploitations, et l'émigration. À Yemesoa, les exploitations ayant des plantations de cacao supérieures à la moyenne villageoise, envoient 60 % de leurs hommes adultes en ville, contre 42 % pour les autres. Les motivations de départ des hommes dépendent de chaque cas individuel. Être dans une exploitation qui a une grande cacaoyère ne suffit pas pour rester au village ; encore faut-il pouvoir en cueillir les fruits, accaparés, la plupart du temps, par les chefs de famille, pères ou aînés. Le décès du père est souvent le signal du retour à la terre, mais celui-ci dépend aussi de l'âge du migrant. Il y a à Yemesoa des chefs d'exploitations jeunes (entre 30 et 45 ans), contrôlant des cacaoyères assez importantes (2 hectares) qui préfèrent poursuivre leur vie à l'extérieur, tout en effectuant de fréquents allers et retours entre la ville (Yaoundé) et le village.

L'émigration n'est pas, non plus, en relation avec la superficie des réserves foncières. Il n'y a pas plus de migrants dans les petites exploitations. L'émigration féminine dépend de l'émigration masculine. Le manque de champs vivriers se règle par d'autres moyens que l'émigration (prêts, location..).

Ainsi, sans qu'on puisse ignorer totalement la relation de cause à effet entre surcharge humaine et émigration, le phénomène migratoire apparaît autant lié à un problème d'ordre social qu'aux ressources propres des exploitations

La composition de la population : un affaiblissement des classes actives

En 1985, la population des deux villages, compte tenu des données précédentes, se répartissait comme suit :

Tableau 39

La répartition de la population par âge en 1985.

	Alen-Zalengañ			Yemesoa		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 14 ans	18,2	19,3	37,5	24,7	21,9	46,6
15 - 60	27,2	24,3	51,5	15,2	26,5	41,7
60 et +	5	6	11	4	7,7	11,7
Total	50,4	49,6	100	43,9	56,1	100

La proportion des jeunes et surtout des adultes, a diminué à Yemesoa, par rapport à 1972, au profit des classes âgées. La baisse la plus significative concerne les hommes adultes (-7 %). Chez les femmes, les jeunes (<15 ans) auraient diminué de près de 4 % ;

conséquence d'une émigration accrue de filles parties rejoindre des familles installées en ville, ou d'une erreur dans la détermination des âges ?

À Alen-Zalengañ, on constate également une diminution de la proportion des adultes (-3 %), des femmes uniquement, et des classes âgées (- 2%).

En 1985, l'exploitation moyenne s'établit donc ainsi :

	Hommes		Femmes		Total
	Actifs	Inactifs	Actives	Inactives	
Nkolngégé	0,7	1,7	2	2,1	6,5
Bilig Bitom	1,3	2,4	2	2,4	8,2
Moyenne	1,2	2,1	2	2,3	7,6
Alen	1,6	1,4	1,8	1,9	6,7
Zalengañ	1,2	0,8	0,8	0,7	3,5
Moyenne	1,4	1,1	1,3	1,4	5,2

Tableau 40

La population active par exploitation en 1985.

À Yemesoa, l'exploitation a donc légèrement diminué dans les deux quartiers qui conservent des moyennes différentes. Cette diminution des effectifs est surtout due au tassement des actifs, notamment des hommes, un peu moins nombreux. À Alen-Zalengañ, l'évolution est différente, et l'exploitation a augmenté (+0,5 personne), notamment en ayant plus d'hommes adultes et de femmes inactives.

Mais dans l'ensemble l'évolution est faible, sauf à Yemesoa où l'exploitation moyenne a perdu près d'un homme actif. On remarque que l'exploitation *éton* dispose d'une force de travail toujours aussi forte (3,2 actifs avec notamment 2 femmes), supérieure à l'exploitation *bulu* (2,7). Mais cette dernière a beaucoup moins d'inactifs (2,5 contre 4,4). Si l'on étend la notion d'activité aux classes d'âges : 10-15 ans et 60-65 ans, ces inactifs peuvent fournir une main-d'oeuvre mobilisable appréciable :

	Hommes	Femmes	Total
Alen-Zalengañ	1,8	1,8	3,6
Yemesoa	1,9	2,7	4,6

Tableau 41

La main-d'œuvre mobilisable totale (10 - 65 ans).

La présence de plusieurs femmes dans l'exploitation *éton* est due à la présence de femmes de migrants séjournant toute l'année au village. La polygamie est faible à Yemesoa : 1,07 femme mariée par homme en 1985 contre 1,2 à Alen-Zalenga. Dans ce dernier village, elle était plus forte en 1972 (1,36) et l'âge des femmes mariées a tendance à diminuer (de 46 ans à 40 ans) alors que celui des maris reste autour de 46 ans.

LA TERRE : VERS UNE SUCCESSION UNILATÉRALE

La diminution de la population et du nombre des exploitations a entraîné *a priori* une concentration des propriétés. L'évolution est surtout intéressante à suivre à Yemesoa.

Tableau 42

L'occupation du sol à Yemesoa en 1985 (en ha).

	Nkolngégé	Billig Bitom	Total	Évolution
Superficie totale	90	240	330	
Superficie possédée par des étrangers	17,74	11,21	28,95	+ 91 %
Superficie occupée par l'autre quartier	-	3,52	3,52	- 79 %
Superficie inutilisable	10	25	35	
Superficie disponible	62,26	200,27	262,53	
Superficie occupée en dehors du terroir	6,9	31,34	38,24	- 32 %

La charge humaine a diminué sur la superficie exploitable à l'intérieur du terroir, surtout à Nkolngégé, où la densité humaine était maximale :

Tableau 43

La population de Yemesoa par quartier en 1972 et 1985.

	Nkolngégé	Billig Bitom	Village
1972	258	146	170
1985	188	139	151

Mais il y a eu repli à l'intérieur du terroir; les exploitations cultivent moins en dehors du terroir du quartier et du village. Par contre, par le jeu des héritages, les villages limitrophes Komo et Yemesoa II contrôlent deux fois plus de terre qu'en 1972 dans le terroir. En fait, la superficie disponible à l'intérieur du terroir est restée la même. Les exploitations ont donc, théoriquement, des surfaces moyennes légèrement plus grandes qu'en 1972 :

- Nkolngégé : 4,16 ha (+ 0,40 ha), dont 0,36 ha à l'extérieur
- Bilig Bitom : 7,54 ha (- 0,11 ha), dont 0,92 ha à l'extérieur
- Moyenne : 6,33 ha (- 0,11 ha), dont 0,72 ha à l'extérieur

Au niveau individuel, les superficies n'ont progressé qu'à Nkolngégé : 0,66 ha (+ 0,19 ha). À Bilig Bitom, elles sont restées pratiquement stables : 0,83 ha contre 0,82 ha en 1972.

L'évolution a cependant été trop faible pour changer la répartition des exploitations : une minorité de grosses exploitations de plus de 7 ha à Bilig Bitom, une majorité de petites et moyennes exploitations de 2 à 7 ha à Nkolngége.

	Bilig Bitom		Nkolngégé	
	Exploitation	Superficie %	Exploitation	Superficie %
+ de 20	1	10,4	-	-
10 - 19	6	32,4	1	17,2
7 - 9,9	9	30,4	-	-
5 - 6,9	3	8	4	31,5
3 - 4,9	9	14,8	5	27,8
2 - 2,9	2	2	4	14,3
1 - 1,9	2	1,3	4	8,3
<1	2	0,5	1	0,9
Total	34	100	19	100

Tableau 44

La répartition des exploitations selon la superficie à Yemesoa en 1985.

La transmission des terres entre 1972 et 1985 n'a donc pas entraîné un morcellement des terres. Le partage des domaines entre tous les héritiers mâles des chefs d'exploitation défunts n'a pas été systématique comme la coutume le préconise. À Yemesoa, les héritiers qui ont repris les exploitations sont en majorité les fils aînés des défunts, revenus de migration, ou continuant des migrations alternatives entre ville et village. Nous avons vu que les cadets alimentent l'émigration. Notons que la notion d' « aînesse » est toute

relative et politique. Est l'« aîné », le fils qui a été désigné comme tel par le père pour le remplacer. On compte également quatre exploitations tenues par des veuves, soit que le défunt n'ait pas eu de fils suffisamment âgés, ou que ceux-ci aient préféré rester en ville. Une exploitation a été reprise par une soeur du chef décédé (sans héritier) ; enfin, dans deux exploitations, les héritiers trop jeunes, ont été placés sous la tutelle de leurs cousins adoptifs.

La conservation des propriétés dûe à la prééminence des « aînés » est une stratégie familiale qui peut s'expliquer par la relative exigüité des domaines. En outre, à quoi sert d'hériter de quelques arpents de cacao, sans terrain autour, pour accroître la plantation ? Les cadets placés *de facto* sous la tutelle de leurs frères, n'ont, le plus souvent, d'autre solution que l'émigration. Selon la tradition *béti*, il s'agit là d'une évolution récente contraire à la « bonne coutume » qui normalement garantit l'héritage des cadets.

À Alen-Zalengañ, seules cinq exploitations ont été reprises par un fils aîné. La faible proportion d'enfants, la présence d'hommes âgés vivant seuls ou avec des concubines plus âgées et sans enfants, fait que la majorité des exploitations n'ont pu être héritées par des descendants directs. La plupart l'ont donc été par des neveux du défunt (7 fils de frères et 2 fils de soeurs) ; enfin, on note 2 cas d'héritage par des cousins issus de deux lignées de frères. Mais comme à Yemesoa, les exploitations n'ont pas fait l'objet de partages et les terres ont été reprises par un seul héritier. L'exigüité des propriétés ne peut ici être invoquée, et il faut sans doute y voir un manque d'héritiers potentiels, vivant sur place, ou désirant rejoindre le village. Le contrôle des plantations (ici deux fois plus importantes par individu qu'à Yemesoa) peut être également une motivation suffisante, d'autant plus que leur superficie a fortement progressé depuis 1972.

La circulation de la terre entre les familles compense, en partie, l'inégalité des propriétés héritées. En 1985, près de la moitié des exploitations de Bilig Bitom devaient emprunter des terres. Celles-ci concernent principalement des parcelles vivrières, beaucoup plus rarement des cacaoyères (5,20 ha à Bilig Bitom, pour une dizaine d'exploitations). Pour les champs vivriers, les emprunts représentent entre 40 (Bilig Bitom) et 60 % (Nkolngégé) des superficies totales. La majorité des parcelles (67 %) sont empruntées en dehors du terroir, soit dans un autre quartier (Zogo-Ntso), soit dans un autre village (Yemesoa II, Komo, Ngongo). Ceux qui empruntent sont des paysans ayant une exploitation d'une taille inférieure à la moyenne, ne disposant qu'entre 4 et 9 ares de culture vivrières par personne. Les surfaces empruntées sont de l'ordre du demi hectare (40-60 ares)

par exploitation, soit 6 ares par individu. Une dizaine d'exploitations, tant *mvog Kani* que *belo*, disposent de suffisamment de terrain (entre 7 et 8 ha) pour pouvoir prêter, chaque année, une partie à leurs voisins.

Prêteurs	Nombre de champs	Emprunteurs	Nombre de champs
<i>Mboñ</i>	7	<i>Njop Sana</i>	5
<i>Mangisa</i>	5	<i>Mvog Bese</i>	4
<i>Mvog Benok</i>	4	<i>Mvog Benok</i>	5
<i>Ewolo Njom</i>	2	<i>Esek</i>	2
<i>Bike Ndzie</i>	1	<i>Aji</i>	1
<i>Njop Sana</i>	1	<i>Ndo</i>	1
<i>Aji</i>	2	<i>Mangisa</i>	1
		<i>Esele</i>	1
		<i>Nke Mbok</i>	1
		<i>Ewolo Njom</i>	1
Total	22		22

Tableau 45

Les prêts de terre selon les lignages à Yemesoa en 1985.

L'échantillon de parcelles vivrières ci-dessus montre qu'il existe toujours un noyau d'emprunteurs (*njop Sana*, *mvog Bese*) et un noyau de prêteurs (*belo Mboñ*, *Mangisa*). En dehors apparaît une grande « turbulence » entre les familles tantôt prêteuses, tantôt emprunteuses.

LES CULTURES : EXTENSION DES CACAOYÈRES ET GÉNÉRALISATION DE L' AFUP OWONDO

L'occupation du sol : la progression du cacao

À Yemesoa, la part des différentes cultures est relativement stable, ce qui est normal pour un terroir aussi « bloqué ». Par contre les cultures vivrières occupent à Nkolngégé une place plus importante, égale à celle qu'elles occupent à Bilig Bitom. Les superficies cultivées ont très légèrement augmenté aux dépens des jachères (carte 11 hors-texte). La durée de celle-ci est de trois ans pour un an de culture, ce qui, compte tenu de la durée moyenne des cultures (on récolte le plantain, le manioc, trois ans après les plantations),

conduit à une occupation permanente des sols. A Nkolngégé, la durée de jachère s'est fortement réduite ; elle est inférieure à deux ans (carte 12 hors-texte). Malgré une forte diminution de la population entre 1972 et 1985, les paysans de ce quartier ont effectué un rééquilibrage entre champs vivriers et plantations, en augmentant de plus du double leurs superficies vivrières. Dans l'autre quartier, la situation s'est, au contraire, améliorée depuis 1972, avec pour la majorité des exploitations, un temps de jachère plus important ; en 1985, les cultures vivrières y sont moins importantes (-10 %), diminution correspondant à la baisse de la population ; mais le rapport : plantations/parcelles vivrières était plus équilibré à Bilig Bitom.

Les superficies cacaoyères restent toujours aussi importantes (carte 13 hors-texte). Depuis 1972, on constate que le cacao a progressé de 9 % à l'intérieur du terroir, et de près de 14 % à Nkolngégé dont le terroir est déjà surchargé. Le cacao s'est étendu notamment au bord des ruisseaux, dans les zones les plus humides (hors-texte). La redensification cacaoyère n'a porté que sur une surface négligeable (5 ha environ).

Tableau 46

L'occupation du sol à l'intérieur du terroir de Yemesoa en 1985.

	Nkolngégé		Bilig Bitom		Total	
	ha	%	ha	%	ha	%
Cacao	34,85	51	43	20	77,85	27,7
Cultures vivrières	10,55	15,4	34,78	16	45,33	16,1
Jachère	22,94	33,6	135,15	64	158,09	56,2
Total	68,34	100	212,93	100	281,27	100

À l'extérieur du terroir, les terres possédées sont comme avant, d'abord des cacaoyères et des terrains de réserve, mais leur superficie a diminué sensiblement.

Tableau 47

L'occupation des terres exploitées à l'extérieur de Yemesoa en 1985 (en ha).

	Bilig Bitom	Nkolngégé	Total
Cacao	16,2	2,5	18,5
Cultures vivrières	4,2	2,6	6,8
Terrain	10,9	1,8	12,7
Total	31,3	6,9	38,3

Tout autre est l'évolution à Alen-Zalengañ. On constate d'abord une forte progression du cacao (+ 63,5 %), au détriment des plantations

de café (- 71 %) et surtout des plantations mixtes cacao-café (-86 %) (carte 15 hors-texte). Cette progression intéresse aussi bien Alen que Zalangañ, même si dans ce dernier quartier, l'augmentation des superficies est en grande partie due à une seule exploitation qui, en 13 ans, est devenue à elle seule, un petit village (« Yaoundé » : 57 habitants) situé à l'écart.

	Alen		Zalangañ		(Yaoundé)	Total	
	ha	%	ha	%	ha	ha	%
Cacao	38,55	64	18,94	66,2	16,88	74,37	58,3
Café	1,81	3	0,84	2,9	-	2,65	2
Cacao + Café	0,73	1,2	0,64	2,2	-	1,37	1
Cultures vivrières	19,23	1,8	8,19	28,6	21,75	49,17	38,5
Total	60,32	100	28,61	100	38,63	127,56	100

Tableau 48

La répartition des cultures à Alen-Zalangañ en 1985.

Les cultures vivrières par contre, sont partout en recul, surtout à Zalangañ. La progression du cacao est remarquable ; les plantations couvrent 63 % des superficies cultivées (contre 56 % en 1972) ; c'est le pourcentage occupé par le cacao à Yemesoa. Les plantations de café sont en voie de disparition ; cette culture demande beaucoup de soins et de travail. Les paysans acceptent rarement de mener de front les deux cultures. Les caféiers, comme les plantations mixtes, sont laissées à l'abandon. Par contre, le cacao progresse, comme l'indique l'âge de la cacaoyère : en 1985, 44 % des superficies avaient moins de 5 ans d'âge ; 36 % entre 5 et 35 ans, et 19 % seulement, plus de 35 ans (carte 16 hors-texte). Il s'agit donc d'une cacaoyère jeune, en pleine expansion. Dans le même temps, d'anciennes plantations ont été abandonnées à la forêt (une dizaine d'hectares de cacao, soit 23,5 % de la cacaoyère existant en 1972, le quart des superficies de café et de cacao-café).

Quelle est la part de l'évolution démographique dans l'évolution des cultures ? Les superficies cultivées en 1985 à Yemesoa montrent que les superficies par exploitation se sont légèrement agrandies conformément à la baisse de la population, surtout à Nkolngégé où les départs ont été les plus nombreux. On y dispose d'un peu plus de terrain, et surtout de deux fois plus de surfaces vivrières qu'en 1972. À Bilig Bitom, les superficies ont peu changé, surtout pour les cultures vivrières. Mais la comparaison entre 1972 et 1985 fait apparaître une grande variation des superficies vivrières indivi-

duelles au niveau des exploitations (carte 17 hors-texte). L'évolution démographique des familles en est en grande partie responsable.

Cependant, l'examen des cartes (1, 4, 5, 9, 11 et 16) exposant la situation de Yemesoa en 1972 et 1985, montre qu'il n'y a pas de liaison « mécanique » entre population, superficie vivrière par individu et réserve de terre. Certes, dans la plupart des cas, une augmentation de la population familiale a entraîné une augmentation proportionnelle des superficies vivrières individuelles (il n'y a donc pas eu intensification), et une diminution des réserves foncières. Les exploitations qui ont vu leur population diminuer ont également accru leurs surfaces en vivre (moins toutefois que les précédentes) et disposent de jachères plus grandes. Mais, de nombreux facteurs, autres que la densité de population, entrent en jeu pour expliquer l'évolution des superficies vivrières ou celle des jachères. On peut citer ainsi : le besoin de numéraire, c'est-à-dire la vente de produits vivriers par les femmes (soit en intensifiant leurs semis et leurs pratiques, soit en étendant les superficies) ; la part des revenus issus des migrations, ou des plantations, servant à acquérir des vivres ; ou encore l'influence des conditions techniques (pluviométrie, fertilité des sols...), l'importance de la main-d'oeuvre mobilisable..

Tableau 49

La répartition des cultures et des jachères à Yemesoa en 1985 (en ha).

	Nkolngégé		Bilig Bitom		Total	
	Superficie /Expl.	/Pers.	Superficie /Expl.	/Pers.	Superficie /Expl.	/Pers.
Cacao	1,96	0,30	1,74	0,21	1,82	0,24
Cultures vivrières	0,69	0,11	1,15	0,14	0,98	0,13
Jachère	1,30	0,20	4,29	0,52	3,22	0,42
Total	3,95	0,61	7,18	0,87	6,02	0,79

En 1985, à Alen-Zalengañ, chaque famille disposait de 55 ha de terres cultivables ; une très faible part du vaste terroir était habituellement cultivée : 147 ha soit 6 % de la surface du terroir et 10 % environ de la partie régulièrement exploitée. Dans le village *bulu*, les superficies par exploitation ont également augmenté, mais surtout du fait de l'extension des cultures cacaoyères qui ont presque triplé. Par contre, les cultures vivrières ont peu évolué. Les superficies par personne ont légèrement baissé à Alen et se sont maintenues à Zalengañ qui a fourni le plus gros effort de plantation. Mais les superficies cultivées totales par personne sont désormais identiques entre les deux villages (tabl. 50).

	Alen		Zalengañ		Total	
	Superficie /Expl.	/Pers.	Superficie /Expl.	/Pers.	Superficie /Expl.	/Pers.
Cacao	3,85	0,57	2,10	0,60	3,02	0,58
Café	0,18	0,03	0,09	0,02	0,14	0,03
Cacao + café	0,07	0,01	0,07	0,02	0,07	0,01
Cultures vivrières	1,92	0,29	0,91	0,26	1,44	0,28
Total	6,02	0,90	3,17	0,90	4,67	0,90

Tableau 50

La superficie cultivée par exploitation et par personne à Alen-Zalengañ en 1985.

Il existe toujours une grande différence entre Yemesoa et Alen-Zalengañ où une femme adulte dispose en 1985 de 1,10 ha pour nourrir 4 personnes, au lieu de 50 ares à Yemesoa, et un homme adulte cultive 2,15 ha de plantation au lieu de 1,52 ha. À Yemesoa, il s'agit d'une production de subsistance ; 39 % des exploitations ont même une moyenne inférieure à 13 ares de cultures vivrières par personne, entre 11 et 3 ares, ce qui peut être considéré comme le strict nécessaire. Dans le village *bulu*, les surfaces cultivées individuelles vont de 77 ares à 14 ares minimum.

L'évolution des systèmes de culture : vers l'uniformisation

Bien que le temps écoulé entre 1972 et 1985 soit relativement court, les systèmes agricoles ont subi certaines modifications correspondant, soit à des fluctuations conjoncturelles, soit au contraire, à une évolution plus profonde. L'importance des superficies cultivées aux différentes saisons a changé sensiblement.

À Yemesoa, les cultures de première saison restent largement prédominantes, même si en 1985 (année de bonne pluviométrie), celles de la deuxième saison ont doublé par rapport à 1972 (carte 18 hors-texte). Les champs des saisons antérieures, encore récoltés, paraissent toujours aussi peu importants et semblent même avoir encore diminué du fait de l'augmentation de superficies en cultures annuelles. Mais c'est à Alen-Zalengañ que le changement semble le plus important. En fait, le rythme des cultures y ressemble davantage à celui du village *éton*, avec des cultures de première saison dépassant largement celles de la grande saison des pluies. Par contre, vu la disponibilité en terre, les champs anciens conservent toute leur importance (carte 19 hors-texte).

Tableau 51

La superficie des cultures vivrières par exploitation aux différentes saisons en 1985.

	Cultures annuelles				Cultures années précédentes	
	1 ^{re} saison		2 ^e saison		ha / expl.	%
	ha / expl.	ha / expl.	ha / expl.	ha / expl.		
Alen-Zalengañ	0,47	32,5	0,28	19,70	0,69	47,8
Yemesoa	0,47	55	0,21	24	0,19	21

Le changement (durable ?) est à mettre en relation avec l'abandon des *esep ngon*, champs de superficies importantes ouverts dans les jachères anciennes, et mis en culture assez souvent lors de la deuxième saison de culture. En 1985, un seul champ de ce type avait été défriché. En 1972, la pratique du champ de *ngon* était, au contraire, généralisée, comme préalable à tout commencement d'un nouveau cycle cultural dans une zone de forêt. Les causes de ce changement qui semble bien être une évolution et non un fait propre à l'année d'observation, (si l'on se réfère aux déclarations des paysans) peut être recherchée dans un problème de main d'oeuvre masculine. Le défrichement de ce genre de champ demande un gros travail. Le seul champ *esep* (75,2 ares) créé en 1985, l'a été par une femme avec l'aide d'une équipe de jeunes gens, dont son fils, forte de 14 personnes, qu'il a fallu nourrir et traiter convenablement. Encore cette grande parcelle a-t-elle été ouverte, dans des jachères relativement récentes, non loin des habitations.

La grande majorité des terres, ne peuvent être exploitées compte tenu de la faible population du village et des dimensions du terroir. En fait, l'espace régulièrement cultivé se situe de part et d'autre de la route, et ne dépasse pas 2 000 mètres (3/4 d'heure de marche) de chaque côté. En 1972, 82 % des parcelles se situaient à plus de 800 mètres des habitations; en 1985, seules 42 % sont situées au delà de cette distance. Les champs d'Ebolowa, de Dumabang ne sont plus exploités³⁵. Ainsi, les champs vivriers « tournent » sur une surface plus restreinte, pouvant néanmoins assurer une jachère de 10 ans, au moins. Mais certaines femmes âgées, n'ayant pu disposer de la main-d'oeuvre masculine pour défricher des jachères anciennes, cultivent sur des jachères de 3 à 4 ans seulement.

Les femmes concentrent désormais leurs travaux sur les champs d'arachide, moins exigeants en gros travaux d'abattage, d'autant que l'Eupatoire n'est pas ici très répandu, grâce à un couvert arboré encore assez dense. Les équipes de travail masculines consacrent, en fait, leurs efforts à l'agrandissement des cacaoyères. Les plantations de cacao sont créées à l'emplacement d'anciens champs

35. LETOUZEY sur sa carte de la végétation au 1/500 000 (1985) fait figurer d'importants recrus forestiers dans la zone où est situé le terroir.

vivriers, à une distance de 3 à 4 km du village, alors que les plus anciennes plantations occupent les abords immédiats du village. Mais il n'y a pratiquement plus de plantations mixtes, alliant sur la même parcelle, cacao et cultures vivrières. Les planteurs de Zalengañ, vu la disposition de leurs terres, ont accru leurs superficies cacaoyères (+ 66 %) à proximité de la route.

La création d'une cacaoyère nécessite plusieurs opérations s'étalant sur une année : entretien d'une pépinière, piquetage et confection des trous, en mars ; mise en place des jeunes plants, d'avril à juin, ou de septembre à novembre. Ces travaux viennent s'ajouter à l'entretien des cacaoyers adultes, qui, à Alen-Zalengañ, est assez succinct : deux nettoiyages, trois traitements phytosanitaires par an. Enfin, certains planteurs ont essayé de « régénérer » leurs anciennes cacaoyères, en mettant en place de jeunes plants à côté des pieds improductifs. Il s'agit d'un rajeunissement, mais sans arrachage des vieux pieds qui continuent d'affirmer l'ancienneté et la permanence de l'occupation du terrain. La redensification cacaoyère n'a été effectuée que par les gens d'Alen (sur 4,27 ha, soit 44 % des cacaoyers plantés avant 1959), ceux de Zalengañ ne possédant que très peu de vieilles cacaoyères (7 % de la superficie totale, antérieure à 1950).

La création de nouvelles plantations commerciales, à proximité des anciennes, régénération, représentent un travail important, même si toutes ces tâches ne sont pas menées simultanément. La pratique du semi direct des fèves de cacao est abandonnée, au profit de techniques préconisées par l'encadrement agricole. L'extension d'une cacaoyère demande, en moyenne, 1 200 heures de travail (240 jours) par hectare, y compris les défrichements initiaux, la confection de pépinières et le transport des plants sur les champs. Seuls, 10 planteurs sur 19, ont étendu leurs cacaoyères de 2,90 ha chacun, ce qui a nécessité 3 500 heures de travail (700 jours), répartis sur cinq ans. Chaque exploitation disposait d' 1,70 ha de plantations anciennes, soit, vu le niveau d'entretien, guère plus de 300 heures (60 jours) de travail par an. Finalement, le cacao a demandé à ces exploitants 200 jours de travail par hectare. Les travaux de mise en place des plants interfèrent avec d'autres tâches prioritaires comme le défrichement des parcelles vivrières de premier cycle (février-mars), ou la récolte du cacao (à partir de septembre). Cependant, l'importance de la cacaoyère à Alen-Zalengañ dépend directement de la main-d'oeuvre masculine. Les exploitations accroissant leurs plantations disposent d'au moins deux hommes, et ce, malgré l'existence d'équipes de travail qui contribuent à mieux répartir la force de travail disponible.

D'une façon générale, les chefs d'exploitation qui ont peu de main d'oeuvre masculine ou de faibles superficies de cacao, se livrent à des activités non agricoles, pour obtenir quelques revenus. A Yemesoa, les artisans sont des planteurs qui disposent d'une main-d'oeuvre masculine inférieure à la moyenne (0,85 ha et 0,8 homme) ; il en est de même à Alen-Zalengañ (2,65 ha et 1 homme).

LES ACTIVITÉS EXTRA-AGRICOLES : DES OCCUPATIONS SECONDAIRES MAIS SOUVENT LUCRATIVES

Pour pallier l'insuffisance des cultures vivrières, compenser certains déficits protéiniques, ou accroître leurs revenus monétaires, hommes et femmes pratiquent une activité non agricole, traditionnelle ou moderne³⁶.

Les travaux agricoles, malgré leur caractère impératif, laissent du temps libre, surtout aux hommes qui n'ont pas à leur charge les travaux domestiques.

La cueillette du vin de palme (*meyok melen*) est l'activité de prédilection des hommes. À Yemesoa, il s'agit de la cueillette du vin « d'en haut » (des gourdes sont attachées au bourgeon végétatif terminal). C'est là un travail difficile et dangereux, qui peut avoir lieu toute l'année, mais est surtout pratiqué pendant la saison sèche. La production de vin de palme est une source de revenu non négligeable pour l'homme. À Alen-Zalengañ, la récolte est également une activité répandue. Elle s'effectue par abattage du tronc, ce qui est une pratique désastreuse, détruisant progressivement la palmeraie (Photo 7). Une grande quantité de la récolte est transformée en alcool, l'*araki* ou *haa*, boisson interdite, mais qui remplace la bière dont l'approvisionnement n'est pas assuré. La distillation de l'alcool est effectuée la nuit, par les femmes qui en tirent un petit revenu complémentaire au risque de se faire dénoncer et emprisonner.

La chasse et la pêche sont les principales activités complémentaires, et parfois, concurrentes de l'agriculture. Le nombre de pêcheurs et de chasseurs, est plus grand à Zalengañ qu'à Alen. Les gens de Zalengañ restés plus longtemps en forêt, ont conservé leurs pratiques et leurs techniques. D'autre part, leur ancien terroir retourné à la forêt est devenu une vaste zone de chasse et de pêche (notamment la rivière So). La chasse est pratiquée principalement par piégeage et ne capture que de petites proies : porc-épics, pangolins,

36. Selon WENEZOU qui a étudié le village *éton* de Nkongmesa en 1979, les travaux ménagers occupaient 35 % des temps de travaux annuels, et les activités extra-agricoles 17 %.

« lièvres »... La chasse au filet (*abiom*) faisant appel à la solidarité lignagère élargie, n'est plus pratiquée, même à Zalengañ où le gros gibier (gorille, éléphant) peut encore se trouver.

Seuls, deux exploitants possèdent des fusils à Alen-Zalengañ. Les pièges (*olam*) sont de deux sortes : à cou (*olam ntiñ*) ou à pied (*olam abo*) (fig. 12). Ils sont tendus sur le passage du gibier, autour des champs, ou le long des sentiers formant alors avec des barrières en palmes de véritables barrages (*emvengen*). Les pièges à singes (*baa*), à massue (*abee mbenñe*), à fosse (*ebe*), ne sont plus guère employés, avec la raréfaction du gros gibier ; en outre, les champs sont plus proches des habitations. Tendre les pièges constitue un véritable travail ; un homme peut tendre jusqu'à 200 pièges qu'il faut surveiller régulièrement. La chasse a lieu toute l'année, mais la saison des pluies est la plus productive. Devenue une activité individuelle, la chasse fournit d'abord de la viande aux familles et secondairement, des revenus, irréguliers mais pouvant être substantiels ; à Sangmélina, une antilope se vend 5 000 F CFA, un potamo-chère de 15 à 20 000 F CFA. Cependant, la pratique de la chasse nocturne au fusil, contribue à décimer le gibier.

À Yemesoa, la chasse par piégeage (collets surtout) est également pratiquée par tous les hommes, mais ici, elle consiste seulement à traquer impitoyablement écureuils, « taupes » et vipères, tout derniers témoins d'une faune autrefois riche³⁷.

La pêche des hommes est une activité plus spécialisée qui se distingue de la pêche à la ligne (*minnop*) surtout pratiquée par les enfants. Deux exploitants de Zalengañ s'y consacrent entièrement. Ils passent des semaines dans leurs campements faits de petites huttes (*ebem*) au bord des rivières, de février à avril, pendant les basses eaux. La pêche a lieu dans les biefs (*atok*) de la rivière Lobo, mais aussi dans la So et la Kumu. Selon le type de filet, la pêche nécessite de 2 à 10 personnes. On distingue la pêche au grand filet (*avot*) barrant tout un cours d'eau ; la pêche à la nasse (*alam*) et la pêche au barrage (*engombo*), plus individuelle. Les prises sont de diverses espèces : *ngol* (silure), *mvoñ* (fam. Acantoptérigiens), *anem* (genre de lamproie), *evos*, *mvas* (brochet), *asas* (carpe), *nyamaa* (*Distichodus nostopilus*)... Le poisson est fumé dans les campements, puis vendu à Bengbis et à Sangmélina, ou à des commerçants qui viennent directement sur les lieux de pêche. Chasse et pêche contribuent à expliquer la moins grande surface vivrière cultivée par les gens de Zalengañ, dont les hommes accordent moins de temps aux défrichements, à la recherche des boutures de plantain..

À Yemesoa, la pêche des hommes n'a que très peu d'importance ; elle se réduit à poser des nasses (*eja*) au fond des marigots.

37. Où sont les troupeaux d'éléphants, les « hardes d'antilopes », les buffles, rencontrés par CURT VON MORGEN, il y a exactement 100 ans, au nord d'Obala ?

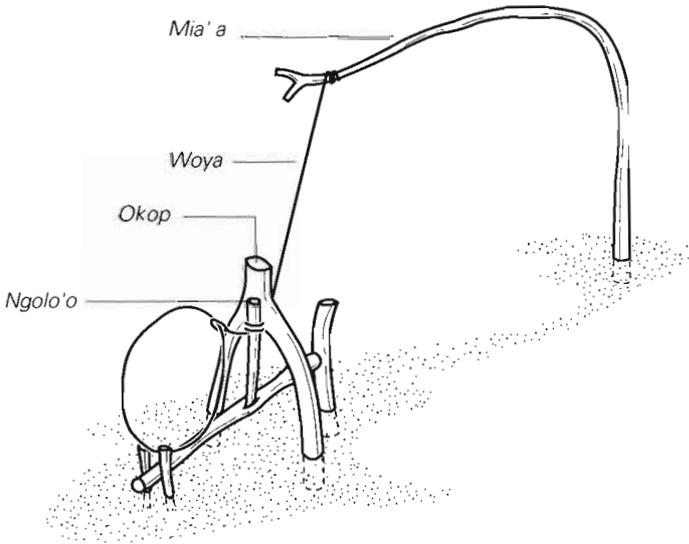
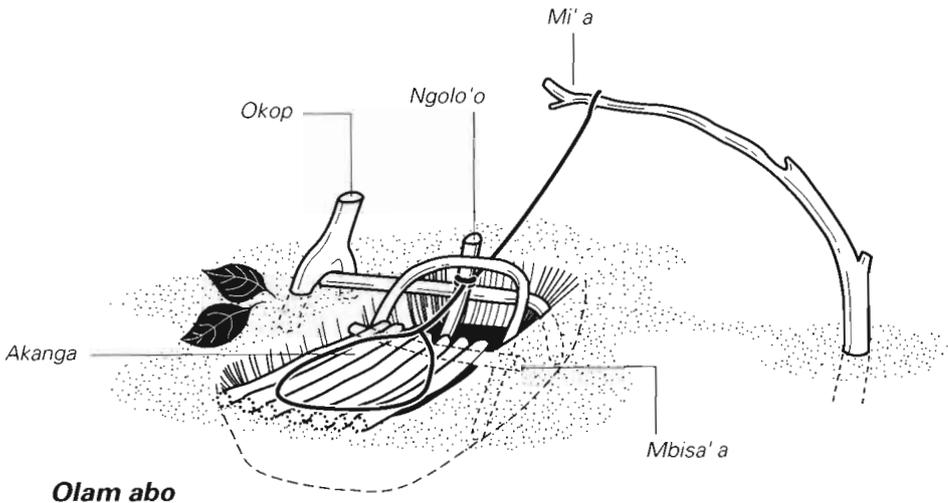
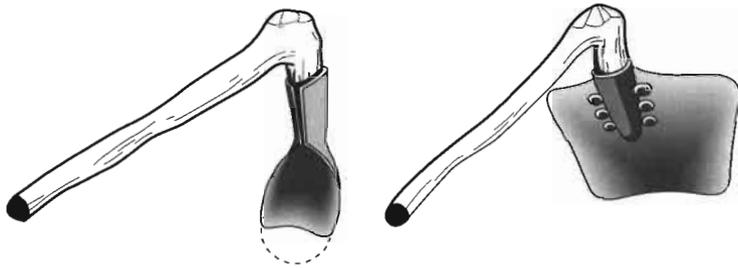


Figure 12

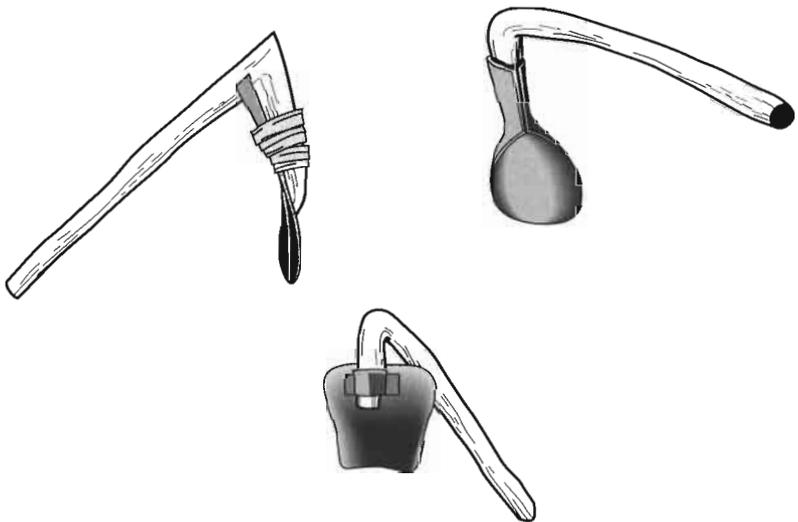
Principaux types de pièges utilisés à Alen-Zalengañ.

L'élevage ne peut être considéré comme une activité. Les quelques chèvres (les « cabris ») et moutons possédés par les paysans s'élèvent en liberté dans le village, et ne servent qu'à la célébration des cérémonies familiales, à la constitution de la dot, ou à faire des cadeaux. Quand les populations, originaires de la savane, ont pénétré dans la forêt (où les performances de l'élevage sont limitées), le cheptel n'a conservé que son rôle social.

L'artisanat : confection de hottes, de nattes de séchage pour le cacao, de paniers, de greniers, ou de planches, pour ceux qui peuvent se procurer une tronçonneuse, est une occupation récente et masculine. Il est rare que d'anciens migrants aient l'occasion d'exercer leur métier au village. À Yemesoa, cette activité ne concerne que quelques hommes en dehors d'un menuisier et d'un forgeron. On doit à ce dernier la survie des houes anciennes (fig. 13) qui ont totalement disparu à Alen-Zalengañ ; elles y ont été remplacées par un seul type de houe vendue dans le commerce.



Houes utilisées à Alen - Zalengañ (achetées dans le commerce)



Houes utilisées à Yemesoa (fabriquées par le forgeron du village)

Figure 13

Types de houes.

Enfin, à mi chemin des activités traditionnelles et modernes, le métier de guérisseur (*mbebala, mbibianñ*) est assez répandu. Mais il ne peut être exercé par tous. Il nécessite en effet, une longue initia-

tion, une connaissance intime des plantes du terroir ainsi que des dons particuliers. Les deux villages comptent six guérisseurs (quatre à Yemesoa) dont deux *Belo* qui sont les hommes les plus riches et les mieux dotés en terre.

Les femmes ont un nombre important d'activités secondaires. Les principales sont constituées par les tâches ménagères : entretien de la maison, préparation des repas, lessives, corvées d'eau, ramassage du bois de chauffage, soins apportés aux enfants en bas âges (recherche des remèdes, visites au dispensaire, consultations chez le guérisseur...).

La pêche en groupe est pratiquée par les femmes dans les principaux cours d'eau du terroir, du moins dans ceux qui ne sont pas frappés d'interdits (comme la rivière Ntso à Yemesoa). C'est une pêche par barrage (*alok*) qui consiste à barrer les petits cours d'eau sillonnant les champs. Les biefs créés par les barrages en terre ou en bambou, sont vidés à la cuvette ; le poisson ainsi piégé, est ensuite capturé à la main. Parfois, en période de sécheresse, au lieu d'assécher, on se contente d'endormir le poisson en trempant dans l'eau de l'écorce d'*eyek* (*Pachyelasma tessmannii*). Cette "pêche-cueillette", propre aux femmes, peut durer plusieurs jours ; elle se pratique pendant la saison sèche. C'est l'occasion de grandes réjouissances réservées exclusivement aux femmes. En plus des poissons, silures, carpes, perches, anguilles³⁸, sont également capturés des crabes (*Éton* : *kara* ; *Bulu* : *kata*) et des crevettes (*Éton* : *minkwas* ; *Bulu* : *mingos*).

La cueillette est par contre, répartie sur toute l'année, et se pratique surtout au retour des champs. Les cacaoyères sont de véritables vergers produisant *saa*, mangues, colas, citrons, pamplemousses, avocats, ananas.. Les fruits des arbres de la forêt sont aussi consommés : *amvut* (*Trychosypha acuminata*), *tom*, *kom*, *adjap* (le moabi, dont les fruits produisent une huile très recherchée).. Les femmes ramassent également les feuilles des plantes cultivées comme celles des plantes sauvages : *okok* (*Gnetum bucholzianum*) surtout consommée à Yemesoa au moment de la récolte de l'arachide, *pabi* (*Justitia insularis*), *noat* (*Crassocephalum biafrae*), dont la consommation tend à diminuer, ainsi que les jeunes feuilles d'*ayos*, d'*osse*, et de *ntson* (sisongo), cueillies en période de disette. Il existe une très grande variété de champignons (*ison*) surtout consommés à Alen-Zalengañ. Enfin les insectes (termites, larves de palmier) sont généralement très appréciés.

La fabrication de l'huile de palme à partir des noix cueillies par les hommes est également une occupation féminine. Cette huile ne sert dans les deux villages qu'à la consommation familiale. Enfin,

38. Notons que certains poissons comme le *ngol* (silure) et le *ndol*, sont l'objet d'un interdit alimentaire pour les femmes *éton* enceintes.

plusieurs villageoises se livrent à Yemesoa au petit commerce de la bière, activité récente qui est surtout florissante pendant la période de la traite du cacao. Remarquons que l'activité commerciale dans les villages, qu'elle soit pratiquée par les hommes ou par les femmes, est rare ; on compte trois petites boutiques à Yemesoa et aucune à Alen-Zalengañ.

CONCLUSION

Entre 1972 et 1985, l'évolution a été sensible dans les deux villages, même si le temps écoulé est relativement court. La population a partout diminué, surtout dans le village *bulu*. À Yemesoa, on assiste plutôt à une lente dégradation. Cette dégradation est due, en plus d'une instabilité permanente et ancienne de la population, à une forte émigration qui touche principalement les gens actifs, c'est à dire la force vive des villages. Dans ces conditions, la main d'oeuvre familiale d'appoint, c'est à dire les « inactifs » (10-15 ans, 60-65 ans), prennent une importance déterminante dans les choix que doivent effectuer les chefs d'exploitation concernant leurs activités économiques.

Les migrations ont tendance à durer plus longtemps et concernent de plus en plus les femmes, surtout à Alen-Zalengañ ; ces deux phénomènes sont liés en partie, les migrations masculines induisant de plus en plus la mobilité des femmes et des enfants. L'émigration a contribué à « décompresser » quelque peu le terroir de Yemesoa, mais elle ne constitue pas une vraie réponse au surpeuplement du terroir, bien qu'on ne puisse écarter totalement cette explication ; la densité humaine reste encore quatre fois supérieure à ce qu'elle devrait être, pour permettre une bonne reconstitution des jachères. À Alen-Zalengañ, l'émigration est d'ailleurs aussi forte et correspond ici, comme en pays *éton*, à d'autres causes. L'émigration a un fondement économique important en relation avec l'économie de plantation.

En 13 ans, le cacao a partout progressé, même à Yemesoa. Les terroirs confirment leur vocation cacaoyère ; le café recule ou disparaît. Cependant cette vitalité n'a pas contribué à retenir les jeunes gens au village. Plus que la superficie cultivée par exploitation, il faut surtout considérer la superficie effectivement exploitée et contrôlée par homme adulte. L'égalitarisme *béti* entraîne, *a priori*, par le jeu des successions, un émiettement progressif des propriétés

foncières, notamment des plantations. En fait, l'observation effectuée dans les deux villages montre que les propriétés, souvent restreintes comme à Yemesoa, ne se sont pas morcelées. Dans la plupart des cas, elles ont été reprises par un aîné alors que ses frères cadets, même mariés, acceptaient un rôle subalterne ou préféreraient partir tenter leur chance en ville. Ce « droit d'aînesse » de fait, est le fruit d'une nouvelle stratégie familiale répondant au manque de terre ou à une pratique extensive de la culture (on cherche alors à maximaliser le facteur terre). Il faut également y voir une évolution « naturelle » ; en effet, la polygamie diminue et avec elle, le nombre de parts potentielles devant diviser l'héritage.

Bien qu'essentiellement le domaine des femmes, les cultures vivrières subissent les contrecoups de l'émigration masculine et du développement de la culture cacaoyère. L'évolution achevée à Yemesoa, est en train de se produire dans le terroir *bulu*. Les rotations se simplifient, les défrichements ne s'étendent plus sur les limites du finage, les jachères se raccourcissent. Le système cultural tend à ressembler de plus en plus à celui du pays *éton*, avec la domination des champs d'arachides et des plantes associées. La population a, certes, fortement diminué, mais la main d'oeuvre masculine, obligatoire pour défricher de vieilles jachères, est accaparée par la création de nouvelles cacaoyères. En outre, le champ d'arachide est peu exigeant et se contente de jachères plus courtes.

En dehors des cultures, les villages n'offrent que très peu d'occasion de gains. Les activités non agricoles sont surtout des activités traditionnelles : chasse, pêche, cueillette. Sur ce plan, Alen-Zalengañ est nettement favorisé grâce à un milieu moins dégradé que celui de la Lékié. Les activités halieutique et cynégétiques sont lucratives et leurs gains peuvent rivaliser avec ceux du cacao ; ils le feraient encore mieux si le village était situé à proximité d'un marché. Ces activités constituent une alternative aux travaux agricoles pour les hommes d'Alen-Zalengañ. À Yemesoa, les activités extra-agricoles, en dehors de la cueillette du vin de palme, sont surtout orientées vers les métiers du bois ; elles sont forcément limitées par l'état du couvert arboré déjà très dégradé. Pour les femmes, la cueillette est une activité d'abord destinée à compléter la ration alimentaire en période de soudure. Son caractère lucratif n'est que tout à fait secondaire.

Le bilan :
inertie et évolution

L'étude diachronique des deux terroirs fait apparaître une évolution dont il convient de déterminer le sens. Elle permet aussi de saisir les limites des systèmes observés, limites qui se traduisent par des problèmes concrets affectant leur efficacité et leurs performances. Mais ces dernières dépendent en dernier ressort, des stratégies suivies par les paysans.

LES RÉSULTATS DES SYSTÈMES AGRICOLES : UNE PRODUCTION VIVRIÈRE INVERSEMENT PORTIONNELLE AUX RENDEMENTS DES PLANTATIONS

Les terroirs étudiés consacrent la majorité de leur espace à la culture cacaoyère. Les plantations représentent la richesse des villageois, mais leurs performances sont très inégales.

À Yemesoa, les rendements sont relativement élevés : 353 kg/ha en 1984-85, en moyenne (dont 49 % de grade I). Ainsi, avec 1,82 ha de cacao, le planteur « moyen » a gagné 257 000 F CFA (soit 220 000 F CFA par homme actif, ou 603 F par jour, pendant une année). Le cacao fournit environ 50 % des ressources monétaires de l'exploitation, et entre 70 et 90 % des revenus monétaires de l'homme (LEPLAIDEUR 1985, WENEZOU 1979)³⁹. Mais la dispersion des revenus est grande : de 40 000 F à 1 220 000 F, selon les superficies, les rendements, la qualité, facteurs dépendant de nombreux paramètres : main-d'oeuvre, nombre d'heures de travail dans la plantation... Quoiqu'il en soit, le cacao est une affaire lucrative, ne nécessitant qu'un minimum de travail (la journée de travail du planteur rapporte un revenu brut de 2 200 F environ).

À Alen-Zalengañ, la situation est toute autre. Si l'on exclut les jeunes cacaoyères improductives, et si l'on table sur un rendement moyen de 250 kg/ha, les plantations devraient produire au minimum 470 kg par exploitation. Mais lors de la campagne 1984-85, la production commercialisée à la coopérative n'était que de 120 kg par planteur, en moyenne, soit quatre fois moins ! Le rendement théorique était de 78 kg/ha, soit un revenu de 33 000 F CFA par homme actif, et 48 500 F CFA par exploitation. Quant aux caféiers, ils ne sont pratiquement pas récoltés. En 1984, seuls trois exploitants ont commercialisés 310 kg de café chacun, ce qui leur a néanmoins procuré un revenu individuel de 43 500 F, supérieur à leur revenu cacaoyer (35 000 F).

Bien qu'on ne puisse estimer l'effet du « coxage », c'est-à-dire l'écoulement du cacao sur le marché parallèle, non autorisé,

39. Mais WENEZOU montre l'importance des tontines dans les disponibilités monétaires des hommes (entre 38 et 41 %), dans les exploitations qui ne disposent que de faibles revenus cacaoyers.

ces « performances » sont dues à des problèmes techniques. L'entretien des cacaoyères est insuffisant, dans un milieu particulièrement humide, favorable aux maladies. D'autre part, les planteurs d'Alen-Zalengañ ont été accaparés par l'extension de leurs plantations, et n'ont pu apporter tous les soins nécessaires à leurs arbustes productifs. Dans le même village, et pendant la même campagne, un planteur « modèle » a obtenu un rendement de 265 kg/ha, dont 60 % de cacao de grade I.

Le problème tient aussi à un comportement économique particulier. Le planteur d'Alen-Zalengañ ne récolte qu'une partie de sa cacaoyère en fonction de ses stricts besoins : achat de tôles pour couvrir la maison, « écolage » des enfants, paiement de l'impôt, maladie, besoins qui varient largement d'une année à l'autre.

Les cultures vivrières sont d'abord consacrées à la consommation familiale. À Yemesoa, les 64 ares de cultures annuelles suffisent juste à nourrir une famille de près de 8 personnes. L'alimentation est monotone, composée de plantain, de feuilles-légumes, d'arachide et de manioc. Ces plantes représentent la base alimentaire unique des trois quarts des ménages. D'autre part, les enquêtes nutritionnelles menées dans la Lékié (J. GABAIX 1966) indiquent que 87 % seulement des besoins calorifiques étaient couverts, le déficit étant le plus fort pendant les mois de soudure, d'avril à mai, précédant les récoltes du premier cycle annuel. La couverture des besoins se dégrade avec l'accroissement de la taille des familles. D'où l'importance de la cueillette en pays *éton* (43 kg de feuilles consommées par an et par personne (R. MASSEYEFF *et al.* 1958). À Yemesoa, le planteur fait appel au marché pour obtenir une partie de sa nourriture. Il s'agit alors généralement de produits importés : poisson sec, riz, bière.. Les achats de vivres représentent entre 20 et 25 % des dépenses monétaires (J. GABAIX 1966, WENEZOU 1979). En 1972, les achats de vivres et de boissons étaient près de quatre fois plus élevés à Yemesoa qu'à Alen-Zalengañ (WEBER 1977).

Malgré tout, l'exploitation *éton* commercialise une part variable de la récolte des champs vivriers. La vente des vivres est la principale source de revenus des femmes, avec le petit commerce. Les ventes concernent surtout l'arachide, le manioc et les bananes, dont la récolte dépasse largement les besoins. Les régimes de bananes douces, peu consommées au village, sont presque tous vendus. Manioc et arachide constituent le « cacao » des femmes. D'ailleurs, les rendements d'arachide sont relativement élevés (autour de 900 kg/ha selon des sondages effectués en 1972, soit plus de 400 kg par exploitation en moyenne). De tels rendements sont dus à la forte densité des semis, ainsi qu'aux soins prodigués par

les femmes. La vente de l'arachide, du manioc, des bananes douces et des fruits (*saa*, mangues) fournit entre 15 et 25 % des revenus monétaires de l'exploitation *éton*.

Le vaste terroir d'Alen-Zalengañ permet à la centaine de paysans qui l'exploitent de subsister largement. Les techniques extensives utilisées assurent une production suffisante en arachide et maïs, surabondante en manioc et plantain. Les achats de vivre sont peu importants, et la plupart des exploitations sont auto suffisantes. La production vivrière n'est pas stimulée par la commercialisation. Le seul marché de quelque intérêt, Sangmélina, est à 98 km... Les « occasions » pour s'y rendre sont rares ; un seul petit car, toujours surchargé, assure la « ligne » Sangmélina-Bengbis (remarquons que cette dernière localité est mieux reliée à Akonolinga, à une quarantaine de kilomètres au nord). Ainsi, la récolte des champs est rarement complète et une partie pourrit sur pied.

Les niveaux de vie semblent peu différents entre les deux villages. Si l'on en juge par la qualité de l'habitat, Yemesoa posséderait un léger avantage ; plus de 70 % des maisons sont couvertes de tôles⁴⁰, et deux seulement ont des murs en parpaings. L'amélioration de l'habitat reste un des principaux objectifs du paysan, avec les dépenses scolaires et les soins de santé. Dans le village *bulu*, le niveau de vie serait inférieur, selon les mêmes critères : 58 % seulement des maisons ont un toit de tôles (fig. 14). Les autres signes extérieurs de « richesse » : radio (5 postes, pas toujours en bon état, pour 10 familles à Alen-Zalengañ, contre 7 à Yemesoa), lits en fer, bicyclettes, « engins » (motocyclettes), moins nombreux à Alen-Zalengañ confirment cette indication.

LES CONTRAINTES

La population : trop forte ou trop faible

À Yemesoa, le terroir supporte et fait vivre une population très forte : 150 hab./km² de terre cultivable, c'est à dire cinq fois supérieure à la densité maximale théorique fixée par les agronomes, compte tenu des conditions physiques et techniques de la culture pratiquée. Malgré la grande élasticité de tels seuils, toujours difficiles à déterminer, il semble que les limites du système agricole *éton* soient atteintes à Yemesoa.

⁴⁰ La couverture des maisons est surtout le fait de la coopérative, aujourd'hui dissoute, créée au début des années soixante-dix par la mission catholique du village.

Case ancienne : murs d' écorce
et toit en natte de raphia.

0 1 m



Maison de l' époque coloniale
(Zalengañ) : toit à surfaîtage
recouvert de nattes de raphia,
murs en poto - poto
armé crépis
et passés à la chaux.
Présence de fenêtres.

0 1 m



Maison « traditionnelle »
du planteur : toit en tôle ondulée
en double pente
peu accentuée,
murs en poto - poto armé.

0 1 m



Maison de migrant :
modèle directement inspiré
des villas urbaines.
Murs en poto - poto armé
enduit de ciment,
toit en tôle ondulée
à une seule pente,
fronton.

0 1 m

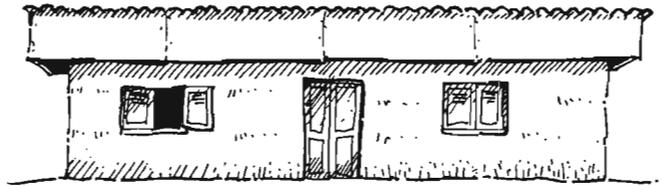


Figure 14

L'évolution de l'habitat.

L'espace villageois n'est plus extensible à Yemesoa. Toutes les terres environnantes sont strictement appropriées. Il ne peut supporter, dans les conditions actuelles, une population plus nombreuse. Depuis 1972, la population a diminué de 13 %, la diminution étant beaucoup plus sensible à Nkolngégé (-19 %) où la densité humaine atteignait 260 hab./km² de terre cultivable (contre 146

pour Bilig Bitom). En 1985, la densité à Nkolngégé s'établit autour de 190 hab./km² cultivable (136 à Bilig Bitom). Ce repli constitue vraisemblablement une réponse « naturelle » à une situation limite, incontrôlable par les exploitants.

Les fortes densités actuelles ne sauraient être considérées comme « normales ». De nombreux signes, bien observés par les paysans, indiquent que le terroir est surchargé. Le plus évident, la baisse des rendements, unanimement reconnue, concerne toutes les cultures. La longueur des jachères n'est plus suffisante. L'appauvrissement des sols est accéléré par l'érosion qui est favorisée, à Yemesoa, par la topographie et l'ampleur du déboisement.

À la surpopulation du village *éton*, s'oppose le dépeuplement d'Alen-Zalengañ. Dans les quinze dernières années, ce village a perdu 14 exploitations. De vieux chefs d'exploitation décédés n'ont pas été remplacés. Le village s'est, en quelque sorte, « rétracté » autour d'une poignée d'exploitations tenues par des hommes relativement âgés (46 ans en moyenne), fils aînés ayant récupéré l'héritage du père. D'autres sont des cadets exploitant la ferme en l'absence de leurs aînés retenus en ville par un emploi qualifié, et donc, rémunérateur.

Pour l'instant, la grande majorité des terres d'Alen-Zalengañ ne peuvent être exploitées compte tenu de la faible population du village et des dimensions du terroir. Le départ des éléments masculins, et l'accaparement de ceux qui restent par la culture de plantation, limitent les possibilités d'extension et de rotation des champs. Seules, les terres les plus proches du village, c'est à dire des jachères relativement récentes (10 ans), plus faciles à défricher, sont régulièrement exploitées.

L'émigration et l'évolution sociale : deux phénomènes inter-actifs

Les conflits sociaux et les problèmes économiques qui leur sont liés, favorisent partout l'émigration. Celle-ci est aussi forte à Alen-Zalengañ qu'à Yemesoa et ne peut donc être considérée comme la seule réponse à la surcharge des terroirs. Il s'agit d'un phénomène fondamental dont les racines sont profondes. L'attrait du gain en ville, où l'on est le plus souvent chômeur, ne suffit pas à expliquer la mobilité. Dans la société *béti*, celle-ci est presque un fait culturel ; elle n'a pas été suscitée par la colonisation qui n'a fait qu'amplifier les mouvements antérieurs. Ces sociétés rurales, autrefois semi-sédentaires, arbitrairement fixées depuis deux ou trois générations seulement, ont conservé des réflexes de « nomades »

L'individu a tendance à régler tous ses problèmes par la mobilité. Cet état d'esprit se traduit par une grande instabilité des villageois ; combien d'hommes disparus, partis on ne sait où, vivant temporairement dans un autre village pour se faire « soigner », voire en prison ? Combien de femmes « en fuite », ou « en vagabondage » ? Plus que d'émigration il s'agit là d'une turbulence qui a les mêmes effets sur l'agriculture en la privant notamment de ses éléments les plus jeunes. Cette mobilité intrinsèque, fruit d'une sédentarisation récente, est entretenue par le caractère essentiellement conflictuel de la société *béti*, où la tension entre aînés et cadets, pères et fils, hommes et femmes, l'individu et sa famille, est permanente.. Plus que de considérations sociologiques théoriques, ce sont là des réalités très concrètes dont toute intervention dans le milieu agricole doit essayer de tenir compte.

Consacrée par la colonisation, la mobilité individuelle est entretenue à l'heure actuelle par le développement des villes et des petits centres régionaux, mais plus encore, par le manque de dynamisme des villages où les éléments les plus « faibles », socialement, (les jeunes, les femmes) n'arrivent pas à satisfaire leurs aspirations élémentaires, économiques surtout. La domination des « aînés » est favorisée par la déviation de plus en plus fréquente des règles de succession, surtout quand la terre est rare. La marginalisation consécutive des cadets, est un facteur important d'émigration. Les plus jeunes hommes, placés sous la tutelle de leurs aînés, se considèrent comme « chômeurs » au village, même s'ils participent aux travaux agricoles. Célibataires, ils attendent l'occasion de gagner de l'argent pour fonder un foyer et faire valoir leurs droits face à leurs aînés. Mais pour migrer, il faut un minimum d'argent, que le cacao donne parfois, quand on arrive à disposer des revenus d'une parcelle.

L'importance prise par les chefs des familles restreintes aux dépens des anciens *ntol*, contribue à un émiettement social généralisé, se traduisant par la multiplicité des comportements individuels et un manque fréquent de solidarité. L'individu doit se débrouiller seul, dans une société qui a perdu une grande partie de ses cadres sociaux. Seul subsistent encore, mais d'une façon atténuée, les grandes divisions entre *Béti et Belo*; encore convient-il de remarquer que cette stratification sociale n'est vraiment marquée que dans le village *éton*.

Les femmes sont également soumises à une tutelle sociale et économique qu'elles acceptent de moins en moins. Mariées, elles préfèrent consacrer leurs efforts à leurs champs d'arachide, à la fois cultures vivrières et de rapport. Elles ne plantent plus de cacao et ne participent qu'assez peu, à la récolte des plantations. Veuves,

elles cherchent à conserver la cacaoyère de leurs époux, qu'elles ont contribué à créer. D'autre part, les migrations scolaires vers les écoles secondaires urbaines favorisent l'exode des jeunes filles qui ne reviennent plus au village après s'être mariées en ville, ou avoir trouvé un emploi. Les femmes ressentent en effet, plus que les hommes, les effets de l'isolement.

Le foncier : un partage trop inégal

Les problèmes fonciers sont au centre de tous les problèmes sociaux, soit qu'ils en soient la cause (comme à Yemesoa), soit la manifestation (comme à Alen-Zalengañ). Les exploitations tentent malgré tout de subsister et de s'adapter. Le processus d'atomisation, de parcellisation excessive des terres, suite aux héritages, semble s'être ralenti. La polygamie a diminué (il est difficile pour un jeune de réunir l'argent d'une dot) et du même coup, le nombre de parts à la succession, déterminé par le nombre d'épouses. S'affirme ainsi, la prééminence d'un seul héritier qui n'est pas forcément le fils aîné, mais qui l'est le plus souvent. Les cas d'indivision des terres entre frères ne sont pas rares non plus, seuls les cacaoyères faisant alors l'objet d'un partage. Cependant, cette tendance implique la multiplication des conflits entre frères et, le plus souvent, l'éviction des cadets non mariés s'ils ne veulent pas servir de main-d'oeuvre « familiale », peu ou pas rémunérée.

La terre circule mal à l'intérieur des familles, mais aussi entre les familles. Le besoin d'argent, mal satisfait par le cacao ou les migrations, poussent certains exploitants à une politique à court terme consistant à vendre une partie de leur terre en dehors de tout contrôle familial et de toute norme coutumière.

Bien que ces cessions se fassent contre de l'argent et des cadeaux divers (dons de chèvres) et qu'elles soient le plus souvent difficilement révocables, on ne peut conclure que dans la Lékié, la terre ait une réelle valeur marchande et que ces ventes soient courantes. Il n'y a pas encore un cours pour les terres agricoles, et les ventes se font en cachette, à l'insu du village et du lignage, preuve que l'aliénabilité du sol n'est pas encore un principe bien admis et que tout ce qui l'entraîne est une source de conflit. Il faut noter que les acheteurs sont la plupart du temps des personnes étrangères au village. Quant au bornage des terres, il est considéré par les paysans comme un accaparement intolérable, comme la confirmation évidente d'une spoliation. Dans la Lékié, il n'est pas rare que les paysans s'y opposent par la force.

Pour l'instant, la répartition des terres devient de plus en plus inégale. Il existe de gros propriétaires qui « prêtent » ou louent des par-

celles à leurs voisins, d'autres qui se taillent de grandes propriétés dans les terroirs, par achat ou détournement de la coutume. Ces propriétaires fonciers, résidents ou absentéistes, sont généralement des éléments, sinon étrangers, du moins extérieurs au village (parents éloignés, migrants aisés retournant au village après une longue absence, fonctionnaires en exercice...), disposant de capitaux issus d'activités extra agricoles⁴¹, ou des aides fournies par l'État.

Les pratiques culturelles : toujours très extensives dans des terroirs dominés par l'arachide, le manioc et le cacao

En zone de grande forêt, on assiste à une simplification des rotations culturales par abandon des champs de *ngon* et d'ignames, remplacés par des champs d'arachide. Le *ngon* est remplacé par d'autres cucurbitacées qui, avec l'igname, sont associées à l'arachide. La disparition des champs de *ngon* et d'ignames correspond soit à une raréfaction des terres, avec raccourcissement des jachères, soit à un manque de main-d'oeuvre masculine pour les gros travaux de défrichage, les hommes étant occupés par leurs plantations, ou à la recherche d'un travail en ville.

Les champs d'arachide sont cultivés, dans la majorité des cas, par les femmes (Photo 9). Ils ne nécessitent pas une jachère longue, et la variété des plantes qu'ils portent, assure, bon an mal an, la satisfaction des besoins alimentaires de base. Mais la culture de l'arachide a des inconvénients : elle demande un nettoyage poussé du champ, qui favorise les phénomènes d'érosion, et représente une forte somme de travail pour des rendements inférieurs à ce qu'ils sont en zone de savane (Photo 10). Néanmoins, la tendance à l'uniformisation des systèmes agricoles autour du champ d'arachide pratiqué aux deux saisons, est forte. Dans la Lêkié, un stade ultime semble atteint avec l'abandon fréquent de la parcelle de deuxième saison, jugée inutile de par son faible rendement.

La double culture annuelle, fondement du système cultural forestier, est en effet, précaire. La culture de deuxième saison est considérée en pays *éton* comme son nom l'indique (*zezeba*), comme une culture pour « rien ». Les raisons en sont dues principalement au climat. Les pluies concentrées sur deux mois sont peu favorables aux cultures. Les rendements d'arachide sont généralement très inférieurs et les parasites plus abondants. Les femmes ne sont pas sûres de pouvoir récupérer assez de semences pour la culture du prochain cycle. Cela explique la faible superficie mise en culture à cette époque et même, son abandon pur et simple, comme pendant l'année « sèche » 1983. La production vivrière de la famille se joue, en fait, sur une

41. Rappelons que dans les deux villages, les plus gros propriétaires terriens appartiennent au groupe minoritaire *belo* et exercent le métier particulier de guérisseur.

seule saison agricole. Parallèlement on assiste, également dans la Lékié, à un appauvrissement de la variété des plantes cultivées : plus de *voandzou*, de *ngon*, de moins en moins d'igname, de taro...

Les techniques agricoles utilisées sont essentiellement extensives, même si les façons culturales des champs d'arachide sont généralement soignées. Certaines pratiques sont néfastes : brûlis, cultures dans le sens de la pente, utilisation de semences infestées issues des récoltes précédentes.. L'apport des cendres, des fanes d'arachide et des tiges de maïs, est insuffisant pour compenser les pertes de fertilité dues aux défrichements. À Yemesoa, les techniques employées ne permettent pas de lutter efficacement contre la baisse des rendements. Mais ce problème, apparu depuis plus d'une quinzaine d'années, ne semble pas avoir provoqué de grands changements dans le système cultural.

En attendant, les paysans ont recours à des procédés empiriques, pour essayer d'améliorer la production et lutter contre les maladies des plantes : enfouissement de cheveux, de piles usées, de pièces de monnaie, d'écorce d'*élon* (*Erythrophloeum guineense*), d'os de chien, et surtout, recours aux vieux rites agraires de fertilité, célébrés par les femmes⁴². Cette résurgence des pratiques anciennes (déjà signalées en 1972 -WEBER 1977-), réflexe défensif des sociétés, suffit à montrer l'impuissance des techniques agricoles traditionnelles devant la situation actuelle.

L'outillage employé est encore très faible, et les exploitations investissent très peu dans l'achat de matériel agricole. Celui des femmes est ancien : hottes, machettes légères, houes (deux ou trois par femme)⁴³. Celui des hommes est surtout composé de machettes, de plantoirs, d'ébranchoirs, plus rarement de haches, de pelles, de pioches ; seule innovation, le pulvérisateur. Pour le transport des récoltes, ou des plants de cacaoyers, on ne compte que six brouettes à Yemesoa et huit à Alen-Zalengañ. Il est vrai que la brouette passe difficilement dans certains sentiers de forêt (pentes fortes, cours d'eau à franchir...) ; l'essentiel du transport entre les champs et le village se fait donc par portage.

La culture du cacao emploie peu de moyens, et les planteurs ne possèdent à Yemesoa, comme à Alen-Zalengañ, ni écabosseuse, ni « séchoir autobus »⁴⁴. La fermentation des fèves se fait dans les plantations ou les cuisines, rarement dans des bacs, plus souvent dans des feuilles de bananiers. Le séchage a lieu sur des claies de bambou, disposées par terre, ou sur des aires cimentées, devant les maisons.

Chaque année une partie de la récolte est détruite par les prédateurs (oiseaux, rats, hérissons, et aussi, singes à Alen-Zalengañ) considérés par les paysans comme de vrais fléaux, malgré l'utilisa-

42. Autrefois, la plantation d'oignons protecteurs (*meyañ*) dans les champs était la règle ; cette pratique tend à disparaître. Mais devant la baisse régulière de la production de manioc et de l'arachide, des femmes initiées, organisent des cérémonies nocturnes (en 1983 à Yemesoa et en 1984 à Yemesoa II), avec repas pris en commun et invocations aux ancêtres et aux esprits. Les rites agraires, réactivés, sont nombreux et interviennent avant et après les semailles, au moment des récoltes, ou lors d'une période de sécheresse ou de disette (BOUJET DE THE 1985).

43. Il existe deux types de houes qui sont encore fabriquées par le forgeron de Yemesoa. Elles diffèrent principalement par leur lame, le manche (longueur : 40-45 cm) étant identique et taillé dans une branche formant un coude. L'une a une lame à douille, l'autre une lame fixée au moyen d'un lien, jadis d'écorce, maintenant de caoutchouc (chambre à air récupérée). La lame est assez étroite (largeur maxi. : 15 cm, longueur : 20 cm).

44. Le séchoir « autobus » se présente sous la forme d'une petite maison recouverte de nattes, abritant plusieurs niveaux de claies que l'on peut sortir en les faisant coulisser sur des rails de bambous.

Tableau 52

*L'inventaire
du matériel agricole
de l'exploitation moyenne
en 1985.*

	Yemesoa	Alen-Zalengañ
Houes	4,4	2,5
Machette	4,5	3,3
Ébranchoir	1,6	-
Plantoir	1	0,7
Pulvérisateur	0,9	1
Pelle	0,9	0,7
Hache	0,6	0,6
Pioche	0,6	0,6
Scie	0,5	0,5
Arrosoir	0,1	0,5

tion d'épouvantails, de pièges. Les techniques de stockage sont encore traditionnelles et peu efficaces. Les ignames sont stockées sur les champs, dans des enclos, et recouvertes d'herbes pour entretenir l'humidité. Le manioc est conservé quelques jours, dans la terre, derrière les maisons, mais le macabo doit être consommé au bout d'une semaine, au plus. En fait, le principal moyen de conservation de ces deux tubercules est de les laisser en terre, dans les champs où l'on va se servir au fur et à mesure des besoins. Mais les tubercules sont alors exposées aux parasites et aux voleurs. Seules, les arachides et les graines de courges sont conservées dans les cuisines, suspendues au dessus des foyers dans de petits greniers en palmes tressées (*minkuma*).

La baisse des rendements est aggravée par les maladies et les parasites de toutes sortes, attaquant les plantes : charançons sur le bananier, rosette de l'arachide, *kamisi* (mot éton : cochenilles) sur les tubercules de manioc, base de l'alimentation et des revenus féminins. Le développement de ces maladies est favorisé par l'occupation quasi-permanente du sol par les mêmes cultures : manioc et plantain.

En outre, depuis une quinzaine d'années, le terroir est envahi par l'Eupatoire qui recouvre, en un ou deux ans, les champs de manioc et de plantain. La présence de cette plante, gêne la croissance des tubercules et a doublé les temps de défrichage et de sarclage. Accusée par les paysans de réduire les rendements, cette plante serait, en fait, susceptible de rétablir la fertilité du sol, mieux que la végétation des jachères, à condition toutefois de la couper régulièrement..

Le système culturel n'a donc pas évolué dans un sens favorable. Quelques hommes et femmes cultivent de petites parcelles de maïs et de plântain en culture pure. Mais les essais de cultures maraichères et de petit élevage, tentés en 1972, ont été rapidement abandonnés dès que la Mission catholique de Yemesoa cessa son aide à la petite structure coopérative créée pour encadrer les paysans.

La séparation sexuelle des tâches et des cultures est encore assez nette. L'homme avait déjà abandonné la culture de l'igname pratiquée désormais par les femmes, aux dépens des façons culturales (buttes moins hautes, ou abandonnées) et des superficies. Ainsi, actuellement, la production vivrière dépend uniquement du travail féminin, d'où l'importance écrasante de l'arachide et du manioc dans les surfaces cultivées, comme dans l'alimentation. Par contre, certains hommes, encore peu nombreux, cultivent des champs d'arachide et de maïs, soit par nécessité, soit par spéculation ; d'autres aident leurs épouses lors des gros travaux (sarclages, récoltes). À Yemesoa, en 1985, seul deux exploitants *belo* faisaient des champs d'arachide ; un seul *mvog Kani* s'adonnait encore à la culture de l'igname.

Des femmes deviennent peu à peu des exploitantes à part entière. À Yemesoa, elles héritent de plantations dont elles assurent l'entretien, la récolte et la commercialisation de la production, par travailleurs interposés. Les bénéfices sont consacrés à l'« écolage » ou aux soins des enfants. Peut-être, convient-il de voir là une compensation à l'insuffisance des revenus procurés par les cultures vivrières, ou à la carence des maris face à leurs obligations.

En définitive, on peut affirmer que l'évolution est très lente et que si certaines tâches agricoles ont perdu de leur spécificité sexuelle, hommes et femmes travaillent rarement ensemble. On pourrait même noter que la prédominance de l'*afup owondo* sur jachère récente, champ qui ne nécessite aucun travail masculin, a renforcé la séparation, les femmes s'occupant des cultures vivrières, les hommes des cultures spéculatives (cacao, cultures maraichères ou monoculture vivrière). Cette séparation sexuelle des tâches selon leur production (biens consommables ou négociables) est tout à fait caractéristique de la société *béti* ancienne.

Depuis 1972, on constate que les superficies en cacao ont partout progressé : + 63 % à Alen-Zalengañ et + 9 % à Yemesoa (près de 14 % à Nkolngégé, terroir déjà surchargé) et ce, malgré la pratique du rajeunissement des vieilles plantations. Dans le village *éton*, le cacao a conquis les zones les plus humides. Les plantations occupent sensiblement la même place dans les deux terroirs : 63,2 %

des terres cultivées à Yemesoa, 61,3 % à Alen-Zalengañ. C'est moins qu'à Nkongmesa (73 %), un autre terroir *éton*, beaucoup moins peuplé, mais plus que dans le village *basaa* de Mom : 34 %, plus qu'à Zengoaga : 25 % , village *béti* du contact forêt-savane, plus que dans un petit village congolais de grande forêt comme Boutazab : 22 %⁴⁵.

La redensification cacaoyère n'a porté que sur des surfaces peu importantes ; la moitié des plantations ont plus de 40 ans d'âge, ce qui laisse prévoir une baisse des rendements dans un délai relativement court. Dans le village *bulu*, au contraire, la cacaoyère est jeune et en pleine expansion. La progression des superficies cacaoyères indique que cette culture reste encore largement extensive.

Dans les deux villages, la culture du cacao, telle qu'elle est pratiquée par les paysans, rencontre de graves problèmes. Les attaques des capsides sur les jeunes rameaux et, plus encore, la pourriture brune, contribuent à diminuer les rendements. L'insuffisance des traitements phyto-sanitaires, le nettoyage imparfait des plantations, favorisent la persistance des maladies.

Les cultures vivrières se sont légèrement accrues dans les deux villages, mais beaucoup moins que le cacao. À Yemesoa, l'accroissement des superficies cultivées s'est fait aux dépens des jachères. D'une manière générale, il n'y a pas eu recul du cacao devant les cultures vivrières. Ces deux cultures n'ont pas les mêmes agents, ni les mêmes bénéficiaires, et n'apparaissent pas en concurrence (si ce n'est pour la terre) dans les deux villages observés.

L'économie : encore basée sur le cacao, principale source de revenus

Les cultures vivrières sont toujours pratiquées dans le but d'assurer en priorité la subsistance de la famille. Encore celle-ci n'est-elle parfois assurée que de justesse, comme dans la Lékié⁴⁶. Même à Yemesoa, le rendement moyen de la cacaoyère ne permet d'acheter qu'une part des besoins alimentaires familiaux. L'auto-suffisance alimentaire des exploitations est menacée. La commercialisation des vivres dépend de l'existence de « surplus », mais aussi des besoins monétaires des femmes qui, sans autre apport financier, peuvent être tentées de vendre une part trop forte de la production aux dépens de la consommation familiale. Mais l'absence de marché proche, constitue un frein à la commercialisation excessive, en même temps qu'un manque à gagner pour les femmes restées au village. Avec le niveau de la production, l'enclavement est

45. Cf. Nkongmesa :
WENZOU, Mom :
J. CHAMPAUD, Zengoaga :
J. Tissandier, Boutazab :
B. Guillot, Y. Diallo.

46. À Yemesoa, les vols dans les champs sont particulièrement fréquents ; manifestations des conflits sociaux, mais aussi des inégalités et d'une carence de la production vivrière de certaines exploitations agricoles. Tous les champs sont protégés des vols comme des empiètements, par différents procédés magiques : coquilles d'escargots, palmes fichées en terre aux quatre coins du champs, enfouissement de vieilles machettes, d'écorces, de bouteilles remplies de
• remèdes ...

un des principaux facteurs limitatifs de la commercialisation des vivres. Seul, un réseau routier bien ramifié et bien entretenu, peut garantir un bon écoulement des produits, tout en évitant la surexploitation des villages situés le long des grands axes routiers.

Le cacao conserve toute son importance dans le système de culture. Les superficies cacaoyères ne reculent pas, elles stagnent tout au plus. D'ailleurs, dans l'état actuel des choses, le cacao ne peut pas reculer puisqu'il assure encore l'essentiel des revenus monétaires des familles. Sur place il n'a pas de concurrents économiques sérieux, excepté dans un terroir comme Alen-Zalengañ, où la chasse et la pêche peuvent être des sources de revenus supérieurs. Il constitue aussi l'assurance retraite des migrants, leur permettant de se réinsérer dans le village. En outre, de par sa pérennité (plus de 40 ans), il joue un rôle foncier fondamental, surtout dans les zones les plus peuplées, comme marqueur des propriétés familiales. C'est ainsi que les planteurs ne procèdent jamais à l'arrachage des vieux plants, mais préfèrent « redensifier », en laissant les vieux cacaoyers dans la « brousse », ceux-ci continuant néanmoins à maintenir leurs droits fonciers. Le cacao est donc assuré de perdurer dans les terroirs, de par son rôle économique et social, même si sa culture ne donne pas lieu à une exploitation rationnelle.

Cependant les paysans sont conscients que cette culture n'est qu'une spéculation, étroitement conditionnée par les fluctuations du marché international. Le temps que le paysan passe dans sa cacaoyère dépend, entre autres facteurs, de ses besoins monétaires immédiats et ainsi que du prix au producteur. Or on constate qu'après avoir atteint des prix intéressants (420 F/kg de grade I), soutenus par l'État, le prix payé au producteur vient de diminuer de 40 % (250 F/kg) en 1989. Les cours mondiaux sont en baisse continue depuis 1984 : de 1 060 F CFA (à Londres) le kilogramme de cacao ne se négociait en juin 1990 à 445 F CFA environ, soit une baisse de près de 60 % en quatre ans et le marché connaît un marasme persistant. Une telle situation ne devrait inciter le planteur ni à une amélioration de sa production, ni à une extension des superficies.

Autre facteur venant freiner le dynamisme de la culture cacaoyère, la faiblesse du marché local qui n'ayant que peu de biens à offrir aux paysans ne permet pas à l'argent du cacao de s'investir sur place. En dehors de quelques produits vivriers de compléments achetés directement chez les voisins, de petits matériels fabriqués par de trop rares artisans locaux (principalement vanniers, forgerons, menuisiers), les revenus du cacao servent surtout à acheter des tôles, du tissu, des boissons importées, à payer l'école ou l'hôpital situés dans les centres urbains. Nous avons vu que les

exploitations n'investissaient pratiquement pas dans l'équipement agricole. Autrement dit, l'argent du cacao retourne à la ville selon un schéma caractéristique de l'économie de traite traditionnelle.

L'enclavement : un frein à la commercialisation de la production agricole

Situés au bord d'une route importante, mais peu fréquentée, ou à proximité de la capitale, les deux villages connaissent le même enclavement. À Alen-Zalengañ, les centres urbains (Bengbis, Sangmélisma) sont trop éloignés et difficiles d'accès du fait de la carence des moyens de transport ; à Yemesoa, à 40 km à vol d'oiseau de Yaoundé, le problème est paradoxalement identique. Très peu de véhicules empruntent la mauvaise piste du village, avec ses ravins et ses ponts branlants ; rejoindre le « goudron » tout proche demande deux heures de marche.

L'accessibilité d'un village ne dépend pas uniquement de la qualité de la route, elle dépend aussi d'autres facteurs comme la fréquence, de la régularité et du prix des transports. Les régions considérées ici manquent encore d'un bon réseau de pistes secondaires rayonnant à partir des grands axes permanents.

Ces données sont importantes pour la commercialisation de la production agricole et notamment des vivres, principale source des revenus féminins. Même si l'existence d'une liaison rapide avec la ville ne détermine pas forcément l'augmentation de la production, elle constitue néanmoins une condition nécessaire et indispensable à l'évacuation des surplus.

LES FACTEURS POSITIFS

Malgré de nombreux problèmes suscités par une évolution globalement négative, l'étude des systèmes cultureaux *bulu* et *éton* révèlent certains facteurs positifs qui pourraient devenir des facteurs de progrès. Exposés en détail dans les chapitres précédents, nous nous bornerons ici à les rappeler brièvement.

On remarque d'abord que les terroirs réussissent jusqu'ici à maintenir ou à retenir à la campagne une population importante, et ce, malgré plus de soixante-dix ans d'habitude migratoire. L'émigration féminine reste, dans l'ensemble, encore relativement faible, même si

elle a tendance à évoluer vers des formes plus radicales. La proximité de Yaoundé n'a pas dépeuplé Yemesoa ; elle a favorisé des migrations saisonnières, ou de courte durée, entretenant un va et vient continu entre la ville et le village, qui reste pour beaucoup le « point d'accrochage » principal.

L'émigration a joué à Yemesoa un rôle bénéfique de « soupape de sécurité », évitant l'asphyxie complète du terroir. Elle a ralenti l'enchaînement inéluctable dans un milieu clos (le terroir) : accroissement de la population > extension des cultures > réduction des jachères > dégradation des sols > baisse des rendements. À Yemesoa, 68 % des exploitations disposent de moins de 72 ares de terre par personne, sont menacées par ce processus.

Le regroupement des exploitations familiales dans les mains d'héritiers privilégiés, l'instauration tacite d'une sorte de « droit d'aînesse » si contraire à l'égalitarisme *béti*, est le signe de la permanence du lien avec la terre, lien que les migrants n'ont toujours pas rompu. Ce comportement malgré la création d'inégalités, a son côté positif ; il a pour conséquence concrète et immédiate, de conserver des exploitations viables disposant d'un minimum de terre, et de retenir au village une population importante.

Malgré l'existence de problèmes fonciers, à des degrés divers dans les deux terroirs, la circulation des terres vivrières à l'intérieur des terroirs, sous la forme de prêts, permet, sinon de résorber les inégalités foncières, du moins d'atténuer les problèmes qui en découlent. Des exploitations peu pourvues en terre, peuvent ainsi continuer à survivre.

C'est également dans le cadre villageois qu'est résolue, par l'entraide, une partie des problèmes de main-d'oeuvre, si importants. Prêts de terre et entraide empêchent l'apparition d'un salariat agricole issu de la marginalisation d'une partie de la population du village.

La vente de terre est encore fortement réprouvée par l'ensemble des paysans qui sont toujours partisans du maintien de la terre dans le patrilignage même s'ils en contestent le contrôle. Les acheteurs auront toujours affaire aux héritiers du vendeur, et ces derniers peuvent leur rendre la vie difficile, même en présence de titres fonciers établis en bonne et due forme. Une certaine solidarité villageoise existe face à ce problème et vient compenser l'affaiblissement du pouvoir des *ntol*.

Maintien d'un haut niveau d'activité productive, circulation des terres et de la main-d'oeuvre entre les exploitations, résistance des propriétés foncières familiales face à l'émiettement et à la désagrégation, sont, à notre avis, autant de faits positifs. Ils trahissent éga-

lement l'existence de systèmes d'auto-régulation visant à la survie des terroirs en tant qu'espaces de vie et de production. Mais cette survie dépend, à terme, des projets individuels des paysans.

LES STRATÉGIES PAYSANNES

Les objectifs actuels des paysans, compte tenu des conditions sociales et économiques, sont identiques dans les deux villages étudiés : assurer l'auto-subsistance de leurs familles ; se procurer une rentrée d'argent pour faire face aux dépenses indispensables. Les objectifs diffèrent cependant, selon qu'il s'agit d'hommes ou de femmes.

Les hommes, chefs d'exploitation, désirent avant tout gagner de l'argent pour assumer leurs responsabilités ; l'essentiel des revenus monétaires annuels des familles est, en effet, fourni par eux. Ils doivent assurer les frais d'habitat, d'habillement, l'écolage, les frais des cérémonies familiales et les dots pour le mariage des fils. Ces impératifs peuvent varier selon la région ; ainsi nous avons vu que dans le village éton, l'habitat recevait une attention particulière, sans doute du fait de la proximité du modèle urbain. Mais partout, les frais de scolarité, et de plus en plus souvent, les frais de santé accaparent une part importante des budgets. Les jeunes hommes sont déchargés de ces obligations mais doivent, en réalité, chercher de l'argent pour payer eux-mêmes la dot de leur épouse, devant la déficience fréquente de leurs pères ou tuteurs.

Les femmes ont pour principal objectif de nourrir la famille par leur travail dans les champs vivriers. Mais la déficience de la production agricole, jointe parfois, à celle d'un mari peu prodigue, les contraint à chercher des revenus personnels pour faire face à l'entretien du foyer : achat de vivres, contribution à l'écolage, frais de santé..

L'argent des hommes provient d'abord des plantations, puis des migrations. Le travail en ville représente, avec la vente du vin de palme, la seule source de revenus des jeunes hommes célibataires. Au village, les sources de revenus ne sont pas négligeables : artisanat, chasse, pêche, vente de la production de parcelles vivrières individuelles... Mais l'argent liquide est surtout fourni par les tonnes, secondairement par les prêts, les dons, qui sont à la base d'un flux monétaire important entre les villageois, comme entre la ville et le village. En 1972, les mouvements de fonds étaient supérieurs aux revenus (selon J. WEBER 1977). La circulation monétaire était plus

importante à YEMESOA, qu'à Alen-Zalengañ ; il y a plus de numéraire dans le village *éton* (revenus cacaoyers supérieurs, plus de migrants, proximité d'un marché urbain).

L'argent dont disposent les femmes provient également des tontines, mais dans une proportion plus faible, du fait de disponibilités monétaires moins importantes. L'essentiel de leurs revenus réels provient de la vente des vivres, prises sur les surplus, ou sur les réserves familiales en cas de nécessité. Le petit commerce, surtout celui des boissons (bière, vin rouge, araki) vient en seconde position.

Mais des différences sensibles existent entre les deux villages étudiés. À Yemesoa, le cacao représente le seul revenu important des hommes, en dehors de l'émigration. Il faut chaque année acheter des vivres ; les cacaoyères ont donc un rendement maximum. La culture vivrière dégage peu de surplus et, d'autre part, l'accès aux marchés (Obala, Yaoundé) est difficile. À Alen-Zalengang, les rentrées d'argent viennent du cacao, du café, mais aussi de plusieurs autres sources lucratives : chasse, pêche. Les revenus des migrations sont faibles, du fait de leur orientation vers le pays *bulu*, économiquement moins dynamique que la capitale. Les achats de vivres sont peu importants et moins impératifs, la production étant largement excédentaire, et tout aussi difficilement commercialisable.

Dans les deux villages, les paysans cherchent à couvrir leurs besoins, par une production maximale. Celle-ci est obtenue par l'extension des cultures, considérée comme le seul moyen de faire face aux aléas climatiques. Le principe dominant est l'économie du temps de travail, autrement dit, la recherche de la productivité maximale. Si un tel principe peut être appliqué à Alen-Zalengañ, il ne peut l'être à Yemesoa où le manque de terre pousse les paysans à améliorer, non pas la production du temps de travail, mais celle de l'unité de surface.

Malgré son incroyable résistance, le système agricole pratiqué à Yemesoa n'est plus capable d'évoluer, s'il assure encore la subsistance, ou la survie, des exploitations. Seuls des ajustements de la population, les prêts de terre, contribuent à assurer un niveau de ressources suffisant.

Les exploitations se spécialisent délibérément dans le cacao. L'accroissement rapide des superficies (on a planté autant de cacaoyers entre 1980 et 1985, qu'entre 1950 et 1980, à Alen-Zalengañ) est sans doute dû à l'action récente de la Sodecao qui dispense largement plants améliorés, produits phyto-sanitaires, encadrement technique rapproché. Mais le niveau des rendements des cacaoyères en production laisse planer un doute sur l'avenir de

ces nouvelles plantations. Seront-elles aussi des plantations-épargnes, des plantations pour la cueillette, ou serviront-elles seulement à démarquer les propriétés foncières ?

La question foncière est en effet, toujours présente, malgré l'abondance des terres du village. Il y a de moins en moins d'espace inapproprié. Ce problème est particulièrement sensible chez les gens de Zalengañ, « hôtes » d'Alen. Le principe de l'inaliénabilité des terres est encore valable et aucune vente n'a été enregistrée. Mais ce principe a déjà subi un premier accroc ; le plus gros planteur du village (un *Maka* ; il déclare posséder 400 ha !), venu s'installer à Zalengañ en 1965, a fait borner et immatriculer les terres, mises à sa disposition par le chef d'Alen... Il s'agit là d'une rupture de la solidarité foncière traditionnelle qui ne manque pas d'inquiéter les anciens.

CONCLUSION

Les terroirs étudiés assurent, dans l'ensemble, la survie de leurs paysans malgré à une rentabilité médiocre des cultures vivrières et des plantations, et souvent à l'aide de ressources fournies par des activités extra agricoles, comme l'émigration en ville.

L'inertie des systèmes observés apparaît grande. Quand la terre est disponible, le système agricole pratiqué fournit la meilleure production et le meilleur revenu par unité de surface. La pression foncière contraint, *a priori*, le paysan à valoriser la production par unité de surface. À Yemesoa, cas limite, cette tendance est nette pour le cacao, beaucoup moins pour les cultures vivrières. Dans les zones les plus peuplées, la raréfaction des terres devrait être ainsi une incitation très forte au changement des méthodes culturales, mais, à Yemesoa, en 13 ans, aucune amélioration n'a été enregistrée au niveau des cultures. Les paysans ont répondu à la surcharge grandissante par une émigration un peu plus forte. Dans ce village, alors qu'il y a urgence, aucune solution n'a été trouvée pour accroître les rendements, encore moins, pour changer de mode de culture : pas d'engrais, pas d'insecticides, pas de lutte contre l'érosion des sols, pas de jardins dignes de ce nom, pas de cultures de bas-fonds (*elobi*)...

Mais l'inertie du système agricole, est surtout à mettre au compte de l'émigration qui vide les villages de ses éléments les plus jeunes et les plus dynamiques. L'émigration est actuellement très forte et il est

difficilement imaginable qu'elle puisse encore augmenter. Mais cette inertie, c'est-à-dire le maintien des facteurs de production anciens (principe de l'inaliénabilité de la terre, entraide réciproque, prêts de terre...) permet, par ailleurs, la survie actuelle des terroirs, et empêche la production agricole de s'effondrer.

Néanmoins les systèmes agricoles forestiers évoluent. L'évolution a commencé avec l'introduction du cacao et se poursuit actuellement sous le coup de contraintes dont l'émigration masculine et féminine constitue la plus forte. Pour l'instant, il s'agit d'une évolution qui est, en fait, une lente dégradation des facteurs sociaux et économiques constitutifs des systèmes de production anciens (dissociation des travaux masculins et féminins, appauvrissement des cultures vivrières, fin du contrôle collectif des terres). Cette dégradation n'a pas forcément que des côtés négatifs. Un plus grand individualisme peut permettre le développement d'initiatives individuelles, notamment chez les jeunes. Chez les femmes, le désir grandissant d'indépendance est une occasion de devenir de véritables agents économiques au même titre que les hommes. Leur objectif est désormais de gagner le plus d'argent possible, ce qui les rend plus sensibles au développement des cultures vivrières, mais aussi, malheureusement, aux attraits de l'émigration.

Les objectifs suivis par les paysans restent doubles, à la fois tournés vers le village et la ville. Cette stratégie constitue une sécurité pour le migrant qui ne se retrouve jamais sans ressource en cas d'échec, ainsi que pour le paysan qui peut ainsi trouver une occasion de gains généralement importants. Mais elle comporte des inconvénients graves, parmi lesquels, la dégradation des méthodes de culture, l'augmentation à terme des migrations féminines et le recul consécutif des cultures vivrières. Remarquons, au passage, que ces stratégies individuelles desservent les terroirs au bénéfice exclusif de la ville. Celle-ci bénéficie ainsi d'une force de travail jeune qui se reproduit ailleurs et se retire, une fois écoulée sa période d'activité.

Conclusion générale

Les deux exemples présentés ne sauraient à eux seuls illustrer tous les terroirs forestiers du Sud Cameroun et, par conséquent toute extrapolation serait hasardeuse. Il conviendrait de multiplier les études, tant les problèmes sont spécifiques ; les situations dépendent de faits apparemment secondaires, mais toujours déterminants en deuxième analyse (analyse faite généralement quand il est trop tard, c'est à dire quand les « choix de développement » ont déjà été pris...). Néanmoins, l'unité du « monde » *béti* est telle qu'on peut tirer de cette étude quelques enseignements utiles applicables à des zones plus vastes.

Doit-on encore souligner l'importance du maintien des terroirs comme cadre de vie et de production de la majeure partie de la population du Sud Cameroun ? Malgré la persistance d'une économie de cueillette ou de subsistance, les terroirs assurent, en plus, une notable partie de l'approvisionnement vivrier de Yaoundé. Les villages de la province du Centre, avec 53 % des flux totaux dirigés vers Yaoundé, constituaient les principales sources de ravitaillement de la ville en produits vivriers « traditionnels » (BARIS et ZASLAWSKI 1983).

Cependant, les cultures vivrières rencontrent de nombreux problèmes. En dehors des problèmes techniques (maladies, mauvais stockage,...), il s'agit surtout d'une dégradation des pratiques anciennes qui ne peuvent plus être mises en oeuvre du fait, notamment, de la dissociation sexuelle de plus en plus grande des tâches. Les hommes, absents ou accaparés par leurs plantations, laissent les femmes faire face, seules, aux multiples travaux agricoles. Dans ces conditions, les défrichements annuels ne sont pratiqués que dans des jachères récentes, plus aisées à défricher, c'est-à-dire sur des terres moins fertiles. La disparition du couvert arboré dans ces jachères, favorise l'arachide, plante de lumière, peu exigeante. Le manioc, qui peut rester plusieurs années en terre et qui demande peu de travail, devient aussi une plante privilégiée, aux dépens de l'igname notamment.

En outre, la production actuelle n'est pas stimulée par un marché organisé et une politique des prix correspondante. Pourtant, les femmes sont confrontées à des besoins monétaires de plus en plus pressants, alors que leurs maris rapportent de moins en moins d'argent à la maison (les prix du cacao fluctuent, et le travail en ville est rare). L'amélioration du marché passe par une amélioration importante du réseau routier et la mise sur pied d'un mouvement coopératif comparable à celui existant pour le cacao. Le problème des débouchés pour les produits vivriers reste donc entier malgré la forte demande de l'énorme marché de Yaoundé, tout proche.

C'est en grande partie pour cette raison que les hommes ne se sont pas mis aux cultures vivrières, ni aux maraîchage, malgré les grandes espérances des années soixante-dix (J. WEBER 1977).

Plus que de vivres, les terroirs sont producteurs de cacao et, très secondairement, de café. La politique actuelle entreprise par la Sodecao demande beaucoup d'efforts financiers (encadrement rapproché, distribution de plants améliorés...) de la part de l'État et beaucoup de travail aux planteurs (la création d'une cacaoyère moderne demande 1 800 heures/hectare, soit un an de travail). Les nouvelles plantations accaparent entièrement les hommes. L'entretien des pépinières, le défrichage des parcelles, la trouaison, le piquetage, le transport et la mise en place des plants sur la future plantation, les nombreux traitements et nettoyages, empêchent les hommes de défricher de nouvelles parcelles vivrières pour leurs épouses. Le manque de main-d'oeuvre devient le facteur limitant de la culture cacaoyère de rendement. La main-d'oeuvre salariée est difficile à trouver sur place. Il n'y a pas de gens sans terre, louant leur force de travail ; tous sont des planteurs qui répugnent, selon un sens aigu de l'égalitarisme, à favoriser par leur travail un voisin ou un parent plus riche. À la limite, les femmes devraient consacrer plus de temps à aider les hommes sur les cacaoyères. Or elles ont déjà un emploi du temps chargé ; leur période de travail sur les champs est plus longue que celle des hommes. Elles doivent en plus s'occuper des tâches domestiques, des enfants, travail jamais comptabilisé, car permanent. Une participation plus active des femmes à la cacaoculture pose aussi le problème de leurs rémunérations et de l'héritage. Le travail crée des droits ; toute personne ayant créé une plantation peut faire valoir ses droits. La plupart des plantations actuelles, en production, ont été créées par des femmes qui ont semé les fèves dans leurs parcelles vivrières pour leurs fils ou leurs époux. Mais, il n'en est plus de même avec les nouvelles plantations de cacaoyers hybrides, qui sont le fruit du travail masculin.

Quelle évolution peut-on attendre des systèmes agricoles décrits ? Sans entrer dans des spéculations trop hardies, on peut penser qu'en l'absence d'une décongestion importante par émigration en dehors de la Lékié (les départs outre Sanaga, ou vers l'arrondissement de Batchenga sont encore très faibles), l'asphyxie de Yemesoa ne pourra être évitée que par une augmentation de l'émigration des jeunes, des cadets, vers la ville, mais cela n'aura pour effet que de retarder l'échéance, s'il n'y a pas amélioration simultanée des pratiques culturales. À Alen-Zalengañ, l'espace se remplira peu à peu, sinon par augmentation de la population, du moins par celle des plantations. Eloigné des grands centres et des axes commerciaux,

le village n'arrivera sans doute que très tardivement à la situation actuelle de Yemesoa. Mais le terroir ne compte déjà plus d'espaces libres où des étrangers pourraient s'installer. Chaque morceau de forêt fait l'objet d'un contrôle précis. Ce qu'il faut craindre ici c'est l'aliénation du sol par de gros exploitants (hauts fonctionnaires originaires de la région, commerçants...) disposant de capitaux importants et d'appuis administratifs. Ceux-ci peuvent s'offrir un gros train de culture, de la main d'oeuvre travaillant sur un espace enregistré au cadastre. L'aliénation de la terre selon des modes extra-coutumiers est une réalité qui s'amplifiera, dans la Lékié comme dans les autres régions du pays *béti*. Le système coutumier actuel ne fait que retarder le processus.

Ainsi, il est prévisible qu'apparaîtront dans les villages deux sortes (certains diront deux « classes ») de planteurs : d'un côté, des planteurs aisés, instruits, anciens migrants ayant réussi en ville (nous avons vu que certains migrants avaient des postes relativement importants), à la tête de plantations modernes à haut rendement ; de l'autre, une masse de petits planteurs, migrants « ratés », s'accrochant à une cacaoyère vieillie, sans cesse régénérée, ou plus exactement prolongée. Une telle situation observable déjà sur le terrain, ne manquera pas de créer des tensions sociales importantes ou d'envenimer celles qui existent déjà autour des problèmes fonciers.

Dans les plans de développement, il faudra désormais tenir mieux compte des stratégies des urbains vis-à-vis de leur propre village. Cependant, il est peu probable que s'instaurent dans un avenir proche des formes de fermage ou de métayage. Cela ne pourrait concerner que des étrangers au village ou à la région. L'individualisme et l'égalitarisme *béti* sont trop forts, la situation économique, pas assez dégradée, pour permettre à un individu de cultiver les terres d'un autre, dans l'espoir d'un minimum de profit. En outre, nous avons vu que les aînés des familles résistent et cherchent à conserver les propriétés les plus grandes possible, donc les plus viables.

Les villages du Sud Cameroun ne peuvent rester ce qu'ils sont, c'est-à-dire des villages de retraités ou des réservoirs de main-d'oeuvre pour la ville. Les campagnes ne sont pas menacées de désertification ou de « gabonisation », tant que le projet des migrants et d'une grande part des populations urbaines, restera le retour à la terre, lors de la retraite, ou plus tôt. D'autant que dans la plupart des cas, la vie, ou la survie, des ruraux comme de certains urbains, est toujours garantie par la production agricole. En outre, les terres abandonnées retourneraient inévitablement au lignage, auprès duquel il serait difficile de les récupérer par la suite. Seule la présence, et surtout, la mise en exploitation, garantit la validité des droits d'usage. Le spectre de l'exode rural est donc un faux problème pour l'instant.

L'abandon des campagnes ne pourrait être envisagée que si les cours du cacao s'effondraient de façon définitive, ce qu'il est bien difficile de prévoir avec un marché très spéculatif, c'est-à-dire ne répondant pas exactement à la loi de l'offre et de la demande. Une telle hypothèse aboutirait à une réaction en chaîne ; aucune culture n'étant prête à prendre le relai du cacao, seule, l'émigration pourrait fournir l'indispensable numéraire, avec comme conséquence une rupture entre le village et la ville (plus de rente cacaoyère = retour au village plus difficile) et une compétition foncière accrue (retour des cacaoyères à la forêt = contestations plus faciles). Mais les cours du cacao semblent avoir atteint aujourd'hui un seuil qu'ils ne franchiront vraisemblablement pas. Le Cameroun reste toujours le cinquième producteur mondial, et le secteur agricole dont le cacao est l'élément moteur, représente plus de 20 % du Produit intérieur brut. Le cacao est donc une production vitale pour le pays.

Sans attendre un éventuel naufrage du cacao qui aurait la dimension d'un drame national, il est nécessaire de stimuler la production. La monoculture de plantation n'a pas d'avenir dans le système actuellement pratiqué, si ce n'est que pour une poignée de gros planteurs. Il convient de reconverter les terroirs, et de revitaliser la production vivrière, surtout dans les régions périphériques de Yaoundé. Comment accepter que Yaoundé soit bien tôt presque totalement approvisionnée par l'unique province de l'Ouest, si productive soit-elle ? Le plus dur sera d'évacuer l'héritage cacaoyer. Le cacao représente pour la majorité des exploitations le seul revenu monétaire important, et cela depuis plus de cinquante ans. ; le passage vers un vivrier plus intensif devra donc se faire de façon progressive. Il faut également tenir compte du rôle foncier du cacao ; ce rôle ne pourrait être remplacé que par un enregistrement généralisé des terres au cadastre. Il faut bien reconnaître que les esprits ne sont pas encore prêts (surtout dans la Lékié, où pourtant le système devrait être généralisé) à accepter une telle mesure, en dehors des problèmes de réalisation matérielle qu'elle poserait. Conséquence de la perte du contrôle foncier par les *ntol*, la tendance à l'individualisation des domaines, avec, en perspective, l'appropriation des parcelles (avec titre foncier), peut devenir un facteur d'évolution. Le changement des rapports entre le paysan et « sa » terre peut déboucher sur un nouveau type d'exploitation et de cultures.

La dynamique agricole passe aussi, et avant tout, par l'amélioration des voies de communication, l'organisation de la production par des coopératives ou groupements de producteurs, ce qui permettra de mettre sur pied une vraie politique des prix, dont le niveau est le facteur déterminant pour provoquer l'intérêt des hommes à la culture vivrière.

À Yemesoa, les quelques essais d'amélioration tentés dans les années soixante-dix (culture pure de maïs, de bananes, maraîchage, petit élevage de porcs...) n'ont eu qu'une existence éphémère et aucun impact durable sur les pratiques culturelles et l'économie villageoise. Malgré des débuts prometteurs, la petite opération de développement « intégré » mise sur pied par la mission catholique s'est heurtée rapidement à des problèmes techniques et surtout humains, insolubles. Mais cet échec est instructif. Sans entrer dans des directives qui ne sont pas de notre propos, on peut, à la lumière de cette expérience et de cette étude, dégager quelques principes qui devraient présider à l'élaboration de tout plan de développement.

L'amélioration des cultures vivrières doit avoir pour objectif premier d'assurer la sécurité alimentaire des paysans. L'abandon des cultures associées au profit des cultures pures, thème de développement fréquent rencontre, chez les femmes, une opposition très ferme. Des parcelles de culture pure dont la production est destinée à la vente présentent, selon elles, de trop gros risques. Principales responsables de l'approvisionnement vivrier de la famille, elles sont attachées à la culture mixte qui tient mieux compte des conditions variées et variables, du milieu (sols, pluviométrie), tout en assurant une production minimum, malgré les aléas. La sécheresse de 1983 qui provoqua, entre autres, une grave pénurie de plantain, leur a donné raison. Les hommes s'adonnent à la culture pure uniquement quand ils jugent qu'elle est plus rentable que le cacao. Pour l'instant ils conçoivent cette culture comme une occasion de gains comme une autre, pendant une période limitée, c'est-à-dire sous un angle purement spéculatif, ce qui n'est pas un bon état d'esprit pour une reconversion réussie.

La recherche de la meilleure productivité⁴⁷ possible est également capitale. Il conviendra donc de ne pas alourdir les façons culturales, en tenant compte de l'outillage disponible. Il en est de même du niveau de bénéfices nets. Tous les organismes d'État chargés de la commercialisation des produits vivriers, ou autres « produits de base », achoppent sur le problème des prix à la production, toujours trop bas, inférieurs à ceux offerts par les intermédiaires « traditionnels ». Il leur faut, en effet, tenir compte de frais d'exploitation très importants. En outre, leur souci principal est de stabiliser les prix pour le consommateur urbain, citoyen de « première zone »...

Les thèmes techniques doivent être simples, et surtout, éprouvés ailleurs, afin d'éviter toute perte de confiance chez les paysans les ayant adoptés.

Il faut respecter les réalités sociales élémentaires (individualité de la production, d'où abandon des champs communautaires, organisa-

47. Par « productivité », nous entendons le rapport entre la production et l'ensemble de ses facteurs, notamment le temps de travail qui est toujours le plus déterminant.

tion du travail par petits groupes, division sociale *nti/belo...*), voire certaines croyances concernant les cultures (interdits divers).

Enfin, toute action de développement doit tenir compte des particularités locales qui peuvent être occultées par l'apparente uniformité de la société *béti*. Nous avons vu les grandes différences structurelles existant entre les deux villages dont les problèmes, pourtant à peu près similaires, ne peuvent être traités de la même façon.

Ainsi donc, pour aider les terroirs à s'adapter, il convient de prendre en compte les facteurs essentiels des systèmes agricoles que sont : les techniques employées, la main-d'oeuvre disponible, la division sexuelle des tâches et du contrôle des ressources, le niveau des prix. Ces facteurs étroitement liés, sont constamment réinterprétés par les paysans, pour établir leurs stratégies vis-à-vis des solutions présentées.

Jusqu'ici, les relations ville-campagne se sont faites à sens unique. Les campagnes fournissent vivres et jeunes gens, sans rien recevoir en échange, excepté un réseau routier insuffisant, un encadrement agricole peu efficace, faute de crédits, ou trop sectoriel. Dans son propre intérêt, la « ville », c'est-à-dire en définitive, les Pouvoirs publics, devrait consentir de plus gros efforts pour libérer les potentialités des terroirs, en développant avant tout les cultures vivrières. Jusqu'à présent, l'auto-suffisance alimentaire a été assurée par les terroirs, plus que par des projets de développement, lourds, coûteux, et aux résultats toujours incertains.

Bibliographie

- ALEXANDRE (P.) et BINET (J.), 1963 – *Le groupe dit Pahouin. Bêti-Boulou-Fang*. PUF, Paris, 152 p.
- ASSOUMOU (J.), 1977 – *L'économie du cacao*. Delarge, Paris, 361 p.
- BARIS (P.) et Zaslowski (J.), 1983 – *La demande et le marché des vivres dans les villes du Centre et Sud Cameroun*. Sodecao, Yaoundé, 247 p.
- BINET (J.), 1956 – *Budgets familiaux des planteurs de cacao au Cameroun*. L'Homme d'Outre Mer, n° 3, Orstom, 154 p.
- BINET (J.), 1959 – *Le statut des femmes au Cameroun forestier*. Librairie encyclopédique, Bruxelles, 62 p.
- BOCHET DE THE (M.P.), 1985 – *Rites et associations traditionnelles chez les femmes beti du sud du Cameroun*. Orstom-Karthala, Paris : 233-245.
- CHAMPAUD (J.), 1965 – *Atlas régional SW 2*. Orstom-Ircam, Yaoundé, 85 p.
- CHAMPAUD (J.), 1966 – L'économie cacaoyère du Cameroun. *Cab. Orstom, sér. Sci. hum.*, vol.III, n°3 : 105-124.
- CHAMPAUD (J.), 1973 – *Mom, terroir bassa*. Atlas des Structures agraires au Sud du Sahara, n°9, Orstom-Mouton, 59 p.
- DELPECH (B.), 1978 – *Du village au quartier : les originaires de la Lékié à Yaoundé (Nkol-Eton)*. Trav. et Doc. de l'ISH, Onarest, Yaoundé, n°10, 220 p.
- ESA BOTO, 1971 – Ville cruelle. *Présence Africaine*, n° 16. Paris
- FRANQUEVILLE (A.), 1978 – Deux cas d'évolution de la population rurale dans le Sud Cameroun. *Études Rurales*, n°70 : 81-95.
- FRANQUEVILLE (A.), 1987 – *Une Afrique entre la ville et la campagne*. Mémoires Orstom, n°109, Orstom Paris, 646 p.
- GABAIX (J.), 1965 – *Le niveau de vie des populations de la zone cacaoyère du Centre Cameroun*. Enquête 1964-65. Direction de la statistique., Yaoundé, Sedes, Paris.
- GUILLOT (B.) et Diallo (Y.), 1984 – *Systèmes agraires et cultures commerciales. L'exemple de Boutazab (région de la Sangha au Congo)*. Atlas des Structures agraires au Sud du Sahara, n°20, Orstom - Mouton, Paris.
- GUYER (J.I.), 1978 – The food economy and french colonial rule in central Cameroun. *Journal of African History*, vol. XIX (4) : 577-597.
- GUYER (J.I.), 1980 – Female farming and the evolution of food production patterns amongst the Beti of south-central Cameroon. *Africa*, vol. 50, n°4 : 341-356.
- INSEE, 1964 – *Enquête démographique au Cameroun. Résultats définitifs pour la région du Sud-Est*. Insee-Coop., Paris, 142 p.
- KOCH (H.), 1968 – *Magie et chasse dans la forêt camerounaise*. Berger-Levrault, Paris.
- LABURTHE-TOLRA (P.), 1970 – Yaoundé, d'après ZENKER 1895. In : *Annales de la Faculté Lettres et Sciences humaines de Yaoundé*, (2) : 6-113.

- LABURTHE-TOLRA (P.), 1972 – *À travers le Cameroun du Sud au Nord*, par C. von MORGEN (Traduction et commentaire de Ph. LABURTHE-TOLRA), 342 p.
- LABURTHE-TOLRA (P.), 1981 – *Les seigneurs de la forêt*. Publication de la Sorbonne, Paris, 490 p.
- LEPLAIDEUR (A.), 1978 – *Les travaux agricoles chez les paysans du Centre Sud Cameroun*. Irat, Paris, 140 p.
- LEPLAIDEUR (A.), 1985 – *Les systèmes agricoles en zone forestière : Les paysans du Centre et du Sud Cameroun*. Cirad - Irat, Montpellier, 615 p.
- LETOUZEY (R.), 1985 – Carte phytogéographique du Cameroun. Ira, Yaoundé - Ixiv, Toulouse.
- MANI OLONGO, 1975 – L'arrondissement d'Okola. DEA, Faculté des Lettres et Sciences humaines de Yaoundé, 122 p.
- MARTICOU (H.), 1962 – *Les structures agraires du Centre Cameroun*. Secrétariat du Développement rural, d'Agriculture, d'Élevage et des Forêts, Yaoundé, 62 p.
- MASSEYEFF (P.) *et al.*, 1958 – *Le groupement d'Evodoula. Étude de l'alimentation*. Orstom Paris, 61 p.
- MONGO BÉTI, 1956 – *Le pauvre Christ de Bomba*. Robert Laffont, Paris.
- Ongla (J.), 1973 – *Étude économique de la production vivrière dans la zone d'intervention de Yemessoa*. École fédérale d'Agriculture, Yaoundé, 106 p.
- QUINN (F.), 1980 – *Beti society in the nineteenth century*. Londres, *Africa*, vol.50, n°3 : 293-304.
- SUCHEL (J.B.), 1988 – *Les climats du Cameroun*. Thèse doctorat d'Etat, Université de Saint-Étienne, 4 vol., 1187 p.
- TCHALA ABINA (F.), 1973 – Contribution à une expérience de vulgarisation agricole : Yemessoa. École nationale supérieure d'agronomie., Yaoundé, *Étude Technique*. n°1, 328p.
- TISSANDIER (J.), 1969 – *Zengoaga, étude d'un village camerounais et de son terroir au contact forêt-savane*. Atlas des Structures agraires au Sud du Sahara, n°3, Orstom-Mouton, 88 p.
- VALLERIE (M.), 1973 – *Contribution à l'étude des sols du Centre-Sud Cameroun*. Trav.et Doc. Orstom, n°29, 111 p.
- WEBER (J.), 1977 – Structures agraires et évolution des milieux ruraux. Le cas de la région cacaoyère du Centre-Sud camerounais. *Cab. Orstom, sér. Sci. hum.*, vol.XIV, n°2 : 113-141.
- WENEZOUÏ (L.), 1979 – *L'évolution d'une communauté éton, dans un village proche de Yaoundé : Nkongmessa*. Thèse., 2 tomes, EHESS, Paris, 507 p.
- WESTPHAL (E.), 1981 – L'agriculture autochtone du Cameroun. *Miscellaneous papers* 20, Wageningen University., 175 p.
- ZIMMERMANN, 1890 – Rapports de mission. *Deutsche Kolonialblatt*, Berlin

Summary

Country habits in Southern Cameroon are evolving rapidly. They are changing to different extents and at different speeds under the effect of new factors which have appeared during the past sixty years: the introduction of cash crops and a monetary economy, increased personal mobility, the opening up of major lines of communication, the emergence of regional urban centres, population growth, etc.

The purpose of the present work was to describe the recent evolution of village territories, taking into account the regional context and the changes in production which took place during the colonial period. For this, certain topics such as emigration, the landholding system, cultivated areas and types of crops were selected in priority and received closer examination.

Two village territories, an *Eton* village (Yemesoa) and a *Bulu* village (Alen-Zalengañ), in very different regions were chosen as an example of overall evolution. This limited selection may seem somewhat risky, but the cultural homogeneity of the forestry environment and the unity of farming systems make it possible to limit the number of examples. These villages are of considerable interest as we possess old data making it possible to examine their evolution over a thirteen-year period.

Setting these two observation points in parallel should make it possible to examine the responses of farmers living in radically different contexts to identical problems (covering their own food requirements, search for monetary income, attitude to cocoa growing, etc.).

The regional context : Southern Cameroon

The two villages studied are in the equatorial forest which covers the whole of Southern Cameroon. This is *a priori* a difficult environment with clear disadvantages (excess moisture, parasite diseases, dense river network, etc.). However, strictly speaking, there are no "good" and "bad" environments. The variations in the abundance of natural resources only have an influence at strictly local level.

The physical environment is evolving rapidly in Southern Cameroon. Without controlling it, man has cleared the forest for crops or for exploiting the timber. Aggression is constant around Yaoundé and along the main lines of communication.

The forest environment is particularly fragile. The present situation is only a phase in the process of transformation (or degradation?) which started several centuries ago with the arrival in the forest of the first waves of migrants from beyond the Sanaga.

In a little-differentiated physical environment, the only regional factor of diversification is settlement. The greater or less imprint applied by human groups to their environment makes it possible to determine several settlement areas or "countries". The establishment of the main human groups belonging to the *Beti* unit was spread over about two centuries. The migrations leading to their present habitat were very complex and are responsible for human settlement which is extremely contrasted spatially. The settlement of southern Cameroon was still characterised in 1986 by the existence of highly populated zones adjoining practically empty areas. The transition between the different sectors is either gradual or abrupt.

More than soils, climate and vegetation, hydrography emerged as one of the basic factors in settlement. However, natural resources are not determinant factors in the population distribution. Each human group interpreted in a different way - according to its culture, traditions and history - the environment in which it was settled by German pacification. Thus, in spite of almost equivalent numbers and similar cultures, the *Eton* and *Bulu* did not occupy land in the same way and did not develop the same densities. Their manners of settlement are contrasted.

The *Eton* population is shut in on all sides (by the Sanaga and the edge of the central Cameroon plateau) and is ten times as dense as that of the *Bulu*, who are spread across a large forest area between the Dja and the coast. In comparison, the *Bulu* area is a kind of dip. The highest population densities (20 to 40 persons per sq. km) are along the main lines of communication and around crossroads.

In addition to settlement, the *Eton* and *Bulu* areas possess specific features which give each its own identity. There are distinct differences in housing, the layout of local land and agricultural production.

The old production system

Until the last quarter of the 19th century, the *Beti* family unit (*nda*) was based on a socially very homogeneous and numerically large unit which moved slowly through the forest. The farming activities in which men and women participated were as important as hunting and fishing but not more. They combined the crop cycle of the savanna (peanut, yam, etc.), where the *Beti* came from, and a cycle of more specifically forest crops (plantain, taro, gourds, cassava, etc.). This extensive type of farming requires large areas. Under these conditions, the relations between man and land were very loose and consisting mainly of right of use. Land was generally obtained by conquest for superficial, temporary use.

Colonisation was accompanied by rapid settling of the groups. More than authoritarian measures, this was enhanced by the introduction of plantation crops (cocoa, coffee) which provided a source of cash for paying taxes and imported goods. These plantations set up in food-producing fields attach dwellings to the soil for a long period (about 40 years). Land, which had previously been a simple means of production, acquired a new value and became wealth. In less than one generation, the *Beti* drew up a summary landholding system. The sharing of land which had previously been effected by force now became a recent "custom" and was somewhat vague.

Pacification and settlement stimulated individual masculine mobility with a considerable range (Douala, the coast, Spanish Guinea) resulting from administrative requisition, portage and the need for money. Combined with these economic upheavals, widespread christianisation caused the deconstruction of societies by systematically undermining all factors of cohesion.

Thus, a new farming family cell emerged at the beginning of the century; this consisted of a limited family (a couple and a few relations) and was still involved in a network of old social relations becoming increasingly loose. Rooted to the ground by its plantations and in close neighbourhood with other groups along a track in a "village", these new domestic units now had to survive alone and solve their problems using their own human and material resources.

Yemesoa and Alen-Zalengañ land in 1972

The study of the two villages shows distinct differences between the *Bulu* and *Eton* systems. Both villages were characterised by small holdings (average cultivated area 2.4 ha at Yemesoa, 3.1 ha at Alen-Zalengañ) and, more important, traditional social structure could still be seen (statutory groups, remains of the role heads of lineage, the *ntol*). However, this had a decreasing effect in daily life and little influence on farming activities. Both cases were fragmented societies consisting of a small number of independent cells (average 8 persons per holding at Yemesoa and 4.5 at Alen-Zalengañ). Individual behaviour was generally preponderant. In addition, weak social cohesion caused considerable tension between families and between individuals.

The basic factors of production - land and labour - operated differently in the two villages. At Yemesoa, under population pressure, land was the essential factor, determining all production and even social behaviour. Through inheritance, holdings became divided and decreased in size to areas just large enough for subsistence.

However, the relation between the shortage of land, the number of people per holding and the food crop area per person was not perfect. In holdings with a relatively small amount of land, large areas were used for food crops at the expense of fallow. In contrast, little was grown on others which had substantial reserves of land. All depended on the individual strategies which determined the amount of food crops, yields and possible recourse to seasonal or permanent emigration.

In 1972, *Eton* farmers had to purchase four times more food (in terms of value) than *Bulu* farmers. They had sacrificed everything to cocoa which gradually colonised and permanently occupied the land used for food crops. Cocoa was most reliable marker in a context of high landholding pressure. Nevertheless, at Yemesoa, the areas used for cocoa and food crops were much smaller than in the *Bulu* village. However, the *Etons* seemed to achieve higher yields. A relatively larger quantity of food was sold at Yemesoa but with half as much land. The same applied to cocoa.

At Alen-Zalengañ, the only determinant factors were the available labour force and the search for maximum labour profitability. In contrast, Yemesoa farmers attempted to draw maximum benefit from their land capital by favouring production by means of more intensive labour. Secondary factors were involved. The specificity of environments and different rainfall patterns determined the weakness of second season crops at Yemesoa. In addition, the proximity of the large Yaoundé market strongly encouraged *Eton* women to market food crops.

Although the social situations were fairly similar, there were two contrasting systems; one was more intensive and conditioned by land (Yemesoa) and the other was extensive and conditioned by labour (Alen-Zalengañ). There were deep-seated structural differences between the systems.

Thirteen years on : the two villages in 1985

The two villages evolved distinctly from 1972 to 1985, even though the period was fairly short. The population had decreased everywhere and especially in the *Bulu* village. The trend had been slow erosion in Yemesoa. In addition to permanent, longstanding population instability, this was caused by a high level of emigration, mainly of workers. Under these conditions, occasional family labour - children and old people - were of decisive importance in the choice made by operators concerning their economic activities.

Migration tended to last longer and increasingly concerned women, especially at Alen-Zalengañ; these two phenomena were partly related to male migration which finally caused increased mobility of women and children.

Emigration contributed to somewhat "relieving" the Yemesoa farming area, but population density was still four times as great as it should have been to enable satisfactory reconstitution of fallow. Emigration was similar from *Bulu* territory, which is much less densely populated and the result of other causes, as in *Eton* territory. Emigration had an important economic basis related to the plantation economy.

Cocoa spread everywhere in 13 years - even in Yemesoa. The territories thus confirm their cocoa growing vocation. However, this vitality had not helped to keep young people in the village. The area actually farmed, and especially the land controlled by each adult man, should be considered rather than the area cultivated per holding.

Observation of the two villages shows that the holdings (often small, as in Yemesoa) were not divided. They had been taken over by an elder son in most cases; the younger sons - even when married - accepted a subordinate role or tried their luck in town. This effective "birthright" is the result of a new family strategy in response to the shortage of land or extensive cropping. It is opposed to traditional *Beti* egalitarianism. "Natural" evolution should also be seen in this; indeed polygamy is decreasing, accompanied by a decrease in the potential number of "shares" in an inheritance.

Although food crops are mainly women's business, they were affected by male emigration and the development of cocoa. This was completed at Yemesoa and in progress in *Bulu* territory. Rotations were becoming simplified and forest clearance no longer went beyond the edge of village land; fallows were becoming shorter. The farming system increasingly resembled that of *Eton* territory, with dominance of peanut and companion crops. In addition, peanut fields are not particularly demanding and fallows can be shorter. Male labour, which is essential for clearing old fallow, was taken up by the creation of new cocoa plantations.

There was very little earnings potential outside agriculture in the villages. Non-agricultural activities were mainly traditional: hunting, fishing and gathering. Alen-Zalengañ had a distinct advantage here since the area was less degraded than that of the Lékié. Fishing and hunting were lucrative, with the returns able to rival those from cocoa. Even more would be earned if the village were close to a market. These activities were an alternative to farm work for men in Alen-Zalengañ. In Yemesoa, apart from gathering for palm wine,

“extra-agricultural” activities were mainly in the wood sector and necessarily limited by the state of tree cover which was already extremely degraded.

For women, gathering was aimed mainly at complementing food supplies during gaps between harvests. The lucrative aspect was entirely secondary.

The balance : inertia and evolution

The territories studied generally ensure survival of the farmers in spite of mediocre profitability of food and plantation crops, and often with the help of resources provided by extra-agricultural activities such as emigration to towns.

The systems observed appear to have considerable inertia. When land is available, the farming system used gave the best yield and the best income per unit of land area. *A priori*, landholding pressure obliged farmers to consider production per unit of surface area. At Yemesoa, a boundary case, this trend is clear for cocoa and much less so for food crops. In the most densely populated zones, the decreasing availability of land should thus strongly encourage a change in cultural methods, but in Yemesoa, no improvement in crops was observed over the 13-year period. The farmers responded to increasing overloading by a slight increase in emigration. Although the question was urgent, no solution had been found to increase yields and even less to change cropping methods: no fertilizer, no insecticides, no soil erosion control, no gardens which merit the name and no cultivation of marshland.

However, the inertia of the farming system is mainly the result of numerous constraints to which the villages are subjected: poorly distributed population, poorly divided land, crushing dominance of cocoa (whose price fell steadily), enclavement, etc. Finally, inertia is also caused by emigration which draws the youngest, most dynamic people away from the villages. Emigration is extremely strong and it is difficult to imagine that it can increase even more. However, this inertia, that is to say the maintaining of certain old factors of production (the principle of inalienability of land, mutual aid, loaned land, etc.) also enable the survival of the village territories today and prevent the collapse of agricultural production.

Forest farming systems are nevertheless evolving. The territories began to change over 70 years ago with the introduction of cocoa and is continuing today with male and female emigration and progressive opening up to markets as the essential factors. More than an evolution, this is so far a slow deterioration of the social and

economic factors which constituted the old production systems (dissociation of men's and women's tasks, impoverishment of food crops, the end of collective control of land). Not all aspects of this degradation are necessarily negative. Greater individualism may enable private initiatives to develop, especially among young people. The increasing desire for independence is an occasion for the women to become true economic agents on an equal footing with the men. Their aim is to earn as much money as possible, which makes them more receptive with regard to the development of food crops but also - unfortunately - to the attraction of emigration.

Farmers' still had double objectives turned towards both village and town. This strategy constituted security for migrants who were never totally lacking in resources in case of failure, and also for farmers who sometimes had considerable incomes. However, there were serious disadvantages, including the impoverishment of cultural techniques, increase of female migration on a long-term basis and a resulting decrease in food crops. It is to be noted that these individual strategies benefit the town at the expense of village territories. The former profits from a young labour force which reproduces elsewhere and then moves away at the end of its working life.

Conclusion

In spite of remarkable resistance, the territories studied are experiencing increasing difficulties. Apart from technical problems (diseases, poor storage, etc.), the main feature is the degradation of old practices and the impoverishment of the crops grown at the expense of peanut and cassava. In addition, food crop production today is not stimulated by an organised market with a corresponding price policy.

As for food crops, shortage of labour is becoming the limiting factor for cocoa production. It is difficult to find wage-earning labour on the spot. Women could perhaps spend more time on the cocoa plantations, but they already have more work than the men.

The villages in Southern Cameroon are currently villages of retired planters or labour reserves for the towns. The country will not be threatened with depopulation as long as the migrants and most of the urban population plan to return to the land when they retire or earlier. The abandoning of farms might only be envisaged if cocoa prices collapse definitively, which is extremely difficult to forecast in an extremely speculative market. The stimulation of production is necessary, even without the collapse of cocoa - which would be a national calamity. Plantation monoculture has no future in the system

as it is today, except for a handful of large planters. Reconversion of the territories and revitalisation of food production are required, especially in the area around Yaoundé.

The main aim of the improvement of food crops should be to ensure food supplies for the farmers. Abandoning combinations of crops for monoculture - a frequent development topic - receives firm opposition from the women as it carries too great a risk.

In the interest of the farmers of Southern Cameroon, who farm one of the best agricultural regions in the country, it is urgent to devote greater efforts to free the potential of these territories firstly by developing food crops. Finally, the self-sufficiency in food supplies that Cameroon is proud of has been ensured to date (and for how long in the future?) by village territories rather than by costly development projects whose results are always uncertain.

Table des illustrations

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 - <i>L'évolution des superficies des plantations de cacao et de café à Alen-Zalengaň, avant 1960 (en ha)</i>	63
Tableau 2 - <i>L'évolution des superficies des plantations de cacao à Yemesoa, avant 1960 (en ha)</i>	63
Tableau 3 - <i>La population d'Alen-Zalengaň en 1972</i>	77
Tableau 4 - <i>La population de Yemesoa en 1972</i>	77
Tableau 5 - <i>La structure de la population en 1972</i>	78
Tableau 6 - <i>La population active par village en 1972</i>	79
Tableau 7 - <i>Les lignages de Yemesoa en 1972</i>	81
Tableau 8 - <i>Les lignages d'Alen-Zalengaň en 1972</i>	81
Tableau 9 - <i>Les Belo de Yemesoa en 1972</i>	82
Tableau 10 - <i>La répartition des terres entre les lignages de Yemesoa en 1972</i>	84
Tableau 11 - <i>La répartition des terres entre les lignage et les exploitations à Yemesoa en 1972</i>	84
Tableau 12 - <i>Le mode de tenure des terres à Yemesoa en 1972</i>	88
Tableau 13 - <i>Les prêts de terre selon les lignages à Yemesoa en 1972</i>	89
Tableau 14 - <i>Yemesoa 1972 : les superficies possédées en dehors du terroir par lignage (en ha)</i>	89
Tableau 15 - <i>La répartition des terres détenues en dehors du terroir à Yemesoa en 1972 (en ha)</i>	90
Tableau 16 - <i>L'occupation du sol à Yemesoa en 1972 (en ha)</i>	91
Tableau 17 - <i>Les superficies cultivées à Yemesoa en 1972 (en ha)</i> ..	91
Tableau 18 - <i>La taille des exploitations agricoles à Yemesoa en 1972</i>	92
Tableau 19 - <i>L'occupation du sol à Alen-Zalengaň en 1972 (en ha)</i>	92
Tableau 20 - <i>La taille des exploitations à Alen-Zalengaň en 1972</i> ..	93
Tableau 21 - <i>Les superficies moyennes cultivées par exploitation et par habitant à Alen-Zalengaň en 1972 (en ha)</i>	93
Tableau 22 - <i>Les superficies cultivées et en jachère à Yemesoa en 1972</i>	94
Tableau 23 - <i>Les terres occupées à l'extérieur du terroir à Yemesoa en 1972 (en ha)</i>	95
Tableau 24 - <i>Les superficies cultivées par exploitation et par habitant à Yemesoa en 1972 (en ha)</i>	95
Tableau 25 - <i>Les superficies cultivées par type de cultures à Alen-Zalengaň en 1972 (en ha)</i>	95

Tableau 26 - <i>Les superficies cultivées par exploitation et par habitant à Alen-Zalengañ en 1972 (en ha)</i>	96
Tableau 27 - <i>La répartition des exploitations suivant la taille des superficies vivrières cultivées par habitant en 1972 (en ares)</i>	96
Tableau 28 - <i>La répartition de surfaces vivrières par exploitation, selon la saison en 1972 (en ares)</i>	101
Tableau 29 - <i>La répartition des cultures annuelles à Yemesoa en 1972 (en ares)</i>	102
Tableau 30 - <i>La superficie des plantations selon leur date de création à Yemesoa et Alen-Zalengañ en 1972 (en ha)</i>	104
Tableau 31 - <i>Les superficies cultivées par sexe en 1972 (en ares)</i> ..	105
Tableau 32 - <i>Les mouvements de population entre 1972 et 1985</i> ..	112
Tableau 33 - <i>L'importance numérique des migrants dans la population en 1985</i>	114
Tableau 34 - <i>La situation des hommes de plus de 20 ans en 1985</i> ..	115
Tableau 35 - <i>La situation des chefs d'exploitation en 1985</i>	116
Tableau 36 - <i>L'évolution du taux de masculinité 1972-1985</i>	117
Tableau 37 - <i>La durée moyenne des migrations en 1985</i>	118
Tableau 38 - <i>La durée moyenne des migrations selon la date de retour</i>	118
Tableau 39 - <i>La répartition de la population par âge en 1985</i>	119
Tableau 40 - <i>La population active par exploitation en 1985</i>	120
Tableau 41 - <i>La main-d'oeuvre mobilisable totale (10-65 ans)</i>	120
Tableau 42 - <i>L'occupation du sol à Yemesoa en 1985 (en ha)</i>	121
Tableau 43 - <i>La population de Yemesoa par quartier en 1972 et 1985</i>	121
Tableau 44 - <i>La répartition des exploitations selon la superficie à Yemesoa en 1985</i>	122
Tableau 45 - <i>Les prêts de terre selon les lignages à Yemesoa en 1985</i>	124
Tableau 46 - <i>L'occupation du sol à l'intérieur du terroir de Yemesoa en 1985</i>	125
Tableau 47 - <i>L'occupation des terres exploitées à l'extérieur de Yemesoa en 1985 (en ha)</i>	125
Tableau 48 - <i>La répartition des cultures à Alen-Zalengañ en 1985</i>	126
Tableau 49 - <i>La répartition des cultures et des jachères à Yemesoa en 1985 (en ha)</i>	127
Tableau 50 - <i>La superficie cultivée par exploitation et par personne à Alen-Zalengañ en 1985</i>	128
Tableau 51 - <i>La superficie des cultures vivrières par exploitation, aux différentes saisons en 1985</i>	129
Tableau 52 - <i>L'inventaire du matériel agricole de l'exploitation moyenne en 1985</i>	149

LISTE DES FIGURES

Figure 1 - <i>Carte de situation des deux terroirs</i>	10
Figure 2 - <i>Le climat</i>	16
Figure 3 - <i>La végétation</i>	20
Figure 4 - <i>La population rurale (recensement national de 1976)</i> .	31
Figure 5 - <i>Le pays éton au début du siècle</i>	56
Figure 6 - <i>La région d'Alen-Zalengañ au début du siècle</i>	58
Figure 7 - <i>Alen-Zalengañ : La répartition des lignages</i>	59
Figure 8 - <i>Le site de Yemesoa</i>	74
Figure 9 - <i>Alen-Zalengañ : carte de situation</i>	76
Figure 10 - <i>Alen-Zalengañ : position approximative des lignages avant leur déplacement vers la route</i>	87
Figure 11 - <i>La succession des cultures dans quelques champs</i>	103
Figure 12 - <i>Principaux types de pièges utilisés à Alen-Zalengañ</i> ...	133
Figure 13 - <i>Types de boues</i>	134
Figure 14 - <i>L'évolution de l'habitat</i>	143

LISTE DES CARTES HORS-TEXTE

(en rabat de couverture)

- Carte 1 - *Yemesoa : les terroirs de Nkolngégé et Bilig Bitom.*
- Carte 2 - *Yemesoa (1972) : la charge humaine.*
- Carte 3 - *Yemesoa (1972) : la répartition coutumière des terres.*
- Carte 4 - *Alen-Zalengañ (1985) : la répartition coutumière des terres.*
- Carte 5 - *Yemesoa (1972) : le manque de terre.*
- Carte 6 - *Yemesoa (1972) : la superficie cultivée par personne (cultures vivrières).*
- Carte 7 - *Yemesoa (1972) : les cultures vivrières.*
- Carte 8 - *Alen-Zalengañ (1972) : les cultures vivrières.*
- Carte 9 - *Alen-Zalengañ (1972) : les plantations.*
- Carte 10 - *Yemesoa (1985) : la charge humaine.*
- Carte 11 - *Yemesoa (1985) : les jachères.*
- Carte 12 - *Yemesoa (1985) : le manque de terre.*
- Carte 13 - *Yemesoa (1985) : les plantations de cacao.*
- Carte 14 - *Yemesoa (1985) : âge de la cacaoyère.*
- Carte 15 - *Alen-Zalengañ (1985) : les plantations.*
- Carte 16 - *Alen-Zalengañ (1985) : l'âge des plantations.*
- Carte 17 - *Yemesoa (1985) : la superficie cultivée par personne (cultures vivrières).*
- Carte 18 - *Yemesoa (1985) : les cultures vivrières.*
- Carte 19 - *Alen-Zalengañ (1985) : les cultures vivrières.*

Table des matières

Introduction.....	5
-------------------	---

1 Le contexte géographique : le Cameroun du sud	9
---	---

<i>Le milieu naturel</i>	11
Le relief : plateaux et collines	11
L'hydrographie : un chevelu dense de cours d'eau dépendant de trois grands fleuves.....	13
Le climat : une pluviométrie abondante, mal répartie dans le temps et dans l'espace	15
• Les précipitations.....	15
• L'humidité	18
• Les températures	18
• Les nuances climatiques.....	18
La végétation : une forêt dense en voie de dégradation.....	19
Les sols : une large prédominance de sols ferrallitiques moyennement fertiles	23
Cadre naturel et occupation humaine : un milieu favorable à l'installation humaine.....	25
<i>Le peuplement</i>	27
Une mise en place des principaux groupes humains étalée sur deux siècles.....	27
Une occupation humaine spatialement très contrastée	29
Les facteurs fondamentaux du peuplement	32
• Le milieu physique : l'importance de l'hydrographie.....	32
• Les causes historiques et économiques : le rôle fondamental des grands axes de communication	34
« Pays » bulu et « pays » éton	38
La complexité des migrations bulu et éton	38
Deux peuplements de styles opposés.....	41
L'identité des pays	42

<i>La cellule familiale : un groupe important, autonome et mobile</i>	48
<i>Un système agricole mixte adaptant les cultures de savane à la forêt</i>	49
<i>Un travail agricole féminin sous contrôle masculin</i>	52
<i>Des rapports lâches avec le sol utilisé temporairement</i>	54
<i>Les transformations de l'époque coloniale</i>	55
Regroupement et fixation des populations	55
De la mobilité collective à la mobilité individuelle	60
L'introduction des cultures de plantation	61
L'évolution du foncier : du droit d'usage au droit coutumier	65
La nouvelle unité familiale : une petite exploitation agricole attachée à la terre	67
<i>Conclusion</i>	70

<i>Le cadre physique : des conditions peu contraignantes</i>	74
<i>La population : de petites exploitations agricoles manquant d'hommes jeunes</i>	77
<i>L'organisation sociale : un ensemble complexe</i>	80

<i>La terre : un bien difficilement accessible</i>	83
La structure foncière des terroirs : une répartition très disparate..	83
Les modes de tenure : prédominance de la propriété familiale	87
Les terres occupées à l'extérieur du terroir : résultat du jeu des héritages plus que d'une stratégie foncière	89
<i>Les cultures : une concurrence entre plantes vivrières et plantations</i>	90
Les superficies cultivées : très variables selon les villages et les exploitations.....	91
L'occupation du sol : une nette domination du cacao	93
Les différents types de champs : une grande variété de parcelles portant des cultures à cycles différents	97
• Les cultures vivrières (<i>afup bidi</i>).....	97
<i>La première saison culturale</i>	97
<i>La deuxième saison culturale</i>	100
• Les plantations : (<i>afup keeka, afup kofi</i>).....	102
Le travail agricole : particulièrement lourd pour les femmes, malgré l'entraide.....	105
<i>Conclusion</i>	108

4 Treize ans après : la situation des deux villages en 1985 111

<i>La population : partout en diminution</i>	112
Les mouvements démographiques : l'émigration, principal moteur de l'évolution des effectifs.....	113
La composition de la population : un affaiblissement des classes actives	119
<i>La terre : vers une succession unilatérale</i>	121
<i>Les cultures : extension des cacaoyères et généralisation de l'afup owondo</i>	124
L'occupation du sol : la progression du cacao.....	124
L'évolution des systèmes de culture : vers l'uniformisation	128

Les activités extra-agricoles : des occupations secondaires mais souvent lucratives.....	131
<i>Conclusion</i>	136

5

Le bilan : inertie et évolution	139
--	-----

<i>Les résultats des systèmes agricoles : une production vivrière inversement proportionnelle aux rendements des plantations</i>	140
--	-----

<i>Les contraintes</i>	142
La population : trop forte ou trop faible	142
L'émigration et l'évolution sociale : deux phénomènes interactifs..	144
Le foncier : un partage trop inégal	146
Les pratiques culturales : toujours très extensives dans des terroirs dominés par l'arachide, le manioc et le cacao	147
L'économie : encore basée sur le cacao, principale source de revenus	151
L'enclavement : un frein à la commercialisation de la production agricole.....	153

<i>Les facteurs positifs</i>	153
------------------------------------	-----

<i>Les stratégies paysannes</i>	155
---------------------------------------	-----

<i>Conclusion</i>	157
-------------------------	-----

Conclusion générale	159
----------------------------------	-----

Bibliographie	167
---------------------	-----

Summary	171
---------------	-----

Table des illustrations	181
-------------------------------	-----

Table des matières	18
--------------------------	----

IMPRIMERIE A. BONTEMPS
87350 PANAZOL (FRANCE)
Dépôt légal : Décembre 1992
N° imprimeur : 29012-1992

Le Cameroun méridional est l'une des principales régions productrices de cacao du pays. Depuis le début du siècle, cette culture a peu à peu envahi les terroirs villageois, évinçant même le café. Vingt-cinq ans après l'Indépendance, sa progression continue. L'économie agricole régionale, extravertie, dépend des cours mondiaux du cacao qui ne cessent de se dégrader. La détérioration de la situation économique des planteurs va de pair avec le rapide essor de la capitale, Yaoundé, qui polarise de forts mouvements migratoires.

Le problème crucial que pose actuellement l'avenir de la culture du cacao est analysé du point de vue des paysans, à travers deux cas concrets, deux villages très différents par leur environnement, leur population, leur degré d'enclavement. L'originalité de l'approche est double. D'une part, elle privilégie l'étude des terroirs, moyen d'investigation le mieux adapté pour saisir les rapports complexes unissant les paysans et l'espace qu'ils exploitent. D'autre part, en présentant les villages à deux époques différentes, l'étude acquiert une dimension temporelle permettant de discerner les tendances longues.

Les multiples conséquences de la culture du cacao sur les systèmes de production, la concurrence entre les plantations et les cultures vivrières, la dépendance des paysans vis-à-vis des cultures de rente, sont autant de questions d'actualité, au moment où l'effondrement des cours laisse présager la chute de l'« empire » du cacao. Ce problème dépasse largement les frontières du Cameroun. C'est celui de tous les pays exportateurs de produits tropicaux.

Christian SANTOIR, géographe de l'Orstom, a travaillé en Afrique, plus particulièrement au Cameroun, au Sénégal et en Mauritanie. Ses études portent sur les sociétés rurales. De 1982 à 1986, il s'est consacré à l'élaboration de l'« atlas régional du Sud Cameroun ».
